



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

22077

246 p
tables
diagrammes
illustrés.

REPUBLIQUE DU NIGER

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

PREPARATION DE STRATEGIES ET PLANS D'ACTION ET
D'INVESTISSEMENTS DES FILIERES INDUSTRIELLES
DE L'ELEVAGE

PROJET
DP / NER / 87 / 009

PROPOSITION

NOVEMBRE 1988

EN ASSOCIATION AVEC

INTER G
NANTERRE - FRANCE

Institut d'Elevage
et de Médecine Vétérinaire
des Pays Tropicaux
Maison Alfort - FRANCE



OCCR **INTER G**

ORGANISATION ET CONTROLE. CONCEPTION ET REALISATION

HA 29.11

NANTERRE, le 24 Novembre 1988

Organisation des Nations Unies pour
le Développement Industriel

O. N. U. D. I.

Chef de la Section des Marchés
Département d'Administration (DA)
Boîte Postale 300

A - 1400 VIENNE (AUTRICHE)

N/Réf. : BFB/AV/21.214

Objet : Appel d'offres n° P88/53-DP/NER/87/009
Préparation de stratégies et plans d'action
et d'investissements des filières indus-
trielles de l'élevage

Monsieur le Directeur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver, ci-joint, notre proposition pour la préparation de Stratégies et Plans d'Action et d'Investissements des Filières Industrielles de l'Elevage.

Nous pensons avoir réuni, pour la réalisation de cette étude, une équipe particulièrement compétente qui vous assurera une prestation de haute qualité. En effet :

- Le groupe INTER G dispose en son sein d'économistes et d'ingénieurs dont la complémentarité des compétences et des expériences permet de répondre à la diversité des études de développement industriel, tout en garantissant l'unité d'intervention. La longue expérience d'INTER G en ingénierie industrielle sera la garantie d'une analyse très concrète et réaliste du système industriel Nigérien.

Il faut parallèlement souligner qu'INTER G a une longue expérience de l'Afrique tant au niveau des réalisations industrielles qu'au niveau des schémas de développement. Récemment INTER G est d'ailleurs intervenu au NIGER, à travers plusieurs études du développement énergétique qui lui ont permis d'entrer en contact étroit avec l'économie et l'industrie du pays.

Une Société du groupe d'ingénierie INTER G

Société Anonyme au capital de 4 925 000 F - R.C.S. Nanterre B 552 029 506
Siège social : 133, rue Salvador Allende - 92000 NANTERRE
Adresse Postale : B.P. 718 - 92007 NANTERRE Cedex
Téléphone : 47 76 43 25 - Telex : 616010 F - Télécopie : 47 76 47 00

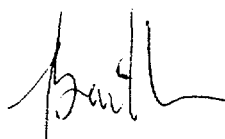
Par ailleurs INTER G s'est assuré, pour la conduite de l'étude, la collaboration :

- de l'INSTITUT D'ELEVAGE ET DE MEDECINE VETERINAIRE DES PAYS TROPICAUX (MAISON-ALFORT - FRANCE)
- de la S.E.M.A.

L'intervention de l'I.E.M.V.P.T., spécialisé dans les activités liées à l'élevage permettra d'aborder de façon très approfondie et concrète les filières industrielles de l'élevage et de proposer des actions et projets réalistes et très précisément spécifiés. On notera que l'IEMVPT intervient depuis environ une vingtaine d'années au NIGER dans le secteur de l'élevage et est ainsi en relation permanente avec les acteurs de ce secteur et notamment le Ministère des Ressources Animales.

L'intervention d'experts de la SEMA, importante société intervenant dans le domaine de l'ingénierie, assistance, conseil permettra de bénéficier d'une connaissance approfondie de l'environnement économique et technologique industriel international et de ses relations privilégiées avec ses acteurs, lors de l'identification des investisseurs internationaux potentiels.

Restant à votre disposition et espérant que notre proposition aura votre agrément, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos salutations distinguées.



P. BAILLE

Le Président

**PREPARATION DE STRATEGIES ET DE PLANS D'ACTION ET
D'INVESTISSEMENTS DES FILIERES INDUSTRIELLES DE L'ELEVAGE**

SOMMAIRE DE LA PROPOSITION

- 1 - Déclaration d'intention du soumissionnaire
- 2 - Déclaration relative aux contrats similaires
- 3 - Conception de l'étude et plan de travail
 - 3.1 Méthodologie
 - 3.2 Mode d'intervention
 - 3.3 Planning de l'étude
- 4 - Aptitude au démarrage rapide de l'étude
- 5 - Déclaration d'affectation d'un personnel qualifié
- 6 - Présentation du personnel proposé
- 7 - Présentation des sous-traitants
- 8 - Prix de l'étude et conditions commerciales
- 9 - Ventilation détaillée du prix de l'étude
- 10 - Présentation du soumissionnaire

1. DECLARATION D'INTENTION DU SOUMISSIONNAIRE



OCCR **INTER G**

ORGANISATION ET CONTROLE. CONCEPTION ET REALISATION

Nous soussignés, OCCR - INTER G, Société d'Ingénierie de Droit Français, représentée par Monsieur Patrice BAILLE, Président, décidons de soumissionner à l'appel d'offres restreint lancé par l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL et le GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER, pour l'étude intitulée :

*"PREPARATION DE STRATEGIES ET DE PLANS D' ACTIONS ET INVESTISSEMENTS DES FILIERES INDUSTRIELLES DE L' ELEVAGE"
(Appel d'offres N° P88/53 - DP/NER/87/009).*

Notre Société demeurera engagée par son offre pendant une durée de trois mois, à partir de la date limite de remise des offres.

Notre Société est en mesure d'effectuer les travaux indiqués et est disposée à le faire dans les conditions prévues au présent Appel d'Offres et dans ses Annexes et Appendices.

Fait à NANTERRE, le 24 Novembre 1988

Patrice BAILLE

Le Président

2. DECLARATION RELATIVE AUX CONTRATS SIMILAIRES

REFERENCES SPECIFIQUES AU PROJET

On trouvera ci après un certain nombre de références, extraites des références générales

- du GROUPE INTER G
- de L'INSTITUT DE L'ELEVAGE ET DE MEDECINE
VETERINAIRE DES PAYS TROPICAUX
- de la S.E.M.A.

INTER G

REFERENCES

AFRIQUE NOIRE - Programme International Rexcoop FRANCE

L'offre et la demande de matériels de climatisation en Afrique Noire.
Montant 180.000 FF

ALGERIE (Contrats O.N.U.D.I.)

Dans le cadre de la restructuration du secteur industriel du verre, mission d'expertise de cinq unités de production :

- diagnostic du secteur et de chaque entreprise sur les plans commercial, technique et financier
- établissement d'un programme de redressement

Etude de diagnostic d'une unité de production de papier (en cours)

- diagnostic du marché
- diagnostic de l'entreprise sur les plans commercial, technique et financier
- établissement d'un plan de réhabilitation

Montant 150.000 FF

ALGERIE - Société Nationale de Conserve

Etude et mise en place d'un système de contrôle de gestion et calcul du prix de revient.

Montant 300.000 FF

BENIN - Brasserie "La Béninoise" (Contrat Banque Mondiale)

Dans le cadre du programme de réhabilitation du secteur public et para-public

. Diagnostic du secteur brassicole et de chaque entreprise du secteur (trois unités) sur les plans commercial, technique et financier

En particulier :

- expertise des installations industrielles
 - viabilité économique de l'entreprise
 - audit financier
 - problème du personnel
- . Etablissement d'un plan d'urgence (détermination des ressources financières nécessaires, rentabilité économique des investissements envisagés ,...)*

. *Programme de redressement complet*

Initialement prévue, cette phase a été remise en cause en raison d'une explosion qui a partiellement détruit les installations de l'Unité de COTONOU (en juin 1986). Notre Société a été retenue par les Autorités Béninoises et l'ONUDI pour assurer une nouvelle expertise des installations, définir le programme de réhabilitation, réaliser l'étude technico-économique et établir le cahier des charges pour la réalisation des travaux.

Montant 1.423.000 FF

BENIN - Unité de transformation de fruits et légumes - SONAFEL
(Contrat Banque Mondiale)

Même démarche que pour le projet Brassicol avec un diagnostic portant sur la partie agricole et la partie industrielle. Un accent tout particulier a été mis sur l'étude du marché national et des circuits de commercialisation. Etant donné les conclusions auxquelles ont conduit l'expertise des installations et les potentialités de l'ensemble de l'entreprise, le plan d'urgence a recommandé la liquidation d'une partie de la Société (distribution notamment) avec possibilité de sauver une partie de l'activité de transformation (noix de cajou).

Les études diagnostic ont concerné les usines de traitement des produits suivants : anacardes (baume et noix), concentré de tomates, nectar de mangue, jus et huiles essentielles de citrons et agrumes.

Montant 1.355.000 FF

BENIN : Expertise et étude technico-économique pour la reconstruction et la remise en route de la brasserie de COTONOU de la Société La Béninoise détruite par une explosion le 30 juin 1986.
(Contrat ONUDI)

Détachement de 4 experts pour une durée globale de 8 hommes/mois, à savoir :

- . un ingénieur économiste, chef de la mission
- . un expert brasseur
- . un expert électro-mécanicien
- . un spécialiste génie-civil

La partie économique comprenait en particulier :

- . l'étude du secteur des boissons au BENIN
- . l'analyse des besoins du marché et les options qui s'offrent pour les satisfaire
- . l'analyse socio-économique des options proposées et en particulier les effets sur l'emploi
- . le diagnostic financier de la Société et sa capacité à entreprendre un programme de réhabilitation.

Les autres intervenants assurèrent à la fois le diagnostic technique (process, utilités, génie civil, etc...) et les études techniques correspondantes en vue de comparer les différentes options.

Montant 500.000 FF

BURUNDI - Ministère des Transports

Etude du Schéma Général du Transport.

Etude économique préliminaire à la création d'une chaîne de Transport intégrée entre Bujumbura et Dar Es Salam (transports terrestres et lacustre).

Etude de la répartition intermodale des Trafics entre le Transport routier et la chaîne de Transport intégrée.

Montant 2.000.000 FF

CAMEROUN

Etude de la mise en valeur des régions Sud et Sud Est du CAMEROUN en liaison avec la création d'un port en eau profonde au Sud de KRIBI désenclavant la région. Dans ce cadre toutes les potentialités de développement ont été étudiées et notamment :

- exploitation forestière
- exploitation des mines de fer des Mamelles de KRIBI
- exploitation et utilisation du gaz
- exploitation et utilisation de la bauxite de MINIM MARTAP

Les grands projets moteurs de l'économie du pays au cours des prochaines années ont de ce fait été parfaitement identifiés et étudiés dans le contexte économique et technique de leur filière :

- la filière exploitation forestière et industries du bois
- la filière exploitation du minerai de fer et sidérurgie
- la filière exploitation de la bauxite et industries de l'aluminium.

Montant 4.000.000 FF

CAMEROUN - Contrat ONUDI 1987

Dans le cadre du contrat signé par la Société MAXWELL STAMP ASSOCIATES d'Assistance pour l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation, INTER G s'est vu confier des missions pour l'étude des secteurs Produits Chimiques engrais, et agro-industrie.

Montant 300.000 FF

CAMEROUN - Ministère des Transports

Etude du Schéma Directeur Portuaire du Cameroun.

Etude de la répartition des Trafics entre les ports camerounais en fonction des chaînes de Transport alternatives et du dimensionnement des infrastructures portuaires.

Montant 1.500.000 FF

CAMEROUN - Ministère des Transports

Etude de l'impact sociologique sur les populations locales de la réhabilitation de l'axe ferroviaire DOUALA-YAOUNDE :

- Amélioration des circuits de commercialisation des produits agricoles
- Amélioration du niveau de vie
- Déplacement de la population vers la ville, etc ...

Montant 560 000 FF

C.E.A.O. (Communauté Economique d'Afrique de l'Ouest)

Etude du Schéma Général de la desserte ferroviaire des pays enclavés de la CEAO.

Montant 800.000 FF

C.E.A.O.

Etude du développement et de la régionalisation du machinisme agricole et des pompes à motricité humaine pour l'ensemble de la Communauté Economique d'Afrique.

Montant 1.000.000 FF

CHINE - Contrats C.E.E. 1987.

Dans le cadre de la réhabilitation des unités industrielles, expertise technique finalisée par les recommandations et évaluation des investissements correspondants pour les unités suivantes :

- Usine sidérurgique de CHENG DU SEANLESS TUBE
- Distilleries (vins) de HENG DAO HEZI et YI MENPU
- Centrale thermique de HUHEHOT
- Unité produisant des réfrigérateurs à QUIGDAO

Montant 500.000 FF

CONGO - Ministère des Transports et de l'Aviation Civile

Dans le cadre de la réhabilitation du chantier naval de CHACONA - initialement conçu pour produire des unités de bois - étude de marché pour la transformation du chantier naval existant et diagnostic des équipements.

Montant 300.000 FF

COTE D'IVOIRE - Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles

Etude de la filière arachide.

- . production*
- . commercialisation*
- . valorisation des sous-produits*

Montant 400.000 FF

FRANCE - OREAM LORRAINE

- Etude du développement industriel régional autour de la notion de pôle industriel : analyse des économies d'échelle, des relations inter-industrielles de l'interdépendance technique et économique des activités entre elles.*
- Etude coûts/avantages pour le choix entre sept sites d'implantations possibles de pôles industriels*
- Etude de la promotion du secteur mécanique en Lorraine*

Montant 1.200.000 FF

FRANCE - OREAM BORDEAUX AQUITAINE

Etude du développement industriel induit par les implantations récentes :

- création d'emplois : nombre, qualification...*
- analyse de l'évolution du tissu industriel*

Etude de la sous-traitance et de ses conditions de développement

Montant 400.000 FF

FRANCE - Acieries de Pompey

Etudes et réorganisation de l'atelier général d'entretien de l'usine.

Montant 800.000 FF

FRANCE - Alsthom-Atlantique

Etudes de restructuration d'usines existantes, matériel MT et BT.
Montant 1.150.000 FF

FRANCE - Pechiney Ugine Kuhlmann

Etude de reconversion de plusieurs bassins de main-d'oeuvre.
Montant 400.000 FF

GUINEE - Réhabilitation d'une unité de transformation de fruits et agrumes
(Société mixte SALGUIDIA)

- Etudes technico-économiques pour la réhabilitation de l'ensemble du complexe agro-industriel : sur les plans agricole et industriel
Expertise technique et audit financier
Programme de réhabilitation et études de factibilité (1979-1980)
- Réhabilitation de l'unité industrielle (investissement de 40 millions de francs) et extension des installations
Réalisée selon la formule du "Clé en main", avec intervention des différents corps de métier (génie civil, process, utilités ...) sous la seule responsabilité d'INTER G (1981-1983)
- Assistance technique ; conception et mise en application des outils de gestion et organisation financière.

Montant 50.000.000 FF

GUINEE - Réhabilitation d'une unité de transformation de plastique - SOGUIPLAST

- Etudes de réhabilitation, comprenant l'étude de marché, l'étude technico-économique, l'organisation et la gestion, l'audit financier et l'étude de rentabilité financière du projet (1979-1980)
- Mission d'ingénieur-conseil pour la réalisation des travaux de réhabilitation avec détachement d'experts (durée moyenne comprise entre 6 et 18 mois) dans les domaines suivants :
 - . génie civil
 - . équipements process
 - . utilités - électricité
 - . gestion et finances (1981-1984)

Montant 2.300.000 FF

GUINEE - Identification des projets industriels (1983) - Contrat ONUDI

Composée de cinq experts et d'une durée globale de 4 mois, cette mission avait pour objet, dans le cadre des plans généraux établis au niveau du Pays et dans la perspective de la mise en valeur de ses potentialités énergétiques, de dresser un inventaire des projets industriels (existants, en cours de réalisation ou envisagés).

Au-delà de la constitution d'un portefeuille de projets, répertoriés selon leur nature, leur état d'avancement, et leur degré de fiabilité, le rapport d'étude réalisa une synthèse générale afin de s'assurer en particulier de la bonne insertion de l'ensemble des projets dans le programme de développement général de la GUINEE et de leur cohérence vis-à-vis du plan énergétique.

Montant 400.000 FF

NICARAGUA - Ingenio Julio Buitrago (Contrat ACTIM)

Expertise de l'unité sucrière Julio Buitrago ayant pour objectif d'améliorer :

- les rendements en sucre
- la récupération d'énergie (à vendre au réseau national)

Montant 320.000 FF

NICARAGUA - EMARA 1985-1986

Etude de deux filières chimiques à partir de l'éthanol obtenu à partir de la mélasse :

- filière éthanol-éthylène-MVC-PVC
- filière éthanol-éthylène-polyéthylène

Pour chacune de ces filières et chaque maillon de la filière on a procédé :

- aux études de marché aboutissant au dimensionnement de chaque unité
- aux avant projets sommaire
- aux études de factibilité.

Montant 800.000 FF

NIGER - Assistance aux P.M.E nigériennes et à l'Office de Promotion des Entreprises Nigériennes (O.P.E.N) - Contrat ONUDI 1984

Détachement d'expert ayant pour mission :

- . diagnostic de la circulation de l'information
- . amélioration des techniques actuellement en application dans la Direction de l'Information et de la Documentation de l'O.P.E.N.
- . proposition et recommandation des mesures nécessaires à l'amélioration des résultats en se basant sur les besoins des PME nigériennes.

Montant 80.000 FF

SENEGAL - Société Electrique et Industrielle du BAOL

Etude de rénovation de la production et de la distribution électrique.

Montant 1.700.000 FF

SENEGAL - Compagnie Sucrière Sénégalaise (C.S.S.)

Etude de diagnostic

La Compagnie Sucrière Sénégalaise, qui a le monopole de la production et de la commercialisation du sucre au Sénégal, possède une sucrerie de canne (capacité annuelle 80.000 tonnes de sucre) à Richard-Toll et une implantation à DAKAR avec magasins de stockage.

INTER G a réalisé la totalité de l'étude technique de fabrication. Cette étude a porté sur :

- l'ensemble de l'outil de production
- les éléments de contrôle technique (laboratoire) et économique (gestion de la production)
- les magasins de stockage
- les services de production des utilités
- les services d'entretien
- les moyens de transport
- les procédures d'achat

INTER G a procédé à l'examen des principaux postes de coûts, des pertes de fabrication, des rendements par atelier, des économies d'énergie et de l'amélioration du bilan énergétique par amélioration des conditions de combustion et de stockage de la bagasse.

Montant 1.534.000 FF

SENEGAL - SEIB - DIOURDEL

Construction clef en mains d'une huilerie d'arachide ayant une capacité de Trituration de 200.000 T/an et des ateliers annexes de margarineries, savonneries...

Montant 200.000.000 FF

TCHAD

Dans le cadre du Plan d'Urgence Coton :

- . expertises techniques (équipements et maintenance) des usines de traitement des graines de coton, des huileries et savonneries
- . diagnostic du personnel
- . établissement d'un plan de formation
- . recommandations et évaluation des investissements (Contrat Banque Mondiale 1987).

Montant 450.000 FF

TOGO - Assistance à la Société Togolaise d'Etudes et de Développement (SOTED) - Contrat ONUDI 1983

Détachement d'expert ayant pour mission :

- . identification des besoins de la SOTED en information industrielle
- . identification des sources d'information existant dans le pays
- . recommandation pour la structure, l'organisation, la gestion et les méthodes d'opération
- . formation sur place.

Montant 80.000 FF

THAÏLANDE

Dans le cadre du développement de la région EASTERN SEA BOARD :
- Etude du développement d'une zone industrielle destinée à accueillir des industries d'exportation.

Montant 1.120.000 FF

ZAIRE - Usine de matériel Agricole au Zaïre (U.M.A.Z) - Contrat ONUDI 1985

L'UMAZ fabrique du petit matériel agricole (bèches, houes, machettes, etc...) et ne marche qu'à faible capacité par manque de marché.

INTER G a réalisé une étude technico-économique sur l'éventualité d'intégrer à l'UMAZ une ligne de fabrication de pompes manuelles à eau.

Cette étude a comporté les éléments suivants :

- examen diagnostique de l'usine existante
- étude du marché des pompes hydrauliques manuelles
- choix d'un type de pompe après étude comparative des différents types
- définition du mode de production et des besoins en matières premières, utilités personnel
- organisation de l'unité de production
- évaluation financière et économique : investissement, coût de production, financement, prix de vente, chiffre d'affaires...

Montant 380.000 FF

ZAIRE - Schéma d'Industrialisation du Zaïre - Contrat ONUDI 1988

Etude en cours

Dans le cadre de l'étude du développement industriel du Zaïre, INTER G a été chargé de réaliser les études préparatoires à l'établissement du Plan d'Industrialisation.

L'étude comporte les phases suivantes :

- Diagnostic de l'organisation et du fonctionnement du système industriel Zaïrois actuel
- Proposition de filières prioritaires
- Développement et restructuration des filières industrielles prioritaires.

Les objectifs étant de :

- valoriser les matières premières locales*
- développer la production des produits manufacturés locaux*
- limiter ou diminuer les importations grâce aux produits de substitution*

Montant 4.500.000 FF

INSTITUT DE L'ELEVAGE ET DE MEDECINE VETERINAIRE
DES PAYS TROPICAUX

REFERENCES

QUELQUES REFERENCES EN MATIERE
DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE TROPICAL

LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX ET ETUDES REALISES PAR L'ITEMVT

(1979-1986)

Les conventions et marchés sont passés soit avec des ministères, ou organismes publics et privés français, soit avec des organismes étrangers ou internationaux.

OPERATIONS D'ELEVAGE INTEGREES OU GENERALES

1979

- . Développement de l'élevage au Mugamba-Nord, BURUNDI.
- . Mise en oeuvre du projet de développement de l'élevage en Ituri, (région du Haut ZAIRE).
- . Rédaction d'un ouvrage intitulé : "Précis du petit élevage".
- . Mission pour l'évaluation des programmes de recherches dans un projet de la Banque Mondiale, au SENEGAL.
- . Appui scientifique sur les problèmes zootechniques et vétérinaires du Cenraderu à MADAGASCAR.
- . Etude pour réactualiser la formation des cadres du Service de l'Elevage au NIGER.
- . Etude intégrée des systèmes de production d'élevage au SENEGAL.
- . Etude pour le Club du Sahel et l'OCDE, de la stratégie de développement de l'élevage dans les pays sahéliens.
- . Etude de factibilité du projet de création du périmètre de Bema au MALI.
- . Mise à disposition d'un expert zootechnicien dans la cellule d'appui à un projet de développement (SODEPRA-COTE D'IVOIRE).
- . Mission vétérinaire française en ETHIOPIE :
Cette mission vétérinaire, composée de 9 agents, apporte son appui aux services nationaux, en particulier dans les domaines suivants :
 - ressources animales,
 - mise au point, préparation et contrôle des vaccins destinés à la lutte contre les épizooties,
 - mise en place d'unités de diagnostics, de recherches et de services spécialisés,
 - organisation de campagnes de vaccination,
 - formation de docteurs et de techniciens vétérinaires.
- . Etude de factibilité sur l'aménagement des vallées du Sud du Lac Alaotra, Ranofotsy et Sasomangana à MADAGASCAR.
- . Mise à disposition de la République du SENEGAL d'un expert junior statisticien auprès de la cellule d'appui d'un projet de développement (SODESP).
- . Etude d'un programme pour la formation de chefs de projets d'élevage.
- . Etude d'un projet de développement de l'élevage dans la Nouhao en HAUTE VOLTA.

- . Mise à disposition d'un expert de suivi de productivité dans un projet de développement de l'élevage en COTE D'IVOIRE.
- . Réalisation technique du projet d'élevage de la ferme de Bekamba, (Moyen Chari, TCHAD).
- . Mise à disposition d'un expert comme chef d'un projet de développement de l'élevage en HAUTE VOLTA.
- . Réalisation d'un film en coproduction franco-allemande sur les glossines et la lutte contre les trypanosomoses africaines.

1980

- . Etude du développement de l'élevage en GUINEE BISSAU.
- . Etude du suivi des ressources naturelles du Sahel.
- . Organisation d'un cycle de formation de spécialistes de la lutte contre les glossines et les trypanosomoses animales.
- . Projet de formation d'élèves ingénieurs en COTE D'IVOIRE.
- . Mission pour définir les activités d'enseignement et de formation vétérinaires en COTE D'IVOIRE.
- . Mise à disposition du chef des opérations zootechniques et pastorales pour le projet de modernisation pastorale de la zone Sud Tamesna au NIGER.
- . Assistance pour la comptabilité informatique de l'IDESSA en COTE D'IVOIRE.
- . Etude d'un projet de développement agricole dans l'Ouest de la HAUTE VOLTA.
- . Etude de l'application de la recherche à la mise en valeur des ressources forestières et cynégétiques en République CENTRAFRICAINE.
- . Mise à disposition d'un expert en agropastoralisme pour un projet de développement agricole de la région Nord-Ouest en SOMALIE.
- . Mise à disposition d'un expert agropastoraliste pour l'étude du schéma d'aménagement de la Volta noire en HAUTE VOLTA.
- . Etude préliminaire sur un projet pilote d'aménagement biologique intégré du massif du Fouta Djallon en GUINEE.

1981

- . Etude de la situation de l'élevage en République CENTRAFRICAINE.
- . Etude de quatre programmes de développement de l'élevage au CAMEROUN :
 - hydraulique pastorale et aménagement des pâturages,
 - lutte contre les glossines dans le département de la Bénoué,
 - embouche paysanne et octroi des crédits aux éleveurs et aux agriculteurs,
 - création de deux ranches d'élevage dans les zones éradiquées du Département de la Bénoué.
- . Mission pour l'étude d'un projet d'exploitation agro-sylvopastorale de la partie Nord du Département de Niamey au NIGER.
- . Mise à disposition d'un expert, spécialiste de l'élevage pour le projet de développement de l'élevage en GUINEE.
- . Envoi d'un expert pour étudier la situation et les perspectives de développement de l'élevage au SENEGAL.
- . Envoi d'un expert pour l'étude d'un projet d'élevage à MADAGASCAR.
- . Mise à disposition d'un expert, spécialiste des ressources des parcours, au SENEGAL.

- . Mission pour l'amélioration et le développement de la production animale au BENIN.
- . Projet élevage d'aménagement intégré du Fouta Djallon en GUINEE.
- . Mission pour installer un centre de documentation en GUINEE.
- . Missions d'appui au Laboratoire national de l'Elevage et de Recherches vétérinaires (L.N.E.R.V.) de Dakar, SENEGAL en :
 - Parasitologie,
 - Cultures fourragères,
 - Problèmes de nutrition,
 - Amélioration génétique des animaux.

1982

- . Création, au sein de l'ISRA, Dakar, SENEGAL, d'un département d'appui aux services de recherche.
- . Envoi d'un expert pour l'enseignement à l'Institut Agronomique de Bouaké en COTE D'IVOIRE.
- . Envoi d'un expert dans le domaine de l'élevage tropical au MEXIQUE.
- . Envoi d'un expert pour l'étude d'un projet d'élevage au NIGERIA.
- . Envoi d'un expert pour la mise en place du Centre de documentation et de diffusion agricole en GUINEE-BISSAU.
- . Mission d'évaluation des programmes de production fourragère et de production laitière au SENEGAL.

1983

- . Assistance technique pour la préparation d'un projet d'élevage, de production animale (productivité des troupeaux, paramètres zoo-économiques de production et de commercialisation des troupeaux) et de création d'un laboratoire de diagnostics aux COMORES.
- . Envoi d'un expert pour un projet de développement agro-industriel au MOZAMBIQUE.
- . Participation à une mission pour l'étude du développement rural en MALAISIE (Sarawak).
- . Participation à une mission d'évaluation des besoins de la recherche agronomique en MAURITANIE.
- . Envoi d'un expert pour organiser un Séminaire sur l'épizootiologie et l'économie vétérinaire des pays francophones au Sud du Sahara.
- . Assistance au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour le développement, par l'envoi d'un expert pour la mise en route de la cellule de documentation, en HAUTE VOLTA.

1984

- . Mission d'identification en République Centrafricaine (PDEO) 3 au 10 mai.
- . Assistance au CEFADER aux COMORES (MPAIA) en matière d'approvisionnement en matériel et produits vétérinaires, et apport documentaire.
- . Etude de factibilité d'un projet d'élevage au Sahel occidental, MALI, mai.
- . Etude d'impact des centres internationaux de la recherche agronomique sur les recherches nationales et sur le développement de l'agriculture dans les pays africains (TOGO, CAMEROUN, BURKINA FASO), novembre.
- . Etude du développement de l'élevage au TOGO, novembre.
- . Consultant en documentation au BURKINA FASO - 9 au 27 mai et 16 au 26 novembre.
- . Projet de développement des Unités coopératives de production en TUNISIE (Governorats de Jendouba, Nabeul et Zaghouan) (FAO), 10 jours en octobre.
- . Appui aux volets "Elevage" des programmes "Systèmes de production", SENEGAL, 8 au 25 mai.

1985

- . Préparation et publication des actes du séminaire sur une structure de santé animale de base. Bujumbura, BURUNDI.
- . Revue du secteur de l'élevage au MALI.
- . Appui en entomologie, parasitologie et agropastoralisme en République Centrafricaine.
- . Participation au Colloque sur l'amélioration de l'élevage à MADAGASCAR, organisé par l'Académie malgache.

1986

- . Continuation du développement de l'élevage ovin dans la région de Kaolack. SENEGAL.
- . Assistance à un projet d'achat de fournitures. SENEGAL.
- . Planification du développement de l'élevage au Sénégal. SENEGAL.
- . Mission d'appui à la SODESP. SENEGAL.
- . Mission d'appui auprès du service des Systèmes de productions ISRA. SENEGAL.

- . Développement de l'élevage au Burundi. BURUNDI.
- . Planification du développement de l'élevage. CAMEROUN.
- . Etude des ranches et abattoirs de la SODEPA au Cameroun. CAMEROUN.
- . Expertise en documentation et diffusion pour le programme de restructuration de l'INRA. MAROC.
- . Mission de consultation dans chacun des pays de l'UDEAC.
(Projet d'école vétérinaire à N'Gaoundéré).CAMEROUN.
- . Rapport d'achèvement du projet de développement de l'élevage dans l'Ouest -
Evaluation ex post. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.
- . Recherche, développement en matière d'épidémiologie et d'agropastoralisme. TCHAD.
- . Mission d'un technicien frigoriste en Guinée, au Niger et au Zaïre. ZAIRE.
- . Mission dans le cadre de l'assistance aux études de la production laitière.
(région de Mahajanga). REP. MALGACHE.
- . Etude d'un système d'élevage bovin. GUADELOUPE.
- . Etude de développement de l'élevage dans l'ORD de l'Est. BURKINA FASO.
- . Lutte intégrée contre les glossines. BURKINA FASO.
- . Mise en place d'un système de documentation automatisée à Ouagadougou.
BURKINA FASO.
- . Programme d'automatisation de la documentation agricole à Abidjan. COTE D'IVOIRE.
- . Mission d'appui à l'IDESSA Bouaké. COTE D'IVOIRE.
- . Prestations d'assistance technique dans le cadre du projet de développement
de l'élevage. GUINEE.
- . Assistance technique au ranch de Madina Diassa. MALI.
- . Cours de diagnostics à Bamako. MALI.
- . Revue secteur élevage au Mali. MALI.

ALIMENTATION ET AGROPASTORALISME

1979

- . Expérimentation sur l'alimentation complémentaire des veaux.
- . Mise à disposition du Gouvernement du CAMEROUN du personnel d'encadrement pour une expérience d'embouche.
- . Mise à disposition de l'INRAN à Niamey, NIGER, d'un agrostologue, chef de service.
- . Etude agropastorale sur l'aménagement global de la région du Red Sea Governorate entre la vallée du Nil et de la Mer Rouge.
- . Espèces ligneuses et herbacées dans les écosystèmes pâturés sahéliens en HAUTE VOLTA.
- . Maintien et restauration de parcours sahéliens au TCHAD.
- . Etude de la production et l'utilisation pour l'alimentation animale des farines de légumineuses tropicales.
- . Etude sur les possibilités de lutte contre l'aridité dans l'Oudalan, HAUTE VOLTA.
- . Etude sur les modalités d'exploitation des pâturages sahéliens au Gourma, MALI.
- . Etude des ressources agropastorales du Massif du Termit et des zones voisines au NIGER.
- . Mise au point des projets de surveillance continue des pâturages en HAUTE VOLTA.
- . Etude des pâturages de l'Adamaoua au CAMEROUN.
- . Etude agropastorale de la zone d'accueil de Banfora en HAUTE VOLTA.
- . Etude agropastorale du SENEGAL oriental.
- . Etude agropastorale dans la région de Mizdah en LIBYE.
- . Etude des problèmes d'embouche bovine au SENEGAL.
- . Mise à disposition d'un spécialiste des cultures fourragères en THAILANDE.
- . Mise à disposition du Gouvernement du CAMEROUN du responsable de la cellule d'appui au Centre d'embouche bovine de M'Bandjock.
- . Etude des produits agricoles et sous-produits agro-industriels utilisables dans l'alimentation animale à MADAGASCAR.
- . Réalisation d'un code pastoral au MALI.
- . Appui technique à l'OMBEVI dans le domaine de la gestion et l'exploitation rationnelle des parcours des zones sahéliennes de Kayes et Niono et Nara-Est au MALI.
- . Essais d'embouche de moutons au NIGER.
- . Etude des sous-produits agro-industriels utilisables dans l'alimentation animale au SENEGAL.

1980

- . Mission agropastorale au BRESIL.
- . Etude d'un projet pilote de développement agropastoral en THAILANDE.
- . Mise à disposition d'un expert en agropastoralisme pour un projet de développement de l'élevage dans le Niger Centre-Est.
- . Etude pour un centre d'embouche et d'élevage au NIGERIA.
- . Etude des possibilités d'aménagement des cultures fourragères en HAUTE VOLTA.
- . Mise à disposition d'un expert pour un projet de développement agricole en HAUTE VOLTA.
- . Mission agropastorale au Chari-Baguirmi, TCHAD.

1981

- . Rédaction de l'ouvrage :
 - Graines de légumineuses d'origine tropicale pour l'alimentation du bétail.
- . Réalisation des cartes de potentialités fourragères de ranches d'embouche au CONGO.
- . Mise à disposition d'experts pour des études agropastorales en ARABIE SAOUDITE.
- . Envoi d'un expert agropastoraliste pour l'étude d'un projet de développement rural au NICARAGUA.

1982

- . Etude agropastorale d'une station d'élevage ovin au TOGO.
- . Envoi d'un expert agropastoraliste auprès de la Fondation pour le développement de la région centre occidentale (FUDECO) au VENEZUELA.
- . Mise à disposition d'un agrostologue en CENTRAFRIQUE.
- . Identification de projets d'élevage dans la région des plateaux au CONGO.
- . Mission pour une étude agropastorale au MALI.
- . Envoi d'experts pour l'étude des relations sols-productions fourragères en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Etude d'un projet de laboratoire d'analyses d'aliments du bétail en NOUVELLE CALEDONIE.

1983

- . Mission agropastorale d'appui au CAMEROUN.
- . Mission d'évaluation d'un projet "Embouche bovine" avec étude de la commercialisation au CAMEROUN.
- . Mise à disposition d'un agropastoraliste en COTE D'IVOIRE.
- . Mission agropastorale d'appui en CENTRAFRIQUE.
- . Envoi d'un expert agropastoraliste pour une étude sur la planification des ressources en eau au NIGER.
- . Envoi d'un expert agropastoraliste pour l'étude des problèmes de désertification au NIGER.
- . Cartographie de pâturages de la région des plateaux Batéké au CONGO.
- . Inventaire, utilisation, évaluation des plantes fourragères de NOUVELLE CALEDONIE.
- . Etude agropastorale en NOUVELLE CALEDONIE :
 - espèces fourragères les mieux adaptées aux conditions écologiques locales ;
 - espèces les plus rustiques, les plus productives ;
 - détermination des types de gestions appropriées ;
 - évaluation des rendements et valeurs fourragères.
- . Mission agropastorale en MAURITANIE.
- . Mission d'évaluation des programmes de recherche en alimentation animale au SENEGAL.

1984

- . Evaluation des ressources fourragères par télédétection dans la zone pastorale du Sud Tamesna au NIGER.
- . Etude des palmeraies à doum, DJIBOUTI.
- . Etude des problèmes agrostologiques dans le Mugamba Nord, BURUNDI.
- . Mission nutrition animale sur le projet de développement de Kigali Est au RWANDA.
- . Etudes agropastorales au MALI.
- . Etude sur les possibilités de cultures fourragères en EGYPTTE.
- . Mission en matière d'agropastoralisme en UGANDA.
- . Etude et analyse du milieu au NIGERIA dans la région du confluent de l'Anambra et du Niger.

- . Mission d'appui au L.N.E.R.V. de Dakar, au SENEGAL, sur le projet d'alimentation du bétail tropical (ABT), en février.

1985

- . Edition d'un synthèse des documents cartographiques réalisés depuis sa création par l'IEMVT, sur les potentialités agropastorales du Sahel. Cartographie échelle 1/500 000 couvrant, en partie, les six pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. 25 Atlas par pays.
- . Inventaire, utilisation, &valuation des plantes fourragères de NOUVELLE CALEDONIE.
- . Suivis d'essais fourragers à WALLIS & FUTUNA.
- . Essais d'embouche de moutons en zone soudano-guinéenne au BURKINA FASO.
- . Mission agropastorale dans l'Oudalan. Dynamique des systèmes agropastoraux au BURKINA FASO.
- . Consolidation du service national de l'élevage et aide d'urgence pour préserver le cheptel des conséquences de la sécheresse (consultation en Agropastoralisme) au CAP VERT.
- . Mise à disposition d'un expert agropastoraliste en COTE D'IVOIRE pour études pastorales, cultures fourragères, exploitation des parcours. Complémentation à partir des sous-produits agro-industriels.
- . Etude de faisabilité d'un suivi de la végétation pastorale sous les effets de la sécheresse par télédétection en zone Nord sahélienne, région de Kaedi, Selibaby et Kankossa en MAURITANIE.
- . Recherches pluridisciplinaires intégrées sur l'utilisation des pâturages en MAURITANIE.
- . Evaluation de la biomasse herbacée à partir de mesures radiométriques d'observation de terrain et données de divers types de satellites d'observation de la terre dans la perspective d'un programme annuel d'évaluation des pâturages dans le Sud Tamesna à l'aide du futur satellite SPOT (NIGER).
- . Inventaire général de la végétation et des potentialités pastorales dans l'ensemble du territoire national devant aboutir à une carte des pâturages (DJIBOUTI).
- . Restauration et meilleure utilisation des palmeraies à doum (DJIBOUTI).
- . Consultant agrostologue à la ferme d'Etat FAFIFAMA. Ste Marie : Diagnostic général de l'aspect agrostologique de la ferme, possibilités d'amélioration et d'intensification de la production fourragère ; Fokontany : Intensification de l'élevage villageois, à MADAGASCAR.

1986

- . Etude de faisabilité de la ferme d'élevage d'animaux sauvages dans la région de Franceville. GABON.
- . Réalisation d'essais fourragers aux îles Wallis et Futuna. WALLIS et FUTUNA.
- . Mission d'appui méthodologiques (agropastoralisme). MALI.
- . Etude du Gourma et du Haoussa. MALI.
- . Etude de la dégradation des sols. MALI.
- . Programme d'aménagement des parcours au Mali. MALI.
- . Recherches pluridisciplinaires sur les pâturages. MAURITANIE.
- . Etude et cartographie de la végétation et des potentialités pastorales. DJIBOUTI.
- . Restauration et meilleure utilisation des palmeraies à Doums. DJIBOUTI.
- . Projet d'irrigation de la vallée de l'Umbeluzi. MOZAMBIQUE.
- . Mission agropastorale en SOMALIE.
- . Mise à disposition d'un agropastoraliste dans l'Etat de Anzoategi, El Tigre. VENEZUELA.

ZOOTECNIE-ECONOMIE

1979

- . Mise à disposition du chef de projet pour l'amélioration de l'aviculture villageoise en HAUTE VOLTA.
- . Mission d'appui aux ranches de Louila-Louboulou au CONGO.
- . Mission d'appui dans le domaine de l'insémination artificielle à MADAGASCAR.
- . Amélioration de la production de viande en NOUVELLE CALEDONIE et les Iles du Pacifique.
- . Technologie de la fabrication de la viande séchée au TCHAD.
- . Etude d'un projet de développement de la race bovine Kouri (Lac TCHAD).
- . Pré-étude d'une caisse de compensation des prix de la viande (CEAO).
- . Aménagement d'un ranch d'embouche au NIGERIA.
- . Mission d'appui au ranch de N'Dokayo au CAMEROUN.
- . Mise à disposition d'un expert pour le développement du petit élevage de l'ORD du Yatenga en HAUTE VOLTA.
- . Appui technique au ranch de la Dihessé, CONGO.
- . Mission d'appui pour l'étude du programme d'amélioration génétique de l'élevage bovin en THAILANDE.
- . Factibilité d'un projet de développement de l'élevage ovin au SENEGAL.
- . Etude sur la localisation des sites propices à des élevages bovins de type industriel en COTE d'IVOIRE.
- . Etude de l'élevage des petits ruminants dans l'Ouest Volta, HAUTE VOLTA.
- . Appui à la cellule d'évaluation de l'Institut de recherches d'économie rurale de Bamako au MALI.
- . Mise à disposition d'un vétérinaire spécialisé en élevage ovin en COTE d'IVOIRE.
- . Possibilité de développer l'apiculture en COTE d'IVOIRE.
- . Ouvrage de synthèse sur les connaissances de l'élevage des petits ruminants en Afrique de l'Ouest.

1980

- . Mission d'un spécialiste de la commercialisation du bétail au MALI.
- . Evaluation technique et économique du ranch de Madina Diassa au MALI.
- . Mise à disposition d'un zootechnicien pour l'élevage sous palmiers en COTE d'IVOIRE.
- . Commercialisation du bétail et de la viande en THAILANDE.
- . Projet d'importation de vaches laitières en République ARABE SYRIENNE.
- . Projet "Unités expérimentales du Siné Saloum" SENEGAL.

1981

- . Etude de la commercialisation du bétail et de la viande au BURUNDI.
- . Réimpression du précis "Les petits ruminants d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest".
- . Mission pour l'évaluation de l'élevage bovin en THAILANDE
- . Mise à disposition d'un expert pour un projet de développement de l'élevage camelin dans le NIGER Centre-Est.
- . Envoi d'un expert zootechnicien pour un projet d'élevage au MOZAMBIQUE.
- . Envoi d'un expert pour l'étude de factibilité d'un ranch au NIGERIA.
- . Mission zootechnique au CAP VERT.

1982

- . Mission, en THAILANDE, pour évaluer les résultats de l'assistance technique et définir un nouveau programme.
- . Mission pour une étude de l'utilisation du boeuf de travail en COTE D'IVOIRE.

1983

- . Essais d'embouche de moutons en zone soudano-guinéenne à Banankélédaga en HAUTE VOLTA.
- . Envoi d'un expert pour les problèmes techniques en pathologie et alimentation pour une étude de la filière porcine au CAMEROUN.
- . Mise à disposition d'un vétérinaire chargé du développement de l'élevage ovin dans la région de Kaolack, SENEGAL.
- . Définition d'un programme d'amélioration génétique de l'élevage bovin au BURUNDI.
- . Etude du développement de l'élevage ovin fermier au BENIN.
- . Mission d'appui en THAILANDE, dans le cadre de coopératives en élevage bovin.
- . Assistance technique au ranch de sélection de Madina Diassa au MALI.
- . Mission pour l'étude des ressources fourragères et de la pathologie aux COMORES.
- . Mise à disposition d'un expert pour le développement de l'élevage du mouton dans le Centre de la COTE D'IVOIRE.
- . Envoi d'un expert pour l'étude de la conservation du bétail trypanotolérant en Afrique.
- . Mission pour l'étude du programme zootechnique et des problèmes de l'association agriculture-élevage au SENEGAL.

1984

- . Actualisation de trois manuels d'élevage :
 - Manuel des agents techniques de l'élevage
 - Manuel d'élevage du porc
 - Manuel des cuirs et peaux
- . Développement rural intégré dans la province du Zou, BENIN.
- . Etude d'un projet de développement de l'élevage dans la zone de Kayes Sud au MALI.
- . Identification d'actions pour le développement de l'élevage bovin dans le Dhofar, Sultanat d'OMAN.
- . Bilan des recherches effectuées sur le dromadaire dans certains centres africains de recherches (SOMALIE, SOUDAN, EGYPTTE, MAROC).

1985

- . Amélioration de la production de viande en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Développement de l'élevage du mouton dans le Centre de la COTE D'IVOIRE.
- . Prestation d'assistance technique dans le cadre du projet de développement de l'élevage : 1 spécialiste des enquêtes en Elevage et 1 formateur, en GUINEE.
- . Mission d'appui au secteur agricole. Analyse sous-secteur élevage en GUINEE-BISSAU.
- . Mise à disposition d'un docteur vétérinaire chargé du développement de l'élevage ovin dans la région de Kaolack au SENEGAL.
- . Modélisation et planification de l'élevage au SENEGAL.
- . Mission d'appui aux centres de recherches zootechniques de Bambui et Wakwa au CAMEROUN.
- . Evaluation du projet d'élevage N'Dama sous palmeraie de la Socapalm, Bongoet et Kribi au CAMEROUN.
- . Réalisation d'une enquête épidémiologique et économique pour la lutte contre les tiques dans le cadre du projet d'élevage en Ituri au ZAIRE.
- . Etude de la production de semences en THAILANDE.
- . Appui au projet de développement laitier du Baturraden et évaluation générale en INDONESIE.
- . Etude de factibilité d'un projet de reconstitution de l'élevage porcin en HAITI.

1986

- . Prise en charge d'un docteur vétérinaire zootechnicien. NOUVELLE CALEDONIE.
- . Publication en langue anglaise du rapport externe de l'enquête zoosanitaire. NOUVELLE CALEDONIE.

PATHOLOGIE

1979

- . Mise en place d'un programme de recherche de parasitologie au Laboratoire de Nouakchott en MAURITANIE.
- . Etude sur les problèmes de parasitologie animale en Polynésie française (TAHITI).
- . Etude biochimique, immunologique et génétique de la trypanotolérance des bovins.
- . Etude pour l'établissement d'un programme régional de lutte contre la trypanosomose pour les pays du Conseil de l'Entente et des pays limitrophes (BENIN, COTE D'IVOIRE, HAUTE VOLTA, NIGER, TOGO).
- . Mission d'évaluation pour la réorganisation de la production et de l'utilisation des vaccins anti-pestiques en AFGHANISTAN.
- . Enquête sur le parasitisme des bovins au ranch de Niono au MALI.
- . Etude de l'infestation glossinaire en COTE D'IVOIRE, dans le cadre de la mise en valeur des terres libérées de l'onchocercose.
- . Mission de consultation pour la création d'un laboratoire de diagnostics et de production de vaccins vétérinaires au RWANDA.
- . Expérimentation avec le Levamisole en HAUTE VOLTA.
- . Expérimentation d'un nouvel insecticide au TCHAD.
- . Mise à disposition d'un spécialiste en parasitologie à LA REUNION.
- . Travaux de recherches sur l'immunisation contre l'agalaxie contagieuse.
- . Etude de la pathologie des petits ruminants au TCHAD.
- . Mise à disposition d'un technicien supérieur en bactériologie auprès de l'INRAN à Niamey au NIGER.
- . Expérimentation sur l'Albendazole sur les moutons du TCHAD.
- . Expertises pharmaceutiques diverses.
- . Cartographie de l'infestation glossinaire en COTE D'IVOIRE.
- . Etude économique de la trypanosomose dans le cadre de la CEBV (Bénin, Côte d'Ivoire, Haute Volta, Niger, Togo).
- . Etude de la tolérance des bovins au Fluor (TCHAD).

1980

- . Etude de la pathologie des petits ruminants dans les Etats du Sahel (CILSS).
- . Etude de l'implantation d'un laboratoire de diagnostics au CAP VERT.
- . Mission d'étude sur l'éradication de la fièvre aphteuse en ZAMBIE.
- . Appui scientifique et technique à la mise en service du laboratoire national de production de vaccins vétérinaires à Rabat, MAROC.
- . Etude concernant la production de vaccins au MOZAMBIQUE.
- . Etude de la Santé animale pour l'intensification de la lutte contre les épizooties en Afrique de l'Ouest et du Centre.
- . Enquête sur la situation sanitaire du cheptel de l'ILE MAURICE.

- . Edition d'un traité d'helminthologie.
- . Mission d'appui sur l'éradication des tiques à LA REUNION.
- . Mission d'évaluation d'un projet de lutte contre les tiques au RWANDA.
- . Maître d'oeuvre des travaux de réalisation du Laboratoire national vétérinaire de diagnostic et de fabrication de vaccins de Boklé-Garoua au CAMEROUN.
- . Etude de l'incidence des trypanosomoses en HAUTE VOLTA.
- . Mise à disposition d'un expert en pathologie des petits ruminants pour l'identification de projets en matière de recherche sur les productions végétales et animales pour les pays du Sahel.
- . Etude de la pleuropneumonie chez les ovins et caprins en TUNISIE.
- . Mise à disposition d'un expert pour la campagne d'urgence contre la peste bovine en Afrique de l'Ouest.
- . Envoi d'un expert pour l'assistance vétérinaire aux îles WALLIS et FUTUNA.
- . Mission sur les problèmes de reproduction bovine, ovine et équine au SENEGAL.
- . Envoi d'un expert à Rome à la réunion sur la lutte contre les trypanosomoses animales.

1981

- . Mise à disposition du personnel d'encadrement de l'opération de lutte intégrée contre les glossines dans la zone de Sideradougou en HAUTE VOLTA.
- . Mise à disposition, au Laboratoire national de l'Elevage de Niamey, NIGER, d'un technicien supérieur en bactériologie.
- . Mission pour préparer un programme de lutte contre les maladies du bétail en République de DJIBOUTI.
- . Etude sur la lutte contre les tiques et les maladies transmises dans l'ILE MAURICE.
- . Etude de la création d'un laboratoire vétérinaire de Haute sécurité en FRANCE.
- . Rédaction d'une synthèse bibliographique sur l'élevage et la pathologie des camélidés.
- . Mission d'un expert, spécialiste des maladies de carence alimentaire, au SULTANAT D'OMAN.
- . Mise à disposition d'experts pour missions vétérinaires (pathologie et typologie et productivité des élevages) en ARABIE SAOUDITE.
- . Etude du marché des vaccins et des produits vétérinaires dans les pays du Conseil de l'Entente.
- . Prêt d'un consultant vétérinaire pour la construction d'un centre vétérinaire en ARABIE SAOUDITE.
- . Mise à disposition d'un expert pour une mission concernant les recherches pour le contrôle des glossines en ZAMBIE.
- . Etude sur le pouvoir de dispersion de *G. palpalis gambiensis* le long des gîtes en HAUTE VOLTA.

- . Enquête zoosanitaire en NOUVELLE CALEDONIE :
 - établissement d'un catalogue des maladies animales présentes sur le Territoire ;
 - remise en état de fonctionnement d'un laborlaboratoire vétérinaire ; formation du personnel aux techniques de laboratoire.
- . Mission dans le domaine de l'apiculture (pathologie des abeilles) à LA REUNION.

1982

- . Rédaction d'un manuel de laboratoire vétérinaire de brousse.
- . Préparation et organisation d'un séminaire sur l'épizootiologie et
- . Remise en activité du laboratoire de l'élevage de Farcha-N'Djamena, TCHAD.

- . Mise à disposition d'un docteur vétérinaire parasitologiste en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Envoi d'un expert en microbiologie pour un projet d'élevage caprin en TUNISIE.
- . Evaluation des programmes de santé animale à MADAGASCAR.
- . Préparation et organisation d'un séminaire sur l'épizootiologie et l'économie vétérinaire.
- . Etudes complémentaires en vue de la préparation de la campagne d'éradication de la peste bovine et de la péripneumonie bovine.

- . Mission d'expert en laboratoire vétérinaire au KENYA et au SENEGAL.
- . Identification de projets d'élevage dans la région des plateaux au CONGO.
- . Mission d'experts sur la lutte contre les tiques et les maladies transmissibles par celles-ci à la MARTINIQUE.
- . Mise à disposition d'un mécanicien frigoriste au laboratoire de Farcha, N'Djamena, TCHAD.
- . Mise à disposition de l'O.I.E., d'un épidémiologiste.
- . Mise à disposition d'un docteur vétérinaire au C.R.T.A. de Bobo-Dioulasso, en HAUTE VOLTA.
- . Mise à disposition d'un docteur vétérinaire dans un ranch, au GABON, pour les problèmes de fécondité et de trypanosomoses.
- . Mise à disposition d'un expert en pathologie tropicale et mission d'un expert pour les tiques au ZAIRE.
- . Mission d'appui dans le domaine de la santé animale aux COMORES.
- . Envoi d'un expert pour l'étude de l'aviculture au NIGER.

1983

- . Mise à jour du dossier de présentation de la campagne panafricaine contre la peste bovine.
- . Mise à disposition d'un vétérinaire au KENYA.

1984

- . Synthèse des données épizootiques dans la zone Kayes-Dilly-Nara. Définition d'un programme zoosanitaire, MALI.
- . Mission d'expert sur l'impact des helminthiases au ZAIRE.
- . Expérimentation d'un médicament contre *Trypanosoma evansi* au NIGER et au siège central.
- . Etiologie et épidémiologie de la pathologie respiratoire des petits ruminants en AFRIQUE.
- . Recherche sur les phéromones et les attractifs et leur emploi dans la lutte intégrée contre les glossines.
- . Lutte contre les tiques et les maladies parasitaires des bovins au BURUNDI.
- . Essais sur les tiques (Acaricides) en GUADELOUPE.
- . Préparation d'anticorps monoclonaux contre la peste des petits ruminants au siège de MAISONS-ALFORT.
- . Assistance technique vétérinaire auprès du laboratoire vétérinaire territorial de Port-Laguerre en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Appui au programme de parasitologie (Entomologie et protozoologie) du L.N.E.R.V. de Dakar au SENEGAL.

1985

- . Mise à disposition de l'Office International des Epizooties (OIE) d'un épidémiologiste pour aider l'OIE/OUA-IBAR à préparer la campagne anti-pestique panafricaine.
- . Préparation d'anticorps monoclonaux contre la peste des petits ruminants.
- . Mise à disposition d'un docteur vétérinaire parasitologue en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Assistance technique vétérinaire auprès du laboratoire vétérinaire territorial de NOUVELLE CALEDONIE.
- . Etude de l'évolution des chimiorésistances aux acaricides de la tique du bétail "*Boophilus microplus*" en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Appui technique et scientifique au laboratoire vétérinaire de Port-Laguerre en NOUVELLE CALEDONIE.
- . Assistance technique au laboratoire de production de vaccins vétérinaires de Rabat, au MAROC.

- . Participation d'un chercheur microbiologiste de l'LEMVT pour assurer la Direction du Cours FAO - Production vaccins peste bovine et péripneumonie - au MALI.
- . Lutte intégrée contre la trypanosomose au NIGER et MALI.
- . Consultant en production et contrôle de qualité du vaccin contre la peste bovine et autres vaccins vétérinaires. Laboratoire central de Niamey, NIGER.
- . Factibilité d'un projet de lutte contre les tiques au BURUNDI.

1986

- . Expérimentation avec la Deltaméthrine pour étudier d'éventuelles modifications biologiques des Trypanosomes chez des glossines traitées avec ce produit. FRANCE METROPOLITAINE.
- . Renforcement de la lutte contre la brucellose. ALGERIE.
- . Lutte intégrée contre les glossines. BURKINA FASO.
- . Construction d'un laboratoire à Praïa (matériel). CAP VERT.
- . Assistance temporaire au laboratoire de pathologie animale de Bingerville. COTE D'IVOIRE.
- . Participation à une réunion sur les trypanosomoses à Bamako. MALI.
- . Cours de diagnostic à Bamako. MALI.
- . Préparation du projet de lutte contre les tsé-tsé. Niamey. NIGER.
- . Consultant en production et contrôle de qualité du vaccin contre la peste bovine et autres vaccins vétérinaires. Niamey. NIGER.
- . Finalisation du projet de lutte contre les tiques au Burundi. BURUNDI.
- . Formation d'un Docteur vétérinaire camerounais. CAMEROUN.
- . Mise à disposition d'un docteur vétérinaire auprès de l'OGAPROV. GABON.
- . Assistance scientifique au laboratoire vétérinaire de Bouar. REPUB.CENTRAFRICAINE.
- . Assistance technique pour la réalisation d'une enquête sur l'épidémiologie et l'économie des helminthoses. ZAIRE.
- . Surveillance de l'environnement des programmes européens de développement. Programme régional de lutte contre les tsé tsé et la trypanosomose en Afrique Australe. ZAMBIE - ZIMBABWE - MALAWI.

**PRESENTATION DETAILLEE
D ' UNE INTERVENTION
DE LA S.E.M.A. AU NIGER**

TITRE DE L'ÉTUDE OU DE L'INTERVENTION

REHABILITATION DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

DESCRIPTION

Le Gouvernement de la République du Niger, représenté par le Secrétariat d'Etat au Commerce et aux Transports, a confié au Groupement SEMA-METRA/IDET-CEGOS une étude diagnostique des Offices et Entreprises du secteur para-public.

Cette étude a comporté :

- . 54 diagnostics d'Offices ou Sociétés d'Economie Mixte (OSEM) notamment pour :
 - la Banque de Développement de la République du Niger
 - la Caisse Nationale de Crédit Agricole (C.N.C.A.)
 - la Caisse Nationale d'Epargne (C.N.E.)
 - le Groupe Crédit du Niger (Crédit du Niger, C.P.C.T., Sonuci)
 - la Sonitextil (industrie textile)
 - la Sonichar (énergie thermique, fuel, charbon)
 - la Nigelec (industrie pétrolière et traitement des eaux)
 - Air-Niger
 - la Sonifame (mobillier métallique et bois, tréfilerie et matériel aratoire)
 - la Société Nigérienne de Transit (N.I.T.R.A.)
 - l'ONERSOL (énergie nucléaire)
 - l'ONAREM (extration Mines et Carrières)
 - le secteur des communications (Office des Postes et Télécommunications - O.P.T. ; Société des Télécommunications Internationales du Niger - S.T.I.N. ; Société Nationale de Télévision - S.T.N.)
- . une analyse de l'environnement des entreprises ;
- . une étude des relations financières entre l'Etat et les OSEM, les OSEM et le système bancaire ;
- . une considération sectorielle
- . des recommandations stratégiques pour permettre aux autorités nigériennes de faire des choix dans le cadre de la politique générale de développement social et économique qu'elles entendent poursuivre.

Cette étude du programme global de réhabilitation des OSEM sera suivie d'une phase de mise en route des réformes urgentes concernant l'environnement des entreprises et la définition de l'exécution des programmes individuels à actions immédiates pour les entreprises.

SEMA-METRA

NIGER	1984		R. POURTHIER	
PAYS	ANNEE	DUREE	RESPONSABLE CONTRAT	

3. CONCEPTION DE L'ETUDE ET PLAN DE TRAVAIL

3.1. METHODOLOGIE

1. INTRODUCTION

1.1. LES OBJECTIFS DE L'ETUDE

Les objectifs de l'étude consiste à définir une stratégie de développement et un programme d'actions et d'investissements pour les filières industrielles de l'élevage au NIGER, c'est-à-dire les filières concernant :

- les produits vétérinaires,
- l'alimentation animale,
- les viandes,
- le lait,
- les cuirs et peaux,
- et les sous-produits de l'élevage.

La satisfaction de ces objectifs nécessite la réalisation des étapes suivantes :

- Diagnostic des filières industrielles existantes (organisation, performances, contraintes, ...)
- Identification des filières prioritaires et des contraintes déterminantes
- Définition d'un programme d'investissements industriels et étude de pré-factibilité des projets
- Définition d'un ensemble d'actions d'accompagnement du développement de chaque filière.

Le programme d'investissements devra être suffisamment détaillé et étayé de façon à permettre sa promotion auprès d'investisseurs. Ce programme ainsi que les actions d'accompagnement qui devront être précisées devra viser les objectifs assignés par les autorités nigériennes au développement des secteurs de l'industrie et de l'élevage et d'une façon générale de l'économie du NIGER.

Les stratégies et plan d'actions proposés devront ainsi satisfaire aux objectifs du Plan de Développement 1987 - 1991 et aux orientations définies par le "Plan d'action de TAHOUA" et par l'"Atelier de développement de l'élevage dans la zone pastorale au NIGER" .

La valorisation des ressources nationales, l'objectif d'autosuffisance alimentaire au niveau national et l'association du secteur privé au développement industriel constitueront les principaux axes directeurs des stratégies et programmes qui seront envisagés.

Les actions entreprises sur les filières devront, en outre, contribuer au développement des secteurs industriels et de l'élevage, et permettre notamment :

- la structuration de l'appareil productif notamment par une participation accrue des investisseurs privés nationaux et étrangers
- l'accroissement de la compétitivité des entreprises industrielles tant en quantité qu'en qualité
- la réalisation d'une intégration économique satisfaisante entre l'élevage et les industries étudiées ainsi qu'entre les autres secteurs industriels et agricoles
- la valorisation des ressources naturelles du NIGER
- l'amélioration de l'impact de l'industrie et de l'élevage sur la balance des paiements par une augmentation des produits manufacturés nationaux et une substitution à certaines importations
- l'accroissement de l'engagement des entrepreneurs nigériens dans les initiatives industrielles (à travers, en particulier, la promotion des PME)
- la création des emplois, la formation du personnel et l'amélioration des revenus.

L'objet de la présente étude couvre l'ensemble des industries des filières présentées, existantes et potentielles, du secteur moderne du NIGER, ainsi que les industries ou entreprises du secteur traditionnel et informel qui présentent des relations existantes ou potentielles avec les industries du secteur moderne.

1.2. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES FILIERES INDUSTRIELLES DE L'ELEVAGE AU NIGER

L'élevage est une des principales ressources du NIGER, constituant une des sources importantes d'alimentation et de revenus des populations au niveau national et contribuant à équilibrer la balance commerciale avec les pays voisins. La sécheresse de 1973 et les campagnes pastorales relativement difficiles qu'a connu ce secteur durant la période 82 - 84 ont contribué à la désorganiser profondément. En 1983 on pouvait globalement évaluer le cheptel comme suit : 3,5 millions de bovins, 3,5 millions d'ovins, 7,5 millions de caprins, 400 000 de camelins. Depuis le troupeau se reconstitue en privilégiant les productions à fort indice de transformation (volailles, petits bétails) qui se substituent à la viande bovine, plus onéreuse et plus longue à produire.

Les causes de la crise qu'a connu ce secteur au cours des dernières années sont en particulier les suivantes :

- l'accroissement des superficies cultivées sous la pression démographique,
- l'inaccessibilité aux sous-produits agricoles,
- la difficulté d'accès aux points d'eau et paturages,
- la dégradation des rapports organiques existant entre pasteurs et agriculteurs.

Les filières industrielles considérées n'ont également connu qu'un développement relativement limité en raison de la crise du secteur mais également des facteurs suivants :

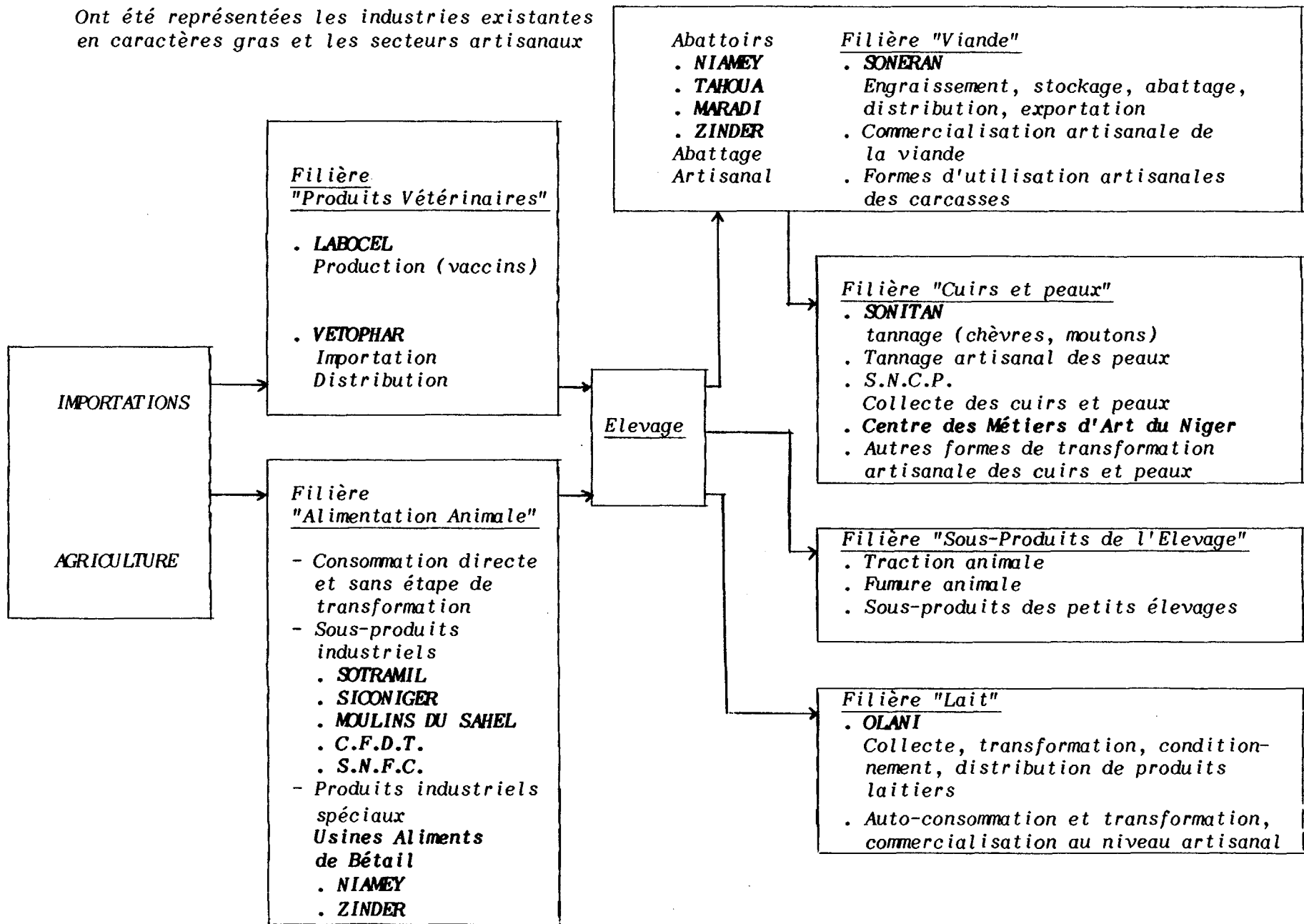
- dispersion des centres et zones d'élevage et éloignement des marchés de consommation
- faible participation du secteur privé, limitée généralement aux activités de type artisanal
- concurrence du marché international.

On trouvera page suivante un schéma présentant, de façon simplifiée, l'organisation actuelle de ces filières et les principales entreprises industrielles qui la constituent.

SCHEMA D'ORGANISATION DES FILIERES INDUSTRIELLES DE L'ELEVAGE

Etat Actuel

Ont été représentées les industries existantes en caractères gras et les secteurs artisanaux



On trouvera ci-après quelques caractéristiques de ces filières industrielles en leur état actuel :

- la filière des produits vétérinaires est principalement organisée par le secteur public. Elle intervient essentiellement au niveau de la distribution des produits et son activité de production est limitée à certains vaccins.
- la filière industrielle de l'alimentation animale est constituée autour de plusieurs unités produisant en tant que sous-produits ou produits principaux des aliments pour bétail. Elle reste concurrencée par les formes traditionnelles d'alimentation animale (technique villageoise d'utilisation des sous-produits, ressources fourragères, ...)
- la filière industrielle de la "viande" est organisée autour des abattoirs industriels existants dans les grands centres régionaux et par la SONERAN. L'organisation par cette société d'un trafic régulier d'exportation reste toutefois problématique. L'activité de cette filière demeure en outre étroitement liée à celle d'un secteur artisanal urbain et agricole.
- la filière industrielle du lait est limitée à l'OLANI, qui assure les principales étapes de collecte, transformation et distribution. Toutefois la collecte du lait produit localement pour les centres urbains reste problématique et les importations de lait en poudre continuent de jouer un rôle important.
- la filière industrielle des sous-produits de l'élevage ne semble pas exister en tant que telle à l'heure actuelle. Elle pourrait toutefois être constituée à partir du développement de la traction animale et surtout des projets avicoles.

2 - LES PRINCIPES GENERAUX DE L' INTERVENTION

2.1 - LA STRUCTURE DE L' INTERVENTION

Les termes de référence prévoient le déroulement de l'étude en deux phases :

- Phase 1 : Diagnostic et formulation d'une stratégie de développement
- Phase 2 : Formulation d'un programme d'actions et d'investissements

Le Soumissionnaire envisage de conduire l'étude selon le Schéma de la page suivante qui comporte, en outre au sein de la phase 1, deux étapes préliminaires, de préparation et d'enquête.

L'étude sera réalisée en relation avec les responsables des Ministères concernés, et notamment le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat et le Ministère des Ressources Animales. Le Consultant intégrera les observations émises par le comité interministériel et les groupes de travail en fonction du planning d'avancement du projet présenté par la suite. Il restera toutefois sous la responsabilité du Conseiller Technique Principal.

On précisera dans les paragraphes suivants la façon dont seront conduites les différentes phases de l'étude à la lumière du cadre conceptuel que l'on envisage de développer et que nous présentons succinctement ci-après.

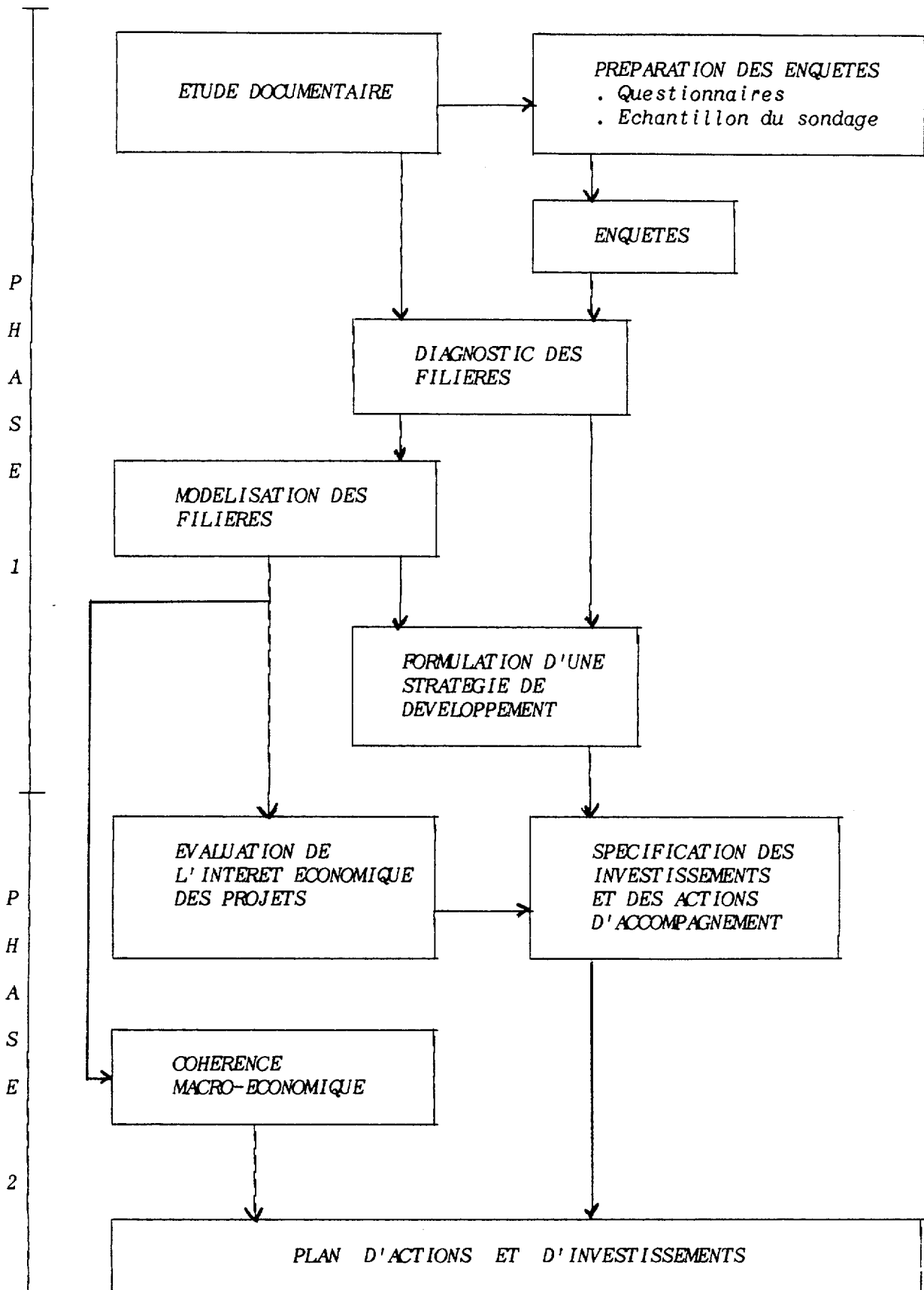
2.2 - LES PRINCIPES GENERAUX DE L'ANALYSE DES FILIERES

L'analyse en termes de filières semble particulièrement adaptée à l'étude des industries liées à l'élevage, pour repérer :

- la hiérarchie des principaux secteurs de production,
- les liaisons et goulets d'étranglement entre entreprises et secteurs,
- les logiques des principaux acteurs,
- les dynamiques en cours,
- les effets sur l'ensemble des filières des actions qui seront envisagées.

La méthode dynamique des filières permet en effet de mettre en évidence les entraînements entre entreprises et branches, les stratégies des acteurs et l'impact des cadres réglementaires et institutionnels. La filière industrielle est tout à la fois un mode de découpage des processus de production, un champ d'action stratégique des acteurs et un lieu de structuration du système industriel. Son champ de validité paraît élevé dans les activités caractérisées par une linéarité des processus productifs partiellement décomposables .

STRUCTURE GENERALE DE L'INTERVENTION



La méthode d'investigation utilisée consistera à partir du niveau technique des produits transformés pour ensuite repérer les principales liaisons économiques et analyser ensuite les dynamiques des sous-systèmes identifiés.

L'analyse des filières techniques par produit

La méthode consistera à repérer au NIGER les principales ressources naturelles, agricoles et de l'élevage et à étudier les principaux processus de transformation, les entreprises correspondantes et leur localisation. Il sera ainsi possible de déterminer les taux d'intégration et de structuration des diverses filières selon le nombre d'étapes de transformations et la dépendance en produits importés.

L'approche technique par produit permettra de repérer des filières courtes et longues, la diversité des techniques et des technologies utilisées, les liens entre entreprises et les diverses phases de transformation, etc...

La détermination des filières économiques

Au-delà des relations techniques et de la décomposition des processus productifs en phases de transformation, il importe d'étudier les liaisons économiques et financières reliant les principales entreprises et de voir comment les principaux marchés internes et internationaux sont satisfaits par des processus productifs hiérarchisés.

On trouvera précisé, plus en détail, en Annexe 2 la structure et l'organisation des filières économiques.

L'analyse des filières économiques, réalisée dans le cadre des catégories des comptes économiques, permettra de déterminer les effets des différents projets industriels et de définir les priorités liées aux flux d'utilisation des consommations intermédiaires, à la distribution de la valeur ajoutée et à l'utilisation des revenus.

La réalisation d'un projet (investissement et fonctionnement) donne lieu en effet à l'utilisation de consommations intermédiaires et à la distribution de valeur ajoutée. L'utilisation des consommations intermédiaires donne lieu à des effets en cascade dits effets primaires. La distribution de valeur ajoutée entraîne des effets de multiplication de type keynésien appelés effets secondaires. On trouvera ces notions précisées en Annexe 3. L'analyse de ces effets servira à juger les projets industriels.

La prise en compte des sous-systèmes industriels

L'analyse des filières industrielles n'est toutefois pas réductible à un découpage en termes de filières produit (approche technique) ou à une analyse des principaux flux économiques et financiers. Il importera d'intégrer la pluralité des technologies utilisées, la diversité des modes d'organisation des unités de production et le fait que les relations entre ces unités sont monétaires ou non.

A côté des grandes organisations industrielles on peut, en effet, observer la myriade des petits producteurs en milieu rural et urbain qui forment le secteur dit informel. Si dans de nombreux cas il y a coexistence de sous-systèmes aux logiques différentes, on note dans la majorité des cas des liaisons entre ces diverses organisations. Il existe de nombreux cheminements entre les diverses unités industrielles, artisanales et domestiques.

Au-delà des relations marchandes vendeurs/clients ou des liaisons techniques amont/aval, l'analyse des sous-systèmes industriels permet de mettre en évidence les stratégies d'acteurs, les relations de coopération et d'influence, les échanges de biens, de services et d'informations, les cadres réglementaires et institutionnels concernant les relations organisant les filières industrielles liées à l'élevage au NIGER.

La méthode d'investigation visera pour chaque filière à repérer :

- les acteurs et décideurs en jeu,
- les mesures réglementaires et légales,
- le cadre institutionnel,
- les relations marchandes et autres entre entreprises,
- la pluralité des technologies,
- les divers mode de régulation.

On trouvera en Annexe 4 une analyse plus détaillée des systèmes industriels structurés par des filières multiples.

La modélisation économique

Les relations économiques existant entre l'ensemble des filières devront être modélisées en vue d'une optimisation du plan d'actions et d'investissement qui sera en définitif proposé. Bien que l'ensemble de ces filières ne constitue pas, à proprement parler, un système économique, cette modélisation se trouvera justifiée par l'importance des transferts opérant entre ces filières et avec le secteur de l'élevage. Cette modélisation aura pour principal

objectif de traduire les effets primaires et si possible secondaires et d'en apprécier l'impact au niveau des grands agrégats de la comptabilité nationale. Elle contribuera à l'identification de la stratégie de développement, permettra d'établir l'intérêt économique des projets et actions et d'organiser de façon cohérente l'ensemble des actions et investissements.

3 - LE DIAGNOSTIC DES FILIERES ET LA FORMULATION D'UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

Cette première phase de l'étude sera constituée de 3 étapes successives :

- préparation de l'intervention,
- enquêtes,
- diagnostic des filières et formulation d'une stratégie de développement.

3.1 - PREPARATION DE L'INTERVENTION

L'enquête devra être soigneusement préparée au cours d'une étape préliminaire qui comportera :

- le recueil et l'analyse de la documentation économique générale,
- la première définition du cadre conceptuel général,
- la préparation de l'enquête.

L'analyse de la documentation portera en particulier sur l'examen des comptes de la Nation et sur la synthèse des études et enquêtes réalisées ces dernières années, d'une part, sur le secteur de l'élevage et, d'autre part, sur les activités artisanales et industrielles liées à ce secteur.

L'examen des comptes de la Nation permettra d'apprécier le rôle et la position des filières industrielles étudiées au sein de l'industrie et de l'économie nigériennes.

La connaissance du secteur de l'élevage au NIGER constituera une des bases de l'étude. L'ensemble des études et enquête sur le secteur sera analysé de façon à en dégager les facteurs clefs organisant le développement des filières industrielles considérés. Ces facteurs sont entre autres les suivants :

- dénombrement et structure du cheptel par espèces,
- tendances d'évolution du cheptel,
- organisation technique et socio-économique de l'élevage (système d'élevage, structure de propriété, etc ...),
- organisation spatiale de l'élevage en relation avec la localisation des zones agricoles et des marchés urbains,
- mercuriales de bétail,

Les principaux documents analysés seront notamment les suivants :

- l'ensemble des études et enquêtes réalisées par le Ministère des Ressources Animales du NIGER et notamment le bilan sectoriel de l'élevage au NIGER, dont l'achèvement a été prévu vers la fin 1986, ainsi que les enquêtes complémentaires de santé animale-épidémiologie,
- les études réalisées dans le cadre des grands projets d'élevage (Projet Elevage Intégré, Projet Sud TAMESTA, Projet Niger Centre-Est, etc...),
- l'"étude des perspectives d'évolution de l'élevage au NIGER, sous l'angle des rapports avec le milieu physique et le milieu humain", réalisée par les consultants nationaux et disponibles au début des travaux,
- les études sur ce secteur réalisées par des organismes internationaux ou étranger comme l'Institut de l'Elevage et de Médecine Vétérinaire des pays tropicaux (MAISONS ALFORT - FRANCE) et Vétérinaire sans frontière.

L'étude documentaire des activités artisanales et industrielles liées au secteur de l'élevage portera sur le secteur moderne mais également sur le secteur informel et traditionnel. Elle permettra d'identifier les relations de complémentarité (conjoncturelles et habituelles) et de concurrence existant entre les deux secteurs et de déterminer dans quelle mesure, le dernier secteur peut être associé au développement de l'industrialisation des filières liées à l'élevage.

Le cadre conceptuel général (outil de cohérence macro-économique) que l'on trouvera ébauché dans la présente proposition fera également l'objet d'une première définition au cours de séances de travail réunissant les principaux membres de l'équipe.

Le questionnaire sera élaboré en étroite collaboration entre l'équipe d'économistes et les experts des filières industrielles particulières.

Compte tenu des spécificités des filières industrielles étudiées et du délai imparti à l'étude, on sera amené à distinguer deux types d'enquêtes :

- une enquête auprès des industries du secteur moderne,
- une enquête auprès des entreprises artisanales (secteur informel, traditionnel).

Compte tenu de leur nombre relativement limité, toutes les entreprises industrielles feront l'objet de l'"enquête industrielle". Cette enquête complète sera destinée à apprécier dans le détail les performances et l'organisation des entreprises et les relations qu'elles entretiennent avec leur environnement : approvisionnement, commercialisation, sous-traitance et liens avec les autres formes de production.

Par contre, en raison de leur difficulté d'identification et de leur nombre important, les entreprises du secteur artisanal seront abordés d'une façon moins systématique. Les enquêtes seront alors organisées par secteurs géographiques et leur localisation déterminée à l'issue de l'étude documentaire, ceci pour chaque filière. Chaque secteur urbain ou villageois retenu, sera couvert par une équipe d'enquêteurs, chargé de remplir lors d'un cours entretien un questionnaire assez bref destiné essentiellement à définir les principales caractéristiques de ces entreprises.

Les équipes d'enquêteurs seront recrutés auprès des étudiants de l'Université de NIAMEY ou, de préférence, auprès des organismes de l'Etat intervenant au niveau de secteur de l'élevage. Les enquêteurs seront formés par nos soins aux techniques d'enquête lors d'une série de cours étalée sur une semaine.

3.2 - LES ENQUETES

Les enquêtes se dérouleront au NIGER après la phase préliminaire et le briefing à VIENNE.

Elles devront porter, d'après les termes de référence, sur l'ensemble des filières industrielles de l'élevage et fournir les informations de base nécessaires aux différentes phases de la mission.

Elles seront effectuées par le contractant et conduites par les experts sectoriels assistés par 3 équipes d'enquêteurs nigériens.

L'échantillon et le questionnaire (réalisés en Europe) seront présentés au Conseiller Technique Principal de l'ONUDI et au Directeur National du projet au NIGER. Leurs remarques seront intégrées au questionnaire avant de procéder à une pré-enquête test sur le terrain.

Au terme de cette enquête test, le questionnaire sera modifié le cas échéant et édité dans sa forme définitive après avoir reçu l'accord du Conseiller Technique Principal de l'ONUDI.

L'enquête sur le secteur moderne portera notamment mais non exclusivement sur :

- la structure et l'origine du capital,
- la structure et l'organisation technique de la production,
- les caractéristiques (quantité et valeur) des flux d'échanges,
- l'organisation de la commercialisation
- les performances,

- la qualité des produits et le niveau des prix de vente,
- les projets de développement,
- l'environnement institutionnel et les mesures fiscales et réglementaires,
- les relations salariales ou de sous-traitances avec le secteur artisanal et informel.

Le questionnaire sur le secteur artisanal et informel sera plus limité et portera principalement sur les points suivants :

- niveau de production,
- organisation technique de la production,
- organisation et origine de la main-d'oeuvre.

Une série d'interviews avec les institutions nigériennes intervenant dans ces filières permettra de compléter les connaissances de l'environnement institutionnel réglementaire et fiscal. Ces interviews réalisées à partir d'un questionnaire semi directif porteront sur les points suivants :

- vocation de l'organisme,
- moyens humains et matériels disponibles,
- description des dispositifs de régulation économique intervenant sur la filière considérée, par exemple :
 - . assistance, formation,
 - . financement,
 - . fixation des prix
 - . définition des niveaux de taxation des activités.

3.3 - LE DIAGNOSTIC DES FILIERES ET L' IDENTIFICATION DES STRATEGIES

Pour chaque filière, l'étude documentaire complétée par les informations recueillies au moment de l'enquête devra permettre d'estimer l'importance de la demande au niveau national, d'identifier les contraintes et facteurs exogènes déterminant de développement de la filière et de définir les actions favorisant ce développement.

En définitive, chaque filière pourra être organisée et décrite sous une forme opératoire facilitant le diagnostic. On présentera ainsi successivement pour chacune d'elle :

- Rôle et stratégie des acteurs des secteurs industriel, artisanal, traditionnel et institutionnel

- Organisation des étapes de transformations successives au sein d'une même filière et des connexions avec l'élevage et d'autres secteurs (agriculture, autres secteurs industriels, etc ...) et les formes artisanales et traditionnelles de production :
 - . localisation
 - . capacité et niveau de production par type de produits
 - . statut juridique, forme de la société, origine du capital
 - . performances
 - . projets des entrepreneurs.
 - Réseaux de commercialisation :
 - . marchés : localisation, évolution récente de la demande (national et marché international)
 - . organisation de la commercialisation, de la distribution, du transport
 - . prix de vente.
 - Réseaux d'approvisionnement en matières premières et produits semi-ouvrés :
 - . origine et disponibilité des produits et matières premières
 - . organisation de l'approvisionnement
 - . prix d'achat.
 - Dispositifs de régulation socio-économique :
 - . fiscalité
 - . mode de fixation des prix
 - . assistance technique
 - . accès au crédit.
 - Infrastructures d'appui, et notamment réseaux de transport
 - Organisation des services complémentaires de sous-traitance.
- Les conditions de développement des différentes filières seront également étudiées, et ceci principalement au niveau :
- des nouveaux marchés nationaux susceptibles d'être atteints, grâce à une augmentation de la productivité des filières ; la demande sera évaluée à court, moyen et long terme en cohérence avec l'ensemble des filières et en relation avec la consommation de produits semi-finis et matières premières des entreprises.
 - des contraintes issues du marché international et de la réglementation des échanges (accords internationaux, taxes douanières, etc ...)
 - de la mise en oeuvre des politiques d'industrialisation :
 - . actions des offices de promotion
 - . aides publiques et internationales (subventions, crédit, mesures incitatives fiscales, etc ...)

- du développement des autres secteurs économiques connexes et du développement du secteur de l'élevage, en fonction notamment des incidences possibles la conjoncture climatique et de la mise en oeuvre des politiques gouvernementales de promotion de ce secteur.

Chaque filière pourra ainsi être décrite sous la forme d'un système organisant les stratégies des différents acteurs, les flux économiques et de produits entre les différentes industries et secteurs de production. L'ensemble des filières pourra ainsi être modélisé simplement afin de mettre en valeur les transferts de produits et économiques entre les industries et secteurs. Cette modélisation permettra ainsi de conduire en parfaite cohérence les prévisions et de définir, de façon organisée, les stratégies de développement des filières sur la base des critères économiques traduits au niveau de la comptabilité nationale.

Le diagnostic de chaque filière sera établi sur ces bases par les experts "filière" en identifiant notamment de façon précise les éléments suivants :

- contraintes déterminantes,
- facteurs de structuration, de désorganisation,
- risques conjoncturels,
- avantages économiques.

A l'issue de ce travail l'équipe "économique", assistée par les experts "filière" proposera une stratégie de développement par filière. On identifiera les filières prioritaires et les principales contraintes qui conditionnent le développement des filières industrielles.

Le rapport intermédiaire sur le diagnostic et les propositions de stratégies, pour chaque filière, sera présenté au représentant de l'ONUDI et au groupe de travail et au comité interministériel, suivant les termes de référence, afin de recueillir leurs observations et commentaires, ceci afin de pouvoir procéder ensuite à la seconde phase de l'étude.

4 - LA FORMULATION D'UN PLAN D' ACTIONS ET D' INVESTISSEMENTS

Cette dernière phase de la mission sera organisée de la façon suivante

- spécification des actions et investissements : experts de l'équipe technique
- cohérence macro-économique et détermination de la rentabilité financière et de l'intérêt économique : experts de l'équipe économique.

La proposition d'un programme pour chaque filière industrielle de l'élevage prendra en compte les évolutions prévisibles des demandes, des concurrences et des technologies, et notamment des tendances de développement du secteur de l'élevage ainsi que les éventuelles périodes de crise dues aux conditions climatiques.

La modélisation des relations économiques et techniques permettra de mesurer l'influence des actions proposées sur les entrées et sorties (finances publiques, commerce extérieur, etc ...) et donc d'apprécier leur intérêt et leur cohérence. Le contractant s'assurera, par ailleurs, en s'appuyant sur les enquêtes, que les agents économiques principaux accueilleront favorablement les actions proposées.

Les propositions de plans d'actions et d'investissement pour chaque filière devront concourir à la mise en oeuvre des stratégies arrêtées.

Les actions proposées seront étudiées avec soin et en s'assurant qu'elles peuvent être mises en oeuvre de façon réaliste. Ces actions concrètes représenteront en effet une source d'amélioration rapide de l'économie du NIGER si elles peuvent être mises en oeuvre dans des délais réduits. On s'efforcera également de proposer, dans toute la mesure du possible, des actions relativement faciles à financer de manière à faciliter leur mise en place rapide ; on recherchera des actions dont le rapport bénéfice/coût soit maximum, ce qui se fera plus facilement grâce à la modélisation.

En définitive le plan d'action et d'investissement pour les filières sera constitué des éléments suivants :

- des projets d'investissements réalisables dans la mesure du possible par des entrepreneurs du secteur privé grâce à l'aide financière éventuelle d'organismes de financement
- les actions à engager pour améliorer l'environnement de la filière et les programmes de soutien de l'Etat et des organisations professionnelles
- l'estimation des coûts et des bénéfices attendus pour l'économie du NIGER et les investisseurs.
- l'organisation des responsabilités des acteurs concernés, un calendrier pour la mise en oeuvre du plan d'action et le planning des dépenses qui en résultent.

L'estimation du coût des projets :

Une estimation du coût des projets retenus sera réalisée afin de permettre d'en apprécier la factibilité et l'intérêt économique. Cette estimation sera réalisée sur la base de l'expérience de projets similaires conduits dans les pays de la CEAO et en Afrique ou en se référant à des études existantes. Le coût des mesures institutionnelles devra également être estimé en grande masse.

Bilan économique :

Le bilan économique de chaque action et projets sera appréhendé comme le solde actualisé des avantages économiques générés et des coûts supportés, pour la collectivité. Les avantages économiques seront appréciés en termes de valeur ajoutée nationale supplémentaire et de flux de devises, en considérant les effets primaires et secondaires déterminés grâce à la modélisation des filières.

L'étude de préfactibilité :

Les études de factibilité pour l'amélioration ou la création d'entreprises industrielles des filières seront relativement sommaires dans la mesure où elles peuvent être nombreuses. Le contractant les présentera en utilisant le modèle COMFAR qu'il exploite couramment en considérant parfois plusieurs hypothèses afin de tenir compte des risques liés par exemple à la conjoncture climatique.

La présentation des projets et actions :

Pour chacun des projets retenus, on présentera :

- la nature du projet,
- les principales caractéristiques de/ou des unités concernées dans leur état actuel, si elles existent, et dans leur état projeté :
 - . localisation
 - . niveau de production, par grands types de produit
 - . besoins en matières premières, produits semi-ouvrés, énergie, main d'oeuvre et services
 - . marchés auxquels sont destinés leurs produits
- l'échéancier des investissements nécessaires,
- la catégorie d'investisseurs-entrepreneurs concernés par le projet en identifiant les formes d'aide au financement pour les petits entrepreneurs privés ou les coopératives et le cas échéant les organismes internationaux de financement intervenant dans ce type de projet,

- les relations qu'il entretient avec son environnement économique,
- l'intérêt économique marginal du projet pour l'économie du NIGER,
- les mesures institutionnelles sectorielles permettant d'améliorer l'environnement économique du projet,
- la rentabilité financière du projet apprécié du point de vue l'entrepreneur

Pour les actions institutionnelles d'accompagnement, on présentera plus particulièrement :

- les ressources humaines et financières nécessaires à leur mise en oeuvre, en spécifiant les institutions gouvernementales et socio-professionnelles concernées,
- les catégories socio-professionnelles des secteurs économiques bénéficiant de l'action, en proposant leurs contributions éventuelles à la mise en oeuvre de l'action,
- les bénéfices attendus au niveau de l'économie nationale.

La recherche de la cohérence

Le contractant proposera, pour les filières industrielles de l'élevage, des projets et actions s'intégrant dans un plan global de développement qui assurera la cohérence des moyens et des ressources. Cette recherche de cohérence moyen/ressources sera grandement facilitée par la modélisation préalable et sera réalisée également au niveau de l'échéancier des projets et en tenant compte des disponibilités financières (identifiées au niveau de l'économie nationale) et des possibilités de contribution des différents acteurs et de l'aide étrangère ou internationale.

D'une façon générale, le contractant sera en mesure de proposer, dans le cadre de la méthodologie mise en oeuvre, des actions très concrètes et des investissements suffisamment spécifiés, et déterminés à l'issue d'une étude approfondie des filières sur le terrain, qui s'intégreront dans un programme cohérent grâce à un travail de réflexion théorique poussé, conduisant à une modélisation représentative des relations interfilières. Les actions proposées le seront en outre après échanges approfondies avec les membres des groupes de travail de chaque filière industrielle de l'élevage.

Le programme d'actions et d'investissements sera soumis à l'examen du représentant de l'ONUDI, des groupes de travail et du comité interministériel, afin de recueillir leurs observations et avant de pouvoir procéder à l'édition du rapport final comprenant les dossiers de promotion, présentés suivant les formes de présentation décrite ci-avant.

5. LES APPROCHES SPECIFIQUES AUX DIFFERENTES FILIERES

Nous présentons ci-après certains aspects spécifiques aux filières industrielles de l'élevage, qui ont été indentifiés en première analyse.

Pour chaque secteur nous présentons sommairement :

- les activités, phénomènes et secteurs devant faire l'objet d'une étude approfondie,
- les principales unités industrielles existantes,
- certaines formes d'intervention qui pourraient être proposées.

5.1. LA FILIERE "ALIMENTATION ANIMALE"

L'étude documentaire préalable devra permettre d'établir l'inventaire des disponibilités actuelles en aliments pour les différentes formes d'élevage présentes au NIGER (bovins, ovins, caprins, camelins, volailles, poissons, ...). Ces disponibilités seront évaluées, au niveau régional, pour les résidus de récolte et les sous-produits agricoles domestiques, artisanaux et industriels. L'"Etude des structures de prix et des disponibilités des sous-produits industriels utilisables pour l'alimentation de l'élevage", réalisée par les consultants nigériens et disponible au début des travaux, constituera la source d'information principale de l'étude documentaire. Les éventuels produits d'importations, leur accessibilité, ainsi que les ressources fourragères seront également pris en compte.

On examinera et on chiffrera l'utilisation actuelle de ses disponibilités. Une première analyse des variations quantitatives de ces productions et de leur utilisation pour l'élevage permettra d'identifier certaines contraintes.

Les possibilités d'accroissement des disponibilités en sous-produits ou produits industriels sera conduite sur la base de l'enquête menée sur les entreprises du secteur moderne.

On évaluera également les possibilités de développement et de modernisation des techniques villageoises et artisanales de transformation des sous-produits agricoles.

On étudiera enfin les possibilités de regroupement et de commercialisation des intrants d'origine agricoles, en considérant l'organisation des moyens de transport en niveau régional.

Les actions et investissements qui seront envisagés à l'issue de la phase de diagnostic pourront par exemple être les suivants :

- amélioration des performances des industries existantes
- extension, diversification de la production des industries spécifiquement vouées à la production d'aliments pour le bétail (compléments minéraux dont pierre à lécher, aliments complets pour volailles, ...).

5.2. LA FILIÈRE "PRODUITS VÉTÉRINAIRES"

Le marché concerné par cette filière sera déterminé en fonction des prévisions du secteur de l'élevage et en relation avec les objectifs du Ministère de l'Élevage.

Cette filière concerne éventuellement le secteur moderne de l'industrie compte tenu :

- de l'importance des investissements pour la production,
- du niveau élevé de technicité requis,
- du monopole de l'Etat dans ce domaine compte tenu de son rôle stratégique.

Aussi l'enquête portera-t-elle essentiellement sur les établissements LABOCEL et VETOPHAR. Le LABOCEL ne pourra bien évidemment pas être étudié en tant qu'entreprise privée, contrainte principalement à des impératifs de rentabilité financière. Aussi tiendra-t-on compte de sa vocation spécifique, qui lui a été attribuée par le Ministère des Ressources Animales.

A l'occasion du diagnostic de ces sociétés, on analysera plus particulièrement les points suivants :

- l'organisation des importations, de la distribution, du conditionnement, du stockage et de l'acheminement des produits vétérinaires,
- les modalités de fixation des prix de vente des produits.

A l'issue de l'étude documentaire pourront toutefois être étudiées les formes privées complémentaires de distribution des vaccins et produits vétérinaires.

Au regard des recherches récentes dans ce domaine, on examinera l'utilité des produits commercialisés sur le marché. On identifiera précisément les contraintes techniques ou socio-économiques s'opposant au développement de l'utilisation de ces produits, en particulier au niveau :

- de l'organisation géographique des centres de vaccination et de distribution,*
- de la formation des éleveurs dans ce domaine.*

Bien qu'il ne semble pas à priori envisageable de concevoir la création d'une unité nationale de production des produits vétérinaires, certaines actions pourraient toutefois envisagées :

- actions visant la généralisation de la consommation de produits vétérinaires,*
- actions visant la rationalisation de la distribution, par exemple en associant sous certaines conditions le secteur privé.*

5.3. LA FILIÈRE "VIANDE"

L'étude documentaire devra permettre d'évaluer au niveau de l'ensemble du pays, d'une part, la production en viande animale par espèces et, d'autre part, la répartition de cette production entre les différents circuits de transformation - commercialisation existants : domestiques / artisanaux / industriels.

L'évaluation de la production en viande animale sera réalisée sur la base des données recueillies auprès des organismes compétents (niveau de consommation par habitant, recensement du cheptel par espèces, ...)

Les potentialités de développement de la filière industrielle de la viande seront évaluées en considérant les prévisions pour le secteur moderne existant (et tout particulièrement la SONERAN) et en tenant compte de l'activité des circuits artisanaux.

Le diagnostic de l'état actuel de cette filière servira de base à l'identification de ces potentialités. L'enquête industrielle portera en particulier sur les abattoirs de NIAMEY, MARADI, TAHOUA, ZINDER, AGADEZ) et sur la SONERAN.

A l'occasion du diagnostic de fonctionnement des abattoirs, on analysera, outre les performances techniques et financières de ceux-ci, les points suivants :

- Modalités d'acheminement du bétail vers les lieux d'abattage*
- Organisation des marchés de bétail et mode de fixation des prix*
- Organisation technique de l'abattage et du contrôle sanitaire*
- Destination des carcasses et cinquièmes quartiers*
- Organisation des réseaux artisanaux aval de commercialisation et de transport des viandes.*

Ces étapes seront reprises (mis à part la phase d'abattage à proprement parler) lors du diagnostic de la SONERAN) et seront complétées par l'étude de la transformation et du conditionnement pour le transport et la commercialisation pour le marché national et l'exportation.

La prise en compte de la concurrence et de la complémentarité avec les circuits domestiques et artisanaux nécessitera que soit mis en évidence les surcoûts et avantages d'une rationalisation technique au niveau nides étapes suivantes :

- *Transport (vifs et viande abattue)*
- *Abattage et contrôle sanitaire*
- *Stockage de la viande (techniques frigorifiques et séchage)*
- *Organisation de la distribution.*

Les actions et investissements qui seront envisagés à l'issue de la phase de diagnostic pourront par exemple être les suivants :

- *rénovation de l'abattoir de NIAMEY (équipements et mode de gestion),*
- *création d'autres abattoirs régionaux ou à défaut d'aires d'abattage dans les centres secondaires,*
- *organisation du regroupement et de l'acheminement vers les abattoirs,*
- *organisation du stockage et de la distribution au niveau des centres urbains,*
- *organisation des exportations vers le NIGERIA ou vers d'autres pays voisins (répartition vifs/abattus, fixation des prix et modalités de change),*
- *organisation de l'acheminement de ces exportations associant les réseaux artisanaux privés,*
- *création de petites unités industrielles utilisant les déchets, les carcasses et le sang.*

5.4. LA FILIÈRE "CUIRS ET PEAUX"

L'évaluation du potentiel en matières premières de la filière "cuirs et peaux" sera conduite en relation avec les prévisions concernant le secteur de l'élevage et la filière "Viande". Les prévisions seront établies en distinguant les différentes qualités de cuirs et peaux suivant les espèces et en relation avec leurs destinations finales possibles.

Le diagnostic de la situation présente portera, pour le secteur moderne, principalement sur :

- la SONITAN
- la S.N.C.P.
- le Centre des Métiers d'Art du Niger

On sera également amené à enquêter sur des entreprises artisanales qui seront sélectionnés à l'issue de l'étude documentaire.

A partir de l'enquête réalisée auprès de ces entreprises on s'attachera à analyser les étapes suivantes :

- techniques de tannage (industrielles et artisanales)
- mode de fixation des prix d'achat de la matière première
- collecte, acheminement et stockage des cuirs et peaux (S.N.C.P.)
- organisation des exportations (transport, marchés, ...)
- travail et artisanat des cuirs.

La détermination du marché actuel et des débouchés potentiels sera étudiée au niveau de la consommation nationale mais surtout des exportations.

Dans un premier temps, l'objectif de consolidation des performances des entreprises existantes tendra à privilégier la rationalisation des étapes de collecte, d'acheminement, d'exportation et l'amélioration de la qualité des peaux et cuirs exportés, en adéquation avec la demande du marché international. Dans un second temps, on examinera les opportunités de transformation locales des cuirs en vue de la production d'articles destinés au marché du NIGER et des pays voisins.

5.5. LA FILIÈRE "LAIT"

L'étude documentaire devra permettre d'évaluer la production de lait des différentes zones de production du NIGER. On évaluera la consommation de produits importés concurrençant la production locale (lait en poudre, lait reconstitué, produits à base de lait, ...) et on analysera les modalités de cette concurrence. La consommation globale de lait et produits laitiers sera estimée en considérant les priorités données par les autorités nigériennes en matière d'alimentation et d'hygiène.

L'étude des unités de production de secteur moderne portera principalement sur l'OLANI et sur les étapes de production suivantes :

- organisation de la collecte de lait
- mode de fixation des prix d'achat aux éleveurs
- techniques de reconstitution du lait à partir de poudre importée
- technique de pasteurisation et de conditionnement du lait
- transformation secondaire pour la production de produits du lait
- stockage des produits laitiers
- organisation de la distribution.

On appréciera dans quelle mesure les caractéristiques de la demande pourra permettre un accroissement et une diversification de la production de l'OLANI.

Par ailleurs, en vue de l'organisation d'une collecte régionale du lait à destination de centres urbains régionaux, on étudiera les réseaux et équipements des transports et l'organisation des entreprises artisanales de transport.

Sur ces bases, on pourra alors apprécier les coûts/avantages générés par une industrialisation des processus de transformation - commercialisation du lait, en particulier au niveau :

- de la qualité du lait consommé
- de la durée du stockage
- de son acquisition par le consommateur.

Les actions qui pourront être envisagées lors de la seconde phase de l'étude seront par exemple :

- régulation des prix d'achat aux éleveurs et de vente des produits laitiers et des prix des importations
- extension - modernisation des équipements de l'OLANI

5.6. LA FILIERE "SOUS-PRODUITS DE L'ÉLEVAGE"

La filière sous-produits de l'élevage rassemble toutes les activités non considérées dans les filières précédemment mentionnées.

Cette filière est à notre connaissance inexistante à l'heure actuelle au niveau proprement industriel, au NIGER.

Au niveau artisanal et villageois, il semblerait qu'elle regroupe principalement les activités suivantes :

- traction et transport animal
- fumure animale
- produits des petits élevages.

On notera que la filière "Viande" considèrera les possibilités d'utilisation, à un niveau industriel, des sous-produits de l'abattage.

Bien qu'il soit difficile d'imaginer que la traction animale et la fumure animale puissent être, au NIGER, dans l'avenir, organisés à un niveau industriel, ces sous-secteurs seront cependant pris en compte afin de pouvoir envisager l'opportunité d'une rationalisation de ces pratiques et évaluer les potentialités de ces secteurs à générer des activités industrielles ou artisanales (matériel pour la traction animale, notamment).

Le sous-secteur des petits élevages (aviculture principalement et pisciculture) sera par contre étudié compte tenu de son importance au sein du secteur de l'élevage. Bien qu'il demeure semble-t-il à un niveau artisanal au NIGER, il connaît à l'heure actuelle une expansion notable. Son étude sera conduite en relation directe avec les projets d'une certaine envergure existante et en considérant principalement les étapes de commercialisation, conditionnement, stockage, transport et transformation éventuelle.

ANNEXE 1

LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES ENTREPRISES
ET PROJETS DU SECTEUR MODERNE QUI SERONT ETUDIES

Filière "Produits Vétérinaires"

- . Pharmacie Centrale Vétérinaire (VETOPHAR) - Niamey
Importation et diffusion d'intrants zoosanitaires

- . Laboratoire Central de l'Elevage (LABOCEL) - Niamey, et antennes à Tahoua et Zinder
Fabrication de vaccins

Filière "Alimentation Animale"

- . Usine de Production d'Aliments de Bétail - Niamey

- . Usine de Production d'Aliments de Bétail - Zinder

- . Société Nigérienne de Transformation de Mil (SOTRAMIL) - Zinder
Production de pâtes alimentaires, biscuits

- . Société Industrielle et Commerciale du Niger (SOCONIGER) - Maradi
Production d'huile d'arachide

- . Moulins du Sahel - Niamey
Fabrication de farine de blé

. C.F.D.T. - Madaoua

Egrainage de coton

. Société Nigérienne de Fabrique de Chaux - Malbaza

Production et commercialisation de chaux

Filière "Viande"

. Société Nigérienne d'Exploitation des Ressources Animales (SONERAN) - Niamey

Engraissement et stockage de bétail, abattage, exportation, antennes à Akrafane et Tiaguirire

. Abattoir frigorifique de Niamey - Niamey

. Abattoir frigorifique de Maradi - Maradi

. Abattoir frigorifique de Tahoua - Tahoua

. Abattoir de Zinder - Zinder

. Abattoir d'Agadez - Agadez

Filière "Lait"

. Office du Lait du Niger (OLANI) - Niamey

- Usine à Niamey (et extension prévue)

- Projet de laiterie à Maradi

- Projet de laiterie à Tahoua

Collecte, transformation, conditionnement, distribution de produits laitiers et dérivés

Filière "Cuirs et Peaux"

- . Société Nigérienne de Collecte des Cuirs - Niamey, Konni, Maradi, Zinder et Peaux (S.N.C.P.)

Collecte des cuirs et peaux

- . Société Nigérienne de Tannerie (SONITAN) - Maradi

Tannage de peaux de chèvre et de mouton

- . Centre des Métiers d'Art du Niger - Niamey

Fabrication d'objets artisanaux

- . Projet tannerie mégisserie de Niamey

Environnement filières industrielles de l'élevage

- . Centres d'élevage

- Projet d'élevage sud tamesna

- Projet d'élevage intégré (Tahoua - Tanout - Agadez)

- Projet de développement de l'élevage dans le Niger Centre-Est (Maradi, Zinder, Diffa)

- Des Centres de Multiplication Autonomes

- . Chambre du Commerce, d'Artisanat et d'Industrie du Niger

- . Caisse Nationale de Crédits Agricoles (CNCA)

- . Institut National de Recherche Agronomique (INRA)

- . Ministère des Ressources Animales

- . Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat

- . etc ...

ANNEXE 2

=====

ORGANISATION D'UNE FILIERE ECONOMIQUE

ORGANISATION D'UNE FILIERE ECONOMIQUE

La notion de filière économique indique un "chemin orienté reliant plusieurs branches depuis en amont la production jusqu'en aval la distribution finale et la consommation des produits, en passant par les activités de transformation, de stockage, de transport et de commercialisation des produits.

Il s'agit à ce niveau de repérer comment l'adéquation des systèmes de production aux différents modes de consommation se réalise par des opérations prenant en charge les changements, dans la matière (transformation), dans l'espace (transport), dans le temps (stockage) et dans l'attribution (distribution).

Le contour de la filière est plus ou moins large selon que l'on inclut ou non, pour chaque opération, l'environnement et les liaisons interbranches (cf. graphe 1).

Il s'agit à ce niveau économique d'articuler les contraintes techniques des processus de production avec les analyses économiques (comptes de production et d'exploitation ; exemple de la méthode des effets).

Selon cette définition techno-économique, la filière va au-delà d'une simple diagonalisation du T.E.S ; elle inclut les services, les flux d'investissement.

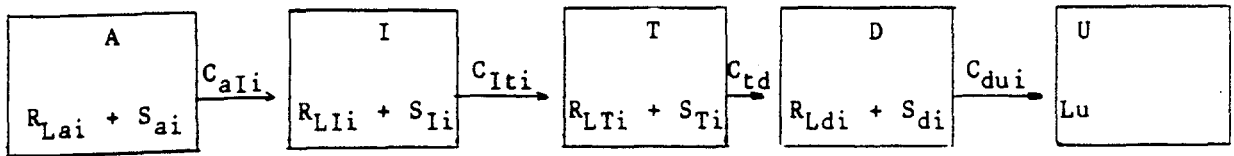
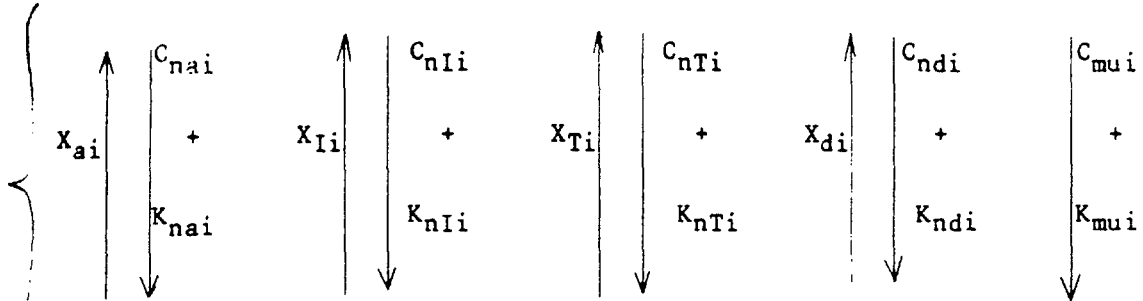
Selon les produits étudiés, il est possible de différencier des filières courtes et longues (selon le nombre d'opérations), des filières linéaires et arborescentes ou ramifiées (selon les destinations plus ou moins orientées des divers segments), des filières régionales, nationales ou internationales.

Nous pouvons représenter ainsi les filières à un niveau économique :

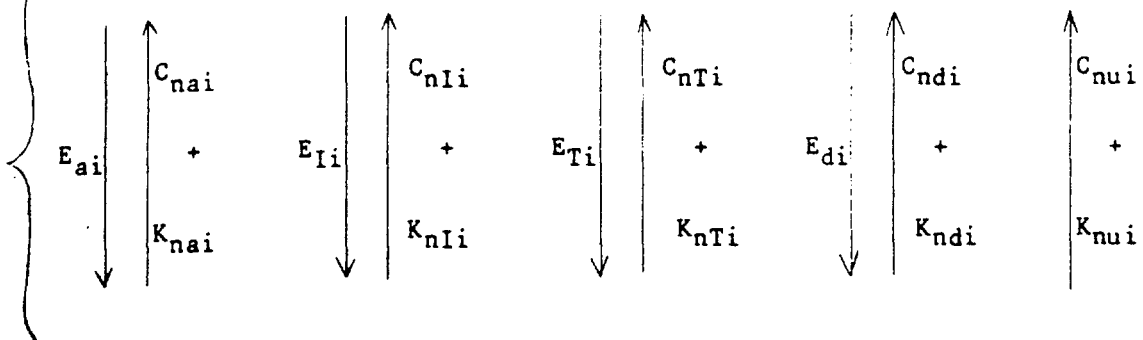
- soit une filière (i),
- chacune des filières se décompose en cinq opérations (O) : Production (1), Intermédiations (commerciale, transport, financière, stockage) (I), Transformation (T), Distribution (D) et Utilisation finale (U),
- la valeur marchande finale (Y) est égale à la somme des revenus du travail (R_L), du surplus (revenus d'exploitation, impôts, marges) (S), des consommations de biens intermédiaires importés (C_m) et nationaux (C_n), de l'amortissement des équipements importés (K_m) et nationaux (K_n),
- les différentes composantes de la valeur marchande se décomposent en quantités (Q) et en prix (P).

GRAPHE I

INTERNATIONAL



NATIONAL



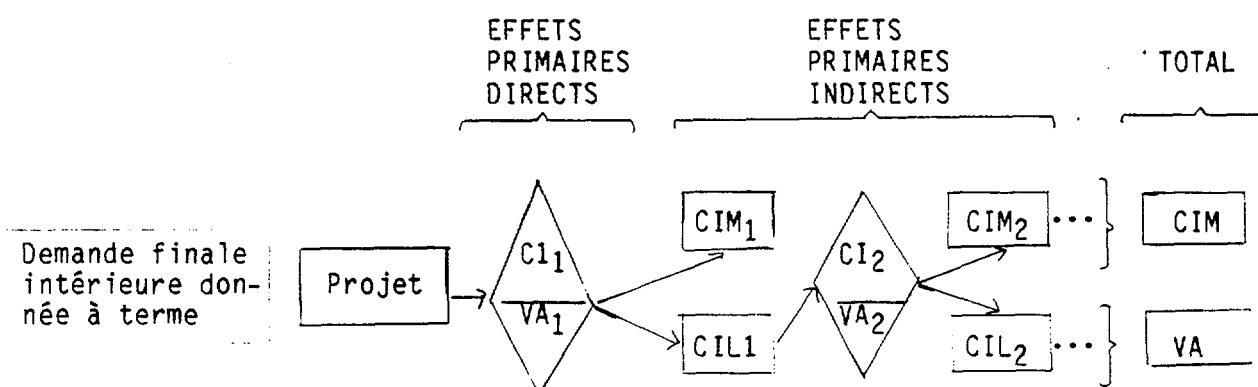
ANNEXE 3

=====

*ANALYSE DES EFFETS PRIMAIRES ET SECONDAIRES
D'UN PROJET AU SEIN D'UNE FILIERE ECONOMIQUE*

I - ANALYSE DES EFFETS PRIMAIRES

La production annuelle mise en oeuvre par le projet utilise des consommations intermédiaires (CI_1) et induit la distribution d'une valeur ajoutée (VA). Or, cette consommation intermédiaire provient, soit de produits locaux (CIL_1), soit de produits importés (CIM_1). Si l'on suppose que la capacité locale n'est pas saturée, l'accroissement de production locale CIL_1 est elle-même source d'utilisation de nouvelles consommations intermédiaires (CI_2) dont une partie est importée (CIM_2) et l'autre produite localement (CIL_2) et de distribution de valeur ajoutée (VA_2). A côté des effets directs primaires, on peut aussi noter un ensemble d'effets primaires indirects. L'ensemble du processus peut être représenté graphiquement :



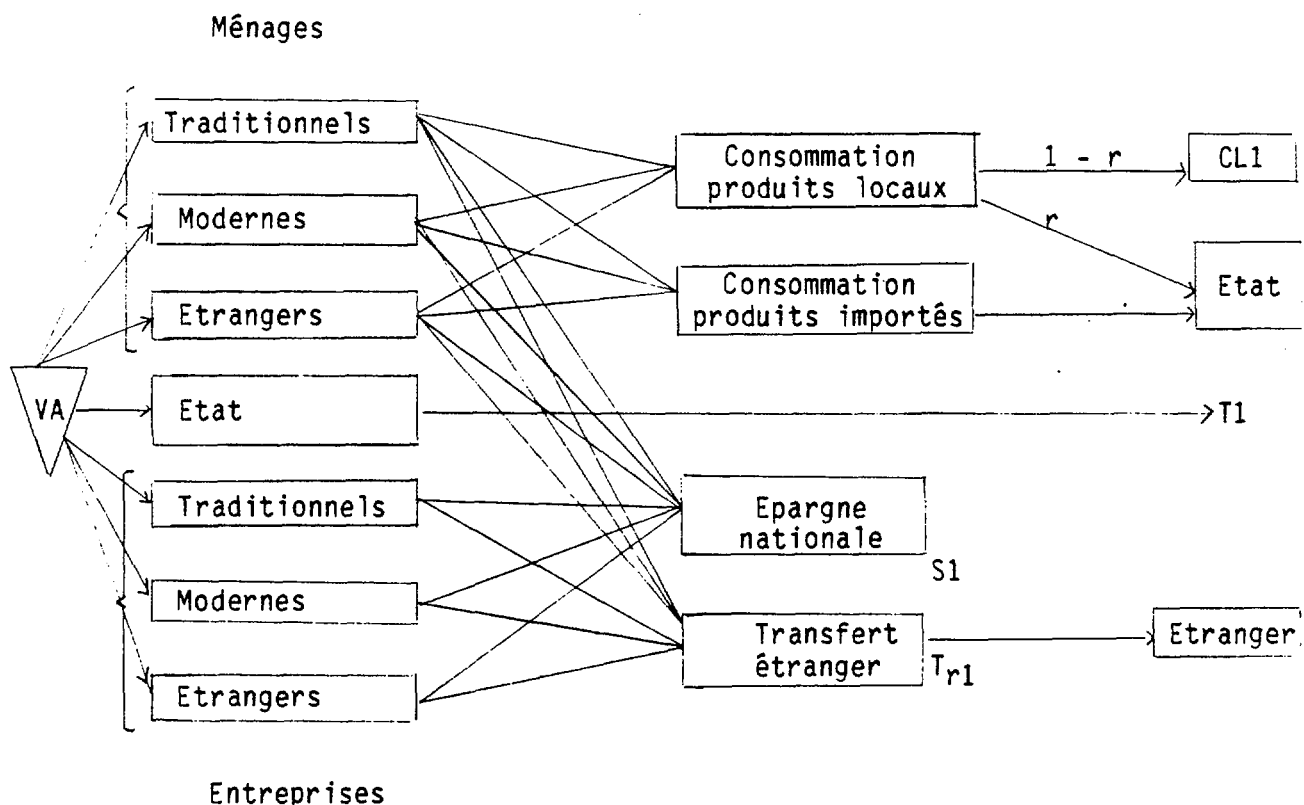
La valeur de la production totale du projet (et des projets qui lui sont éventuellement liés) est ventilée en :

- . une somme CIM des importations directes et indirectes (incluses),
- . une somme VA de valeurs ajoutées (valeur ajoutée incluse).

II - ANALYSE DES EFFETS SECONDAIRES

La distribution de la valeur ajoutée exerce des effets, par le biais de revenus des divers agents économiques. Elle comprend essentiellement les salaires versés aux ménages, les impôts et taxes versés aux Etats ou aux collectivités publiques et les revenus d'exploitation revenant aux entreprises. On peut distinguer dans les pays en développement, trois catégories d'agents : les traditionnels, les modernes et les étrangers. Les revenus peuvent avoir 4 principales utilisations : consommation de produits locaux, consommation de produits importés, épargne nationale et transferts à l'étranger.

Chaque mode d'affectation des revenus exerce des effets en cascade. La consommation de produits locaux donne lieu au paiement d'impôts (TVA) et à une nouvelle production locale (CL1) ; celle-ci induit à son tour des consommations intermédiaires et une distribution de valeur ajoutée. La consommation de produits importés entraîne le versement de taxes au profit de l'Etat, ainsi que de transfert de fonds à l'étranger. On peut illustrer ces divers effets par le schéma suivant :

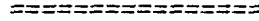


La distribution de la valeur ajoutée VA_1 se décompose en :

- recettes de l'Etat (T1),
- épargne nationale induite (S_1)
- transferts de fonds à l'étranger (Tr_1)
- production locale additionnelle (CL_1)

On peut considérer les trois premières utilisations comme étant finales. Les effets de la nouvelle production locale CL_1 peuvent se définir comme précédemment. En fin de processus, on obtient : une somme de coûts en devises, d'épargne nationale induite et de recettes de l'Etat. Ces trois effets vont servir à juger le projet industriel.

ANNEXE 4



*LES SOUS-SYSTEMES INDUSTRIELS
ET LA PLURALITE DES FILIERES*

Le découpage du Système industriel en plusieurs filières, domestique, artisanale, industrielle, permet de définir différents modes de relations = codifiées, concurrentielles, administrées ...

Les systèmes industriels sont caractérisés par un ensemble d'opérations de transformation de la matière, de l'énergie et de l'information : transformations spatiales, temporelles, matérielles et symboliques et par des modes de régulation faisant appel à des appareils (exemple stockage) et à des compatibilités d'agents aux rationalités différentes (par des relations codifiées, par les prix du marché, par des relations contractuelles ou par des rapports de force). Ces opérations et ces modes de régulation assurent au-delà des objectifs, la reproduction des acteurs.

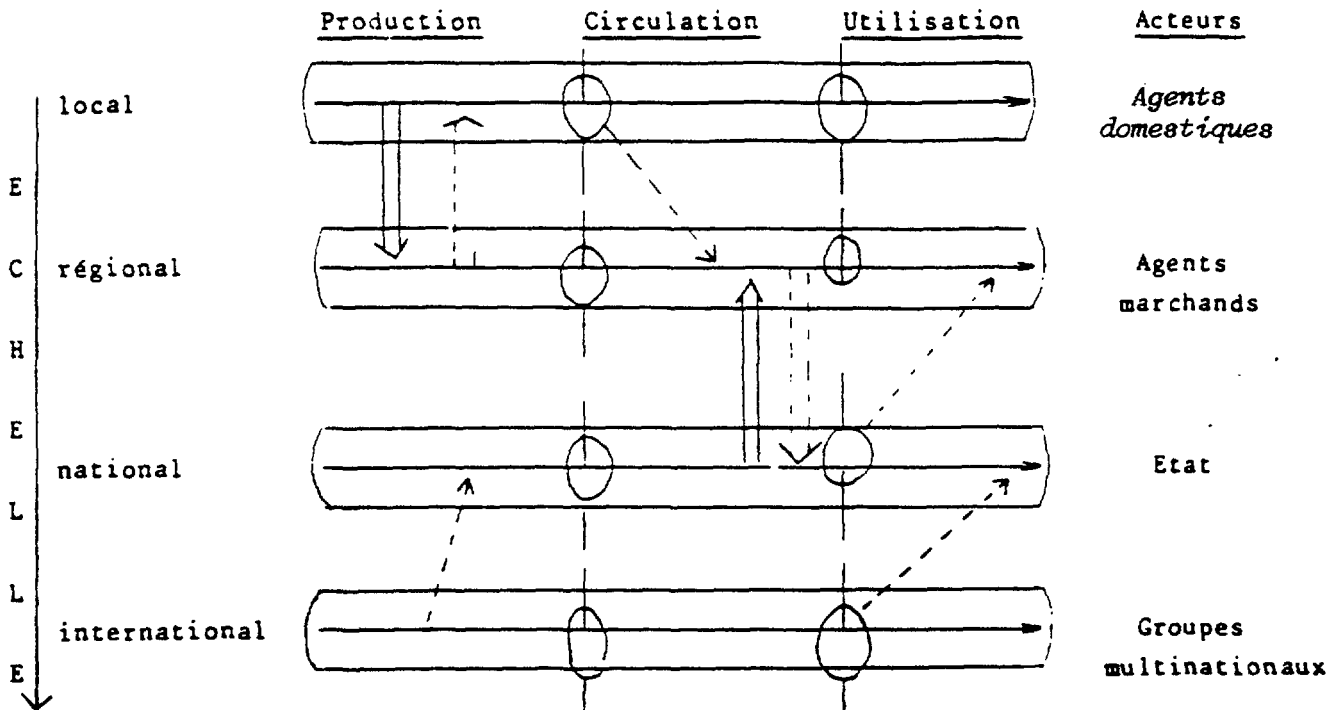
Plusieurs éléments permettent de caractériser les systèmes industriels :

- Les cadres réglementaires et institutionnels.
- Les divers modes de régulation : prix du marché, relations codifiées, prix administrés, relations contractuelles d'intégration, de sous-traitance, rapports de force ou de pouvoir ...
- Les diverses technologies utilisées : industrielles, artisanales.
- Les espaces de référence : géographique (local, régional, national, international) et socio-politique ; l'espace filière correspond à la localisation des opérations.
- Les horizons temporels des acteurs (court, moyen, long terme, intergénération).

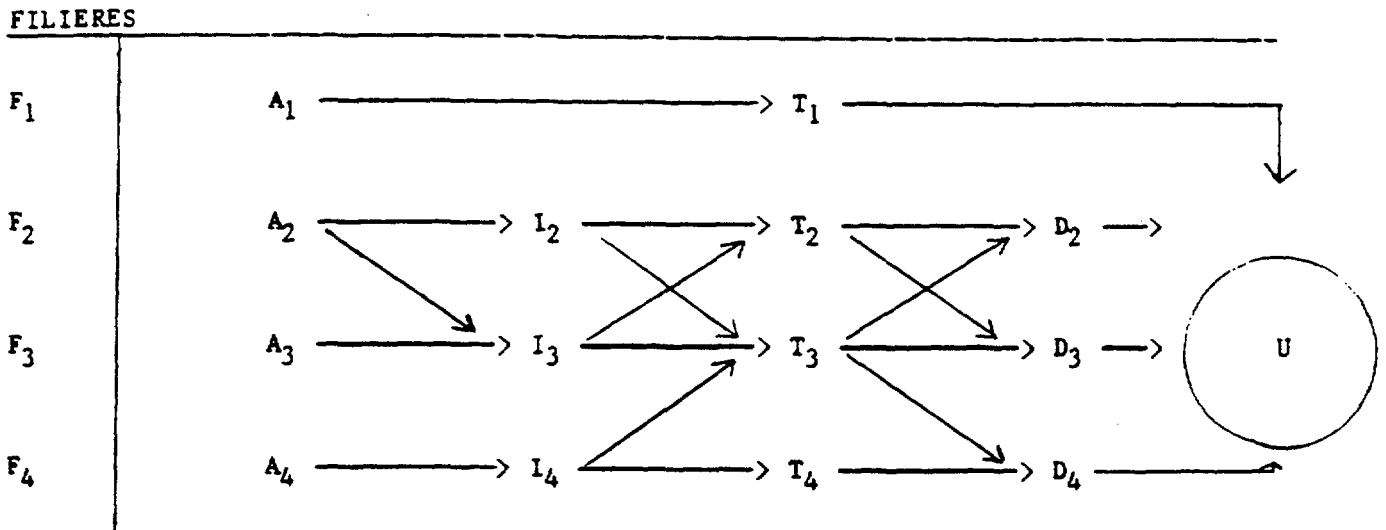
Dans cette conception lato sensu, la filière renvoie à une représentation du système industriel :

- hiérarchisée : il s'agit de mettre en évidence des phénomènes de dépendance, d'entraînement et de domination technologiques, financiers, commerciaux ...
- spatialisée : il s'agit de voir comment à une pluralité d'espaces socio-politiques peut correspondre une filière, et comment à un espace socio-politique donné peut correspondre une pluralité de filières.
- dynamique : les acteurs différenciés ont des stratégies d'innovation ou de reproduction ; ils agissent dans un environnement où les technologies sont stationnaires ou évolutives.
- diversifiée : il y a pluralité des filières que l'on peut caractériser, par les technologies utilisées (non artificialisées, artisanales, industrielles), l'espace de référence (local, régional, national et international), et le mode de régulation (domestique, marchand, étatique, capitaliste).
- organisationnelle : au-delà des opérations matérielles de transformation des produits, il y a contrôle et échanges de flux d'information, de savoir-faire.

Au-delà des opérations techniques caractérisant la transformation du produit, les acteurs ont des choix sous contrainte pouvant par exemple se traduire par un changement de filière au niveau d'un des stades de la transformation:



L'écriture de l'articulation ou des interdépendances entre les diverses filières est évidemment très complexe et se heurte au problème de l'hétérogénéité des systèmes de prix et des relations non marchandes entre filières. Nous pouvons l'illustrer graphiquement de la manière suivante :



A titre d'illustration, on trouvera, rassemblées dans le tableau de la page suivante, les typologies du Système Agro-alimentaire:

TYPOLOGIE DES SYSTEMES AGRO-ALIMENTAIRES

Mode dominant de régulation de la filière	Mode de production	Mode de circulation	Mode d'utilisation	Espace	Temps	Acteurs dominants	Mode de régulation	Fonctions objectifs
Domestique non-artificialisé	Techniques traditionnelles. Rapports sociaux codifiés (ex.: lignages).	Prestation, redistribution (troc, don/contre don), stock.	Signification symbolique des biens de subsistance (interdits, règles coutumières), auto-consommation.	Familial (lignages) et local (villages, quartiers).	Aléatoire de production /maitrise de circulation et utilisation.	Familles : aînés notables, lignages Unités de production et d'auto-consommation	Règles codifiées Appareil de régulation (ex. stockage, sorcellerie).	Reproduction viagère ou inter-génération des unités familiales
Marchande (artisanal)	Techniques artisanales, locales ou importées. Contrôle par les producteurs directs (rapports patriarcaux lignagers).	Echange onéreux par multitude des opérations et acteurs.	Transformation de la marchandise pour reproduire l'énergie humaine (signification symbolique).	Marché local, régional et villes/campagnes (inter africain)	Aléatoire de production, circulation et utilisation. Adaptation et mobilité vis-à-vis d'un temps non maîtrisé.	Petits producteurs marchands. Intermédiaires (non intervention de l'Etat, rôle des unités domestiques).	Prix sur marchés officiels ou parallèles. Concurrence sur marchés localisés (règles d'entraide et de solidarité).	Reproduction de la force de travail. essentiellement urbaine. Accès à des revenus monétaires et aux marchés urbains.
Etatique (industriel)	Technique industrielle importée Salarial ou quasi salarial. Encadrement administratif, bancaire.	Contrainte Relations contractuelles ou d'intégration (relations marchandes). Caisses de stabilisation.	Consommation alimentaire urbaine moyens et hauts revenus (détour sur circuits parallèles)	Marché urbain et national.	Planification à moyen et long terme dans un univers aléatoire interne et international.	Appareil d'Etat en firmes capitalistiques nationales.	Prix administrés Circuits monopolistiques. Protectionnisme.	Sécurité alimentaire. Substitution aux importations ou exportations. Mobilisation du surplus paysan. Reproduction de l'appareil d'Etat
Capitaliste (agri business)	Révolution technologique. Complexes agro-industriels. Rapport salarial	Relations d'intégration inter-firmes. Accords firmes/ Etat. Concurrence oligopolistique sur les circuits internationaux (marchés à terme)	Marchandises alimentaires unifiant les modes de consommation. Reproduction de la force de travail (valeur identification)	International	Maitrise des aléas par le contrôle de l'information et les systèmes d'organisation. Stratégie du moyen et long terme.	Groupes multinationaux et Etats des pays	Marché international oligopolistique. Relations d'intégration inter-firmes. Accords firmes/ Etats.	Valorisation, Accumulation du capital. Régulation sociale par écoulement des surplus. Reproduction des groupes multinationaux.

Source : Philippe HUGON

3.2. MODE D'INTERVENTION

On trouvera indiqué page suivante le planning d'intervention du personnel. Ce planning précise l'organisation des interventions des différents spécialistes.

L'étude commencera par une réunion de coordination qui aura pour but :

- d'affiner la méthodologie,
- de déterminer l'échantillon des entreprises visitées,
- d'organiser le travail.

A ce niveau de l'étude, on affinera la définition de l'enquête (durée d'intervention précise des experts dans les différentes filières notamment).

Le contractant détachera ensuite une équipe de 6 experts "technique" au NIGER pour la conduite des enquêtes. Deux spécialistes de l'équipe "économique" (économiste industriel, économiste "secteur informel") se rendront également au NIGER, afin de recueillir les données sur le secteur informel et artisanal, sur l'environnement économique et sur le secteur de l'élevage.

Les résultats de l'enquête seront ensuite mis en forme et le diagnostic des filières établi par chacun des experts sur la zone du projet puis organisé de façon cohérente par l'équipe "économique".

La détermination des stratégies de développement sera ensuite réalisée avec l'aide du modèle économétrique.

Lors de la seconde phase, une enquête complémentaire sera organisée pour recueillir les éléments nécessaires à une spécification précise des actions et investissements. Pour cela un expert d'une filière prioritaire sera délégué sur la zone du projet, afin d'y recueillir les informations nécessaires ; il demeurera en étroite collaboration avec le reste de l'équipe.

La spécification des actions et projets d'investissements sera réalisée par les experts de l'équipe "technique", qui auront réalisé au préalable le diagnostic des filières.

L'étude de la cohérence économique et de l'intérêt des stratégies, actions et projets sera réalisé tout au long de l'intervention par l'équipe économique, et notamment à l'issue de la spécification des actions et investissements.

Pour la conduite des enquêtes sur le secteur informel, le contractant s'assurera la collaboration d'enquêteurs nigériens formés au préalable par lui.

PLANNING D'INTERVENTION DU PERSONNEL

Mois	1	2	3	4	5	6	TOTAL NIGER	TOTAL FRANCE
Tâches								
	Phase 1			Phase 2				
<u>CHEF DE PROJET</u>	-----						1,0	1,5
<u>EQUIPE "ECONOMIQUE"</u>								
- Economistes industriels	Enquêtes 2 x 0,5 mois						1,0	-
- Macro-économiste	Diagnostic, stratégies 3 x 0,5 mois + 2 x 0,25 mois						0,5	1,5
- Economiste "secteur informel"								
- Economiste de l'élevage				Plan actions-investissements 3 x 0,5 mois + 2 x 0,25 mois			-	2,0
<u>EQUIPE "TECHNIQUE"</u>								
- Expert "Produits Vétérinaires"								
- Expert "Alimentation Animale"	Enquête Industrielle 6 x 0,5 mois						3,0	-
- Expert "Viande"	Diagnostic, stratégies 6 x 0,25 mois						1,5	-
- Expert "Cuir et Peaux"				Enquêtes complémentaires 1 x 1,0 mois			1,0	-
- Expert "Lait"								
- Expert "Sous-produits de l'élevage"				Plan actions-investissements 6 x 0,5 mois			-	3,0
						TOTAL	8,0	8,0

3.3. PLANNING DE L'ETUDE

PLANNING DE L'ETUDE

Mois	1	2	3	4	5	6
Tâches						
- Entrée en vigueur du Contrat	▶					
- Préparation de l'intervention au Siège du Consultant	■					
- Briefing à VIENNE	■					
- Enquêtes au NIGER	■	■				
- Rédaction du projet de rapport intermédiaire "Diagnostic et formulation des stratégies"		■	■			
- Présentation à NIAMEY du projet de rapport "Diagnostic et formulation des stratégies"			■			
- Finalisation du rapport intermédiaire "Diagnostic et formulation des stratégies"			■			
- Enquêtes complémentaires au NIGER pour la spécification des actions et investissements				■	■	
- Spécification des actions et investissements				■	■	
- Etudes économiques				■	■	
- Rédaction du projet de rapport intermédiaire "Plan d'actions et d'investissements"				■	■	
- Présentation à NIAMEY du projet de rapport intermédiaire "Plan d'actions et d'investissements"					■	
- Finalisation du rapport intermédiaire "Plan d'actions et d'investissements"					■	
- Rédaction du projet de Rapport Final						■
- Présentation à VIENNE du projet de Rapport Final						■
- Finalisation du Rapport Final						■
- Remise du Rapport Final						▶

4. APTITUDE AU DEMARRAGE RAPIDE DE L'ETUDE



OCCR **INTER G**

ORGANISATION ET CONTROLE. CONCEPTION ET REALISATION

OCCR - INTER G, s'engage, en cas d'attribution du Contrat, à démarrer l'étude 15 (quinze) jours au plus tard après l'entrée en vigueur du Contrat.

Pour ce faire le contractant a réuni une équipe qui sera en mesure d'intervenir massivement dès le démarrage de l'étude pour la réalisation des enquêtes.

Une Société du groupe d'ingénierie INTER G

Société Anonyme au capital de 4 925 000 F - R.C.S. Nanterre B 552 029 506
Siège social : 133, rue Salvador Allende - 92000 NANTERRE
Adresse Postale : B.P. 718 - 92007 NANTERRE Cedex
Tel. : (1) 47 76 43 25 - Téléc. : 616010 F - Télécopie : 47 78 47 00

**5. DECLARATION D'AFFECTATION D'UN
PERSONNEL QUALIFIE**



OCCR **INTER G**

ORGANISATION ET CONTROLE. CONCEPTION ET REALISATION

La Société OCCR-INTER G, s'engage à affecter un personnel, efficient et qualifié, à la réalisation du contrat.

Ce personnel a, en effet, une large expérience d'interventions comparables, notamment en Afrique et au NIGER. Il a été choisi en fonction de son expérience et de sa spécialisation pour les domaines concernés, comme cela est indiqué au chapitre 6. Tous les experts proposés, ont une parfaite connaissance du français.

Une Société du groupe d'ingénierie INTER G

Société Anonyme au capital de 4 925 000 F - R.C.S. Nanterre B 562 029 506
Siège social : 133, rue Salvador Allende - 92000 NANTERRE
Adresse Postale : B.P. 718 - 92007 NANTERRE Cedex
Tél. : 47 76 43 25 - Télex : 616010 F - Télécopie : 47 78 47 00

6. PRESENTATION DU PERSONNEL PROPOSE

L'équipe proposée par le contractant sera placée sous la Direction du Chef du projet qui suivra l'étude de bout en bout.

L'équipe comportera :

- une équipe "économique", composée de deux économistes industriels, d'un macro-économiste, d'un économiste du secteur informel et artisanal et d'un économiste du secteur de l'élevage. Cette équipe assurera les tâches suivantes :
 - . enquêtes sur le secteur artisanal et sur l'environnement économique général
 - . études documentaires
 - . modélisation et synthèse des filières
 - . définition des stratégies
 - . cohérence des plans d'action et d'investissements
 - . détermination de l'intérêt économique des programmes proposés.
- une équipe "technique" chargée de l'étude des différentes filières industrielles et composée d'ingénieurs spécialisés. Chaque expert réalisera dans son domaine les tâches suivantes :
 - . enquête industrielle
 - . diagnostic
 - . spécification des plans d'actions et d'investissement

On trouvera indiqué dans l'organigramme de la page suivante la structure de l'équipe et le nom de chaque expert.

La constitution de cette équipe obéit à un double souci :

- assurer une prestation macro-économique de grande qualité pour la cohérence des solutions proposées : pour ce faire l'intervention de spécialistes provenant de l'Université de PARIS X sera d'un apport théorique irremplaçable. Cet apport théorique, d'une part, mettra en évidence, grâce à la modélisation proposée, les conséquences des actions proposées, d'autre part, permettra de déterminer les potentialités du secteur informel et ses articulations avec le secteur industriel.
- permettre une analyse et une expertise précise et concrète des filières industrielles de l'élevage par l'intervention d'une équipe spécialisée d'experts ayant une très bonne expérience pratique des secteurs industriels de l'élevage, notamment au NIGER, où certains d'entre eux interviennent depuis de nombreuses années. Par ailleurs, l'expérience d'INTER G dans l'ingénierie industrielle sera à ce niveau de l'étude d'un apport important.

CHEF DE PROJET

M. POURCHET

EQUIPE "ECONOMIQUE"

<i>Economistes Industriels</i>	<i>Mme PRESS</i>
	<i>M. BATTANI</i>
<i>Macro Economiste</i>	<i>M. SUDRIE</i>
<i>Economiste des secteurs informels et traditionnels</i>	<i>M. POURCET</i>
<i>Economiste-conseil pour l'élevage</i>	<i>M. ROJAT</i>

EQUIPE "TECHNIQUE"

- <i>Produits vétérinaires</i>	<i>M. LAURENT</i>
- <i>Alimentation animale</i>	<i>M. GUERIN</i>
- <i>Viande</i>	<i>M. LEVIF</i>
- <i>Lait</i>	<i>M. LE CHATELIER</i>
- <i>Cuir et peaux</i>	<i>M. LEGROS</i>
- <i>Sous-produits de l'élevage</i>	<i>M. LHOSTE</i>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
NOTICE PERSONNELLE (AGENTS ENGAGES AU TITRE DE PROJETS)

(TARS 2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 29 Mai 1988SIGNATURE: 

1. NOM: POURCHET Jean-Louis

2. NATIONALITE: Française

3. ADRESSE ACTUELLE: 28, rue Félicien-David
75016 PARIS

4. DATE DE NAISSANCE: 06.09.1941

5. SITUATION DE FAMILLE: Célibataire

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle: FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
ALLEMAND	X		X			X		X
ANGLAIS	X		X			X		X

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
1956	1959	Institution St Jean RESANCON	Bacc. MATH. FLEM	
1960	1961	Ecole Sainte Geneviève VERSAILLES	Préparation HEC	
1961	1964	Ecoles des Hautes Etudes Commerciales PARIS	Diplôme HEC	
1961	1965	Université PARIS	Licence Sciences ECO	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

NEANT

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVET DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES O INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRES DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

NOTICE PERSONNELLE (AGENTS ENGAGES AU TITRE DE PROJETS)

(TARS 3)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

(voir Instruction 8)

EXPERIENCE PERTINENTE : Veuillez exposer brièvement ci-après l'expérience que vous possédez dans le domaine de votre spécialisation. En outre, si vous êtes candidat à un emploi déterminé, veuillez indiquer le numéro de la description de poste concernant cet emploi et exposer les éléments de votre expérience qui ont trait aux attributions de l'emploi en question et aux conditions requises des candidats, telles qu'elles sont exposées dans la description de poste.

La carrière de M. POURCHET débute dans une PME française, où il exerce la fonction d'Adjoint au Directeur Général, chargé d'assurer plus particulièrement le bon fonctionnement des services commercial, administratif et financier.

Depuis son entrée à OCCR-INTER G en 1970, M. POURCHET collabore ou dirige des études de factibilité, des études d'aménagement ou des études de branches industrielles.

Il est actuellement Directeur de Projets : les diverses interventions qu'il a notamment conduites en Afrique depuis plus de dix ans, lui ont permis d'acquérir une grande expérience des économies du continent, tant sur le plan sectoriel que macro-économique.

Parmi les interventions les plus significatives pour le projet en cause, on peut citer :

- plusieurs études d'implantations industrielles en France
- étude d'un pôle industriel comme élément de développement régional (Lorraine)
- étude de développement économique de la région Champagne-Ardennes pour l'industrialisation
- étude du développement des industries agro-alimentaires en Bretagne
- étude de factibilité préliminaire à une usine d'huile d'arachides au Sénégal (étude des problèmes d'alimentation de l'usine notamment)
- étude de factibilité d'une usine de plastique en Guinée
- mission d'identification de projets industriels en Guinée
- analyse du contexte économique d'un projet de mise en valeur du KENAF (Guinée)
- étude de restructuration de plusieurs sociétés industrielles au Bénin.
- étude de factibilité d'une unité de production de petit matériel électrique au Bénin
- étude de factibilité d'une unité de matériel de climatisation en Afrique de l'Ouest.

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE COMMUNIQUÉS AUX GOUVERNEMENTS DES ÉTATS MEMBRES

DATE: 10 novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM : BATTANI Daniel

2. NATIONALITÉ : française

3. ADRESSE ACTUELLE :

4. DATE DE NAISSANCE : 1945

5. SITUATION DE FAMILLE :

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle :

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
anglais	X		X		X		X	
italien								
portugais								
allemand								

7. ÉTUDES (Voir instruction 5)

ANNÉES D'ÉTUDES		NOM et ADRESSE de L'ÉTABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ÉTUDE PRINCIPAL
de	à			
1963	1966	Ecole supérieure de chimie à Marseille FRANCE	INGÉNIEUR CHIMISTE	
1962	1966	Université Aix-Marseille	D.E.S. et Licence	
1971	1972	Université d'Akron USA	Technologie caoutchoucs et plastiques	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ÉCRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIÉS : (Voir instruction 6)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPÉTENCES SPÉCIALES INTÉRESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ÊTES TITULAIRE OU VOTRE QUALITÉ DE MEMBRE DE SOCIÉTÉS OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ÉCHEANT, PRÉCISEZ LA CATÉGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ÊTES RANGE :

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	<p>DU: DEPUIS 1980 AU: (Date la plus récente à laquelle vous occupiez cet emploi)</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p><u>SEMA METRA CONSEIL - Groupe SEMA METRA - Département Chimie</u></p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS:</p> <p>Consultant Senior pour l'agrochimie, la pharmacie, la valorisation des corps gras et des huiles essentielles. Responsable de :</p> <ul style="list-style-type: none"> . préparation et évaluation de projets . analyse de politiques industrielles d'emploi et d'investissement public et divers gouvernements . supervision et assistance technique pour des projets en cours <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
B.	<p>DU: 1977 AU: 1980</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p><u>INSTITUT BATTELLE - GENEVE</u></p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef de projet et chercheur pour de nombreuses études dont : études mondiales sur fongicides, insecticides, fumigants et herbicides (multiclients) dont aspects industriels de production et formulation.</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
C.	<p>DU: 1974 AU: 1977</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p><u>C.D.I. - CHEM SYSTEMS INC. - PARIS</u></p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef de projet pour de nombreuses études techniques, économiques et commerciales sur .</p> <ul style="list-style-type: none"> . pesticides, aliments du bétail, additifs alimentaires, produits vétérinaires, engrais, suifs et graisses animales, soja, palme, bases minérales... . bases pharmaceutiques . additifs papier, textiles, lubrifiants et miniers <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

D.	<p>DU : 1971 AU : 1974</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : <u>GOODYEAR CHIMICALS - EUROPE</u></p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Etudes de marchés, analyses de faisabilités industrielles, contacts utilisateurs et prescripteurs</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
E.	<p>DU : 1969 AU : 1971</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : <u>CIBA - GEIGY</u></p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Responsable développement agrochimie Nouvelles formulations ULV/LV (avec mise en place d'ateliers de production et de formulation), nombreuses actions concertées avec directions techniques, agronomiques Bassin Méditerranéen, aspects toxicologiques divers.</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
F.	<p>DU : 1966 AU : 1969</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : <u>IRAMIR - CEA (Faculté de Médecine de Marseille)</u></p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chercheur junior puis senior sur études radioécologiques diverses, préliminaires aux études d'impact de centres nucléaires français.</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
G.	<p>DU : AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

ONUDI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/3)

*RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES
(Voir instruction 8)*

EXPERIENCE PERTINENTE : *Veuillez exposer brièvement ci-après l'expérience que vous possédez dans le domaine de votre spécialisation. En outre, si vous êtes candidat à un emploi déterminé, veuillez indiquer le numéro de la description de poste concernant cet emploi et exposer les éléments de votre expérience qui ont trait aux attributions de l'emploi en question et aux conditions requises des candidats, telles qu'elles sont exposées dans la description de poste.*

Monsieur Daniel BATTANI a une très bonne expérience de l'évaluation des projets dans le cadre de la politique industrielle, économique, et financière du pays.

Parmi ses nombreuses interventions, on citera :

- 1 - Diagnostic d'entreprises et offices du secteur parapublic au NIGER notamment pour la Caisse Nationale du Crédit Agricole la SONIFAME (mobilier métallique, matériel aratoire) et recommandations stratégiques.
- 2 - Etude des petites entreprises et du secteur financier de la Côte d'Ivoire
- 3 - Examen du secteur agricole au Sénégal dans le cadre de l'évaluation du marché matériel aratoire pour la S.I.S MAR
- 4 - Mission d'assistance technique pour une stratégie industrielle de développement dans le domaine des spécialités : pesticides et fumigants, savons et détergents, cosmétiques et parfums, peintures et vernis, produits d'entretien, lipochimie, bases minérales, pour le Ministère du Plan du Sénégal
- 5 - Evaluation de 10 projets agroindustriels dont :
 - . usine d'extraction de plantes médicinales et aromatiques
 - . usines de trituration et de raffinage d'oléagineux (soja, palme, coprah, arachide) à Madagascar pour le Ministère de l'Industrie et la Banque Mondiale
- 6 - Définition d'opportunités stratégiques en Afrique dans le domaine des farines de soja et des protéines de soja texturées
- 7 - Etude de faisabilité et de stratégie industrielle et commerciale mondiale de nouveaux prototypes de filature textile.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
NOTICE PERSONNELLE (AGENTS ENGAGES AU TITRE DE PROJETS)

(TARS 2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 25 Mai 1988 SIGNATURE: 

1. NOM: PRESS Judith
2. NATIONALITE: BRITANNIQUE
3. ADRESSE ACTUELLE: 90, Quai de Jemmapes
75010 PARIS
4. DATE DE NAISSANCE: 16.02.1953
5. SITUATION DE FAMILLE: Célibataire

6. CONNAISSANCE DES LANGUES: Langue maternelle: ANGLAIS - FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
ESPAGNOL	X		X		X		X	
FRANCAIS	X		X		X		X	

7. ETUDES (Voir Instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
1971	1975	OXFORD UNIVERSITY GRAND BRETAGNE	M.A B.A	Philosophie, Sciences Politiques et Sciences Economiques
1978	1980	STANFORD UNIVERSITY GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS U.S.A	M.B.A	Gestion Générale de l'Entreprise

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES: (Voir Instruction 6)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVET: DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRES DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE:

Université PARIS XIII - FRANCE
Maître de Conférence invité, chargée d'un cours sur l'économie du développement
pour le Magistère d'Economie Industrielle

FONCTIONS EXERCÉES (Voir instruction 7)

A.	DU : 1986	AU : AUJOURD'HUI	<i>(Date la plus récente à laquelle vous occupiez cet emploi)</i>
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE .			
Consultante Indépendante (Banque Mondiale, N. D. B Bostwana) Maxwell Stamp Associate			
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :			
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES			
B.	DU : 1982	AU : 1985	
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :			
BANQUE MONDIALE			
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :			
Chargée de Projets pour la Division du Développement et du Financement Industriel en Amérique Latine			
<ul style="list-style-type: none"> . préparation évaluation négociation de projets . analyse des politiques industrielles, d'emploi et d'investissement public de divers gouvernements . supervision et assistance technique pour des projets en cours 			
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :			
C.	DU : 1980	AU : 1982	
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :			
BANQUE MONDIALE			
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :			
"Jeune Cadre" - Pendant les rotations du Programme "Jeunes Cadres" participation aux projets en cours d'étude			
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :			

FONCTIONS EXERCEES (suite)

D.	<p>DU : 1979 AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>WELLS FARGO BANK N.A San Francisco U.S.A</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Etude de marché pour les investissements étrangers dans l'Ouest des Etats Unis</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
E.	<p>DU : 1978 AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>TELEINFORMATICA DE MEXICO S.A MEXIQUE</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chargée d'éditer et publier revue trimestrielle sur l'économie mexicaine fonction de Conseil interne à l'entreprise</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
F.	<p>DU : 1976 AU : 1978</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>GREENGATES SCHOOL MEXIQUE</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef de la Section Economique</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
G.	<p>DU : AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

NOTICE PERSONNELLE (AGENTS ENGAGES AU TITRE DE PROJETS)

(TARS 3)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

(voir Instruction 8)

EXPERIENCE PERTINENTE : *Veillez exposer brièvement ci-après l'expérience que vous possédez dans le domaine de votre spécialisation. En outre, si vous êtes candidat à un emploi déterminé, veuillez indiquer le numéro de la description de poste concernant cet emploi et exposer les éléments de votre expérience qui ont trait aux attributions de l'emploi en question et aux conditions requises des candidats, telles qu'elles sont exposées dans la description de poste.*

Mademoiselle Judith PRESS a une très bonne expérience de l'évaluation des projets dans le cadre de la politique industrielle, économique, et financière des gouvernements.

Parmi ses nombreuses interventions on citera :

- supervision d'un projet d'appui en Guinée
- étude du secteur financier au Mozambique et identification d'un éventuel crédit industriel
- supervision d'un projet de crédit industriel à travers la N.D.B du Botswana
- participation à l'élaboration du composant agro-industriel du Plan Directeur d'industrialisation au CAMEROUN (projet ONUDI)
- supervision des prêts Banque Mondiale et OPEP à l'industrie Beninoise à travers la Banque Beninoise
- étude des petites entreprises et du secteur financier au Burundi
- examen des secteurs industriels et financiers au Sénégal dans le cadre de l'évaluation d'un projet de réhabilitation du secteur industriel
- supervision du Projet de contrôle de la pollution au Mexique.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

NOTICE PERSONNELLE (AGENTS ENGAGES AU TITRE DE PROJETS)

(TARS 2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 29 Mai 1988

SIGNATURE: 

1. NOM: SUDRIE Olivier

2. NATIONALITE: FRANCAISE

3. ADRESSE ACTUELLE: 53, Rue Pigalle
75009 PARIS

4. DATE DE NAISSANCE: 25.05.1959

5. SITUATION DE FAMILLE: Marié

6. CONNAISSANCE DES LANGUES:

Langue maternelle: FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement

7. ETUDES (Voir Instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
		ECOLE NORMALE SUPERIEURE	Ancien élève	
1984		FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUE DE PARIS	Doctorat en Sciences Economiques	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES: (Voir Instruction 6)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRES DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE:

Membre du Corps Enseignant Universitaire, Monsieur SUDRIE a réalisé de nombreuses actions de formation axées sur deux thèmes:

- Méthode d'évaluation et choix des projets:
 - Université Paris I (1984/85), Université Paris VIII (1986/88)
 - Ministère de la Coopération (1984/87)
 - I.I.A.P Cabinet du Premier Ministre (1984/86)

Ecole Nationale d'Administration de Rabat (1986/88)

- Techniques de Prévision adaptées aux pays en développement :

. Université de Paris I (DESS 1986/88)

. Université de Paris X (DESS 1982/87)

. I.I.A.P Cabinet du Premier Ministre (1984/88)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

NOTICE PERSONNELLE (AGENTS ENGAGES AU TITRE DE PROJETS)

(TARS 3)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

(voir instruction 8)

EXPERIENCE PERTINENTE : Veuillez exposer brièvement ci-après l'expérience que vous possédez dans le domaine de votre spécialisation. En outre, si vous êtes candidat à un emploi déterminé, veuillez indiquer le numéro de la description de poste concernant cet emploi et exposer les éléments de votre expérience qui ont trait aux attributions de l'emploi en question et aux conditions requises des candidats, telles qu'elles sont exposées dans la description de poste.

Monsieur SUDRIE a utilisé ses connaissances sur le développement des Pays en voie de développement dans diverses études macro-économique réalisées pour des organismes officiels.

On citera plus particulièrement :

- 1987 : "Evaluation des conséquences des plans d'ajustement structurel sur l'emploi dans les pays les moins avancés".
Rapport rédigé à la demande du BIT / ILO.

"Les stratégies de passage de crise des pays pétroliers africains du golfe de Guinée".
Rapport rédigé à la demande du CNRS / Ministère de la Coopération.

Elaboration d'un modèle de prévision macro-économique et financière pour le Congo (SSC-CONGO).

- 1986 : "Industrial Review of CONGO"
Rapport rédigé à la demande de l'ONUUDI.

"Bilan-Diagnostic de la planification en Afrique sub-saharienne".
Rapport rédigé à la demande du PNUD.

- 1985 : "Les perspectives de développement à moyen et long termes de l'économie du Nigéria".
Rapport rédigé à la demande du CERED pour le compte de la Société Saint Gobain.

Réalisation d'un modèle de prévision macro-économique et financière de l'économie du Nigéria (SIRENE).

.../...

NOTICE PERSONNELLE (suite)

- 1984/86 : Expert associé au Ministère de la Coopération, chargé de l'informatisation des opérations d'évaluation, de programmation et de suivi des projets au Sénégal.

- 1983/84 : Consultant auprès du Ministère du Plan du Congo, chargé de réaliser un bilan intermédiaire de l'opération "Villages-Centre".

Réalisation d'un modèle macro-économique et financier destiné au pilotage du premier plan du Congo (1982/86).

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 4 Novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM : POURCET

2. NATIONALITE : française

3. ADRESSE ACTUELLE :

4. DATE DE NAISSANCE : 02-06-1944

5. SITUATION DE FAMILLE : Marié, 3 enfants

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle : FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1967	Université de POITIERS	Licence ès Sciences Economiques	
	1969	Université de POITIERS	Diplôme d'Etudes Supérieures en Sciences économiques	
	1982	Université PARIS X	Doctorat d'Etat en Sciences Economiques	"La Dynamique du sous-développement à MADAGASCAR"

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

- 1987 - "Dépendance alimentaire et urbanisation à Madagascar". CERED Paris
- 1986 - "Le contexte économique du développement urbain". FAC/MTP Antananarivo
- 1985 - "Le développement du Secteur Informel à Antananarivo et ses conséquences urbanistiques" UNCAS/MTP, Antananarivo
- 1983 - "Le Développement de la culture cotonnière dans le Nord-Ouest de Madagascar" Hasyma / EESDEGS, Antananarivo (en collaboration avec R. Hazakarivony, Rado et Rabetsitonta)
- 1982 - "La Dynamique du sous-développement à Madagascar" - Thèse d'Etat
- "Le système des places de marché à Antananarivo - Analyse et recommandations

UNCHS/MTP, Antananarivo (en coll. avec M. Andriamaholison et T. Rabetsitonta)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	DU : 1973	AU : 1988	<i>(Date la plus récente à laquelle vous occupiez cet emploi)</i>
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Maître-Assistant de Sciences Economiques à l'Université de MADAGASCAR		
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Animation d'équipes de recherche économique appliquée au sein de l'Université de Madagascar autour de contrats conclus avec le PNUD, la Banque Mondiale, des Sociétés d'état ou des Ministères. Travaux très appréciés.		
	NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		
B.	DU : Octobre 1969	AU : Octobre 1973	
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Ecole Nationale de Promotion Sociale de l'Université de Madagascar		
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Assistant - Formation de délégués régionaux et de chefs de centre de l'Animation Rurale. Edition d'un cours par correspondance en 10 volumes.		
	NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		
C.	DU : 1967	AU : 1969	
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Comité d'Expansion Economique et Sociale du Centre Ouest (CESCO) France		
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chargé d'Etudes - Préparation de la tranche régionale (Poitou-Charentes) du VIème Plan - Commission "Développement Economique".		
	NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 7 Novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM : ROJAT

2. NATIONALITE : Française

3. ADRESSE ACTUELLE : 27, rue du Père Corentin
75014 PARIS

4. DATE DE NAISSANCE : 2 Mai 1956

5. SITUATION DE FAMILLE : Marié, 2 enfants

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle : Français

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
ANGLAIS	X		X		X		X	
ALLEMAND		X		X		X		X

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1979	Lyon	Docteur Vétérinaire	
	1979	Brest	Diplôme d'Etudes Approfondies en Océanographie	
	1980	Paris	Diplôme I.E.M.V.T.	
	1987	Paris, Ministère des finances	Diplôme du Centre d'Etudes des Programmes Economiques	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

- ROJAT (D.) - La Mise en valeur des Céphalopodes
Thèse de Doctorat vétérinaire Lyon 1979 (130 p)
- ROJAT (D.) - Contribution à l'étude de l'impact de la pollution par le pétrole de l'Amoco-Cadiz sur le zooplancton - Mémoire de DEA, Brest 1979 (30 p)
- ROJAT (D.) in : JAHNKE (H.E.), TACHER (G.), KEIL (P.) and ROJAT (D.) - Livestock production in tropical Africa, with special reference to the tsetse affected zone. Actes de la réunion du réseau africain d'étude du bétail trypanotolérant ; Nairobi, (Kenya) 23-27 Nov. 1987 (suite en annexe)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

Vétérinaire Inspecteur de classe normale 6ème échelon - détaché du Ministère de l'Agriculture

10.

FONCTIONS EXERCISEES (Voir instruction 7)

A.	DU : 1986 AU : 1988 <i>(Date la plus récente à laquelle vous occupez cet emploi)</i>
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : I.E.M.V.T., Service de Zootechnie du Siège Central
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chargé d'Etudes et d'Enseignement en Economie des Productions Animales. Vétérinaire-Inspecteur de classe normale, Détaché du Ministère de l'Agriculture. Missions d'orientation de coopération en pêche à SAO TOME, d'encadrement des coopérants en économie des pêches en FRANCE, d'aménagement de la baie du repos à Nouadhibou en MAURITANIE, de coordination avec la Communauté Européenne en BELGIQUE. Chargé du module "calcul économique" de l'enseignement dispensé à l'IEMVT. NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
B.	DU : 1981 AU : 1986
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Ministère des Relations Extérieures, Services Coopération & Développement, Paris
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chargé de mission, responsable de l'ensemble du secteur pêche et aquaculture. Mise en oeuvre et suivi des projets de développement. Suivi et encadrement du personnel d'assistance technique. Relations avec des partenaires publics et privés, avec des organisations internationales : FAO, CEE, BIRD. Missions au CAP VERT, en ANGOLA, à MADAGASCAR etc. : suivi de projets, coordination avec la CEE sur la politique d'aide au développement de la pêche, encadrement de stages NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
C.	DU : 1980 AU : 1981
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Direction des Pêches et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire -
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Conseiller - Suivi des projets de pêche artisanale - Secrétariat du Conseil d'Administration de la SIPAR (Pêche et Armement) - Observateur pour le compte de la CICTA (Commission internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique). Participation à une étude sectorielle régionale sur la pêche (Mauritanie, Cap Vert, Sénégal, Guinée Bissau). NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :

Suite du point 8 - **Ouvrages ou écrits publiés :**

ROJAT (D.) in :

TACHER (G.), JAHNKE (H.E.), ROJAT (D.) and KEIL (P.) -
Livestock production and economic productivité in tsetse infested
Africa. Actes de la réunion du réseau africain d'étude du bétail
trypanotolérant ; NAIROBI (Kenya) 23-27 Nov. 1987

Nombreux rapports et autres documents administratifs non publiés.

MISSIONS EFFECTUEES

- 1980 COTE D'IVOIRE
 - Suivi d'un projet de pêche artisanale à San Pedro.
- 1981 COTE D'IVOIRE
 - Campagne de 2 mois sur un thonier senneur océanique.
- FRANCE
 - Réception d'équipements frigorifiques
 - Participation au salon international de la pêche de Nantes.
- AFRIQUE DE L'OUEST
 - Participation à une étude sectorielle régionale sur la pêche (Mauritanie, Cap-Vert, Sénégal, Guinée Bissau).
- MAURICE
 - Etude sectorielle. Suivi des coopératives de pêcheurs et mise en place de moyens de réparation et de commercialisation des produits de la pêche.
- 1982 DJIBOUTI
 - Programmation d'études sectorielles sur la pollution et les cultures marines.
- ZAIRE
 - Identification et étude de faisabilité d'un projet de développement de la pêche artisanale sur le lac Mobutu.
- FRANCE
 - Encadrement d'un stage de recyclage des coopérateurs en matière de pêche : économie des pêches, techniques de pêche, dynamique des populations.
- HAITI
 - Etude sectorielle sur la pêche. Evaluation d'un projet de pêche expérimentale à Jacmel.
- GUINEE BISSAU
 - Mise en place d'un projet de pêche artisanale à la crevette de lagune dans le cadre de la relance de la SEMAPESCA (société mixte de pêche).
- CAP VERT
 - Suivi d'un projet de pêche artisanale à Sao Nicolau et fourniture d'équipements.

- SENEGAL
- Analyse de l'exploitation des thoniers senneurs de l'ex-armement SOSAP en vue d'une remise en état de trois unités.
- BELGIQUE
- Coordination avec la Communauté Européenne sur la politique d'aide au développement de la pêche.
- 1983 ANGOLA
- Programmation de la coopération franco-angolaise en matière de pêche et définition de projets : pêche thonière, centre de recherches, formation, débarquement des produits de la pêche, distribution du poisson.
- GUINEE EQUATORIALE
- Suivi d'un projet d'assistance à la pêche artisanale, évaluation et conditions de poursuite.
- MADAGASCAR
- Evaluation des conditions de mise en place du matériel de pêche offert par la JICA et identification d'actions complémentaires. Etude de faisabilité de deux campagnes expérimentales de pêche : crevette pénéide en baie d'Antongil et crevette profonde dans le Sud-Ouest de Madagascar.
- SENEGAL
- Suivi d'un projet pilote d'aquaculture de crevettes en Casamance.
- FRANCE
- Participation au salon international de la pêche de Nantes.
- GUINEE BISSAU
- Plan de relance de la SEMAPESCA.
- 1984 ANGOLA
- Suivi et réorientation du programme de coopération en pêche.
- SAO TOME
- Identification de projets : pêche artisanale pêche thonière, ateliers de réparation, formation, distribution du poisson. Programmation et plan d'action de la coopération.
- CAP VERT
- Identification de projets : pêche artisanale à Sao Nicolau, renouvellement des unités thonières, campagne expérimentale langoustière.
- GUINEE BISSAU
- Suivi d'un projet de pêche artisanale à la crevette en relation avec SEMAPESCA.

- 1985 NIGER
 - Suivi et évaluation d'un projet d'aquaculture de Tilapia en cage dans le fleuve Niger.
- BELGIQUE
 - Coordination entre la Communauté Européenne et les Etats membres sur l'aide au développement de la pêche.
- 1986 SAO TOME
 - Suivi et réorientation du programme de coopération en pêche.
Table ronde des bailleurs de fonds (PNUD)
- FRANCE
 - Encadrement d'un stage de recyclage des coopérants en matière de pêche : économie des pêches, crédit maritime, aménagement, formation, aquaculture.
- MAURITANIE
 - Orientation et suivi des études d'aménagement de la baie du repos, à Nouadhibou.
- BELGIQUE
 - Coordination avec la Communauté Européenne.
- 1987 FRANCE
 - Chargé de cours en Enseignement post-universitaire à l'Ecole nationale vétérinaire de Lyon, sur les contraintes socio-culturelles au développement.
- ITALIE
 - Etude sectorielle sur les projets du FIDA.
Etude des dossiers à Rome.
- FRANCE
 - Chargé du module "calcul économique" de l'enseignement dispensé à l'IEMVT dans le cadre du diplôme d'Etudes supérieures spéciales de productions animales en régions chaudes.

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 7 Novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM : LAURENT
2. NATIONALITE : Française
3. ADRESSE ACTUELLE : 155, Avenue Thiers 33100 BORDEAUX France
4. DATE DE NAISSANCE : 13 Août 1923
5. SITUATION DE FAMILLE :

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle : français

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1949	Ecole Vétérinaire Faculté de Médecine de Toulouse (France)	Doctorat Vétérinaire	
	1952	Institut d'Elevage et et de Médecine vétéri- naire des Pays Tropicaux 10, rue Pierre Curie Maisons-Alfort	Médecine Vétérinaire et Elevage en milieu tropical	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	<p>DU : 1977 AU : 1984</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Libéral Vétérinaire Conseil</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Vétérinaire-conseil en élevages industriels pour élevages à hauts rendements (Pathologie, Prophylaxie, Nutrition, Hygiène)</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	<p>(Date la plus récente à laquelle vous occupez cet emploi)</p>
B.	<p>DU : 1975 AU : 1977</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Service de l'Elevage et des Pêches de DJIBOUTI</p> <p>DESIGNATION DE L' EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef du Service de l'Elevage et des Pêches :</p> <p>Surveillance sanitaire du cheptel, Inspection des denrées alimentaires, Promotion de la pêche artisanale en mer et Gestion administrative du service.</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	
C.	<p>DU : 1971 AU : 1975</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Direction Départementale des Services Vétérinaires de la Haute-Garonne Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adjoint au Directeur départemental - Adjoint au Directeur du Centre de perfectionnement en hygiène du lait et des produits laitiers attaché à la Chaire d'Hygiène alimentaire de l'Ecole. <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

D.	<p>DU : 1964 AU : 1971</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Mission Vétérinaire Française en Ethiopie</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Participant à la mission , avec comme tâche la campagne d'éradication de la peste bovine - Direction de 3 à 5 équipes de vaccination sur le territoire des Provinces d'ARUSI et du BALE</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
E.	<p>DU : 1961 AU : 1964</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux 10, rue Pierre Curie - Maisons Alfort</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chef de la Division "Documentation" avec comme tâches la tenue du fichier documentaire et la mise en forme de la "Revue d'Elevage et de Médecine vétérinaire des Pays Tropicaux" (4 numéros par an, 1000 à 1500 pages)</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
F.	<p>DU : 1959 AU : 1961</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Administration Française - Vétérinaire Inspecteur pour la Coopération</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chef du secteur oriental à Bambari avec pour tâches la surveillance sanitaire du cheptel, l'amélioration de l'élevage, l'inspection des denrées alimentaires et la gestion administrative du service de l'élevage et des industries animales + la gestion de la Station d'élevage de Bambari (500 têtes)</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
G.	<p>DU : 1953 AU : 1959</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Administration Française - Vétérinaire Inspecteur pour la Coopération</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Affecté au TOGO comme seul vétérinaire d'abord, puis avec un adjoint, avec pour tâches la surveillance sanitaire du cheptel, l'amélioration de l'élevage, l'inspection des denrées alimentaires et la gestion administrative du service</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 7 Novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM: Hubert GUERIN

2. NATIONALITE: FRANCAISE

3. ADRESSE ACTUELLE:

4. DATE DE NAISSANCE: 19.08.51

5. SITUATION DE FAMILLE: MARIE (5 enfants)

6. CONNAISSANCE DES LANGUES:

Langue maternelle: FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
ANGLAIS	X							
ALLEMAND	X							

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1975	Ecole Nationale Sup. Agronomique de Rennes	INGENIEUR AGRONOME	Sc. et Techniques des Productions animales
	1980	Un. CLERMONT II	DEA d'Endocrinologie	Nutrition
	1987	ENSA Montpellier	Docteur Ingénieur en Agronomie	option Zootechnie

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES: (Voir instruction 6)

Annexe jointe

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE:

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	DU : Mai 1986 AU : Aujourd'hui	(Date la plus récente à laquelle vous occupez cet emploi)
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :	
	I.E.M.V.T. (siège central)	
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :	
	Chef du Service d'Alimentation	
	NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :	
B.	DU : Novembre 1980 AU : Mars 1986	
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :	
	Laboratoire National de l'Elevage et des Recherches Vétérinaires de Dakar-Hann (ISRA) - Sénégal	
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :	
	Chargé du programme "Alimentation du Bétail tropical" - étude de la valeur alimentaire des aliments disponibles - étude des besoins nutritionnels des ruminants.	
	NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :	
C.	DU : Juin 1979 AU : Novembre 1980	
	EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :	
	C.R.Z.V. de Theix (INRA)	
	DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :	
	Spécialisation en alimentation des ruminants	
	NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :	

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

D.	DU : Mai 1977 AU : Mars 1979 EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques de Farcha (IEMVT) - Tchad DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Co-responsable du service de Zootechninutrition pour - cultures fourragères - cultures fourragères intensives et embouche bovine - étude zootechnique, élevage cunicole NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
E.	DU : Décembre 1975 AU : Février 1977 EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Centre de recherches zootechniques de Bouaké-Minankro (IEMVT) - Côte d'Ivoire DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : - gestion technique du troupeau bovin (600 têtes) - gestion des pâturages (600 ha) - travaux de recherche associés NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
F.	DU : AU : EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
G.	DU : AU : EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

- GUERIN H. - Valorisation des fourrages pauvres par les ruminants -
Séminaire sur les contraintes dans l'intensification des productions
animales au Sénégal et les essais de solution.
ISRA - Départ. ZOOVETO - 24-26 mars 1981.
- GUERIN H., DULPHY J.P. - Influence de l'apport complémentaire de maïs, de
pulpe de betterave ou de mélasse sur la valeur alimentaire d'un foin.
Ann. zoot., 1984, 33 (4) - 509-532.
- GUERIN H., RICHARD D., FRIOT D., MBAYE Nd. - Les choix alimentaires des bovins
et ovins sur pâturages sahéliens. Journées de recherches sur l'alimen-
tation et la nutrition des herbivores domestiques.
INRA Paris - 21-22 mars 1985 - Nut.Rep.Dév., 1986, 26 (1B) : 269-270.
- GUERIN H., SALL Ch., FRIOT D., AHOKPE B., NDOYE A. - Ebauche d'une méthodologie
de diagnostic de l'alimentation des ruminants domestiques dans un
système agropastoral : l'exemple de Thyssé-Kaymor-Sonkorong au Sénégal.
Communication au séminaire sur "Les relations agriculture-élevage".
D.S.A.-CIRAD 10-13 septembre 1985 - Les Cahiers de la Recherche Dévelop-
pement, 1985, 9-10 : 60-69.
- GUERIN H., RICHARD D., FRIOT D., MBAYE Nd. - Les choix alimentaires des ruminants
domestiques (bovins-ovins-caprins) sur les pâturages sahéliens. Leurs
facteurs de variation et leurs conséquences.
Proceed. International conference on animal production in arid zones,
Damas, 7-12 septembre 1985 (sous presse).
- GUERIN H. in :
- RICHARD D., GUERIN H., MBAYE Nd., FRIOT D., JUAREZ A., FALL S.T. - La composition
chimique des régimes des ruminants sur pâturages sahéliens. Communica-
tion à la 36e réunion annuelle de la Fédération Européenne de Zootechnie
Kallithea (Grèce) - 30 septembre - 3 octobre 1985.
- GUERIN H., FRIOT D., MBAYE Nd., FALL S.T., RICHARD D. - L'ingestion des fourrages
des parcours naturels en zone sahélienne : mesures en stabulation et
au pâturage. - Reprod. Nutr. Dévelop., 1987, 27 (1B) : 197-198.
- GUERIN H. in :
- SALL C., GUERIN H., AHOKPE B., FRIOT D. - Les variations saisonnières de la capaci-
té de l'ingestion des moutons en zone tropicale sèche. - Reprod. Nutr.
Dévelop., 1987, 27 (1B) : 203-204.
- GUERIN (H.) in :
- RICHARD D., FRIOT D., GUERIN H., ROBERGE G. - L'ingestibilité des graminées fourra-
gères cultivées en zone tropicale. - Reprod. Nutr. Dévelop., 1987,
27 (1B) : 195-196.
- GUERIN (H.) in :
- RICHARD (D.), GUERIN (H.), ROBERGE (G.), FRIOT (D.) - La valeur nutritive du
Panicum maximum K187B.
Symp. Int. sur l'Alimentation des ruminants en milieu tropical humide :
2-6 juin 1987. INRA - Pointe à Pitre, Guadeloupe.
- GUERIN (H.) - Alimentation des ruminants domestiques sur pâturages naturels
sahéliens et sahélo-sahéliens : Etude méthodologique dans la région
du Ferlo au Sénégal.
Thèse Docteur-Ingénieur, ENSA Montpellier, décembre 1987, 211 p.

RAPPORTS ET ETUDES DE SYNTHESE

- GUERIN H. - Exploitation de pâturages de Stylosanthes et de Brachiaria en culture sèche. Résultats acquis. Campagnes 1975-1976.
Bouaké, IEMVT, 1977 : 34 p.
- GUERIN H. - Sevrage semi-précoce et comportement alimentaire de veaux issus d'un troupeau laitier métis jersiais-N'Dama.
Bouaké, CRZ, Janvier 1977.
- GUERIN H., BERTAUDIÈRE L. - Appui technique à la ferme de la Société Cotontchad à Bekamba. Rapport de synthèse 1978.
N'Djaména, IEMVT, 1979 : 177 p.
- GUERIN H., LANDAIS E., MENAGER M., ABBE MADY P., BERTAUDIÈRE L., LANDRY C. - Embouche de zébus arabes sur les polders du Lac Tchad et sur les berges du Chari.
N'Djaména, IEMVT, 1979 : 189 p.
- GUERIN H. - Interactions digestives entre les fourrages et les aliments concentrés. Conséquences pour la prévision de la valeur alimentaire des rations distribuées à des ruminants.
Clermont-Ferrand, Université de Clermont II, 1980 : 89 p.
- GUERIN H., FRIOT D., MBAYE Nd., FALL S.T. (ISRA) et RICHARD D. (IEMVT) - Programme ABT (Alimentation du Bétail Tropical). Principaux résultats acquis en 1981.
Dakar LNERV, 1982, réf. n° 70/PHYSIO : 10 p.
- GUERIN H., FRIOT D., MBAYE Nd., FALL S.T. (ISRA) et RICHARD D. (IEMVT) - Programme ABT (Alimentation du Bétail Tropical) - Principaux résultats acquis en juin 1983.
Dakar LNERV, 1983, réf. n° 51/PHYSIO.
- GUERIN H. - Méthodologie d'étude de la valeur alimentaire des parcours naturels à faible productivité. I. Approche bibliographique.
Dakar LNERV, 1983, réf. n° 103/PHYSIO : 31 p.
- GUERIN H., FRIOT D., MBAYE Nd., FALL S.T., NDOYE A. (ISRA) et RICHARD D. (IEMVT) - Méthodologie de l'étude de la valeur alimentaire des parcours naturels à faible productivité. II. Protocoles et premiers résultats.
Dakar LNERV, 1984, réf. n° 13/PHYSIO : 33 p.
- GUERIN H. in :
- FRIOT D., GUERIN H., RICHARD D. - Programme ABT : valeur alimentaire des aliments disponibles au Sénégal. Montage audio-visuel.
Dakar LNERV, 1982.
- GUERIN H. in :
- DE ROCHAMBEAU F., GUERIN H., NDIAYE Ch. - Prévision de la valeur alimentaire de deux fourrages tropicaux : Panicum maximum et Pennisetum purpureum à partir de l'analyse chimique.
Dakar LNERV, 1983, réf. n° 001/C.F.

GUERIN H. in :

RICHARD D., GUERIN H., MBAYE Nd. - Programme franco-sénégalais de recherche sur la valeur alimentaire des aliments disponibles pour les ruminants au Sénégal : objectifs - méthodes - principaux résultats... Maisons-Alfort IEMVT, janvier 1984.

GUERIN H. in :

RICHARD D., GUERIN H., MBAYE Nd. - Projet de recherche conjoint CIRAD/ISRA Etude des aliments disponibles pour les ruminants et des besoins des bovins et ovins au Sénégal. Maisons-Alfort IEMVT, Dakar LNERV, novembre 1984.

GUERIN H. in

Laboratoire de Farcha N'Djaména (Tchad) - Rapport annuel d'activités 1977-1978

GUERIN H. in

LNERV - ISRA - Dakar Sénégal - Rapport annuel d'activités du service d'alimentation-nutrition 1980 (n°23/Physio 1981 : 49 p), 1981 (n°36/Physio 1982 : 84 p) ; 1982 (n°24/Physio 1983 : 48 p), 1983 (n°22/Ali-Nut : 32 p), 1984.

GUERIN H. Rapport annuel d'activités 1985 au Service d'Alimentation du LNERV : 13 p.

NOTES TECHNIQUES DEPUIS 1980

GUERIN H. in :

- GUERIN H. - Protocole d'étude de la valeur alimentaire d'un ensilage de mil à la ferme de Sangalkam.
Dakar LNERV, décembre 1980.
- GUERIN H. - Calendrier et protocole des essais de digestibilité à la ferme de Sangalkam en 1981.
Dakar LNERV, n° 81/PHYSIO.
- GUERIN H. - Calendrier et protocole des essais de mesure de la valeur alimentaire des pâturages naturels de Tessekré en saison sèche chaude.
Dakar LNERV, mai 1981.
- GUERIN H. - Protocole : effet du niveau de complémentation minérale et azotée sur la productivité des troupeaux naisseurs de la zone sylvo-pastorale.
Dakar LNERV-CRZ Dahra, n° 91/PHYSIO, 1981.
- GUERIN H. - Rationnement des troupeaux montbéliard et pakistanais à Sangalkam.
Dakar LNERV, n°97/PHYSIO/1981.
- GUERIN H. - Protocole d'étude de la valeur alimentaire des pâturages naturels du ranch de Doli (SODESP) dans le cadre du programme ABT.
Dakar LNERV, réf. n°101/PHYSIO, 1981.
- GUERIN H. - Essais de digestibilité réalisés au LNERV depuis 1973. Liste établie au 31 janvier 1982. Mise à jour le 31 décembre 1983 et 1984 (389 essais).
Dakar LNERV, n° 14/PHYSIO, 1982.
- GUERIN H. - Méthodologie de l'étude de la valeur alimentaire des pâturages naturels : nouveaux protocoles 1982/1983.
Dakar LNERV, n° 99/PHYSIO, 1982.
- GUERIN H. - Valorisation des ressources nationales en protéines végétales destinées à l'alimentation animale.
Dakar LNERV, 1982.
- GUERIN H., MBODJ G.O. - Effets de divers niveaux de complémentation sur la croissance de jeunes bovins en réélevage au ranch de Doli.
Dakar LNERV, n° 19/PHYSIO, 1982.
- GUERIN H. - Protocole : valeur alimentaire des pailles de céréales (maïs, sorgho, mil), effets de la date de récolte.
Dakar LNERV, 1982.
- GUERIN H. - Présentation des activités de recherche du service de Physiologie - Biochimie - Nutrition du LNERV au séminaire sur les zones arides organisé par le CIPEA Mali le 18 mai 1982.
Dakar LNERV, 1982.

GUERIN H. in :

FRIOT D., GUERIN H. - Digestibilités in vivo : méthodes utilisées au LNERV
Dakar LNERV, réf. n°95/PHYSIO, 1983.

GUERIN H. in :

SALL Ch., GUERIN H. - Etude des variations saisonnières de la capacité d'ingestion de moutons adultes : rappels bibliographiques et protocole.
Dakar LNERV, réf. n°97/PHYSIO, 1983.

GUERIN H. in :

ROBERGE G., FRIOT D., GUERIN H., MBAYE Nd. - Note sur la valeur alimentaire des fanes de légumineuses cultivées au Sénégal.
Dakar LNERV, réf. n° 003/PHYSIO, 1984.

GUERIN H. in :

AHOKPE B., GUERIN H., CISSE Nd.M. - Mise au point de blocs à lécher "mélasse urée-minéraux" pour la complémentation au pâturage des ruminants de l'élevage extensif. Premiers essais et protocole d'étude.
Dakar, LNERV, réf. n°112/AL NUT, 1984.

GUERIN H., SALL Ch., NDOYE A. - Etude de la valeur alimentaire du régime des ruminants de la région de Thyssé-Kaymor (Sine-Saloum) protocole
Dakar LNERV, réf. 25/PHYSIO, 1984.

GUERIN H. - Lexique "Latin-Wolof" des espèces végétales consommées par les ruminants domestiques à Thyssé-Kaymor-Sonkorong (Sine-Saloum)
Dakar LNERV, réf. n° 102/AL NUT, 1984.

GUERIN H. in :

MORTREUIL J.C., ROBERGE G., GUERIN H., GASSAWA I. : Essais fanes d'arachides 1985 au CNRA de Vambey. Dakar LNERV, réf. n°31/Cul.four., 1986, 8 p + annexes.

RAPPORTS DE MISSION - COMPTES-RENDUS DE REUNIONS DEPUIS 1980

- GUERIN H., RICHARD D. - Rapport de mission au CRZV de Theix dans le cadre du programme ABT
IEMVT, LNERV, 13 novembre 1980.
- GUERIN H. - Compte-rendu de missions : premiers résultats sur la valeur alimentaire des pâturages naturels de Tessekéré en saison sèche froide.
Dakar LNERV, réf. 76/PHYSIO, 1981..
- GUERIN H. - Réunion annuelle de la section tropicale de l'association française pour la production de fourrages "AFPF-TROP" (sorghos fourragers)
Dakar LNERV, réf. IEMVT n°51022, 1982.
- GUERIN H. in :
- LHOSTE Ph., GUERIN H. - Rapport de mission dans la région du fleuve Sénégal du 18 au 20 novembre 1981.
Dakar LNERV, réf. n° 121/DOC, 1981.
- GUERIN H. in :
- RICHARD D., GUERIN H. - Compte-rendu de mission au centre INRA de Theix.
IEMVT, réf. n° 6420/DIR.
- GUERIN H. - Rapport de mission au CRZ de Dahra, à la mission forestière allemande de Vindou Tiengoli, à la bergerie de Ndiol (ISRA) à La SOCAS (Savoigne), 5-8 mai 1982.
Dakar LNERV, réf. n° 71/PHYSIO, 1982.
- GUERIN H. - Rapport de mission du 14 au 26 mai 1982 - au comité scientifique et technique de la recherche zootechnique, forestière et hydrobiologique de la république du Mali ; - au séminaire sur les zones arides organisé par le CIPEA - à la station du programme des zones arides à Nioro (CIPEA).
Dakar LNERV, réf. IEMVT n° 51198, 1982.
- GUERIN H., MBAYE Nd. - Prospection d'une nouvelle station pour l'étude de la valeur alimentaire des parcours naturels de la zone d'emprise du "secteur centre Sud" de l'ISRA. 11 mars 1983.
Dakar LNERV, réf. n° 17/PHYSIO, 1983.
- GUERIN H., FAYE Ad, FAYE Ad. - Visite du "PAPEM" de Thyssé-Kaymor - Sonkorong en vue de la mise en place d'une station d'étude de la valeur alimentaire des parcours (pâturages naturels - résidus de récolte) disponibles pour le bétail au Siné-Saloum.
Dakar LNERV, réf. n°50/PHYSIO, 1983.
- GUERIN H., FALL S.T., NDOYE A., ROBERGE G., MORTREUIL J.C. - Ebauche d'un protocole d'étude de la variabilité intervariétale de la production et de la valeur alimentaire des fanes d'arachide.
Dakar LNERV-CNRA, n° 03/ALIM.NUT, 1985.

GUERIN H., FRIOT D. - Compte-rendu de la réunion de concertation tenue le 2 janvier 1985 au LNERV avec les services de l'ISRA concernés par les recherches en alimentation du bétail.
Dakar LNERV, n°09/ALIM.NUT, 1985.

GUERIN H. in :

SALL Ch., DIEYE Kh., FRIOT D., GASTON A., GUERIN H. : Rapport de mission au Sénégal oriental et en Haute-Casamance du 25 février au 1er mars 1985.
Dakar LNERV, réf. n° 60/ALIM. NUT, 1985.

GUERIN H. : Compte-rendu de mission à l'Institut de Recherches zootechniques (I.R.Z.) du Cameroun du 10 au 21 novembre 1986 : 14 p.

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 1 Septembre 1988

SIGNATURE: Levif

1. NOM: L E V I F

2. NATIONALITE: Française

3. ADRESSE ACTUELLE: 12, rue Bellevue 92100 BOULOGNE

4. DATE DE NAISSANCE: 27 Septembre 1929

BILLANCOURT 5. SITUATION DE FAMILLE: Célibataire

6. CONNAISSANCE DES LANGUES:

Langue maternelle: Français

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES	NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de 1953 à	Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort et Faculté de Médecine de Paris	Doctorat Vétérinaire	
1954	Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux	Diplôme de l'Institut	
1963-1964	Ministère de la Coopération	Stagiaire Centre de Perfectionnement pour le développement de la Coop. Eco. et Tech.	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES: (Voir instruction 6)

Economie pastorale de la région de moussoro TCHAD 1965
L'élevage au RWANDA 1964
Problèmes du commerce de la viande dans les états de l'Entente
Etude sur les abattages de bovins à N'Djamena 1968
Projet de développement de l'élevage de NIGER Centre Est 1974
Développement de l'élevage paysan en République Populaire du CONGO 1988

voir en annexe les spécialités professionnelles

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

Contrôleur général des Services Vétérinaires

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	<p>DU : 1981 AU : 1986</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Ministère de la Coopération Paris France</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef du Bureau de l'élevage et de la pêche</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	<p>(Date la plus récente à laquelle vous occupez cet emploi)</p>
B.	<p>DU : 1976 AU : 1981</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Ministère de la Coopération Paris France</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chargé de mission au bureau de l'élevage et de la pêche</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	
C.	<p>DU : 1973 AU : 1976</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Organisation pour la mise en valeur du Sénégal (O.M.V.S.) Dakar SENEGAL</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Conseiller Technique pour l'élevage du Secrétaire Général de l'O.M.V.S.</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

D.	<p>DU : 1968 AU : 1972</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Institut d'Economie Rurale du Mali (I.E.R.) Bamako - MALI</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Conseiller Technique pour l'élevage</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
E.	<p>DU : 1965 AU : 1968</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Direction Générale de l'Elevage du Tchad N'Djamena (TCHAD)</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef de la Division Prophylaxie puis Chef de la Division Industries Animales</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
F.	<p>DU : 1963 AU : 1964</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Ministère de la Coopération Paris France</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Stage de perfectionnement (CPDCET)</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
G.	<p>DU : 1960 AU : 1963</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Ministère de la Coopération Paris France</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef du Service de l'Elevage de la Côte Française des Somalies Djibouti</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

FONCTIONS EXERCEES *(Suite)*

H	DU : 1954	AU : 1959
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :		
Ministère de la Coopération Paris France		
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :		
Chef de la circonscription d'élevage de DORI (Haute Volta) puis Chef du service de l'élevage par intérim de la Haute Volta, OUAGADOUGOU		
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		
I	DU :	AU :
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :		
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :		
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		
J	DU :	AU :
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :		
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :		
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		
K	DU :	AU :
EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :		
DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :		
NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :		

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

ONUDI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/3)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES
(Voir instruction 8)

EXPERIENCE PERTINENTE : Veuillez exposer brièvement ci-après l'expérience que vous possédez dans le domaine de votre spécialisation. En outre, si vous êtes candidat à un emploi déterminé, veuillez indiquer le numéro de la description de poste concernant cet emploi et exposer les éléments de votre expérience qui ont trait aux attributions de l'emploi en question et aux conditions requises des candidats, telles qu'elles sont exposées dans la description de poste.

Spécialités professionnelles :

- Généraliste de l'élevage traditionnel Africain
* plus particulièrement :
 - organisation et gestion des grandes campagnes de prophylaxie contre les épizooties Africaines
- Etude suivi et gestion de projets relatifs aux élevages sahéliens et soudaniens (transhumances, hydrauliques pastorale et exploitation des parcours, gestion et exploitation traditionnelles des troupeaux).
- Etude des problèmes du circuit bétail-viande en Afrique (commercialisation du bétail - abattage et gestion d'abattoirs - commerce de la viande).

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 7 Novembre 1988

SIGNATURE: *Le Chatelier*

1. NOM : LE CHATELIER

2. NATIONALITE : FRANCAISE

3. ADRESSE ACTUELLE :

7, Allée des Avenues 60200 - COMPIEGNE

4. DATE DE NAISSANCE : 5 décembre 1921

5. SITUATION DE FAMILLE : MARIE

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle : FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
Anglais				X				

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1946	I.N.A. Paris	Ingénieur agronome INA PARIS Ingénieur laitier	Technique laitière

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	<p>DU : 1969 AU : 1988</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>S O D I M A</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Administrateur de la SODIMA Administrateur délégué aux questions économiques Directeur Coopérative laitière de RESSONS (intégrée dans le groupe SODIMA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Collecte du lait (400 000 T) . Production de lait de consommation (CANDIA), produits laitiers frais (YOPLAIT) emmenthal, aliments veaux <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	<p>(Date la plus récente à laquelle vous occupiez cet emploi)</p>
B.	<p>DU : 1950 AU : 1969</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>COOPERATIVE LAITIERE DE RESSONS - 60490 RESSONS sur Matz</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Directeur, puis Directeur Général</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	
C.	<p>DU : 1946 AU : 1950</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Fromageries BEL - Lons le Saunier</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Chef de laboratoire</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>	

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 7 Novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM : LEGROS

2. NATIONALITE : Française

3. ADRESSE ACTUELLE :

4. DATE DE NAISSANCE : 21 Juillet 1924

5. SITUATION DE FAMILLE :

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle : _____

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
Anglais	X		X		X		X	
Espagnol	X		X		X		X	
Allemand	X		X		X		X	

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1940		Humanités Modernes Scientifiques	
	1944	Institut NDP Bruxelles	Technicien chimistes industries cuir et textile	
	1954	Ecole Prof. Verviers	Efficiency Work factors	
	1980	Business Course Londres	American Management Association Senior Level	

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	<p>DU: 25/2/1979 AU: 30/6/1988 (Date la plus récente à laquelle vous occupiez cet emploi)</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Bata Shoe Co (Kenya) Ltd , P.O. Box 23 Limuru KENYA Tannerie et fabrication chaussures</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS:</p> <p>Directeur de la tannerie et Conseiller Technique pour le groupe BATA en Afrique; délégué permanent au Conseil de Direction de l'Entreprise</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
B.	<p>DU: 06/1/1977 AU: 22/2/1979</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Bata India Ltd, P,O Box 9079 Calcutta INDE Tanneries et fabrication chaussures</p> <p>DESIGNATION DE L' EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Conseiller Technique Tannerie et Responsable de deux unités de production la tannerie de Batanagar (West Bengal) et celle de Mokhameghat (Bihar) Directeur des achats en peaux brutes en Inde (22 stations d'achats)</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
C.	<p>DU: 19/4/1970 AU: 4/1/1977</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Bata Shoe - Fabrica de Calzado Peruano, Casilla 65 LIMA PEROU Tannerie et fabrication chaussures</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Directeur de l'Unité de fabrication de Vitarte, Tannerie, fabrication chaussures et sous-produits . Conseiller technique tannerie pour les Usines BATA du Pérou, du Chili et de Bolivie. Course Leader Tanneries Amérique Latine et Europe</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

D.	<p>DU: 15/2/1969 AU: 28/2/1970</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>S.E.T.A.K. , Avenue de Khourigba, Casablanca MAROC (Deux tanneries vachette - box et caprins-ovins pour l'export)</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Directeur Technique et Administratif des deux tanneries, responsable des ventes locales et export - Réorganisation du ramassage et traitement des peaux</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
E.	<p>DU: 1/9/1966 AU: 31/1/1969</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Tanneries de Challes - La Pointe à Challes FRANCE (Vachette-box et croupons pr. articles de maroquinerie)</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Directeur de la Tannerie , y compris ventes articles pour la chaussure avec spécialiaté pour bottes d'équitation, pour maroquinerie et cuirs fins pour l'industrie de la ceinture</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
F.	<p>DU: 21/6/1965 AU: 31/7/1966</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Bata Shoe Development Ltd, 131 Oxford Street, London W1, Angleterre Bureau Conseil de B.S.O. transféré au Canada en 1967-68</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Conseiller Technique Tannerie, responsable des 15 tanneries du groupe Bata Responsable du développement du produit dans le cadre de B.S.O. (également responsable de l'entraînement et du recrutement du personnel technique)</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
G.	<p>DU: 25/1/1960 AU: 20/6/1965</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>Bata S.A. Africaine BP 53 DAKAR Sénégal Unité de production de Rufisque (Tannerie et fabrication chaussures)</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>Directeur de l'Usine de Rufisque, comprenant : la tannerie et la manufacture de chaussures cuir; toile DVP et PVC (23 000 paires par jour). Responsable de tous les services.</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

H	DU : 10/03/1958 AU : 24/01/1960 EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Bata S.A. Usines Hellocourt 57 770 Moussey Moselle France Tannerie et fabrication chaussures DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chef de production tannerie - terminé l'installation de la nouvelle unité de production , réorganisation des services et formations du personnel NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
I	DU : 5/07/1957 AU : 3/03/1958 EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : East Africa Bata Shoe Co Ltd P.O. Box 23 Limuru KENYA Tannerie et fabrication chaussures DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Assistant chef de production, mission de 8 mois - chargé du nouveau lay-out de l'usine et réorganisation générale. Formé sur place au modelage chaussures, prix de revient et planning production. NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
J	DU : 1/06/1953 AU : 21/05/1957 EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Bata S.A. Congolaise , Av. de l'Industrie , Kinshasa ZAIRE Tannerie et fabrication chaussures DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chef tanneur responsable de production après trois mois de service comme assistant-chef de tannerie. Introduction du tannage au chrome, réorganisation et modernisation des installations et procédés. NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :
K	DU : 2/01/1948 AU : 28/05/1953 EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Tanneries du Sty S.A., rue de la Station, Ottignies BELGIQUE Tannerie : bovins, caprins et ovins. DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Technicien tannerie Installation des machines, formation du personnel ouvrier, introduction des prix de revient et du planning de production . Après 2 ans de pratique, responsable du brut jusqu'au fini. NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACÉES SOUS VOS ORDRES :

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

ONU DI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTICE PERSONNELLE (Agents engagés au titre de projets) (PPRB/2)

RENSEIGNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE COMMUNIQUEES AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES

DATE: 4 Novembre 1988

SIGNATURE: 

1. NOM : LHOSTE

2. NATIONALITE: française

3. ADRESSE ACTUELLE : Jardins aux Fontaines (A3)
140, rue Pioch de Boutonnet
34100 MONTPELLIER

4. DATE DE NAISSANCE : 1 Juin 1941

5. SITUATION DE FAMILLE : Marié, 3 enfants

6. CONNAISSANCE DES LANGUES :

Langue maternelle : FRANCAIS

AUTRES LANGUES	LIT		ECRIT		PARLE		COMPREND	
	Sans difficulté	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement	Couramment	Difficilement	Sans difficulté	Difficilement
ANGLAIS	X		X		X		X	
ESPAGNOL	X		X		X		X	

7. ETUDES (Voir instruction 5)

ANNEES D'ETUDES		NOM et ADRESSE de L'ETABLISSEMENT	TITRES UNIVERSITAIRES, CERTIFICATS ou DIPLOMES OBTENUS	SUJET D'ETUDE PRINCIPAL
de	à			
	1962	E.S.A.T. Nogent/Marne	Agronomie Tropicale	
	1963	Faculté des Sciences de PARIS	Certificat de 3ème cycle	Nutrition et alimentation des animaux domestiques
	1976	CESAM, Paris	Certificat de statistiques appliquées à la Biologie	
	1986	INA Paris-Grignon	Doctorat (Ingénieur)	Système agropastoral au Sénégal

8. INDIQUEZ LES OUVRAGES OU ECRITS QUE VOUS AVEZ PUBLIES : (Voir instruction 6)

voir en annexe

9. INDIQUEZ LES APTITUDES OU COMPETENCES SPECIALES INTERESSANT VOTRE DEMANDE D'EMPLOI QU'ATTESTENT LES PERMIS OU BREVETS DONT VOUS ETES TITULAIRE OU VOTRE QUALITE DE MEMBRE DE SOCIETES OU INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES, CIVIQUES, PUBLIQUES OU INTERNATIONALES; LE CAS ECHEANT, PRECISEZ LA CATEGORIE DE MEMBRE DANS LAQUELLE VOUS ETES RANGE :

FONCTIONS EXERCEES (Voir instruction 7)

A.	<p>DU : 1.09.1982</p>	<p>AU : Novembre 1988</p>	<p><i>(Date la plus récente à laquelle vous occupiez cet emploi)</i></p>
	<p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : Laboratoire INRA-CIRAD Recherches zootechniques - Systèmes d'élevage - Relations agriculture-élevage</p>		
<p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chercheur zootechnicien - animateur du groupe "Systèmes d'élevage" avec actions en Camargue, au Sénégal, au Mexique ; actions de formation et d'encadrement. Enquêtes, analyses zootechniques, expérimentations. Etude de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre. (voir annexe) Missions dans les zones cotonnières du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire et du Mali.</p>			
<p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>			
B.	<p>DU : Janvier 1980</p>	<p>AU : Juillet 1982</p>	
	<p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : I.E.M.V.T. au Laboratoire National d'Elevage et de Recherches Vétérinaires (LNERV) de Hann-Dakar, de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) Hann-Dakar, Sénégal Recherches zootechniques et vétérinaires.</p>		
<p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chercheur zootechnicien. Coordination pluridisciplinaire des activités du département de Recherches Zootechniques et Vétérinaires. Documentation et vulgarisation en matière d'élevage. Recherches en milieu rural (Sine Saloum). Participation à la mise en place du département système de production de l'ISRA.</p>			
<p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>			
C.	<p>DU : 1976</p>	<p>AU : 1979</p>	
	<p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : IEMVT, Centre de Recherches Zootechniques de Minankro à Bouaké (COTE D'IVOIRE)</p>		
<p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chercheur zootechnicien de l'IEMVT en 1976 - Puis Responsable du Département Elevage de l'Institut des Savanes de Bouaké (1977-1979). Coordination d'une équipe d'une dizaine de chercheurs (Pâturages : 4; Zootechnie : 6) Travaux de recherche sur les systèmes de production de viande bovine. Au cours de cette période : nombreuses missions à l'étranger (Rome : FAO, CIPEA-ILCA à Addis-Abéba, Afrique Centrale et Occidentale : 13 pays). Travaux : voir en annexe (Réf. 25 à 35)</p>			
<p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>			

FONCTIONS EXERCEES (Suite)

D.	<p>DU : 1964 AU : 1975</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE : IEMVT - Centre de Recherches Zootechniques de Wakwa (CAMEROUN)</p> <p>Recherches zootechniques (génétique bovine, nutrition, production de viande...</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS : Chercheur Zootechnicien. Direction du Centre de Recherches Zootechniques Représentation de l'IEMVT au Cameroun Coordination des travaux et des programmes de recherche des deux Centres de Bambui et Wakwa</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES : 7 Chercheurs</p>
E.	<p>DU : AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
F.	<p>DU : AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>
G.	<p>DU : AU :</p> <p>EMPLOYEUR (Nom et adresse) ET GENRE D'ACTIVITE :</p> <p>DESIGNATION DE L'EMPLOI OCCUPE ET NATURE DES ATTRIBUTIONS :</p> <p>NOMBRE ET CATEGORIE DE PERSONNES PLACEES SOUS VOS ORDRES :</p>

Si vous n'avez pas assez de place, utilisez des feuilles supplémentaires.

LHOSTE Philippe

Février 1988

LISTE DES PUBLICATIONS OU COMMUNICATIONS

(Auteurs, titres et références)

1. DUMAS (R.), LHOSTE (Ph.). Les signes de l'âge chez le zébu - Etude des incisives de remplacement. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1966, 19, (3) : 357-363.
2. DUMAS (R.), LHOSTE (Ph.). Variations du poids vif et du rendement en viande des bœufs de l'Adamaoua au cours de la saison sèche. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1966, 19, (4) : 573-579.
3. LHOSTE (Ph.). Comportement du bétail zébu en Adamaoua camerounais.
I. Etude des femelles adultes : comparaison de la race locale aux métis demi-sang Brahma. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1967, 20, (2) : 329-342.
4. LHOSTE (Ph.). Comportement saisonnier du bétail zébu en Adamaoua camerounais.
II. La croissance avant sevrage pour les veaux de race locale et les métis demi-sang Brahma. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1968, 21, (4) : 499-517.
5. DUMAS (R.), LHOSTE (Ph.). Crossing Between local zebu and American Brahman breed in Adamawa (Cameroon).
Proceedings second world conference on animal production Maryland, juil. 1968.
Session I : 313-314.
6. DUMAS (R.), LHOSTE (Ph.). Effect of Seasonal factors on the weight variations and the meat production of Adamawa zebus.
Proceedings second world conference on animal production Maryland, juil. 1968.
Session XV : 486-487.
7. DUMAS (R.), LHOSTE (Ph.). colloque sur l'Elevage (OCAM). Fort-Lamy - déc. 1969 : La production de viande en Adamaoua camerounais.
CE. - FL. n° 35 - Sect. 8.2 : 799-805.
8. LHOSTE (Ph.). Colloque sur l'élevage (OCAM). Fort-Lamy - déc. 1969 : Les races bovines de l'Adamaoua (Cameroun)
CE. - FL. n° 36 - Sect. 5.1 : 519-533.

9. DUMAS (R.), LHOSTE (Ph.), CHABEUF (N.), BLANCOU (J.). Note sur la sensibilité héréditaire des bovins à la streptothricose. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1971, 24, (3) : 349-353.
10. LHOSTE (Ph.), DUMAS (R.). Embouche intensive des zébus de l'Adamaoua.
I. Comparaison des différents systèmes d'alimentation (1970). Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1972, 25, (2) : 259-280.
11. LHOSTE (Ph.), DUMAS (R.). Embouche intensive des zébus de l'Adamaoua.
II. Influence de la durée de la période d'embouche (1971). Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1972, 25, (2) : 281-293.
12. LHOSTE (Ph.). Note sur trois bœufs de boucherie exceptionnels en Adamaoua (Cameroun). Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1973, 25, (3) : 363-366.
13. LHOSTE (Ph.), PIERSON (J.). Etude des mortalités et cas d'urgence à la station zootechnique de Wakwa (Cameroun). Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1973, 26, (4) : 431-442.
14. 15. 16. 17. 18. : Colloque Embouche Dakar - Communications présentées en décembre 1973.
14. LHOSTE (Ph.). Embouche de taurillons - Essai de substitution du maïs par du manioc enrichi en urée. Actes Colloque - p. 79-81.
15. LHOSTE (Ph.). Note de présentation du thème : Rationnement et résultats de croissance. Actes Colloque - p. 125-128.
16. LHOSTE (Ph.), PIERSON (J.), GINISTY (L.). Essai de finition de bœufs zébus avec utilisation maximale de mélasse. Actes Colloque - p. 139-148.
17. LHOSTE (Ph.), PIERSON (J.). Embouche intensive de jeunes mâles : comparaison de taurillons et bouvillons de trois races. Actes Colloque - p. 233-236.
18. LHOSTE (Ph.). Note sur l'économie de l'embouche au Cameroun. Actes Colloque - p. 247.
19. LHOSTE (Ph.), PIERSON (J.), GINISTY (L.). Essai d'engraissement de bœufs zébus à partir de farines basses de riz du Nord-Cameroun. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1975, 28, (2) : 217-223.

20. 21. LHOSTE (Ph.), PIERSON (J.). L'expérimentation de l'insémination artificielle au Cameroun par importation de semence congelée.
- I. Insémination artificielle de femelles zébus en chaleurs naturelles. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1975, 28, (4) : 513-522.
 - II. Essai de synchronisation de l'œstrus sur femelles zébus. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1976, 29, 67-74.
22. LHOSTE (Ph.). L'utilisation de la mélasse du Cameroun en embouche bovine. Expérimentation sur différents types d'animaux : bœufs, vaches de réforme et taurillons. Communication au colloque de Bouaké (RCI). Recherches sur l'élevage bovin en zone tropicale humide. 18-22 avril 1977 : 449-459.
23. LHOSTE (Ph.). L'amélioration génétique des zébus de l'Adamaoua (Cameroun) pour la production de viande. Communication au colloque de Bouaké (RCI). Recherches sur l'élevage bovin en zone tropicale humide. 18-22 avril 1977 : 761-769.
24. LHOSTE (Ph.). Note sur un essai de production de jeunes bovins précoces au Cameroun. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1977, 30, (3) : 309-314.
25. LHOSTE (Ph.). Réflexions sur les essais d'embouche menés en zone centre de Côte d'Ivoire. Communication au colloque de Bouaké (RCI). Recherches sur l'élevage bovin en zone tropicale humide. 18-22 avril 1977 : 683-695.
26. TOUTAIN (B.), LHOSTE (Ph.). Essai d'estimation du coefficient d'utilisation de la biomasse herbacée par le bétail dans un périmètre sahélien. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1978, 31, (1) : 95-101.
27. LHOSTE (Ph.). Les races taurines de l'Ouest africain : situation et conservation.
- Ethnozootecnie, 1978, v. 22 : 126-128.
 - Bull. Techn. Dép. Génét. anim. INRA 1978, v. 26 : 126-128.
28. LHOSTE (Ph.). Lutte contre l'aridité dans l'Oudalan (Haute Volta). Etude zootechnique - Inventaire du cheptel. Maisons Alfort, IEMVT, 1977, 51 p.
29. LHOSTE (Ph.), CLOE (L.). Comparaison des aptitudes à la production de viande de 4 types génétiques bovins de Côte d'Ivoire.
- I. Résultats de croissance. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1982, 35, (4) : 381-390.
30. LHOSTE (C.), LHOSTE (Ph.), CLOE (L.), DESLANDES (P.). Comparaison des aptitudes à la production de viande de 4 types génétiques bovins de Côte d'Ivoire.
- II. Résultats d'abattage et étude des carcasses. Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1982, 35, (4) : 391-400.

31. LHOSTE (Ph.). L'importance socio-économique du bétail trypanotolérant - 13 p. Séminaire FAO/SIDA sur l'élevage et la sélection du bétail trypanotolérant - Lomé, Togo, 26 nov. 5 déc. 1980.
32. LHOSTE (Ph.). Les organisations d'élevage et la participation des éleveurs dans la situation actuelle en Afrique - 10 p. Séminaire FAO/SIDA sur l'élevage et la sélection du bétail trypanotolérant - Lomé, Togo, 26 nov. 5 déc. 1980.
33. LHOSTE (Ph.). Identification et contrôle des performances - 17 p. Séminaire FAO/SIDA sur l'élevage et la sélection du bétail trypanotolérant - Lomé, Togo, 26 nov. 5 déc. 1980.
34. LHOSTE (Ph.). Evaluation de la trypanotolérance. Séminaire FAO/SIDA sur l'élevage et la sélection du bétail trypanotolérant - Lomé, Togo, 26 nov. 5 déc. 1980.
35. FAO/CIPEA. Le bétail trypanotolérant en Afrique Occidentale et Centrale - (trypanotolerant livestock in West and Central Africa).
Vol. 1 - Etude générale. 155 pages (français et anglais).
Vol. 2 - Situations nationales. 311 pages (français et anglais).
Réf. CIPEA : Addis-Abéba, Ethiopie 1979 - CIPEA Monographie n° 2.
Réf. FAO : Rome 1980 : Etude FAO - Production et Santé animales n° 20.
36. LHOSTE (Ph.), CARPENTIER (J.). Contribution au bilan des unités expérimentales du Sine Saloum : volet élevage. ISRA - LNERV, document de travail n° 88, juin 1981, ronéo, 184 p.
37. LHOSTE (Ph.). Intensification agricole et évolution de l'élevage en zone agropastorale (1970-1981) 18 p. Dixièmes journées médicales de Dakar, 25-30 janvier 1982.
38. LHOSTE (Ph.). Application de la recherche au développement de l'élevage. Salon de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Elevage et de l'Hydraulique. Dakar, 2-8 février 1982.
39. LHOSTE (Ph.). Note sur l'utilisation de la traction bovine. (Séminaire sur l'Elevage et son intégration dans le système de production agricole. Casamance, juin 1982.
40. LHOSTE (Ph.). Développement de la traction animale et évolution des systèmes pastoraux au Sine Saloum, Sénégal (1970-1981).
 - Séminaire d'Economie Rurale. GERDAT, Montpellier, septembre 1982.
 - Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1983, 36, (3) : 291-300.

41. LHOSTE (Ph.). Approche de l'Élevage dans la Recherche-Développement sur les systèmes agraires.
- Journées de la Recherche-Développement en milieu rural. Montpellier, 8-10 nov. 1982.
et Cahiers de la Recherche-Développement n° 1, juin 1983, p. 33-34.
42. LHOSTE (Ph.). Compte-rendu de mission Sénégal - Montpellier, mars 1983, 34 p.
43. LHOSTE (Ph.). L'approche de l'élevage dans les systèmes agropastoraux en Afrique. Quelques aspects méthodologiques. Montpellier, septembre 1983, 7 p.
44. LHOSTE (Ph.). Le diagnostic sur le système d'élevage. Cahiers de la Recherche-Développement n° 3-4, 1984.
45. LHOSTE (Ph.), ORSINI (J.-P.) et BOUCHIER (A.). Enquêtes en milieu agropastoral au Sine Saloum au Sénégal. Montpellier, avril 1984, 2 tomes 58 p. + 51 p. Annexes.
46. LHOSTE (Ph.). Cattle Genetic Resources of West Africa (Les ressources génétiques bovines d'Afrique de l'Ouest). 30 p., déposé en juin 1984.
Contribution au World Animal Science, vol. 11 : Cattle Genetic Resources (en préparation).
47. CHOISIS (J.-P.), LHOSTE (Ph.). Une approche du système d'élevage équin en Camargue en 1984. Communication aux Journées du Cheval, Nîmes, février 1985.
48. BENOIT-CATTIN (M.), LHOSTE (Ph.) et MILLEVILLE (P.). Mission d'appui aux équipes régionales de recherche sur les systèmes de production de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), 14-28 avril 1985, 27 p.
49. LHOSTE (Ph.), REY (B.) et CERVANTES (N.). Élevage, système de culture et utilisation de l'espace dans le système ejidal au Mexique, état de Colima.
Cahiers de la Recherche-Développement, 1985, n° 7, 65-74.
50. LHOSTE (Ph.), RICHARD (D.), 1985. Raciones alimenticias para ganado bovino en la zona tropical de Africa (Rations alimentaires en zone tropicale d'Afrique en élevage bovin laitier).
Communication n° 1.8 au "Coloquio técnico sobre los sistemas de producción en Rumiantes". Cooperación técnica industrial y económica mexicano-francesa, 23-25 septembre 1985.
51. ORSINI (J.-P.), LHOSTE (Ph.), BOUCHIER (A.), FAYE (A.), NIANG (L.), 1985. Une typologie d'exploitations agropastorales au Sine Saloum, Sénégal.
Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1985, 38, (2) : 200-210.

52. LHOSTE (Ph.), 1985. Les spécificités des systèmes d'élevage des régions chaudes justifient-elles des méthodes d'études propres ?
Proj. de public. du Groupe Zootechnie SAD-INRA, déposé novembre 1985, 15 p.
53. LHOSTE (Ph.), 1986. Le diagnostic sur les systèmes d'élevage. 31 p.
In ISRA, Actes de l'atelier : « Méthodes pour la Recherche sur les systèmes d'élevage en Afrique intertropicale », Mbour, Sénégal, 2-8 février 1986. Maisons-Alfort, IEMVT-CIRAD, Etudes et Synthèses n° 20.
54. LHOSTE (Ph.), MILLEVILLE (P.), 1986. La conduite des animaux : techniques et pratiques d'éleveurs. 22 p.
In ISRA, Actes de l'atelier : « Méthodes pour la Recherche sur les systèmes d'élevage en Afrique intertropicale », Mbour, Sénégal, 2-8 février 1986. Maisons-Alfort, IEMVT-CIRAD, Etudes et Synthèses n° 20.
55. LHOSTE (Ph.), 1986. L'utilisation de l'énergie animale en Afrique intertropicale. 31 p.
In ISRA, Actes de l'atelier : " Méthodes pour la Recherche sur les systèmes d'élevage en Afrique intertropicale", Mbour, Sénégal, 2-8 février 1986. Maisons-Alfort, IEMVT-CIRAD, Etudes et Synthèses n° 20.
56. LHOSTE (Ph.), 1986. Connaissance des systèmes d'élevage.
Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1986, 39, (1) : 11-12.
57. CERVANTES (N.), CHOISIS (J.-P.), BOUCHIER (A.), LHOSTE (Ph.), 1986. Une typologie des élevages bovins de l'état de Colima au Mexique : première étape du diagnostic.
Rev. Elev. Méd. Vet. Pays trop., 1986, 39, (1) : 21-28.
58. LHOSTE (Ph.), 1986. Trajectoires des exploitations pour la traction animale au Sine Saloum, Sénégal. Séminaire Economie Rurale CIRAD. Montpellier, 15-19 septembre 1986, 15 p.
59. LHOSTE (Ph.), 1986. L'association Agriculture-Elevage. Evolution du système agropastoral au Sine Saloum, Sénégal.
Th. Doct.- Ing., INA Paris-Grignon.
Maisons-Alfort, IEMVT-CIRAD, 314 p.
60. LANDAIS (E.), LHOSTE (Ph.), MILLEVILLE (P.), 1987. Points de vue sur la zootechnie et les systèmes d'élevage tropicaux.
C.I.O., CIRAD-INRA-ORSTOM, janvier 1987, 25 p.
61. LHOSTE (Ph.), 1987. Etude du crédit aux éleveurs bovins au Cameroun.
Rapport minute de mission (octobre-novembre 1986).
SEDA, Yaoundé, IEMVT-CIRAD, Maisons-Alfort, 54 p.

62. LANDAIS (E.), LHOSTE (Ph.), 1987. Concepts et Méthodes pour l'analyse des Systèmes d'Elevage.

Montpellier, Séminaire CIRAD, d'Economie et Sociologie Rurales, Septembre 1987, 30 p.

63. LHOSTE (Ph.), 1987. Etude de l'élevage dans le développement des zones cotonnières (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali).

Elevage et relations agriculture-élevage en zone cotonnière. Situation et perspectives.

CIRAD/IEMVT, Déc. 1987, 77 p.

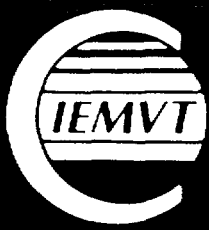
7. PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

INTER G s'est assuré, pour la conduite de l'étude, la collaboration :

- de l'INSTITUT D'ELEVAGE ET DE MEDECINE VETERINAIRE DES PAYS TROPICAUX
(MAISON-ALFORT - FRANCE)*
- de la S.E.M.A.*

L'intervention de l'I.E.M.V.T., spécialisé dans les activités liées à l'élevage, permettra d'aborder de façon très approfondie et concrète les filières industrielles de l'élevage et de proposer des actions et projets réalistes et très précisément spécifiés. On notera que l'I.E.M.V.T. intervient depuis environ une vingtaine d'années au NIGER dans le secteur de l'élevage et est ainsi en relation permanente avec les acteurs de ce secteur et notamment le Ministère des Ressources Animales.

L'intervention d'experts de la S.E.M.A., importante société intervenant dans le domaine de l'ingénierie, assistance, conseil permettra de bénéficier d'une connaissance approfondie de l'environnement économique et technologique industriel international et de ses relations privilégiées avec ses acteurs, lors de l'identification des investisseurs internationaux potentiels.



**INSTITUT D'ÉLEVAGE ET DE MÉDECINE VÉTÉRINAIRE
DES PAYS TROPICAUX
DÉPARTEMENT DU CIRAD**

Recherches vétérinaires et zootechniques
appliquées au développement

Documentation et publications scientifiques
« Revue d'Élevage et de Médecine vétérinaire des
pays tropicaux »

Études et réalisations de projets
concernant le développement des productions
animales,
les industries animales, la santé animale
et les pêches maritimes

Formation des chercheurs et développeurs



DOMAINES D'ACTION DE RECHERCHES ET DE DÉVELOPPEMENT



Recherches zootechniques

- Enquêtes sur les paramètres de productivité des troupeaux bovins, ovins, caprins, camelins et porcins. Suivi des projets de développement des productions animales.
- Amélioration génétique des animaux domestiques, notamment des espèces et races résistantes aux maladies écologiques (Trypanotolérance).
- Maîtrise des cycles sexuels et des techniques de reproduction dirigée en milieu tropical.
- Étude du milieu et amélioration des ressources disponibles pour l'élevage : Télédétection, inventaire, évaluation et suivi de la production de biomasse, mise au point de techniques nouvelles, cartographie, identification botanique.

Recherches santé animale

Laboratoire mondial de référence de la FAO pour les mycoplasmoses et les pasteurelloses animales.

- Recherches sur :
 - les maladies contagieuses : peste bovine, peste des petits ruminants, fièvre catarrhale...
 - les maladies parasitaires : inventaire, mise au point de méthodes de lutte : en matière de trypanosomoses animales et de maladies transmises par les tiques, étude des techniques d'éradication des vecteurs.
 - les maladies nutritionnelles : cartographie des zones de carence, études toxicologiques.
- Immunologie et biotechnologies
- Épidémiologie et économie de la santé animale.





- Étude de la conservation, la restauration, l'amélioration des parcours, de l'intensification fourragère.

Inventaire et évaluation des résidus et sous-produits utilisables pour la complémentation, l'entretien et l'embouche des animaux.
Rationalisation de l'exploitation de la faune sauvage.

- Économie de la santé et des productions animales.

Enquêtes et suivi de la production et de la commercialisation du bétail et des produits d'élevage.

- Technologie des denrées d'origine animale.

Étude des abattoirs, produits et sous-produits animaux.



Appui au développement :

Études de faisabilité, élaboration de projets, soutien technique aux projets de développement de l'élevage dans tous les domaines d'application des recherches ci-dessus.

Ingenierie des laboratoires vétérinaires de recherche, de diagnostic et de production de vaccins.

ENSEIGNEMENT

(depuis 1920)

Formation des cadres à la recherche et au développement :

- ▶ Cours sur le développement des productions animales en régions chaudes (IEMVT).
- ▶ Certificat de pathologie animale tropicale.
- ▶ Organisation de formations scientifiques individuelles à la demande :

– DEA, DESS, CES, thèses d'État et d'Université en coordination avec les centres universitaires.

– Trypanosomoses animales (cours IEMVT/FAO).

- Perfectionnement technique des diplômés de l'enseignement supérieur :

(diplômes de stage)

- Formation et perfectionnement des techniciens des services de l'Élevage.

Département Élevage et Médecine vétérinaire du C.I.R.A.D.,
établissement public à caractère industriel et commercial.

Services et laboratoires centraux d'appui logistique et scientifique

• Enseignement – Documentation – Informatique – Recherche et
Développement

*Zootchnie et économie animale
Nutrition – Alimentation et physiologie animale
Agropastoralisme, botanique, cartographie
Biochimie, génétique
Microbiologie, virologie
Entomologie, parasitologie*

110 chercheurs et spécialistes dans les régions tropicales,
équatoriales et méditerranéennes.

Missions permanentes et temporaires de l'I.E.M.V.T. dans le monde

- *Centre de Recherches sur les Trypanosomoses Animales (Bobo-Dioulasso, Burkina Faso) en coopération avec la G.T.Z. (R.F.A.)*
- *Mission vétérinaire française en Ethiopie*
- *Chercheurs en coopération dans les centres zootechniques, instituts et laboratoires de recherches du Sénégal, Niger, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Zaïre, Ruanda, Burundi, Ethiopie, Océanie, Thaïlande, Maroc, Gabon, CIPEA, ILRAD.*
- *Missions permanentes de l'I.E.M.V.T. en Nouvelle Calédonie et en Guadeloupe.*
- *Missions d'étude, d'enseignement dans les pays du Maghreb et du Proche Orient, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie du Sud-Est...*
- *Études de faisabilité pour des organismes publics et privés français, étrangers et internationaux, dans tous les secteurs de son domaine d'action.*

I.E.M.V.T.

10, rue Pierre Curie 94704 MAISONS-ALFORT Cedex, France
Tél. (1) 43 68 88 73
Telex IEMVT 262 017 F

Département du C.I.R.A.D. (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)

42, rue Scheffer 75116 PARIS
Tél. (1) 47 04 32 15

L'IEMVT

Département du CIRAD depuis le 1^{er} janvier 1985, l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux a été créé en 1948. Il est l'héritier du Cours de médecine vétérinaire exotique, qui vit le jour en 1921 et devait devenir en 1928 l'Institut de médecine vétérinaire exotique. Situé à Maisons-Alfort, l'IEMVT entretient des relations étroites avec la proche Ecole nationale vétérinaire. Ses 90 chercheurs et ingénieurs sont répartis entre son siège et divers établissements ou missions dans les pays tropicaux : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Ethiopie, Gabon, Maroc, Sénégal, Zaïre...

Les recherches portent sur la production animale au sens le plus large et sous tous ses aspects (milieu, génétique, santé, technologie et économie). La formation reste cependant la vocation première de l'IEMVT, qui délivre son propre diplôme. La documentation, l'information scientifique et technique et l'édition sont également des activités importantes à l'Institut.

L'ELEVAGE ET LES PRODUITS ANIMAUX

La ration alimentaire des populations des pays tropicaux est d'une manière générale très déficitaire en protéines d'origine animale, si l'on excepte les peuples de pasteurs dont l'alimentation est encore souvent à base de lait. Aussi le développement de l'élevage

constitue-t-il un impératif pour réduire les carences alimentaires et accompagner le développement démographique du tiers monde.

Les contraintes au développement de l'élevage sont nombreuses, les plus importantes étant liées au climat, qui provoque d'importantes fluctuations des ressources alimentaires ou favorise la pullulation de parasites divers. Les contraintes physiques (l'immensité des régions concernées et le manque de voies de communication) constituent également avec les contraintes humaines et économiques (faiblesse des niveaux de prix) de sérieuses entraves à la mise en œuvre des améliorations de la production animale.

L'IEMVT intervient à différents stades et dans tous les domaines concernant l'élevage, pour améliorer la connaissance du milieu, des ressources et des animaux, pour mettre au point des méthodes efficaces de lutte contre les maladies, pour former les hommes et fournir aux responsables la documentation dont ils ont besoin.



Troupeau de « N'Dama » au pâturage Côte d'Ivoire.

IEMVT
Institut d'élevage et de médecine
vétérinaire des pays tropicaux
10, rue Pierre Curie
94704 Maisons-Alfort Cedex
Tel. : 43 68 38 73
Directeur : Alain Provost

LES ACQUIS ANTÉRIEURS

Des études poussées sur la peste bovine ont conduit à la production d'un vaccin efficace et peu coûteux et à la définition des modalités de vaccination. Ce vaccin est produit, avec l'appui technique de l'IEMVT, depuis 1963 au Tchad et depuis 1968 en Ethiopie. La maladie de Teschen, qui ravagea l'élevage porcin de Madagascar, a été maîtrisée par la mise au point d'un vaccin original que le laboratoire de Tananarive est le seul au monde à produire industriellement. L'élevage « en grand nombre » des glosines (vecteurs de la trypanosomiase) a permis la mise au point d'une méthode de lutte biologique par irradiation des mâles (technique des « mâles stériles »), dont l'efficacité se vérifie au Burkina Faso par l'extinction des gîtes.

L'IEMVT dispose du plus important herbier moderne de l'Afrique sèche au nord de l'équateur (5 000 espèces, 55 000 échantillons). Il a mis au point des méthodes originales de description, d'évaluation et de cartographie des pâturages tropicaux. Pour les cultures fourragères, l'IEMVT a joué un rôle important dans l'étude des *Stylosanthes* et a largement vulgarisé des graminées à haut rendement.

L'étude de l'embouche bovine a permis le développement de l'embouche paysanne et industrielle.

En zootechnie, les principales races d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont été étudiées sous tous leurs aspects, avec une attention particulière pour les races trypanotolérantes. Les zébus camerounais et malgaches et la « N'Dama » ont été améliorés par croisements.

PRINCIPAUX RESULTATS

Protection des animaux

L'amélioration de l'état sanitaire des animaux constitue un objectif prioritaire de l'IEMVT ; les études en cours portent sur la pathologie infectieuse et sur la pathologie parasitaire.

Pathologie infectieuse

L'Institut a concentré ses efforts sur les pasteurelloses et les mycoplasmoses, pour les maladies bactériennes, et sur la peste bovine et la « Blue tongue » pour ce qui est des affections virales. Le laboratoire de microbiologie de l'IEMVT a été désigné par la FAO comme laboratoire mondial de référence sur les pasteurelloses et mycoplasmoses des ruminants.

Pasteurelloses. Une seconde souche streptomycino-résistante de *Pasteurella multocida* a été obtenue par sélection et un lot de vaccins expérimenté sur souris et lapins a donné des résultats encourageants.

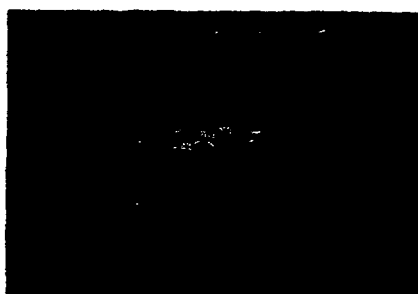
Mycoplasmoses. De nombreuses souches de mycoplasmes ont pu être étudiées et déterminées ; la technique « Elisa » a été appliquée au diagnostic sérologique des mycoplasmoses.

les recherches sur l'amélioration des vaccins contre la peste bovine se poursuivent

« Blue tongue ». Un réseau international d'étude de la « Blue tongue » a été mis en place ; une banque de vingt-deux virus a été constituée et

plus de 4 000 sérums originaires de différents pays d'Afrique et de l'océan Indien ont été analysés.

Peste bovine. Les recherches sur l'amélioration des vaccins contre la peste bovine se poursuivent, et de hauts titres viraux ont été obtenus sur cellules interféron-défectives.



Peste bovine en 1983 au Cameroun.

Enquêtes épidémiologiques. Elles ont porté principalement en 1983 sur la brucellose bovine (Tahiti), la pathologie de la faune sauvage (France), la pathologie des chameaux (Niger), les mycoplasmoses bovines (Sénégal). En 1984, une enquête a été entreprise en Mauritanie sur les arboviroses et les causes d'avortement chez les petits ruminants (avec le CNERV et l'Institut Pasteur de Dakar). La fièvre hémorragique du Congo-Crimée a été confirmée en Mauritanie et l'étude sérologique a mis en évidence l'existence d'une forte endémicité le long du fleuve Sénégal.

L'enquête zoosanitaire menée en Nouvelle-Calédonie a révélé que le territoire jouit d'un statut sanitaire exceptionnel. La pathologie est dominée chez les bovins par les leptospiroses, qui s'avèrent également fréquentes chez les humains.

Pathologie parasitaire

Les recherches parasitologiques ont porté sur l'helminthologie, l'acarologie et l'entomoprotzoologie. Elles ont été réalisées le plus souvent soit dans des projets conjoints, soit au sein de réseaux africains et internationaux.

Les dates stratégiques pour les traitements du parasitisme digestif des petits ruminants et du dromadaire au Sénégal et au Niger ont été établies : elles se situeraient en fin de saison des pluies.

Sept nouvelles plantes mollusquicides ont été testées et l'efficacité du *Jatropha curcas* confirmée.

sept nouvelles plantes mollusquicides ont été testées et l'efficacité du *Jatropha curcas* confirmée

Pour la prévention de la thélaziose oculaire, des boucles auriculaires imprégnées de pyréthroides se sont révélées efficaces chez les bovins.

Les recherches sur les tiques et les maladies qu'elles transmettent ont été intensifiées aux Caraïbes, en Afrique et en Océanie. Un programme conjoint avec le ministère de l'Agriculture des Etats-Unis permet de préciser l'écologie et la biologie de la tique *A. variegatum* aux Antilles et l'épidémiologie de la cowdriose dans cette région.

Bain détiqueur pour le déparasitage des animaux (Cameroun).



Au Zaïre, l'étude épidémiologique des maladies transmises par les tiques s'est poursuivie : les contrôles hématologiques ont montré que la primo-infection constitue une phase critique dont l'issue dépend beaucoup des conditions d'élevage des veaux.



Vue au microscope de trypanosomes (*T. vivax*).

L'étude des variations saisonnières de l'infestation par les tiques au Cameroun occidental a révélé un effet très marqué des traitements acaricides.

Cowdriose. A l'issue de l'enquête sur la répartition de cette maladie en Guadeloupe, il apparaît que la moitié des communes est infectée. La méthode de diagnostic par immunofluorescence s'est révélée fiable. Une étude sur la résistance génétique à la cowdriose chez la chèvre créole a été entreprise.

**au Burkina Faso,
l'éradication complète des
glossines a été obtenue
sur une zone de
30 000 hectares**

Glossines et trypanosomes. Au Burkina Faso, 1984 était la dernière année

du projet d'éradication des glossines dans la zone de Sédaradougou : des lâchers massifs de mâles stérilisés par irradiation ont été effectués (850 000 en 18 mois) et l'éradication complète des glossines a été obtenue sur une zone de 30 000 hectares.

L'élevage des taurins trypanotolérants au ranch de Banankeledaga a permis d'identifier les reproducteurs « Baoulés » et « N'Dama » trypanosensibles et

trypanotolérants. L'examen des marqueurs génétiques (albumine) et l'analyse du système majeur d'histocompatibilité bovin ont montré le rôle joué par ces facteurs dans l'identification des souches bovines résistantes à la trypanosomose. L'étude des antigènes de classe 1 a été réalisée sur 150 bovins à partir des réactifs fournis par le laboratoire de génétique biochimique de l'INRA d'une part, par l'ILRAD et l'ABO d'Edinburg d'autre part, dans

Lâcher de mâles stériles au CRTA de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso).





Plante fourragère *Panicum maximum*. Culture en station (Côte-d'Ivoire).

le cadre d'un projet conjoint de recherche.

Il s'avère que de nombreux animaux d'Afrique ne possèdent pas les antigènes reconnus par les sérums préparés en Europe.

Alimentation des animaux

Dans ce domaine, l'IEMVT s'attache à inventorier, évaluer et, si possible, améliorer les ressources alimentaires des animaux. Les études en cours portent sur l'évaluation de la production fourragère, la valeur des aliments et le rationnement des animaux.

Evaluation de la production fourragère

Les recherches méthodologiques sur l'évaluation de la production fourragère par télédétection se sont poursuivies dans le Sud-Niger en collabora-

l'utilisation du satellite SPOT facilitera l'étude des pâturages en zone sèche

tion avec l'ORSTOM, l'INRA et l'IN-RAN ; elles préparent l'utilisation du satellite SPOT, qui facilitera l'étude des pâturages en zone sèche.

Le laboratoire de botanique du siège a procédé à 672 déterminations. 1 112 espèces ont accru l'herbier de l'IEMVT, qui en compte actuellement 5 400.

L'étude des plantes fourragères indigènes ou naturalisées a permis de compléter la collection fourragère et de comparer les différents rendements fourragers en Nouvelle-Calédonie. L'étude des plantes toxiques d'Océanie se poursuit en liaison avec le laboratoire de Port-Laguerre et celui de l'ORSTOM (Nouméa).

Dans l'île de Wallis, 28 graminées ou légumineuses nouvelles ont été introduites.

Valeur des aliments et rationnement des animaux

Les programmes concernent essentiellement les ruminants, mais également les porcs et les volailles.

En 1984, 51 essais de digestibilité ont été effectués, principalement sur les pailles de céréales, les graminées naturelles ou cultivées.

Des études chimiques et enzymatiques des ligneux effectuées sur 31 échantillons appartenant à 14 espèces ont permis de définir la valeur exacte de ces fourrages dans l'apport protéique de la ration des ruminants.

Des dosages de minéraux effectués sur 317 échantillons de fourrages naturels collectés en fin de saison des pluies et début de saison sèche, il ressort que les feuilles sont toujours plus riches en phosphore et calcium que le reste de la plante et que les teneurs en minéraux sont plus faibles en saison sèche.

Les comparaisons d'ensilages en Nouvelle-Calédonie prouvent que le tournesol est nettement supérieur au maïs comme ration d'entretien des animaux en cas de sécheresse.

Les études sur la production de « bœuf de Kobe » montrent que les meilleures performances sont obtenues avec des

bovins de race Santa Gertrudis, sous réserve que l'embouche soit prolongée au-delà de 18 mois et qu'elle concerne les animaux les plus âgés.

en cas de sécheresse, le tournesol est nettement supérieur au maïs comme ration d'entretien des animaux

Les études sur l'économie de la production porcine ont confirmé le grand intérêt de l'utilisation maximale du manioc pour l'engraissement des porcs charcutiers.

Amélioration des animaux

Les principales recherches zootechniques portent sur l'analyse des systèmes d'élevage, l'évaluation des races locales et l'amélioration de la production laitière. Elles comportent des études en milieu contrôlé dans les centres et les stations de l'IEMVT et des enquêtes sur le terrain.

Analyse des systèmes d'élevage

Pour des bovins (Thaïlande et Guadeloupe), des dromadaires (Niger) et des petits ruminants (Nord-Cameroun et Burkina Faso), les paramètres les plus importants au plan économique ont pu être définis : fécondité, mortalité, âge de la reproduction, durée des cycles de reproduction.

Trois souches de poulets de chair ont été comparées au cours des études réalisées en Nouvelle-Calédonie en milieu contrôlé. Deux races, Sussex et Wyandotte, à vocation mixte chair-ponte, ont pu être introduites dans le territoire.

Le traitement informatique des données recueillies au terme des enquêtes zootechniques fait l'objet de mises au point.

Evaluation des races locales

Au Mali et au Gabon, une méthodologie simplifiée a été mise au point pour le recueil des données relatives à la race bovine « N'Dama ».

Au Nord-Cameroun, les zébus sahé-liens à courtes cornes ont montré les meilleures aptitudes à des gains de poids relativement élevés (750 g/jour) à un âge optimal compris entre trois et six ans.

Amélioration de la production laitière

Au Sénégal, 151 vaches montbéliardes pures sont maintenant installées chez les éleveurs, ainsi que 47 pakistanaï-

**au Sénégal, 151 vaches
montbéliardes pures et
47 pakistanaïses sont
maintenant installées
chez les éleveurs**

ses. Le problème essentiel réside dans la difficulté d'approvisionnement en aliments du bétail.

Economie des productions animales et systèmes de production

Les travaux dans ce domaine se déroulent au Sénégal. Des chercheurs de l'Institut sont intégrés à l'équipe de l'ISRA qui analyse les systèmes de production dans une zone où la principale activité est la riziculture irriguée.

Dromadaires toubous. Centre-est du Niger.



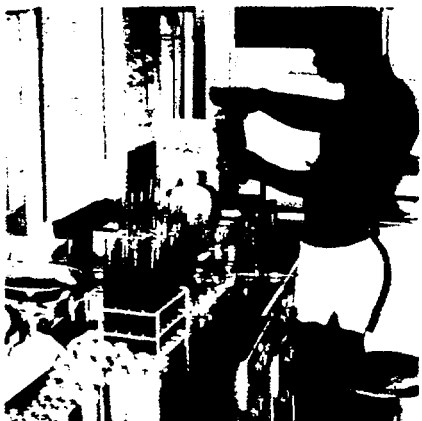
Les interactions agriculture-élevage sont décrites ainsi que les effectifs d'animaux et les structures des troupeaux.

Dans le cadre du programme « Pathologie et productivité des petits ruminants en milieu traditionnel », trois zones sont maintenant étudiées : la zone agropastorale de Louga, la zone agricole de Sine-Saloum, la zone sylvopastorale. Neuf mille animaux sont suivis par dix agents. Dans le nord, les mortalités de saison sèche ont pour cause principale le manque de nourriture alors que dans le sud, où elles sont globalement plus importantes, les causes sont principalement les maladies infectieuses et notamment la clavelée chez les moutons et la peste des petits ruminants chez les chèvres.



Maladie du mouton. Erosions linguales (Sénégal).

Camion laboratoire pour prélèvements et examens sur le terrain (Sénégal).



CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT

Les chercheurs et les experts de l'IEMVT consacrent un tiers de leurs activités à des actions de développement. Ces interventions se font dans le cadre de conventions et de marchés passés avec des institutions financières et des organismes de développement nationaux et internationaux.

Appui technique aux projets de développement de l'élevage

Il peut s'agir de missions courtes pour effectuer des études d'identification, de factibilité ou d'évaluation de projets (Comores, Mali, Sultanat d'Oman, Thaïlande, Togo, etc.), ou d'un appui de longue durée avec mise à disposition d'un encadrement de l'IEMVT (Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon, Niger, Sénégal, Thaïlande, Zaïre, etc.).

Appui scientifique et technique aux laboratoires vétérinaires nationaux

C'est le cas au Maroc, au Niger, au Sénégal, au Cameroun, en Ethiopie et au Tchad. Il peut s'agir également d'une assistance à des ranchs de sélection (Mali) ou d'une assistance vétérinaire (Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie, Comores).

Appui scientifique et technique à des projets de lutte contre les maladies animales

Eradication des glossines (Burkina Faso), lutte contre les tiques (Burundi, Nouvelle-Calédonie, Antilles, Cameroun), programme sur la trypanotolérance (Kenya).

Etudes relatives à la production, l'alimentation et l'amélioration des animaux

On peut citer notamment l'enquête zoosanitaire menée en Nouvelle-Calédonie, les études agrostologiques et agropastorales (Mali, Nouvelle-Calédonie, Burundi, Ouganda, etc.), les recherches sur les dromadaires (Maroc, Egypte, Somalie, Soudan) et l'élevage des petits ruminants (Burkina Faso, Côte-d'Ivoire), l'évaluation des ressources fourragères par télédétection (Niger).

Production et actualisation de manuels

Dix manuels, destinés aux praticiens de l'élevage et aux agents du développement, ont été réalisés avec l'appui financier du ministère des Relations extérieures. Ils concernent l'alimentation, les pâturages, les bâtiments d'élevage, l'aviculture, l'élevage du porc, l'hygiène du bétail, les cuirs et peaux...

Cette collection est complétée par celle des « Etudes et synthèses de l'IEMVT », qui compte aujourd'hui 18 ouvrages relatifs à l'élevage et à la médecine vétérinaire des pays tropicaux et qui est éditée par l'Institut lui-même.

FORMATION

Depuis sa création, l'IEMVT mène des actions de formation tant en France que dans les pays en développement, où il a contribué à la formation de 3 000 vétérinaires et techniciens.

L'Institut dispense à Maisons-Alfort des enseignements qui s'adressent à des cadres supérieurs (niveau 3^e cycle) et à des techniciens de l'élevage. Plusieurs filières sont proposées.

Formation au développement des productions animales en régions chaudes (DPARC)

D'une durée d'un an, cet enseignement post-universitaire est assuré de-

puis 1981 en collaboration avec l'UER de Sciences de Paris-XII. Il a reçu la consécration universitaire par homologation à un DESS. Plus de 1 500 docteurs vétérinaires, dont près de 700 étrangers, l'ont suivi à ce jour. En 1983-1984, 47 étudiants y ont été inscrits dont 21 originaires des pays en développement.

Formation spécialisée pour la recherche

Elle concerne divers secteurs : microbiologie, zootechnie, agropastoralisme, parasitologie, économie de l'élevage, entomologie, pêches maritimes, etc. En 1983-1984, 45 étudiants en ont bénéficié dont 40 originaires des pays en développement.

Formation technique pour les techniciens de l'élevage des pays où intervient l'IEMVT

Douze étudiants l'ont suivie cette année dont 11 sont originaires des pays en développement.

PUBLICATIONS

L'Institut édite la *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, publication trimestrielle dont le tirage est d'environ 1 500 exemplaires. Une cinquantaine d'articles y paraissent chaque année.

Les autres publications de l'Institut comprennent les dix manuels édités par le ministère des Relations extérieures et une série de monographies, « Etudes et synthèses de l'IEMVT ».

Etudes et synthèses de l'IEMVT

Richard D. Bibliographie sur le dromadaire et le chameau. (Epuisé.)

Kintz D., Toutain B., 1981. Lexique

commenté peul-latin des flores de Haute-Volta. (Etude botanique n° 10.)

Audru J., 1982. Quelques figuiers d'Afrique de l'Ouest (genre *Ficus*, Moracées).

Camus E., Barre N., 1982. La cowdriose (Heartwater). Revue générale des connaissances.

Lefèvre P.C., 1982. Peste des petits ruminants et infection bovipestique des ovins et caprins.

Lepissier H.E., 1983. Campagne panafricaine contre la peste bovine. Organisation et exécution logistique.

Lefèvre P.C., 1983. La variole ovine (clavelée) et la variole caprine.

Barral H., Bénédicte E., Boudet G. et collab., 1983. Systèmes de production

d'élevage au Sénégal dans la région du Ferlo. Synthèse de fin d'études d'une équipe de recherche pluridisciplinaire (ACC - GRIZA - LAT).

Landais E., 1983. Analyse des systèmes d'élevage bovin sédentaire du nord de la Côte-d'Ivoire.

Pugliese P.L., 1983. Les graines de légumineuses d'origine tropicale en alimentation animale.

Saliki J.T., Thiry E., Pastoret P.P., 1985. La peste porcine africaine.

Hoste C., Peyre de Fabregues B., Richard D., 1984. Le dromadaire et son élevage.

Tacher G., 1985. Pathologie animale tropicale et économie.

L'IEMVT DANS LE MONDE

Implantations permanentes ou de longue durée



GUADELOUPE

CÔTE-D'IVOIRE

NIGER

THAILANDE

WALLIS ET FUTUNA

GUYANE

MAURITANIE

BURKINA FASO

BURUNDI

NOUVELLE-CALEDONIE

SENEGAL

GABON

TCHAD

CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

REUNION

MAROC

ZAIRE

ETHIOPIE

KENYA

8. PRIX DE L'ETUDE ET CONDITIONS COMMERCIALES

I - PRESTATIONS FOURNIES PAR LE CONTRACTANT

Elles correspondent à celles indiquées dans le chapitre 3 du présent document et couvrent :

- l'intervention des experts en bureau et sur site
- les travaux d'analyse en bureau
- l'établissement du modèle économique et sa programmation

- les relations avec l'ONUDI VIENNE selon les dispositions prévues par les termes de référence.

II - DELAI GLOBAL

Il est fixé à six mois selon décomposition du planning.

III - PRIX DE LA PROPOSITION

III.1 - NATURE DU PRIX

Le prix proposé est global et forfaitaire et ferme pour une intervention qui commencerait au plus tard le 1er Mars 1989 et selon un déroulement conforme au planning proposé.

III.2 - DEFINITION DU PRIX

Le prix forfaitaire comprend :

- la rémunération des experts en bureau et sur site
- les frais de transport PARIS-VIENNE et PARIS-NIAMEY
- les frais de transport par avion à l'intérieur du NIGER
- les frais de séjour (hôtel et subsistance) à VIENNE et au NIGER

- les dépenses de secrétariat pour les travaux en bureau ainsi que l'édition provisoire et finale des rapports. Le nombre d'exemplaires pour l'édition finale est fixé à 30 et livrés à l'ONUDI VIENNE
- les dépenses d'ordinateur.

Ne sont pas compris dans le prix, les services et logistiques locaux :

- secrétariat, tirages, téléphone, télex
- véhicules.

Le prix global ne comprend que les impôts, droits et taxes qui relèvent de la législation française. Ceux qui relèvent de la législation locale ne sont pas compris.

III.3 - MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire proposé est de 211 562 \$ E.U. (DEUX CENT ONZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE DEUX DOLLARS E.U).

IV - CONDITIONS DE PAIEMENT

Les conditions proposées ci-après, ont pour objet de faire couvrir par les ressources, les dépenses engagées par le Consultant.

A la signature du contrat	30 %
Au mois $m + 2$	20 %
Au mois $m + 4$	20 %
Au mois $m + 6$	20 %
A la remise du rapport final	10 %

Cette répartition tient compte du délai de paiement tel qu'il est proposé ci-après.

V - RÈGLEMENT DES PAIEMENTS

V.1 - UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte proposée est le Dollar des Etats-Unis

V.2 - UNITÉS DE PAIEMENT

Les unités de paiement proposées sont le Franc Français et le Franc C.F.A.

V.3 - MODE DE PAIEMENT

Sur présentation de facture par virement bancaire auprès de l'établissement qui sera désigné par OCCR-INTER G.

Délai de paiement de trente (30) jours à compter de la présentation de la facture.

9. VENTILATION DETAILLEE DU PRIX DE L'ETUDE

VENTILATION DETAILLEE

DU PRIX FERME ET DEFINITIF

PARTIE I

1 - PRESTATIONS PROFESSIONNELLES

A - ZONE DU PROJET

FONCTION	Mois/homme	Coût par mois/homme	<u>COÛT TOTAL</u> (\$ E.U)
. Chef de projet	1,0	11 000	11 200
<u>EQUIPE "ECONOMIQUE"</u>			
. Economistes industriels	1,0	9 600	9 600
. Economiste "secteur traditionnel"	0,5	8 500	4 250
<u>EQUIPE "TECHNIQUE"</u>			
. Experts	5,5	9 000	49 500
TOTAL ZONE DU PROJET		8,0	<u>74 550</u> =====

VENTILATION DETAILLEE

DU PRIX FERME ET DEFINITIF

1 - PRESTATIONS PROFESSIONNELLES (suite)

B - SIEGE DE L'ENTREPRISE

<u>FONCTION</u>	Mois/homme	Coût par mois/homme	<u>COUT TOTAL</u> (\$ E.U)
. Chef de projet	1,5	11 200	16 800
<u>EQUIPE "ECONOMIQUE"</u>			
. Economistes industriels	1,5	9 600	14 400
. Macro-économiste	1,0	9 500	9 500
. Economiste "secteur traditionnel"	0,5	8 500	4 250
. Economiste "élevage"	0,5	8 500	4 250
<u>EQUIPE "TECHNIQUE"</u>			
. Experts	3,0	9 000	27 000
<hr/>			
TOTAL SIEGE DE L'ENTREPRISE	8,0		76 200 =====

VENTILATION DETAILLEE

DU PRIX FERME ET DEFINITIF

2 - SUBSISTANCE

	<u>COUT TOTAL</u> <u>(\$ E.U)</u>
A - ZONE DU PROJET :	
240 Jours/hommes à 141 dollars E.U. par jour	33 840
B - ENTREVUES DE DEBUT ET DE FIN DE MISSION :	
4 Jours/hommes à 127 dollars E.U. par jour	508
	<hr/>
TOTAL SUBSISTANCE	34 348 =====
3 - <u>VOYAGES ET TRANSPORT</u>	21 390 =====
4 - <u>RAPPORTS</u>	5 074 =====
.Secrétariat	
. Edition de 3 rapports intermédiaires en 20 exemplaires	
. Edition du projet de rapport final en 20 exemplaires	
. Edition du rapport final en 30 exemplaires	
5 - <u>AUTRES COUTS DIRECTS</u>	Sans objet
6 - <u>EQUIPEMENTS, MATERIEL ET FOURNITURE</u>	Sans objet
7 - <u>CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE</u>	Sans objet
8 - <u>TOTAL GENERAL DES POINTS 1 A 7</u> (MONTANT DU CONTRAT EN \$ E.U.)	211 562

VENTILATION DETAILLEE

DU PRIX FERME ET DEFINITIF

PARTIE II

A - MONNAIES EXIGÉES

Dollars E.U.

a) Monnaies du pays d'origine	177 722
b) Monnaie locale	33 840
c) Autres monnaies	0

B - FRAIS DE VOYAGES ET DE TRANSPORT (1)

PARIS-VIENNE-PARIS (2)	
2 x 845	1 690
PARIS-NIAMEY-PARIS (2)	
12 x 1600	19 200
Forfait voyages aériens à l'intérieur du NIGER	500

TOTAL FRAIS DE VOYAGES ET DE TRANSPORT

21 390

- (1) La durée des voyages et les personnes voyageant sont indiquées dans le planning d'intervention du personnel
(2) Y compris frais de taxi.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT CERTAINS COUTS

PRESTATIONS PROFESSIONNELLES

a) Prestations effectuées au siège de l'entreprise

L'organisation de l'étude et notamment la répartition des tâches sur la zone du projet et au siège du contractant sont indiquées dans la méthodologie et dans le mode d'intervention. On rappellera simplement ici brièvement les tâches qu'il est prévu de réaliser au siège du contractant :

- Mise en route et organisation de l'étude
- Elaboration de l'échantillon de sondage
- Dépouillement de la documentation existant à PARIS
- Elaboration des modèles économiques
- Rédaction-Synthèse de certaines parties de l'étude
- Réunion de Synthèse avec les experts qui auront terminé leurs missions au NIGER
- Conseil d'autres spécialistes d'INTER G sur des points très particuliers.

Il va de soi que l'ONUDI et le Directeur National du projet seront tenus très régulièrement informés des tâches effectuées au siège du contractant. Le contractant est, par ailleurs, disposé à recevoir en ses bureaux des représentants des groupes de travail et du comité interministériel lors de la conduite de certaines tâches importantes.

b) Calcul des hommes/mois

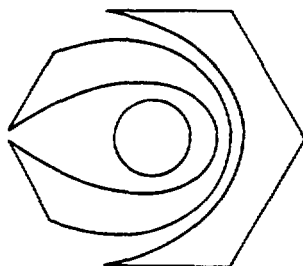
Les hommes mois sont calculés sur la base de mois "ouvrable" comportant l'intervention du personnel :

- du lundi au samedi au NIGER
- du lundi au vendredi en FRANCE.

La relation entre le temps nécessaire et le travail correspondant figure dans le planning d'intervention du personnel.

10. PRESENTATION DU SOUMISSIONNAIRE

PRESENTATION DU GROUPE



PRESENTATION DU GROUPE INTER G

* * *

INTER G, créé en 1970, regroupe plusieurs sociétés d'ingénierie françaises dont la plus ancienne est O.C.C.R. INTER G.

L'activité d'INTER G s'exerce dans deux directions :

- l'ingénierie
- l'entreprise générale sous la forme clé en main ou dérivée, et ceci dans les principaux domaines indiqués aux chapitres "Compétences" et "Domaines d'Activités".

SOCIETES DU GROUPE INTER G

O.C.C.R. INTER G	créé en 1919, O.C.C.R. (Office Central de Chauffage Rationnelle) devient en 1961 O.C.C.R. (Organisation et Contrôle, Conception et Réalisation) et en 1970 O.C.C.R. INTER G.
C.I.E.T.	créée en 1952, INTER G en prend le contrôle en 1967.
SOMEVER	créée en 1981.

IMPLANTATIONS

En France :

- Aix en Provence
- Clermont Ferrand
- Grenoble
- Le Havre
- Lyon
- Marseille
- Metz
- Toulouse

A l'étranger :

- Dans plus de 20 pays.

Révision : Septembre 1988

INFORMATIONS GENERALES

PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Patrice BAILLE	:	Président-Directeur Général
Michel DESTRIKATS	:	Vice-Président Directeur Général
Jean BICHARD	:	Directeur Général Adjoint

PERSONNEL

250 personnes	:	38 % dirigeants, ingénieurs, experts
		31 % techniciens et dessinateurs
		31 % employés

FORME JURIDIQUE

Société Anonyme régie par le droit français.

CAPITAL

11.550.000. FF
(ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS FRANCAIS)

BANQUES

BANQUE NATIONALE DE PARIS (B.N.P.), chef de file d'un pool bancaire

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

R.C.S. CORBEIL-ESSONNES B 622 027 589

SOCIETES DU GROUPE

Adresses et Téléphones

<p>INTER G</p>	<p>S.A. au capital de 11.550.000 F</p> <p><u>Siège et bureaux :</u></p> <p>133, rue Salvador Allende - 92000 NANTERRE - FRANCE Tél. : (1) 47 76 43 25 - Téléx : 616010 F Télécopie : (1) 47 78 47 00</p>
<p>O.C.C.R. INTER G</p>	<p>S.A. au capital de 2.955.000 F</p> <p><u>Siège et bureaux :</u></p> <p>133, rue Salvador Allende - 92000 NANTERRE - FRANCE Tél. : (1) 47 76 43 25 - Téléx : 616010 F</p> <p><u>Agences :</u></p> <p>O.C.C.R. INTER G de Lyon - SOLYTEC Ingénierie 5 à 11, Espace Henri Vallée Parc d'activités de l'Artillerie Tony Garnier 69007 - LYON Tél. : (16) 78 69 28 55 - Téléx : 330949 F</p> <p>O.C.C.R. INTER G de Grenoble - STUDELEC Ingénierie Chemin de Malâcher - Zirst de Meylan - 38240 - MEYLAN Tél. : (16) 76 41 18 90 - Téléx : 980805 F Télécopie : (16) 76 41 18 98</p>
<p>C.I.E.T.</p>	<p>Société Civile au capital de 10.000 F</p> <p><u>Siège et bureaux :</u></p> <p>Immeuble Le Baltique - Avenue le Baltique Z.A. de Courtaboeuf - 91953 Les Ulis Cedex Tél: (1) 69 07 83 09 - Téléx 681067 F Télécopie : 69 07 96 97</p>
<p>SOMEVER</p>	<p>S.A. au capital de 250.000 F</p> <p><u>Siège et bureaux :</u></p> <p>133, Salvador Allende - 92000 NANTERRE Tél. : (1) 47 76 43 25 - Téléx : 616010 F</p>

ASSOCIATIONS

INTER G est membre de :

- A B E T E X** : ASSOCIATION FRANCAISE DES SOCIETES
D'ETUDES ET DE CONSEILS EXPORTATRICES
(FRANCE)
- C E B I** : COMITE EUROPEEN DES BUREAUX D'INGENIERIE
(EUROPE)
- G R E Th** : GROUPEMENT POUR LA RECHERCHE DES
ECHANGEURS THERMIQUES
- S O F R E L E C** : SOCIETE FRANCAISE D'ETUDES ET DE REALISA-
TIONS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES (FRANCE)
- S Y N T E C** : CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS D'ETUDES
ET DE CONSEILS (FRANCE)

AFFILIATIONS

INTER G est membre de :

L'INSTITUT FRANCAIS DE L'ENERGIE

COMITE NATIONAL DES CONSEILLERS DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE

L'ASSOCIATION FRANCAISE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE SOLAIRE
(A.F.E.D.E.S.)

BAILLEURS DE FONDS, ORGANISMES FINANCIERS ET ADMINISTRATIONS

AUPRES DESQUELS INTER G EST AGREE

- A.D.B.** (ASIAN DEVELOPMENT BANK, Philippines) - I.016
- A.D.F.A.E.D.** (ABHU-DHABI FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT) - 861269
- B.A.D.** (BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, COTE D'IVOIRE) - 862343
- B.D.E.A.C.** (BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE, REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO) - 1535
- B.I.D.** (BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT, ETATS UNIS) - I.25
- B.I.R.D.** (BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT, ETATS UNIS) - I.25
- B.O.A.D.** (BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, TOGO)
- C.C.C.E.** (CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE, FRANCE)
- C.D.I.** (CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE A BELGIQUE) - 278
- F.A.O.** (FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION, ITALY) - 000764
- F.E.D.** (FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT, BELGIQUE) - I.093
- F.O.S.I.D.E.C.** (FONDS DE SOLIDARITE ET D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE, BURKINA-FASO) - 200/F.DO-28
- K.F.A.E.D.** (KUWAIT FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT, KUWAIT)
KF 4/3/1 - 3160
- O.N.U.D.I.** (ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, AUTRICHE)
- P.N.U.D.** (PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, ETATS UNIS)
- S.I.F.I.D.A.** (SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE, SUISSE) - 6 FRA.COR

COMPETENCES

Axée dès 1919 sur les problèmes de l'énergie, l'activité d'INTER G s'étend aujourd'hui aux domaines suivants :

- **Industrie** : industries métallurgique et mécanique, industries chimique et pétrochimique, industries verrière et des matériaux de construction, industries de transformation, industries agro-alimentaires, industries électronique et micro-électronique, industries de la papeterie.
- **Equipements collectifs** : hôpitaux, hôtels, bâtiments spécialisés.
- **Energie** : centrales électriques thermiques et hydrauliques, lignes de transport et réseaux de distribution, postes de transformation, études de tarification, d'économie d'énergie ...
- **Infrastructure lourde** : ingénierie portuaire, stockages, manutentions.
- **Economie et aménagement** : études de factibilité, études de branches industrielles, développement régional, schémas directeurs, urbanisme, zones industrielles, équipements de loisirs.

Dans ces différents domaines, INTER G peut assurer toutes les missions allant du conseil à la maîtrise d'oeuvre complète et même à la réalisation clé en main d'un grand projet.

Les diverses interventions peuvent comprendre :

- . études économiques et techniques
- . montage de financement
- . direction de projet
- . ingénierie de base et de détail
- . achat et approvisionnement
- . direction de chantier
- . essais et mise en route
- . assistance technique, coopération technologique
- . assistance à l'exploitation et à la maintenance.

DOMAINES D'ACTIVITES

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Industries lourdes :

Sidérurgie
Métallurgie
Manutention lourde
Industrie nucléaire

Mécanique et unités de production industrielle :

Machines-outils
Verrerie (tous types de verres)
Menuiserie métallique
Pâte de bois, papier, liège,
Matières plastiques

Manutention et stockage :

Installation de manutention et de stockage pour charbon,
Soufre, engrais, coke de pétrole, ...
Conditionnement en sacs (engrais), en caisses, ...
Expéditions ferrovières, routièrès et portuaires, automatisées
Silos (céréales, sucre, ...)

Chimie et pétrochimie :

Chimie fine, produits pharmaceutiques
Engrais
Parfumerie
Installations pétrochimiques (transport par pipeline)

Agro-alimentaire :

Boissons alcoolisées (vin, bière) et non alcoolisées (jus de
fruits tempérés et tropicaux)
Lait et fromages
Conserves de fruits et de légumes
Pâtisserie, chocolaterie, confiserie
Équipements frigorifiques
Aliments du bétail
Corps gras

Services généraux et Utilités

Fluides :

- centrales à vapeur, d'eau surchauffée, de froid, d'air comprimé, de gaz divers, etc...)
- traitements d'eau divers
- réseaux de distribution tous fluides
- distribution électrique, courants faibles, informatique

Détection et protection incendie

Ateliers d'entretien et laboratoires

ENERGIE

Economies et conservation d'Energie

Energie Electrique :

Etudes de développement de réseaux électriques (production et transport)

Centrales thermo-électriques à vapeur (gaz, fioul, charbon, combustibles spéciaux)

Centrales diesel au fioul lourd ou au gazole

Micro-centrales hydrauliques

Réseaux de transport et de distribution (très haute, haute, moyenne et basse tension - lignes et postes)

Dispatchings

Etudes tarifaires

Eclairage public

Energie Thermique :

Etudes de développement du chauffage à distance

Centrales de production de chaleur pour chauffage à distance (gaz, fioul, charbon, ordures ménagères et déchets divers)

Lutte contre la pollution, traitement des fumées

Production combinée de chaleur et force motrice

Réseau de distribution de chaleur (vapeur et eau surchauffée)

Echangeurs thermiques

Stockage de produits pétroliers

Centrales frigorifiques et distribution de froid

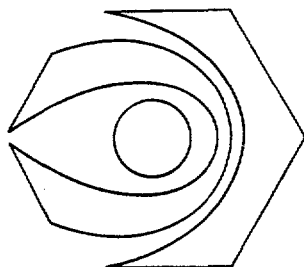
BATIMENTS - EQUIPEMENTS COLLECTIFS - INFRASTRUCTURES

Hôpitaux généraux et universitaires, cliniques,
maisons de retraite ...
Fourniture d'équipements médicaux
Hôtels
Centre de loisirs (installations touristiques, ...)
Cités universitaires, écoles
Bâtiments industriels
Voiries et réseaux divers (V.R.D.)
Ouvrages d'art (ponts, routes et voies ferrées, ports, ...)
Ouvrages spéciaux (tours hertziennes, châteaux d'eau, ...)

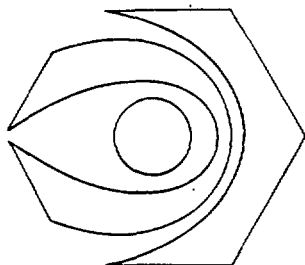
ECONOMIE - RECHERCHE OPERATIONNELLE - INFORMATIQUE

Développement régional et urbanisme
Développement de branches industrielles
Etudes de marché
Factibilité de projets ponctuels (industries, hôpitaux,
hôtels)
Définition d'infrastructures de transport
Schémas directeurs portuaires
Plans de transport (routier, ferroviaire, ...)
Plans de développement énergétique (production, transport,
électrification rurale), études tarifaires
Modèles de simulation de systèmes complexes
Planification de la santé

REFERENCES GENERALES



ETUDES ECONOMIQUES



ETUDES ECONOMIQUES AGRICULTURE

BELIZE

ACTIM

Etude du réseau de stockage de céréales.

SAHEL

CLUB DU SAHEL

Etude du stockage des céréales et des conditions optimales de transport dans les pays du Sahel.

SOUDAN

MINISTERE DU PLAN

Etude de factibilité de la manutention, transport, stockage et commercialisation de céréales.

ENERGIE

BENIN

BANQUE OUEST AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT (B.O.A.D.)

CENTRALE A PARAKOU

Détermination des caractéristiques de la nouvelle centrale.
Analyse économique et financière.

CENTRALE DE COTONOU

Détermination des caractéristiques de l'extension de la centrale.
Analyse économique et financière.

SOCIETE BENINOISE D'EAU
ET D'ELECTRICITE (SBEE)

Etude de marché préliminaire à la réalisation d'unités industrielles de petits matériels électriques.

COSTA-RICA

INSTITUT COSTARICIEN
D'ELECTRICITE

Plan de développement électrique à long terme (pour la BIRD).

EGYPTE

EGYPTIAN ELECTRICITY
AUTHORITY (E.E.A.)

Détermination d'une structure tarifaire et des niveaux de tarifs.

IRAN

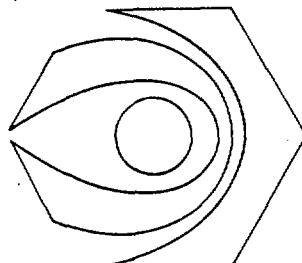
MINISTERE DE L'EAU ET DE
L'ELECTRICITE

Etude générale du réseau d'interconnexion. Etude du développement à long terme des réseaux de distribution électrique des villes de Tabris, Machad, Racht, Babol, Sari, Shahl.
Etude de factibilité des centrales de Machad, de Tabris et de Ahwas.
Etude automatisée de l'implantation du réseau électrique moyenne et haute tension.

KOWEIT

MINISTERE DE L'EAU ET DE
L'ELECTRICITE

Etude de factibilité des Centrales de Doha et de Shuwaikh.



ETUDES ECONOMIQUES

ENERGIE

MAROC

OFFICE NATIONAL
D'ELECTRICITE (O.N.E.)

PROGRAMME NATIONAL D'ELECTRIFICATION

Détermination des villages à électrifier en priorité. Factibilité du projet. Contrôle de la première phase du projet d'électrification rurale.

SAINT-DOMINGUE

CORPORACION DOMINICANA DE
ELECTRICIDAD

Etude de tarification d'électricité pour le compte d'EDF International.

SENEGAL

MIN. DU DEVEL. INDUSTRIEL
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Etude de la tarification des moyens de production et de distribution de l'électricité au Sénégal.

SOCIETE ELECTRIQUE ET
INDUSTRIELLE DU BAOL

Etude de rénovation de la production et de la distribution électrique.

SYRIE

ELECTRICITE DE SYRIE

Etude automatisée de l'implantation du réseau électrique très haute tension.

Etude de factibilité de cinq grands projets électriques (pour la BIRD).

Etude de factibilité de la centrale de Mehardeh (pour la BIRD).

ETABLISSEMENT PUBLIC
D'ELECTRICITE (E.P.E.)

CENTRALE DE MEHARDEH

Etude des conditions de transport du fuel alimentant la centrale de Mehardeh (comparaison chemin de fer-pipe). Détermination des villages à électrifier en priorité. Factibilité du projet.

TURQUIE

MUNICIPALITE D'ISTANBUL

Modernisation et extension du réseau de distribution de la ville.

Etude de factibilité de deux postes de transformation 154/10 kV.

Etude de développement à long terme du réseau de distribution électrique de la ville (pour la BIRD).

ETUDE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

ALGERIE

ENOF

Etude de factibilité préliminaire à l'exploitation des gisements de TAMAZERT et ALN BARBAR (kaolin et felsite).

FRANCE

MINISTERE DE L'AGRICUL-
TURE

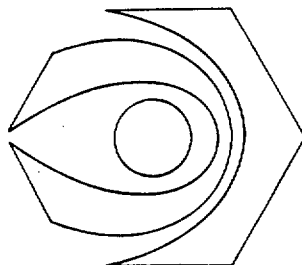
Etude des conditions de développement du secteur agro-alimentaire en Ile-et-Vilaine.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

Effets structurants des équipements de transport.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Etude des contraintes d'alimentation en eau des pôles industriels.



ETUDES ECONOMIQUES

ETUDE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

FRANCE

OREAM BORDEAUX-AQUITAINE

Etude du développement industriel induit par les implantations récentes.
Etude de la sous-traitance et des conditions de son développement.

OREAM LORRAINE

Etudes du développement industriel régional autour d'un pôle industriel :
- études coûts/avantages pour le choix de sites industriels.
- promotion du secteur mécanique en Lorraine.

OREAP PICARDIE

Etude d'un pôle de développement européen en Picardie autour d'un pôle industriel.

ZONE D'APPUI NORD CHAMPENOISE

Etude des services aux entreprises. Examen des sites industriels.

GESTION

COOPERATIVE GENERALE DES VIGNERONS

Missions de conseil dans les domaines commercial, administratif et comptable.

GRANDE-BRETAGNE

ROLLS ROYCE

Traduction et adaptation des modules d'enseignement de l'informatique.
Adaptation et commercialisation de packages généraux de gestion et de calculs scientifiques.

MADAGASCAR (R.D.M.)

DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Etude et détermination des prix de revient de la fabrication de l'huile d'arachide.
Programme d'aménagement des installations des huileries de Tulear en vue d'une amélioration des prix de revient.

HOPITAUX

BRESIL

HOPITAL DE FLORIANOPOLIS

Etude de factibilité pour la réalisation de l'hôpital.

HOPITAL UNIVERSITAIRE DE RECIFE

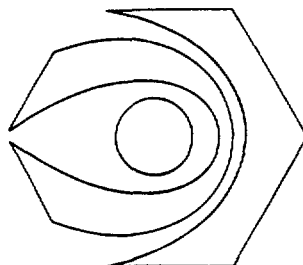
Etude de factibilité de l'hôpital.

INDUSTRIE

ALGERIE

SOCIETE NATIONALE DE CONSERVERIE

Etude et mise en place d'un système de contrôle de gestion et de calcul de prix de revient.



ETUDES ECONOMIQUES

INDUSTRIE

ALGERIE

SOCIETE NATIONALE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES

Etude du marché des pompes. Etude du marché des vannes. Etude de factibilité d'une usine de pompes.
Etude de factibilité d'une usine de vannes. Etude de factibilité d'une usine de matériel pour automobiles.

SOCIETE NATIONALE DES LIEGES

Etude financière et comptable. Etude de marché et étude de rentabilité d'une chaîne de polystyrène expansé. Etude de marché de mobilier pour collectivités.

SONAREM

Etude de factibilité préliminaire à l'exploitation d'un gisement de kaolin.
Etude de factibilité préliminaire à l'exploitation d'un gisement de felsite.

ANGOLA

COPERFRUTOS

Etude d'un complexe de transformation de l'ananas à Quibala

SOCIETE COCRIA

Etude technique et économique de l'abattoir de Camabetala.

BENIN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Diagnostic, plan d'urgence et plan de redressement des brasseries de la Société La Béninoise (financement : B.I.R.D.).

Diagnostic, plan d'urgence et plan de redressement de la Société Nationale pour le développement des Fruits et Légumes - SONAFEL - (financement : B.I.R.D.).

CAMEROUN

GROUPEMENT D'INVESTISSEURS

Etude de factibilité préliminaire à l'implantation d'une usine d'électrodes de soudure.

CONGO

G.P.O.M.

Etude de factibilité préliminaire à l'implantation d'une raffinerie d'huile d'arachide.

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE

Etude de marché pour la transformation du chantier naval de Chacona.

EGYPTE

GOVERNORAT DE BENI-SUEF

Etude de factibilité préliminaire à la création d'un élevage industriel de lapins.
Etude de factibilité préliminaire à la création d'une usine d'aliments pour bétail.

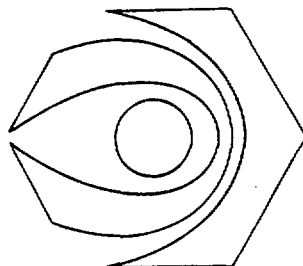
FRANCE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE GRENOBLE

Etude d'implantation pour le transfert d'un entrepôt de douanes et la création d'un complexe de transport routier.

E.P.V.

Etude d'implantation.



ETUDES ECONOMIQUES

INDUSTRIE

FRANCE

- ELF FRANCE**
Estimation budgétaire et étude de l'implantation d'un hall d'essais (Centre de recherches de SOLAIZE).
- ETABLISSEMENT JAGER JEUNE**
Choix de l'implantation d'une entreprise en région parisienne.
- HONDA FRANCE**
Etude d'implantation d'un centre de stockage.
- LABORATOIRES PFIZER-CLIN**
Choix de l'implantation du nouveau siège social.
- MAVILOR MACHINES-OUTILS**
Etude d'implantation d'une usine et de bureaux.
- PECHINEY**
Etude de factibilité préliminaire d'implantation d'une unité à Laval de Cère dans le cadre d'un bassin de reconversion.
- REGISTRES LE DAUPHIN**
Etude d'implantation d'une usine.

GUINEE

- SOGUIPLAST**
Etude de factibilité préliminaire à la création d'une usine de produits plastiques.

IRAN

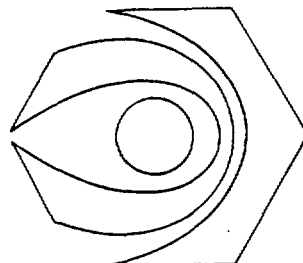
- MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE**
Etude préliminaire à l'installation d'entrepôts frigorifiques dans les municipalités de Ispahan, Machad, Tabriz.

KENYA

- M.S. BAWAZIR AND CO**
Etude de marché préliminaire à l'exploitation de sources d'eau minérale.
- MINISTRY OF WATER SUPPLY**
Etude de marché préliminaire à la création d'une usine d'embouteillage.

MADAGASCAR (R.D.M.)

- COMPAGNIE DES CIMENTS MALGACHES**
Etude d'amélioration de la productivité de la cimenterie d'Ambonnio.
- DIRECTION DE L'INDUSTRIE**
Expertise des matériels des huileries d'arachide et de coton de Tulear.
Etude technico-économique d'unités d'extraction d'huile par solvant.
- DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**
Etude du prix de revient de la fabrication d'huile d'arachides.
Programme d'aménagement des installations des huileries de TULEAR en vue d'une amélioration des prix de revient.



ETUDES ECONOMIQUES

INDUSTRIE

MADAGASCAR (R.D.M.)

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Etude du problème des corps gras et de l'huile de son de riz.
 Etudes des conditions d'implantation d'une usine de fabrication d'explosifs.
 Etudes des conditions d'implantation d'une usine d'emballages en bois.
 Etudes des conditions d'implantation d'une usine de fabrication de cycles.
 Etudes des conditions d'implantation d'une usine d'allumettes. Etude du problème des emballages.
 Etudes des conditions d'implantation d'une cartonnerie . Etude du développement de l'industrie
 métallurgique. Etude d'implantation de l'industrie du papier et de la cellulose.
 Etude du développement des industries de transformation agricoles.

MINISTERE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE

Etude des conditions de développement de la fabrication des accumulateurs.
 Etude des conditions de fabrication locale de livres scolaires.

PROCHIMAD (TANANARIVE)

Etude préliminaire d'une usine de pesticides.

MAROC

Etude préliminaire à l'installation d'entrepôts frigorifiques pour fruits et légumes avec chambres
 à atmosphère contrôlée dans les villes de Casablanca, Fes, Meknes, Marrakech.

NICARAGUA

AGROINRA (MINISTERE DE L'AGRICULTURE)

Etude de pré-factibilité pour l'utilisation des sous-produits du traitement de la canne à sucre.

MICOIN

Etude de factibilité préliminaire à l'implantation d'une huilerie de ricin.

MIDINRA

Etude de factibilité préliminaire à la création d'une usine d'huile de ricin.

SENEGAL

MIN. DU COMMERCE DE L'IN- DUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Etude des possibilités d'utilisation industrielle des coques d'arachides.

YEMEN

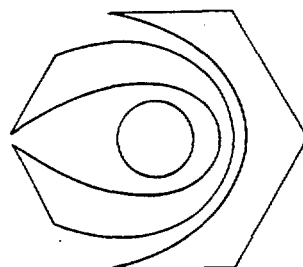
YEMEN COMPANY FOR INVESTMENT AND FINANCE

Etude de factibilité préliminaire à l'implantation d'une usine de seringues en plastique.

ZAIRE

ONU DI

Etude de factibilité préliminaire à la création d'une usine de pompes manuelles.



ETUDES ECONOMIQUES

MACRO-ECONOMIE

ALGERIE

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Etude des conditions de développement du secteur industrie du verre.
Etude des conditions de développement du secteur pharmaceutique et définition d'un complexe industriel pharmaceutique. Réorganisation du secteur matériaux de construction et définition d'un réseau de dépôts. Réorganisation du secteur industrie du bois.

MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN

Etudes sectorielles dans les domaines suivants :

- caoutchouc, produits d'entretien,
- terres activées, explosifs,
- ciment, plâtre, tuiles et briques,
- engrais et pesticides,
- produits de base,
- pharmacie,
- mobilier, menuiserie de bâtiments, emballage en bois,
- construction électrique.

BURKINA FASO

COM. INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE

Préparation et suivi du colloque de Ouagadougou sur les dépenses récurrentes dans les pays du Sahel.

CAMEROUN

OFFICE NATIONAL DES PORTS DU CAMEROUN (O.N.P.C.)

Etude de la création d'un port en eau profonde au Sud de Kribi en relation avec le développement des régions Sud et Sud-Est du Cameroun.

EGYPTE

GOUVERNORAT D'ALEXANDRIE

Etude des conditions de création d'une place financière internationale à Alexandrie.

GUINEE

ONU DI

Identification des projets industriels (existants et envisagés) et incidence sur les besoins en ressources énergétiques.

NIGER

B.I.R.D.

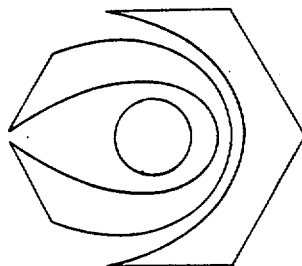
Expertise du budget national.

MINES

ALGERIE

SONAREM

Etude de factibilité pour la mise en valeur des gisements d'uranium de Timgaouine et Abankor (Hoggar).



ETUDES ECONOMIQUES

TOURISME - URBANISME - HOTELS

FRANCE

CANET-EN-ROUSSILLON- SAINT-NAZAIRE

Etudes générales relatives aux possibilités de développement de la commune et mission de conseil à la municipalité. Etablissement du projet d'aménagement : enquête préliminaire et schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
Etudes particulières : P.A.Z. de différentes zones, études routières, études des réseaux, études d'une station d'épuration pour 100.000 habitants, étude d'une coopérative de pêche, équipement du port, équipements collectifs, étude du coût du ramassage des ordures ménagères et nettoyage des communes de Canet-en-Roussillon Saint-Nazaire, étude d'équipements de plages : unités de service, ...

CHAMBRE DE COMMERCE DE BEZIERS

Etude préliminaire à l'implantation d'un institut hôtelier à Béziers.

MUNICIPALITE DE DOURDAN

Etude des voiries et réseaux divers pour une zone d'aménagement concertée.

RAON L'ETAPE

Projet de plan d'eau et d'une zone d'aménagement concertée.

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONAL

Etude de factibilité pour l'implantation d'un hôtel de classe internationale à Albi.

SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE

Etude technico-économique et avant-projet d'une station de traitement des ordures ménagères et des déchets industriels, liée au complexe industriel de Fos-sur-Mer.

TOUR LUMIERE CYBERNETIQUE

Etude économique du projet, rentabilité, environnement (parking, accès, ...). Etude financière.

TRANSPORT

ALGERIE

SONAREM

Etude des transports pour l'exploitation d'un complexe minier dans le Hoggar.

BURKINA FASO

C.E.A.O.

Etude de la desserte des pays enclavés de la CEAO (ports et transports terrestres).

BURUNDI

MINISTERE DES TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICAT.

Etude de factibilité pour la réalisation d'un système de transport lacustre sur le lac Tanganyika.

CAMEROUN

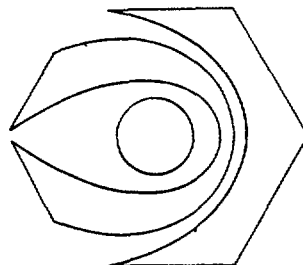
CHEMINS DE FER DU CAMEROUN

Etude de factibilité et étude financière de la rénovation du chemin de fer de Douala-Yaoundé.
Etude d'organisation. Etude de l'influence socio-économique du chemin de fer sur les populations rurales.

ESPAGNE

ETASA

Etude de l'implantation et de l'organisation de la nouvelle station d'autobus de Valence.



ETUDES ECONOMIQUES TRANSPORT

FRANCE

CHAMBRE DE COMMERCE DE
GRENOBLE

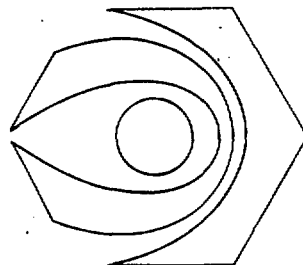
Etude préliminaire à l'implantation d'une gare routière.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

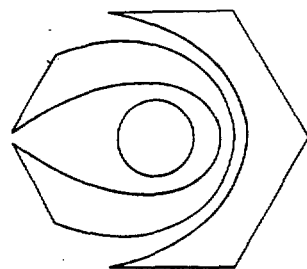
Etude des effets structurants des équipements de transport.

PHILIPPINES

Etudes de factibilité du port de Marivelles.



ETUDES PORTUAIRES



ETUDES PORTUAIRES

ETUDES D'INFRASTRUCTURES

ALGERIE

PORT D'ALGER

Etude des entrepôts de la nouvelle gare maritime d'Alger.

PORT DE SIKKDA

Analyse de l'état des structures et propositions de renforcement de l'appontement n°2.

BURUNDI

MINISTERE DES TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICAT.

Etude des installations terminales d'une ligne de ferry-boat reliant Bujumbura à Kigoma.

CAMEROUN

OFFICE NATIONAL DES PORTS DU CAMEROUN (O.N.P.C.)

Etude d'avant-projet et étude d'exécution de l'extension du port de Douala :

- port à bois,
- terminal conteneurs et roll-on-roll-off,
- port de pêche,
- ateliers de réparation navale,

Etudes et supervision des travaux du terminal mixte de Douala :

- quai,
- hangar pour marchandises diverses et fruits,
- installations de manutention et de stockage des fruits frais.

FRANCE

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOULOGNE

Plans d'exécution de la gare maritime de Boulogne sur-Mer.

CHAMBRE DE COMMERCE DE LA PALLICE

Plans d'exécution de la gare maritime du môle d'escale à La Pallice.

CONSTRUCTIONS NAVALES ET INDUS. DE MEDITERRANEE

Etudes d'exécution de la forme de radoub à La Seyne.

CONTINENTAL OIL COMPANY

Etudes de plates-formes de forage off-shore en Mer du Nord.

E.R.A.P.

Etude de conception de réservoirs sur plates formes émergentes pour le stockage du pétrole en mer.
Etude du comportement en battage de pieux battus en grande profondeur, en vue de l'exploitation de cette technique pour la réalisation d'ouvrages off-shore.

ELF

Etude de conception de réservoirs sous-marins de grande capacité.

ESSO

Etude de conception de réservoirs sous-marins de grande capacité.

ETUDES THEORIQUES POUR DIFFERENTS PORTS

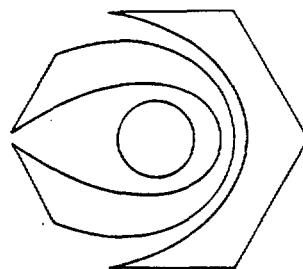
Recherche sur l'influence du choc des navires sur les obstacles et analyse de leur comportement.

MUNICIPALITE DE CANET-EN- ROUSSILLON SAINT-NAZAIRE

Etudes et surveillance des travaux du port de Canet-en-Roussillon Saint-Nazaire.

PHILLIPS

Etude des plates-formes de forage off-shore en Mer du Nord.



ETUDES PORTUAIRES ETUDES D'INFRASTRUCTURES

FRANCE

PHILLIPS PETROLEUM GROUP

Etude de conception de réservoirs sous-marins de grande capacité.

**PORT AUTONOME DE
MARSEILLE**

Etudes d'un bateau porte en béton précontraint.

PORT AUTONOME DU HAVRE

Extension du port commercial.

PORT DE SETE

Etudes de conception et de projet d'un quai.

PORT DE TOULON

Etudes d'un bateau porte en béton précontraint.

SCARBOROUGH - C.F.P.

Etudes de plates-formes de forage off-shore en Mer du Nord.

SEA TANK CO

Etude de conception de réservoirs sous-marins de grande capacité.

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU
BASSIN D'ARCACHON**

Etudes de conception et mise au point du projet de l'estacade maritime de la salie.

UGINE ACIERS

Etude préliminaire des installations fluviales à l'Ardoise et maritimes à Fos-sur-Mer pour le transport des lingots chauds.

ILE SAINT- MARTIN

Etude d'un complexe portuaire touristique et d'un port de plaisance.

TURQUIE

PORT DE GEMLIK

Etude des quais de chargement de nitrate d'ammoniac.

ETUDES DE MANUTENTION

CAMEROUN

**OFFICE NATIONAL DES PORTS
DU CAMEROUN (O.N.P.C.)**

Etude des chaînes de transport des marchandises vers les différents sites portuaires du Cameroun.

POINTE LIMBOH

Etude des manutentions de marchandises diverses et de conteneurs.

PORT DE DOUALA

Etude des manutentions de grumes. Etude des manutentions de conteneurs.

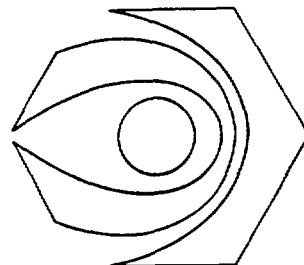
Etude des transports et manutentions de bananes et fruits frais.

Etude des manutentions de marchandises diverses.

Etude des manutentions de minerais.

PORT DE KRISI

Etude des manutentions de grumes.



ETUDES PORTUAIRES

ETUDES DE MANUTENTION

CAMEROUN

OFFICE NATIONAL DES PORTS
DU CAMEROUN (O.N.P.C.)

PORT DE MANOKA
Etude des manutentions de grumes.

ROCHER DU LOUP
Etude comparative des circuits de transport terrestre entre le nouveau port en eau profonde et le port de Douala.

FRANCE

PORT AUTONOME DE NANTES
SAINT-NAZAIRE

Etude et réalisation "clé en main" de l'apportement pétrolier n°7 à Donges :

PORT DE CANET-EN-ROUSSIL-
LON SAINT-NAZAIRE

Etude des circulations et des engins de manutention dans l'ensemble du port.

PORT DE DUNKERQUE

Etude de la manutention de minerais et pellets.

PORT DE MARSEILLE

Etude de la manutention de pondéreux divers : bauxite, charbon.

PORTS AUTONOMES

Etude des transports et manutentions dans plusieurs ports de pêche industrielle.
Etude des procédés de manutention continue dans les ports et leur influence sur les infrastructures portuaires.

UGINE ACIERS

Etude technique et économique du transport de lingots chauds.
Etude comparative entre le transport fluvial et le transport ferroviaire des lingots.

POLOGNE

POLICE

Etude des installations portuaires pour le chargement de npk et d'urée.

PORT DE SWINOUJSCIE

Etude de la mise en stock et de la reprise de charbon.

SENEGAL

PORT DE DAKAR

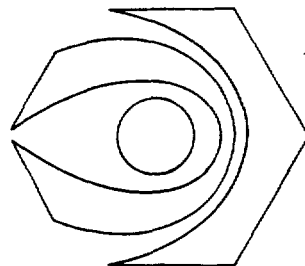
Etude et réalisation "clé en main" des installations portuaires des Industries Chimiques du Sénégal :

- portique mixte pour le chargement des engrais et le déchargement du soufre,
- ensemble de transporteurs mixtes,
- hangar en lamellé collé et aires de stockage,
- ensemble des utilités nécessaires au fonctionnement du système.

TURQUIE

PORT DE GEMLIK

Etude et réalisation des installations de chargement (transporteur-portique) de nitrate d'ammoniac.



ETUDES PORTUAIRES

ETUDES DE ZONES ET PORTS FRANCS

EGYPTE

GOUVERNORAT D'ALEXANDRIE

Etude d'une zone portuaire franche à Alexandrie dans le cadre de l'étude préliminaire à la création d'une place financière.

ILE SAINT-MARTIN

Etude préliminaire d'un port de plaisance et des implications du statut de zone franche de l'île.

SENEGAL

Etude de l'industrialisation et de la fourniture en énergie d'une zone portuaire franche à Dakar.

ETUDES ECONOMIQUES ET ETUDES D'AMENAGEMENT

ALGERIE

SONAREM

Etude technico-économique des conditions d'approvisionnement et d'évacuation des produits d'un complexe minier.

BURKINA FASO

C.E.A.O.

Etude des équipements portuaires des pays enclavés de la CEAO. Etudes économiques, juridiques et techniques.

BURUNDI

MINISTERE DES TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICAT.

Etude des conditions de transport des marchandises sur le lac Tanganyika (étude des navires et des installations portuaires terminales).
Etude du schéma directeur du port de Bujumbura.

CAMEROUN

OFFICE NATIONAL DES PORTS DU CAMEROUN (O.N.P.C.)(1)

Monographie économique, études de factibilité et études préliminaires au développement des infrastructures portuaires du Cameroun.

Etablissement d'un schéma directeur des infrastructures portuaires du Cameroun.

Etude du schéma directeur pour l'extension du port de Douala.

Analyse financière et montage du financement pour les travaux d'extension du port de Douala (assuré par neuf organismes de financement internationaux).

Etude de factibilité du terminal conteneurs et roll-on-roll-off de Douala.

Etude de factibilité du terminal fruitier de Douala.

Etude de factibilité et étude préliminaire du terminal minéralier de Douala.

OFFICE NATIONAL DES PORTS DU CAMEROUN (O.N.P.C.)(2)

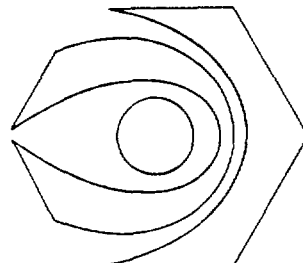
Etude de factibilité et établissement du schéma directeur d'un port en eau profonde à Pointe Limboh.

Etude de la mise en valeur des régions sud et sud-est du Cameroun par la création d'un port en eau profonde et d'un réseau de transport terrestre.

Etude de factibilité d'un port en eau profonde au Rocher du loup.

Etude des accès du port de Douala.

Etude du schéma directeur du port de Grand Batanga.



ETUDES PORTUAIRES

ETUDES ECONOMIQUES ET ETUDES D'AMENAGEMENT

CONGO

MINISTERE DES TRANSPORTS
ET DE L'AVIATION CIVILE

Etude de marché pour la transformation du chantier naval de Chacona.

FRANCE

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

Etude des effets structurants des équipements de transport.

MUNICIPALITE DE CANET-EN-
ROUSSILLON-SAINT-NAZAIRE

Etude préliminaire, étude de factibilité et établissement d'un schéma directeur portuaire.

RAON L'ETAPE

Etude préliminaire et étude de factibilité du plan d'eau.

UGINE ACIERS

Etude technico-économique comparative pour l'aménagement du complexe industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer.

ILE SAINT- MARTIN

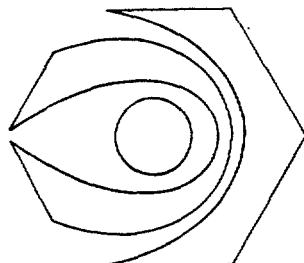
Etude préliminaire à l'implantation d'un port de plaisance.

PHILIPPINES

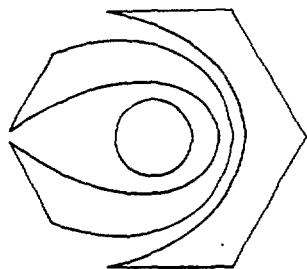
Etude de factibilité du port de Marivelles.

SAHEL

Etude des conditions de transit (portuaire notamment) des céréales importées par les pays du Sahel.



INDUSTRIE



INDUSTRIE

ATELIERS D'ENTRETIEN

FRANCE

ACIERIES DE POMPEY

Etudes et réorganisation de l'atelier général d'entretien de l'usine.
Mise en exploitation de l'unité.

PRODUITS CHIMIQUES DE THANN ET MULHOUSE

Etudes de restructuration et organisation des ateliers d'entretien.
Mise en exploitation industrielle des unités.

UGINE ACIERS

Etudes complètes et organisation de l'atelier central d'entretien.
Etudes des laboratoires. Mise en exploitation des unités.

ATELIERS DE PRODUCTION

ESPAGNE

GENERAL ELECTRICA

Etudes d'une usine de production de moteurs électriques y compris la mise en route industrielle.

FRANCE

ACIERIES DE POMPEY

Etudes et réalisation d'une unité de production de douilles pour munitions y compris la mise en route industrielle.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Etudes de restructuration d'usines existantes : matériel MT et BT.
Etude d'une nouvelle unité de production de disjoncteurs fluobloc.

ALSTHOM BELFORT

Atelier de construction des machines de traction ferroviaire.
Etudes complètes de l'atelier de peinture des motrices et mise en exploitation industrielle de l'installation.

SCOPD MANUFRAANCE

Prestations d'études, d'approvisionnement, de direction et coordination pour la réalisation complète d'une usine de fabrication d'armes et de machines à coudre, ainsi que d'une chaîne de montage de cycles.

SOCIETE CERAVER

Etudes complètes et supervision d'un nouvel atelier de production d'isolateurs.

SOCIETE JEUDY

Etudes et réalisation d'une unité de production de soupapes pour moteurs thermiques y compris la mise en route industrielle.

MACHINES SPECIALES D'USINAGE ET DE TRANSFERT

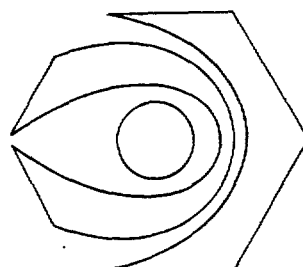
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

USINE DE SAINT-NAZAIRE.
Unité de production de moteurs marins de grosses puissances.
Etablissement des gammes de montage d'usinage des bielles de moteur diesel.

PEUGEOT, RENAULT, SIMCA, CITROEN ET FIAT

Etudes de machines transfert d'usinage de pièces automobiles diverses telles que :

- carters de boîtes de vitesses,
- villebrequins,
- arbres à cames,
- moyeux et flasques de roues,
- soupapes, ...



INDUSTRIE**MACHINES SPECIALES D'USINAGE ET DE TRANSFERT****FRANCE**

S.N.I.A.S.

Etudes complètes de l'avant-projet d'une machine automatique de redressage des profilés en alliage aluminium pour airbus.

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES

Etudes et réalisation d'une machine automatique pour fabrication du triver.

MANUTENTION - STOCKAGE - CONDITIONNEMENT**ESPAGNE**

ABONOS SEVILLA

COMPLEXE CHIMIQUE D'ABONOS

Unité de production de nitrate poreux pour explosifs.

Etudes complètes des installations d'ensachage, de stockage et d'expédition du nitrate en sacs, y compris la supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances.

FRANCE

A.G.S.

USINE DE CLERAC

Etudes complètes et réalisation "clé en main" d'une unité de production de broyage mélange et de conditionnement d'argile réfractaire.

CHLOE CHIMIE

Etude et réalisation d'installations de conditionnement de produits chimiques sous forme d'écailles et de pulvérulants.

PECHINEY UGINE KUHLMANN

COMPLEXE CHIMIQUE DE VILLERS-SAINT-PAUL

Unités de production d'ammoniac et d'urée. Etudes complètes de l'avant-projet des installations de manutention, stockages, conditionnement en vrac et en sacs, y compris les expéditions.

UGINE ACIERS

COMPLEXE SIDERURGIQUE DE FOS-SUR-MER

Etudes complètes de l'avant-projet des terminaux fluviaux et portuaires ainsi que les moyens de transport de lingots chauds entre les usines de l'Ardoise et Fos-sur-Mer.

Etude technico-économique de l'ensemble du projet.

VERRERIE POCHET
DE COURVAL

Ingénierie des utilités de l'extension de la verrerie (Guimerville).

IRAN

IRAN FERTILIZER COMPANY

COMPLEXE CHIMIQUE DE SHIRAZ.

Unités de production d'ammoniac, d'acide nitrique, de nitrate d'ammonium et d'urée.

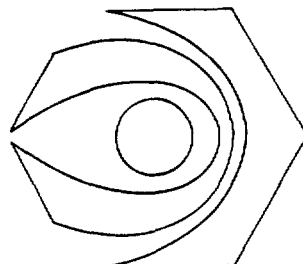
Etudes complètes de l'avant-projet des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et en sacs de nitrates et de l'urée.

IRLANDE

NITRIGIN EIREANN TEORANTA

COMPLEXE CHIMIQUE DE MARINO POINT

Unité de production d'ammoniac et d'urée. Etudes complètes de l'avant-projet des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de l'urée.



INDUSTRIE

MANUTENTION - STOCKAGE - CONDITIONNEMENT

POLOGNE

POLIMEX CEKOP

COMPLEXE CHIMIQUE DE POLICE

Unité de production d'ammoniac, d'urée et de NPK. Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs d'urée et du NPK, y compris les expéditions par fer et route, de la production. Etudes complètes des installations de déchargement, stockage du KCL et alimentation des unités de production.

Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

COMPLEXE CHIMIQUE DE PULAWY

Unité de production d'ammoniac, d'acide nitrique et de nitrate d'ammoniac.

Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de nitrate, y compris les expéditions par fer et route.

Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances.

COMPLEXE CHIMIQUE DE WLOCLAWEK

Unité de production d'ammoniac, d'acide nitrique et de nitrate d'ammoniac.

Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de nitrate, y compris les expéditions par fer et route.

Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances.

R.D.A.

INDUSTRY ANLAGEN IMPORT

COMPLEXE CHIMIQUE DMW A ROSTOCK

Unités de production d'acide nitrique et de nitrates d'ammoniac.

Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de nitrates, y compris les expéditions par route, fer et voie maritime.

Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

ROUMANIE

MASIN-IMPORT

COMPLEXE CHIMIQUE DE CRAIOVA

Unité de production d'ammoniac, d'acide nitrique, d'urée et de nitrate d'ammoniac.

Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de l'urée et du nitrate, y compris les expéditions par fer et route.

Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

COMPLEXE CHIMIQUE DE TURNU MAGURELE

Unité de production d'ammoniac, d'acide nitrique, d'urée et de nitrate d'ammoniac.

Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de l'urée et du nitrate, y compris les expéditions par fer, route et voie fluviale.

Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

SENEGAL

INDUSTRIES CHIMIQUES DU
SENEGAL

Installation d'un terminal portuaire à Dakar :

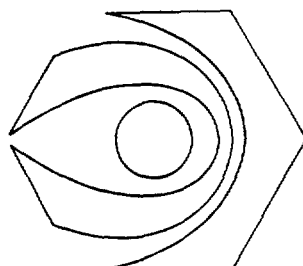
- chargement, déchargement,
- manutention et stockage (soufre et engrais).

Réalisation "clé en main".

S.E.I.B.

NOUVELLE HUILERIE DE DIOURBEL

Unité de production d'huile d'arachides. Etudes complètes et réalisation des installations de manutentions et stockage pour les ateliers de nettoyage et de décorticage d'arachides, palettisation des farines déshuilées, manutention et alimentation en coques de la centrale thermo-électrique, évacuation des cendres de la chaufferie.



INDUSTRIE

MANUTENTION - STOCKAGE - CONDITIONNEMENT

SYRIE

Ingénierie des utilités de 2 verreries.

COMPLEXE CHIMIQUE D'HOMS

Unités de production d'ammoniac et d'urée. Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs de l'urée, y compris les expéditions par fer et route. Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

TUNISIE

SAEPA II

COMPLEXE CHIMIQUE DE GABES.

Unités de production d'acide nitrique et de nitrate d'ammoniac. Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs du nitrate, y compris les expéditions par fer et route. Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

TURQUIE

AZOT SANAY II

COMPLEXE CHIMIQUE DE GEMLIK.

Unités de production d'acide nitrique et de nitrate d'ammoniac. Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs du nitrate, y compris les expéditions par fer, route et voie portuaires. Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

COMPLEXE CHIMIQUE DE KUTHAYA

Unités de production d'ammoniac, d'acide nitrique et de nitrate d'ammoniac. Etudes complètes des installations de manutentions, stockages, conditionnement en vrac et sacs du nitrate, y compris les expéditions par fer et route. Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performances des installations.

U.R.S.S.

MACHINO-IMPORT

COMPLEXE PETRO-CHIMIQUE DE KRASNOVODSK.

Unité de calcination de coke de pétrole. Etudes complètes des installations de broyage et criblage du coke vert et alimentation de la calcination, ainsi que des stockages et expéditions par fer, du coke calciné. Supervision du montage, de la mise en route et des essais de performance de l'installation.

VENEZUELA

VERRERIE VALERA

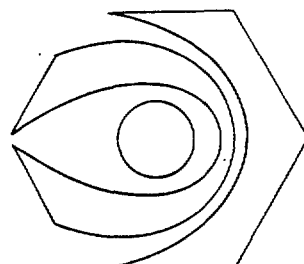
Ingénierie des utilités.

YEMEN DU NORD

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

UNITE DE PRODUCTION D'ENGRAIS A HOEIDAHA

Etudes complètes de l'avant-projet des installations de manutentions, stockages en vrac, mélange et conditionnement en sacs des différentes formules produites, y compris les expéditions par fer et voie maritime. Etude technico-économique de l'ensemble de l'unité.



INDUSTRIE

SERVICES GENERAUX ET UTILITES

FRANCE

FORD

USINE DE BORDEAUX

Unité de production de boîtes à vitesses. Etudes complètes des réseaux utilités suivants :

- système de manutention mécanique,
- distribution électrique,
- distribution vapeur,
- distribution air comprimé,
- chauffage et conditionnement de l'ensemble de l'usine,
- réseaux d'eau industrielle,
- réseaux d'eau incendie.

UGINE ACIERS

COMPLEXE SIDERURGIQUE DE FOS-SUR-MER.

Unité de production d'acier inoxydable. Etude complète de la centrale thermo-électrique.

Etudes complètes des réseaux de distribution :

- électricité, vapeur, air comprimé.

Etudes du traitement des eaux et des effluents.

Etudes de l'atelier central d'entretien. Etudes des transports et manutentions du complexe.

Supervision du montage et de la mise en exploitation de l'ensemble de tous ces réseaux.

POLOGNE

POLIMEX CEKOP

COMPLEXE CHIMIQUE DE POLICE

Unité de production d'ammoniac, d'urée et de NPK. Etudes complètes de l'avant-projet et des études de base pour la réalisation des installations d'utilités suivantes :

- centrale thermo-énergétique,
- stockage et manutention du charbon,
- station de traitement des eaux,
- circuits de refroidissement.

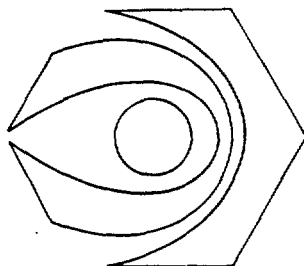
TUNISIE

SAEPA II

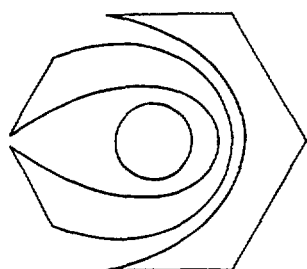
COMPLEXE CHIMIQUE DE GABES

Unité de production d'acide nitrique et de nitrate d'ammoniac.

Etudes complètes des installations d'utilités suivantes : centrale thermo-électrique, station de traitement de l'eau de chaudière, réseaux eaux industrielles et incendie, station de pompage d'eau de mer, station de dessalement d'eau de mer, dépotage et stockage NH₃, traitement des effluents, réseaux aériens enterrés, liaisons inter-unités, centrale air comprimé, locaux annexes, chauffage, ventilation, conditionnement des stockages et locaux technologiques.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

CHOCOLATERIE

FRANCE

S.G.C.C. COOP

Etude de réorganisation et d'extension des ateliers de la chocolaterie et du magasin de stockage (Bègles).

CONFISERIE

RICQLES-ZAN

Etude de réaménagement des ateliers de fabrication. Etude de stockage de distribution (Uzès - Gard).

DIVERS

BENIN

SONAFEL

Etude diagnostic de l'usine de traitement d'anacardes : baume et noix de cajou.

CAMEROUN

OFFICE NATIONAL DES PORTS
DU CAMEROUN

Etude du circuit de transport des bananes et des ananas frais depuis les plantations jusqu'aux mûrissières européennes. Etude comparative du transport par navires polythermes traditionnels et du transport par navires conteneurs réfrigérés. Organisation du terminal fruitier de Douala.

FRANCE

VERNIERS S.A.

Etude du traitement de l'air de séchage de la tour d'atomisation (Cossé-le-Vivien).

NICARAGUA

MINISTERE DU COMMERCE
EXTERIEUR (MICOIN)

Etude et réalisation "clé en main" d'un stockage de céréales d'une capacité de 55.000 tonnes. Compléments d'installation : manutention mécanique, séchage, traitement anti-parasites, ensachage, production vapeur et électricité.

SAHEL

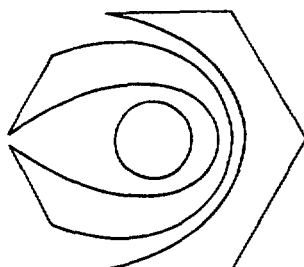
C.I.L.S.S.

C.I.L.S.S. (Comité Inter-Etats pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel).
Etude du stockage des céréales dans les pays du Sahel : Gambie, Haute-Volta, Iles du Cap-Vert, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad. Complément d'enquête en Côte d'Ivoire, et enquêtes portuaires dans les pays suivants : Bénin, Cameroun, Ghana, Togo.

HUILERIE

MADAGASCAR (R.D.M.)

Etude d'un programme de modernisation et de réorganisation des huileries de Madagascar.
Etude et essais de détermination des prix de revient de fabrication de l'huile d'arachide.
Programme d'aménagement des installations des huileries de Tulear en vue d'une amélioration des prix de revient.
Expertise des matériels des huileries d'arachide et de coton de Tulear.
Etude et mise en oeuvre du regroupement des huileries d'arachide et de coton de Tulear.
Etude technico-économique d'unités d'extraction d'huile par solvant.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE**HUILERIE****NICARAGUA****AGRO INVERSIONES DE
REFORMA AGRARIA**

Etude et réalisation d'une unité d'huile de palme.
Installations annexes : production énergétique totale en utilisant les déchets des raffles et les combustibles végétaux locaux, traitement de l'alimentation en eau et des effluents.

AGROSA

Etude et réalisation d'une unité d'extraction par solvant d'huile de coton.

GRACSA

Etude et réalisation d'une unité de production de leicithine de soja.

SENEGAL**S.E.I.B.****NOUVELLE HUILERIE DE DIOURBEL**

Etudes préliminaires de factibilité et de financement d'une huilerie traitant 200.000 tonnes d'arachides par an. Etude des protéines d'arachide, étude des problèmes posés par la présence d'aflatoxine, recherches de solutions sur le plan agricole.
Etude et réalisation "clé en main" d'une huilerie de 200.000 t/an d'arachides.
Adaptation de l'unité au traitement des graines de tournesol. Etude pour la création d'une unité pour aliments de bétails.

INDUSTRIE DE LA CONSERVERIE**BENIN****SONAFEL**

Etude diagnostic de l'usine de concentré de tomates et de nectar de mangue.
Etude diagnostic de l'usine de jus et d'huiles essentielles de citron et d'agrumes.

FRANCE**S.I.A.O.**

Etude et réalisation d'une chaîne complète de fabrication de marmelades de fruits et fruits au sirop avec ligne complète d'emboilage et stérilisation (Marmande).

SEGMA-APPOIGNY

Examen-diagnostic de l'usine de fabrication de légumes condimentaires (Yonne).

INDUSTRIE DES BOISSONS**ALGERIE****SOALCO**

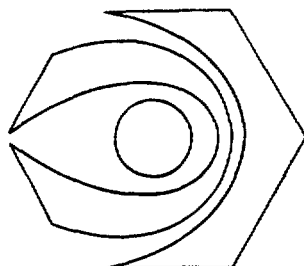
Etude de refonte et aménagement des installations de production et de conditionnement de jus et concentrés de jus de raisin (El Asnam). Etude et réalisation d'une unité complète de production et conditionnement de jus et concentrés de jus d'oranges et de pomeles (Boufarik).
Etude d'une unité complète de production et de conditionnement de concentré de tomates (Boufarik).

BENIN**LA BENINOISE**

Etude diagnostic des brasseries et de l'unité d'eau minérale et boissons.

FRANCE**CAVE VINICOLE D'EGUISHEIM**

Etude de restructuration d'extension de la cave :
- vins calmes et vins effervescents.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

INDUSTRIE DES BOISSONS

FRANCE

CENTRE VINICOLE DE LA CHAMPAGNE

Réalisation "clé en main" de l'extension de la cuverie du module 7.
Création et équipement d'un local technique dans le module 7.
Etude de l'aménagement complémentaire de la salle polyvalente.

Etude et réalisation "clé en main" (analyse automatique des moûts, fermentation à température contrôlée, stockage et soutirage sous azote, culture continue stérile des levains en chemostat, ...). Capacité : 40.000 hl (5 millions de bouteilles).

COGEVI

Etude et réalisation "clé en main" pour une coopérative vinicole en Champagne d'un ensemble de caves et salles d'équipements.

COOPERATIVE ROUSSILLON ALIMENTAIRE LA CATALANE

Conception, étude et réalisation "clé en main" d'une distillerie de marc de raisins et de lies de vin, avec récupération des sous-produits (pépins, terreau, tartrates, etc.) près de Perpignan.

COOPERATIVE VINICOLE DE CHIGNY-LES-ROSES

Conception, étude et réalisation d'un centre de pressurage pour la production des vins de champagne.

COSSE-LE-VIVIEN

Usine de production de jus de pommes et concentrés de jus de pommes, de jus et concentrés de fraises, framboises, cassis.

MOET S.A.

Etude comparative pour différents types de magasins de stockage.
Etude de la gestion des magasins et de la commande des opérations par ordinateur de process.

NOGENT-LE-ROTROU

Usine complète de production de cidre, jus de pommes, concentrés de jus de pommes avec cuverie de stockage stérile de jus de pommes.

SI.FRI.VIL.

Etude de production de jus de pommes golden delicious.

SOCIETE COOPERATIVE DE BAGES

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE DE SAINT-CHINIAN

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI- COLE D'ANSIGNAN

Etudes et réalisation de quais de réception et pressurage.

SOCIETE COOPERATIVE VINI- COLE D'ELNE

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI- COLE D'ESPIRA DE L'AGLY

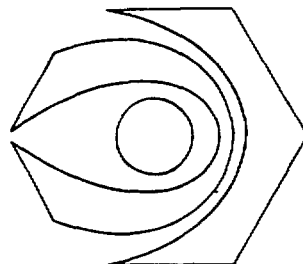
Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI- COLE D'ESTAGEL

Etudes et réalisation de quais de réception, pressurage, stockage de marc et d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI- COLE DE BAIXAS

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

INDUSTRIE DES BOISSONS

FRANCE

SOCIETE COOPERATIVE VINI-
COLE DE CAUNES MINERVOIS

Etudes et réalisation d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI-
COLE DE CAUSSES ET VEYRAN

Etudes et réalisation d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI-
COLE DE MONTNER

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

SOCIETE COOPERATIVE VINI-
COLE DE MOUX

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

SOCIETE U.O.P. FRAGRANCES

Etude et réalisation d'une usine de production de concentrés de jus de fruits rouges et de légumes à GRASSE.

STE COOPERAT. VINICOLE DE
CORNEILLA DE LA RIVIERE

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE CERET "CHATEAU AUBIRY"

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE LA PALME

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE MURVIEL-LES-BEZIERS

Etudes et réalisation de quais - chauffage vendange, d'une cuverie et d'une cuverie autovidante.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE PAZIOLS

Etudes et réalisation d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE PEYRESTORTES

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE POLLESTRES

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE SAINT-ANDRE

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE SAINT-HIPPOLYTE

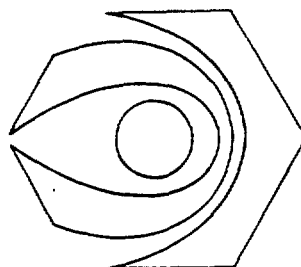
Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE SAINT-JEAN-LASSEILLE

Etudes et réalisation d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE TAUTAVEL

Etudes et réalisation d'une cuverie.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

INDUSTRIE DES BOISSONS

FRANCE

STE COOPERATIVE VINICOLE
DE TUCHAN

Etudes et réalisation de quais de réception, pressurage et d'une cuverie.

STE COOPERATIVE VINICOLE
SAINT-REMY

Etudes et réalisation de quais de réception et d'une cuverie.

STE VINICOLE DE PUICHERIC
"LA GRAPPE"

Etudes et réalisation d'une cuverie et d'une cuverie autovidante.

VERNIERS

Etude de fabrication de concentré de moût de bière (Paris).

VIVENCY

Etude d'avant-projet du centre de vinification d'Amboise.
Etude architecturale d'intégration du centre dans un site protégé (Reims).

GUINEE

SALGUIDIA (CONAKRY)

Etude de réorganisation de la culture et de l'usine de traitement de l'ananas.
Production de jus et de concentré de jus d'agrumes.
Production de nectar de mangue.
Recherche d'autres productions agricoles végétales et animales.

MADAGASCAR
(R.D.M.)

ANTSIRABE

Usine complète de production de jus de fruits tempérés et tropicaux :
- jus de pommes et concentrés,
- jus de bananes et concentrés,
- jus d'ananas et concentrés avec procédés spéciaux d'extraction et de traitement.
Etude et réalisation d'une plantation pilote de passiflora edulis (fruit de la passion).

MAROC

COSEB

Etude et réalisation d'une unité complète de production et conditionnement de jus d'oranges et de pomeles à Mohammedia.

MADAGASCAR
(R.D.M.)

Etude d'une chaîne de fabrication de grenadelle (fruit de la passion).
Etude d'une conserverie d'ananas.
Etudes technico-économiques des possibilités de transformation des fruits et légumes.

INDUSTRIE DES VIANDES

ANGOLA

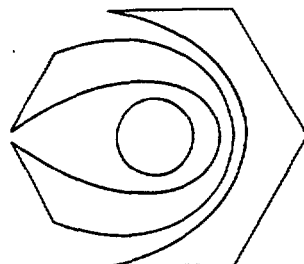
SOCIETE COCRIA

Etude technique et économique de l'abattoir de Camabatela.

ESPAGNE

SOCIETE CAVIR

Réalisation "clé en main" d'un abattoir complet à Séville.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE**INDUSTRIE DES VIANDES****ESPAGNE**

SOCIETE EXPLASA

Réalisation "clé en main" à Vich :

- complexe de viande,
- abattoir,
- chambres froides,
- traitement viande.

FRANCE

ABATTOIRS SOCOPA DE GACE

Etude de réorganisation et d'extension des abattoirs.

ABATTOIRS SOCOPA DU MANS

Construction :

- siège social,
- usine de traitement de viande,
- entrepôt de produits congelés.

Direction, coordination et planification des travaux. Receptions et contrôles des installations techniques.

STE DES ABATTOIRS
HIPPOPHAGIQUES

Modernisation d'un abattoir hippophagique à Paris.

IRAK

MUNICIPALITE DE BAGDAD

Réalisation "clé en main" de trois abattoirs.

**MADAGASCAR
(R.D.M.)**

ABATTOIRS DE MORONDOVA

Expertise de la conception et de l'état général de l'abattoir.

INDUSTRIE FRIGORIFIQUE**FRANCE**

ABATTOIRS DE NICE

Chambres froides. Halls de vente climatisés.

BEAUCHASTEL

Stations fruitières dans le Gard.

CABANNES

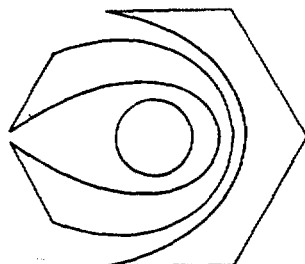
Stations fruitières dans le Vaucluse.

DISTILLERIE DE COSSE-LE-
VIVIEN

Cuve réfrigérée pour stockage de jus de fruits.

MAGASINS GENERAUX DE
BEZIERS

Transformations de chambres réfrigérées positives en chambre à -25° c pour la conservation des produits surgelés.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

INDUSTRIE LAITIERE

ARABIE SAOUDITE

. LAITERIE DE TAIF

Mission diagnostic de l'unité de reconstitution de lait, de production de yaourts et de feta.

FRANCE

ETABLISSEMENT ETLIN FILS

Etude complète de réalisation d'un entrepôt de distribution de produits laitiers à Metz.

SOCIETE VERNIERS

Etude complète d'ingénierie d'une centrale laitière de 100.000 l/jour avec concentration de lait et de sérum.

UNION DES COOPERATIVES DE
SAONE-ET-LOIRE, COTE D'OR

Etude complète et réalisation de la centrale laitière à Longvic-les-Dijon.

VALCO-VALOGNES

Laiterie-Fromagerie : interventions ponctuelles d'ingénieur-conseil (Manche).

MAROC

OFFICE NATIONAL DES
IRRIGATIONS

Etude d'une centrale laitière de 50.000 l/jour.

SUISSE

SOCIETE UNITROC

Etude complète d'ingénierie et réalisation d'une installation de concentration et de séchage de lait avec atelier de conditionnement du lait en poudre sous gas inerte, dans le cadre de la réalisation de l'unité de déshydratation.

PATISSERIE

FRANCE

PATISFRANCE

Etude de la réorganisation et du transfert éventuel de l'usine.
Etude d'avant-projet d'une nouvelle unité complète

PRIMAGEL

Etude et réalisation d'une usine de production de pâtisserie surgelée.

SILOS

COTE D'IVOIRE

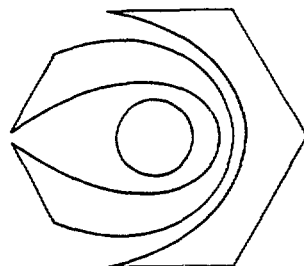
Réservoir (béton armé) à Cocody. Capacité : 2.000 m3. Hauteur : 21 m.

FRANCE

Silos de Tonnay-Charente. Réalisation. Capacité : 200.000 qx.

Réservoir à Montreuil. Capacité : 45.000 m3.

Silos à La Pallice. Etude et réalisation. Capacité : 600.000 qx.



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

SILOS

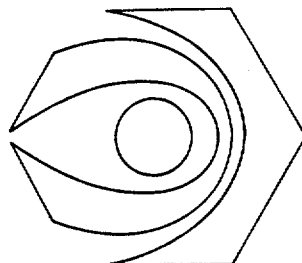
FRANCE

SiLOS de Montoire. Etude et réalisation. Capacité : 100.000 qx.

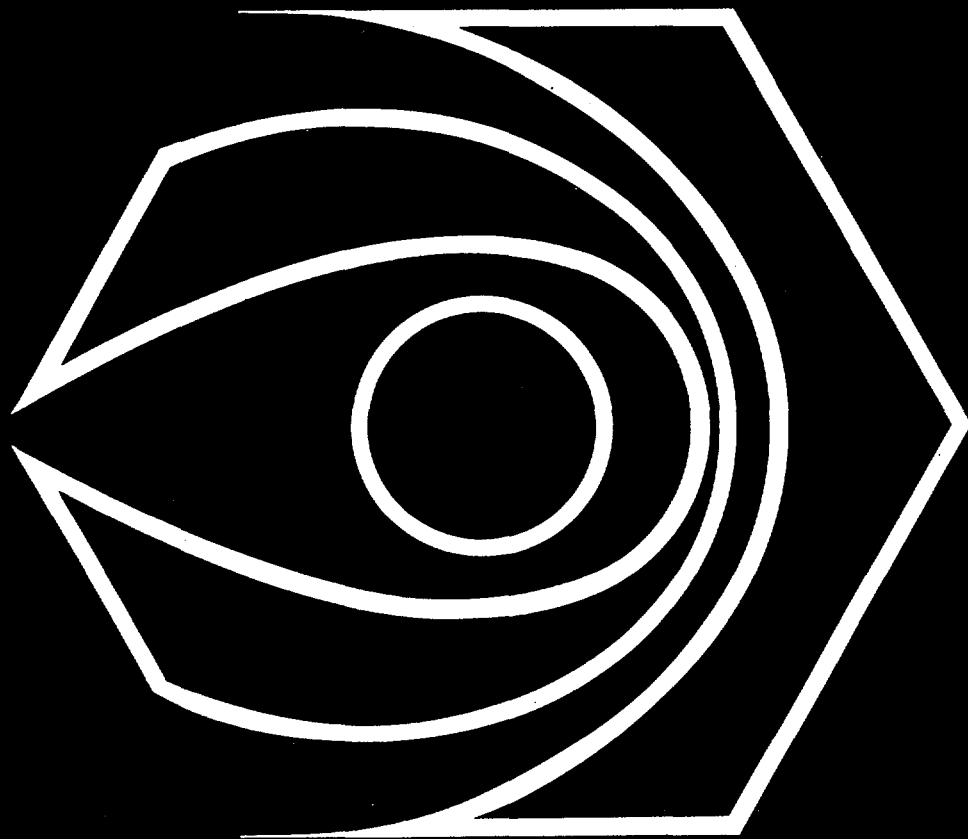
SiLOS à Saint-Romain-sur-Cher. Etude et réalisation. Capacité : 1000.000 qx.

TUNISIE

SILOS DE STOCKAGE DE CEREALES A CHEYLUS
SiLOS de stockage de céréales à Cheylus. Capacité : 200.000 qx



INTER G



L'ingénierie du dialogue

Un projet ne peut voir le jour que s'il est financé. Il ne peut fonctionner techniquement et financièrement que s'il est bien défini. La nécessité de cette définition et l'importance du financement ont amené INTER G à créer, il y a plus de vingt ans, le département «Économie Aménagement» qui prend en charge les études nécessaires à la bonne insertion des projets dans leur environnement économique, quelles que soient leurs caractéristiques.

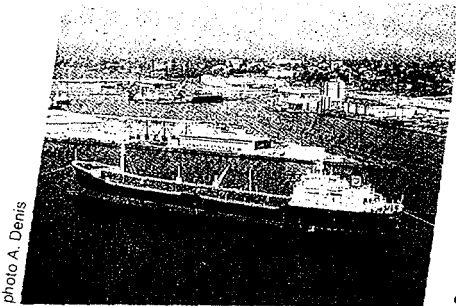


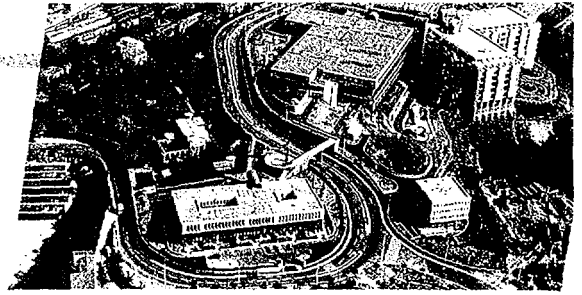
Photo A. Denis

Ces études peuvent être réalisées au niveau d'un pays, d'une région, d'une branche industrielle ou d'un projet ponctuel.

Les interventions d'INTER G, dans le domaine économique, concernent plus particulièrement :

- Les infrastructures de transport : ports, routes, voies ferrées, liaisons aériennes.
- Les installations minières.
- Les équipements énergétiques, production, transport et distribution.
- Les équipements agricoles et agro-alimentaires.
- Les équipements hydrauliques.
- Les installations industrielles.
- Les équipements dépolluants.
- Les projets touristiques et hôteliers.
- Les équipements sanitaires et les établissements hospitaliers.

La définition et la rentabilité d'un projet, c'est-à-dire sa faisabilité, comportent de façon classique : l'étude du marché ou des besoins, le dimensionnement optimal du projet, son lieu d'implantation, le calcul de sa rentabilité économi-



que, son analyse financière ainsi que la mise en place des structures de vente et de tarification.

Quel que soit le domaine concerné, les ingénieurs et économistes du Département savent profiter de l'expérience des autres départements du Groupe pour fonder leurs études économiques sur des bases techniques solides.

Enfin, sous l'autorité du Maître d'Ouvrage, ils ont le souci constant d'associer étroitement les organismes de financement au mûrissement des projets étudiés, de manière à accélérer au maximum leur mise en place et leur réalisation.

Industrie

INTER G peut assurer toute mission d'ingénierie ou d'assembler dans les principaux secteurs de l'industrie allant des industries légères à la sidérurgie.

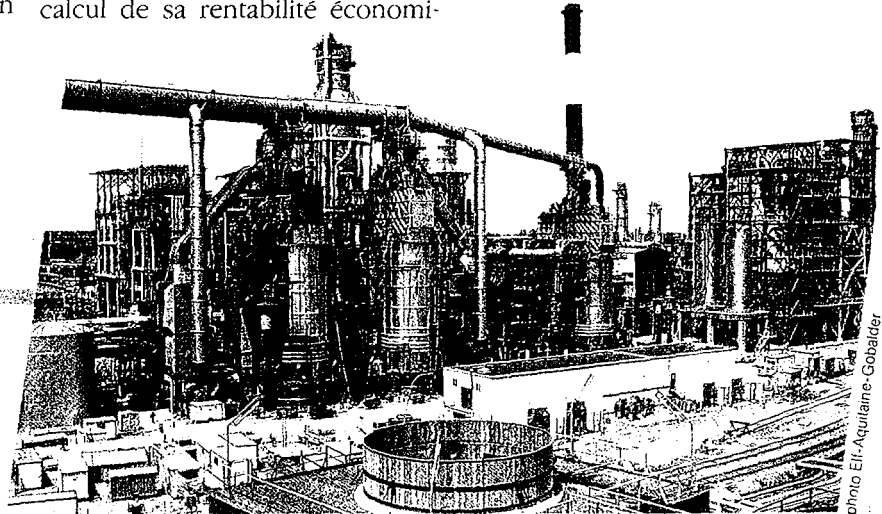
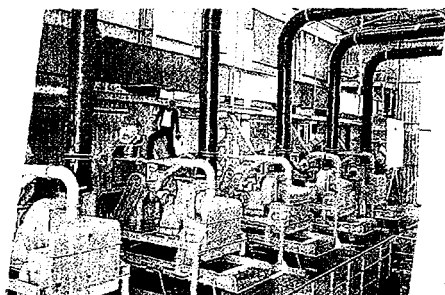


Photo Eli-Aquilaine-Cobalder

Dans les secteurs de la chimie et de la pétrochimie, ses interventions concernent des unités moyennes, non conventionnelles et non répétitives, pouvant nécessiter la mise au point de procédés particuliers.

INTER G prend en charge l'ingénierie générale et celle des réseaux, les problèmes d'interfaces entre les différentes unités, ainsi que l'ensemble de la manutention et du stockage.

Dans le secteur agro-alimentaire, les nombreuses références d'INTER G concernent les caves vinicoles, les distilleries, la production de boissons, les huileries, les industries laitières, les conserveries, les entrepôts frigorifiques et les abattoirs.



Son activité dans le domaine des industries mécaniques et de transformation est ancienne et très diversifiée. Les secteurs sont en évolution rapide grâce aux techniques modernes : robotique, productive, informatique appliquée. INTER G a développé sa présence dans ces domaines et est en mesure d'assurer la création ou la restructuration d'unités de production complètes, autonomes ou intégrées à des ensembles plus larges.

Plus récemment, le département Industrie a connu un nouvel essor par l'intégration au Groupe de diverses sociétés appartenant à des secteurs industriels spécifiques : verrerie, stockage, récupération thermique, qui le rendent à même d'assurer des missions complètes clé en main, dans ces domaines.



Siège et bureaux : Route de l'Orme, 91190 Saint-Aubin - ☎ (1) 69.41.80.20 - Telex 692 755 F Inter g
Bureaux de Paris : Courcellor I, 2, rue Curnonsky, 75017 Paris - ☎ (1) 47.58.12.72 - Telex 615 477 F

70 années de défi à l'innovation.



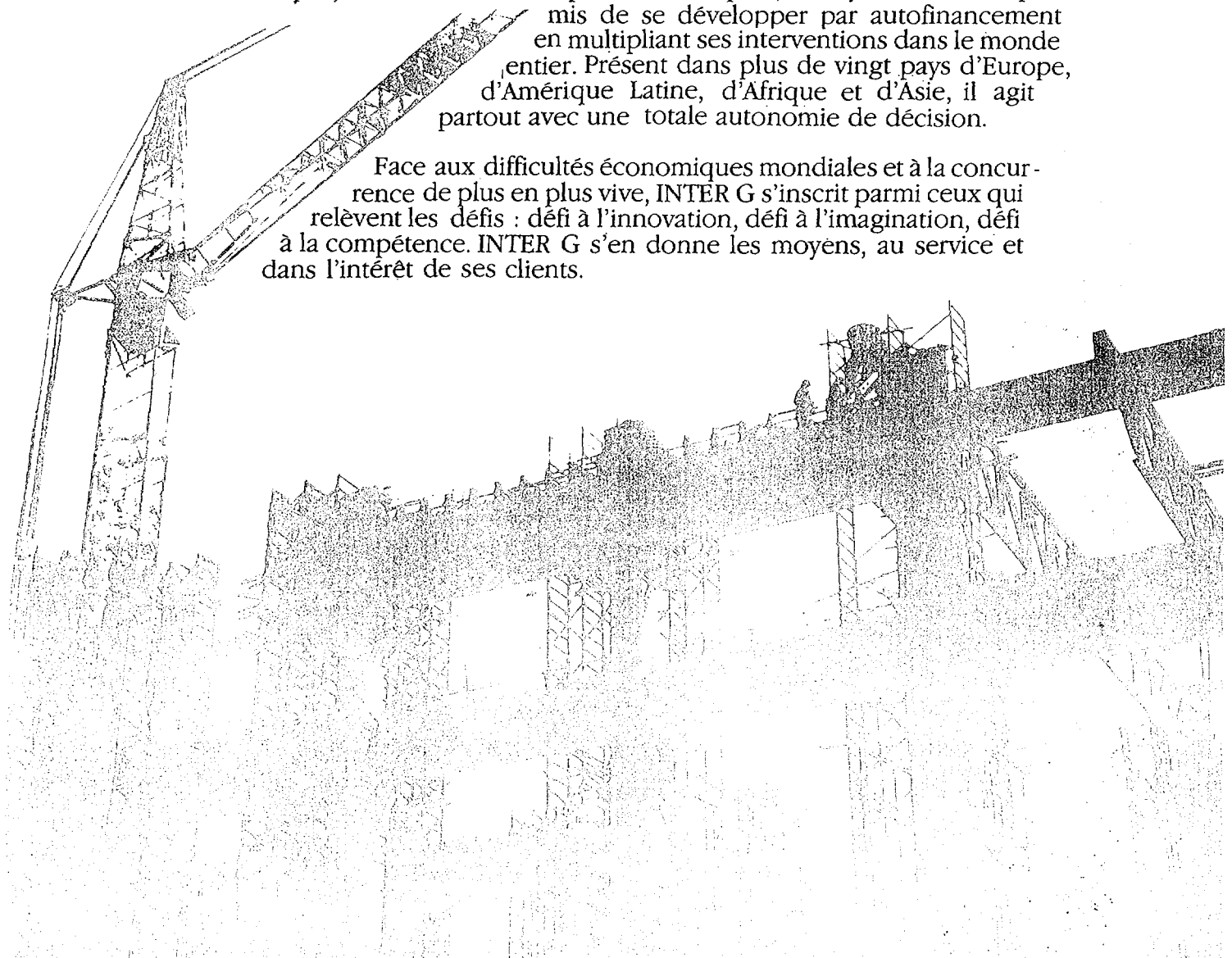
Issu de la société O.C.C.R., bureau d'études créé en 1919, INTER G regroupe aujourd'hui plusieurs sociétés d'ingénierie.

Son développement s'est effectué aussi bien par diversification de ses activités d'origine que par l'intégration successive de différentes sociétés spécialisées.

Le Groupe rassemble aujourd'hui plus de 350 personnes aux compétences très diverses : ingénieurs, économistes, architectes, informaticiens... Structuré en sociétés et départements autonomes, INTER G intervient dans des domaines aussi variés que : économie-aménagement, industrie, énergie-électricité, équipements collectifs et infrastructure.

Grâce à sa maîtrise des techniques de pointe, INTER G prend en charge la totalité d'un projet dans toutes ses implications. De plus, son dynamisme lui a permis de se développer par autofinancement en multipliant ses interventions dans le monde entier. Présent dans plus de vingt pays d'Europe, d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, il agit partout avec une totale autonomie de décision.

Face aux difficultés économiques mondiales et à la concurrence de plus en plus vive, INTER G s'inscrit parmi ceux qui relèvent les défis : défi à l'innovation, défi à l'imagination, défi à la compétence. INTER G s'en donne les moyens, au service et dans l'intérêt de ses clients.



Energie Electricité

L'expérience d'INTER G est longue de plus de soixante ans dans le domaine de l'énergie, qu'il s'agisse de la thermique et de l'électricité, des économies d'énergie ou du génie climatique.

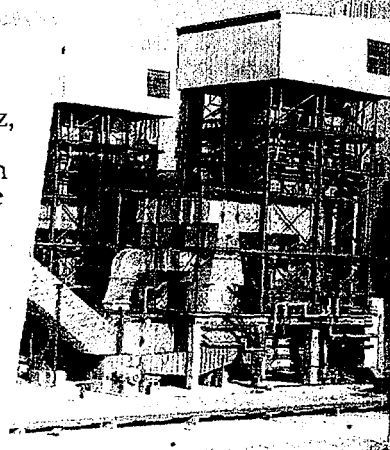
- Energie primaire (charbon, gaz, fuel, hydraulique, géothermie).
- Energie de récupération (ordures ménagères, coke de pétrole, déchets divers, échangeurs sur gaz d'échappement ou fumées...).
- Interconnexion entre réseaux.

Ces études peuvent se poursuivre au niveau des projets détaillés :

- La production (centrales thermiques et hydrauliques).
- Le transport (lignes haute tension et postes électriques).
- La distribution (réseaux de distribution, moyenne et basse tension, électrification rurale...).

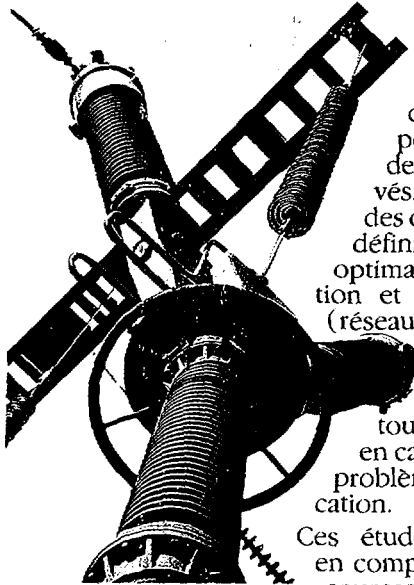
Dans le domaine de la thermique, les activités d'INTER G sont similaires et vont des chaufferies aux réseaux de chaleur. Elles portent également sur tous les aspects : élaboration des contrats de concession, d'affermage...

Ces interventions sont de nature et d'importance variable selon les



projets. Elles peuvent ainsi être limitées au chauffage d'un immeuble ou s'étendre à l'électrification complète d'une région ou d'un pays, ou encore à la production et à la distribution de chaleur et d'électricité pour une usine ou un complexe industriel.

INTER G a acquis une grande expérience mettant en œuvre les techniques les plus modernes d'automatismes et de conduites centralisées (micro-processeurs, automates programmables...).



INTER G participe à l'élaboration de politiques énergétiques pour des états ou des organismes privés. Il établit les études de faisabilité pour définir les techniques optimales de production et de distribution (réseaux électriques et réseaux de chaleur) en examinant tous les aspects en cause jusqu'aux problèmes de tarification.

Ces études prennent en compte toutes les sources d'énergie possibles :

Equipements collectifs et Infrastructure

INTER G prend une part très active dans l'acte de bâtir et d'équiper en intervenant aux différents niveaux de conception ou de réalisation des projets. Cette activité s'applique à tous types de bâtiments et complexes fonctionnels, dans le cadre de réalisations neuves et d'opérations de réhabilitation.

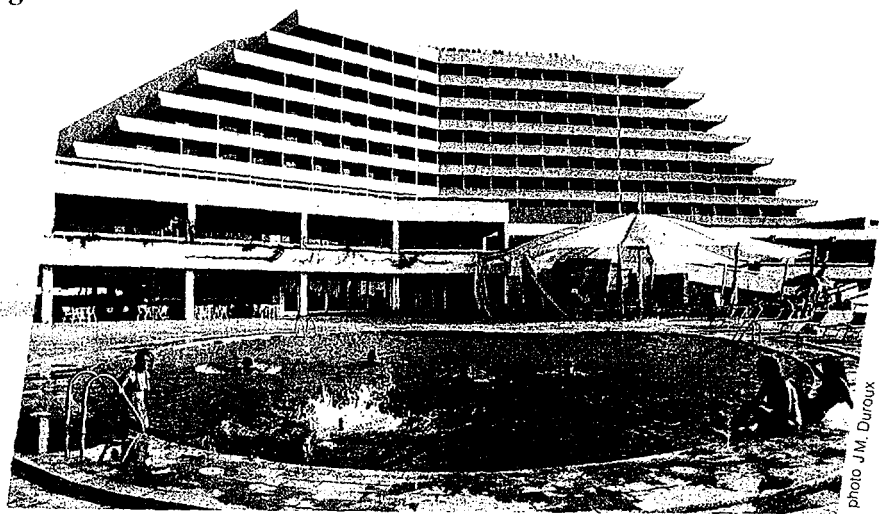


photo J.M. Duroux

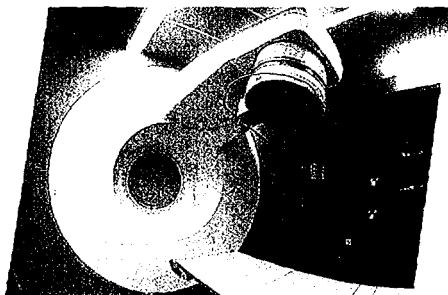
INTER G intervient particulièrement dans les secteurs suivants :

- Equipements collectifs (hospitaux, hôtels).
- Génie civil (ouvrages d'art, travaux maritimes et fluviaux).

L'ingénierie hospitalière est assurée par le département C.I.E.T., spécialisé dans ce domaine depuis plus de trente ans. Ses équipes pluridisciplinaires interviennent aussi dans tous les secteurs tels que architecture, électromécanique,

équipements bio-médicaux et hôteliers.

INTER G réalise des études complexes de génie civil grâce à l'intégration d'équipes hautement spécialisées d'ingénieurs et de calculateurs et à l'utilisation d'outils informatiques, en particulier pour le calcul automatique des structures. Son expérience s'étend ainsi aux ouvrages portuaires, ponts et viaducs, tours hertziennes...



ans le dialogue permanent qui s'établit avec un client, INTER G développe progressivement son rôle de conseil : dès le départ par la définition des besoins, puis tout au long de la réalisation et enfin lors de l'assistance à l'exploitation.

Expérimentées dans la réalisation de grands projets, les équipes d'INTER G interviennent également dans le domaine de la rénovation d'installations existantes. Elles font preuve, dans les opérations complexes, d'une capacité de compréhension de l'entreprise sous tous ses aspects, sachant prendre en compte aussi bien les questions techniques que les données humaines.

INTER G s'attache à établir avec l'ensemble de sa clientèle des rapports privilégiés fondés sur la permanence des échanges, la disponibilité de son personnel et la multiplicité de ses services.

INTER G peut assurer toutes les missions d'ingénierie allant du conseil à la maîtrise d'œuvre complète :

- études économiques

et techniques

- montage de financement

- direction de projet

- ingénierie de base et de détail

- achat et approvisionnement

- direction de chantier, contrôle et

- réception des travaux

- essais, mise en route

- assistance technique,

- coopération technologique

- assistance à l'exploitation et à la maintenance.

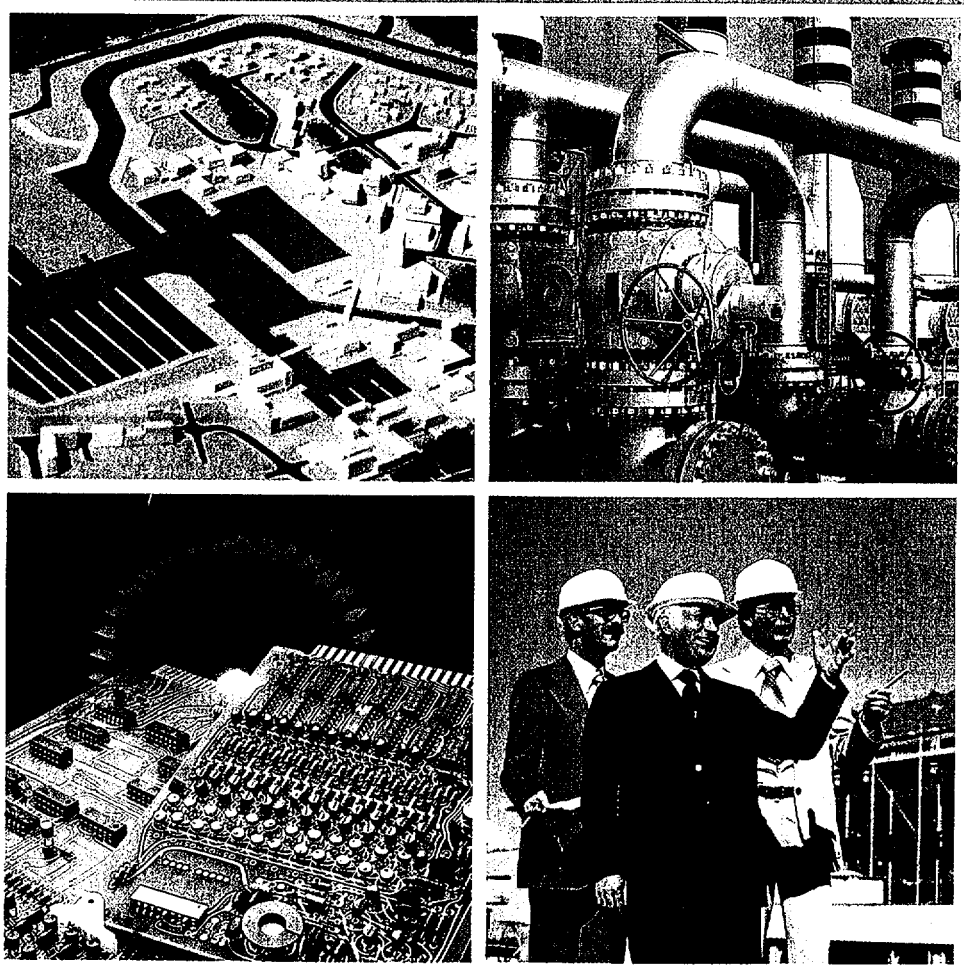
De plus, en tant qu'ensemblier ou entrepreneur général, il peut prendre en charge la réalisation complète d'un projet clé en main.



22077

Économie-Aménagement

Planifier l'avenir



 **INTER G**

L'ingénierie du dialogue



Dans un contexte concurrentiel particulièrement actif, INTER G, groupe international d'ingénierie, ne cesse depuis plus de 30 ans d'affirmer ses spécificités : indépendance financière, réalisme, sens du dialogue.

Le groupe se développe depuis son origine par autofinancement ; il dispose ainsi d'une totale autonomie d'action et de décision, garante de l'objectivité de ses conseils et de ses choix.

INTER G s'attache à établir avec l'ensemble de sa clientèle des rapports privilégiés fondés sur la permanence des échanges au plus haut niveau, sur la multiplicité de ses services, sur la disponibilité de ses hommes : il est le promoteur d'une véritable "ingénierie du dialogue". INTER G réunit au sein d'une structure souple et efficace, des hommes d'idées, également rompus aux contraintes du terrain. Ils savent, à ce titre, préconiser des solutions concrètes alliant le réalisme et l'imagination.

INTER G déploie son activité dans la plupart des pays du monde, dans les secteurs les plus variés et s'intéresse à tous les types de projet, du plus simple au plus complexe,

même s'il s'agit d'une réalisation inhabituelle requérant une forte capacité de créativité.

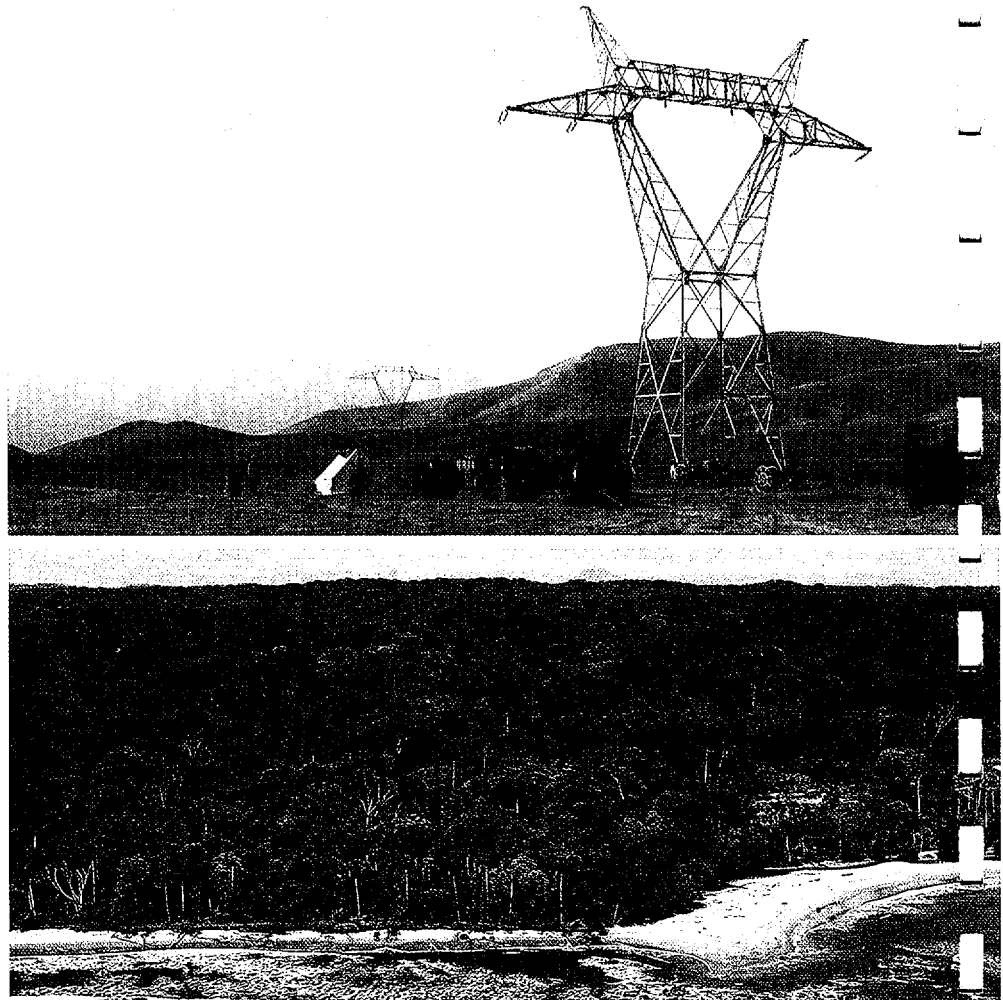
Le groupe INTER G est structuré en quatre grands départements qui sont autant d'unités d'ingénierie spécialisées agissant de façon autonome et complémentaire.

Le département ECONOMIE-AMÉNAGEMENT a la charge des études nécessaires à la bonne insertion des projets – quelles que soient leurs caractéristiques – dans leur environnement économique. Il peut intervenir au niveau d'un pays, d'une région, d'une branche industrielle comme à celui d'une réalisation ponctuelle.

Dans tous les cas, le département a su mettre au point des techniques originales et rigoureuses s'appuyant notamment sur des outils mathématiques et informatiques sophistiqués permettant d'intégrer la complexité du réel.

Il a su également profiter de tout l'acquis des autres départements du groupe pour fonder ses études économiques sur les bases techniques les plus solides.

Un champ d'intervention



L'implantation d'une usine ou d'un hôtel, la valorisation d'une façade maritime, la mise en évidence de richesses naturelles, l'électrification d'une région, autant de projets – parmi tant d'autres – qui nécessitent avant toute décision une analyse approfondie de paramètres nombreux et complexes.

Ces domaines, très diversifiés, constituent le champ d'intervention du département ECONOMIE-AMÉNAGEMENT d'INTER G et concernent plus particulièrement :

- les infrastructures de transport (ports, routes, voies ferrées, liaisons aériennes),
- les installations minières,
- les équipements énergétiques,
- les équipements agricoles et agro-alimentaires,

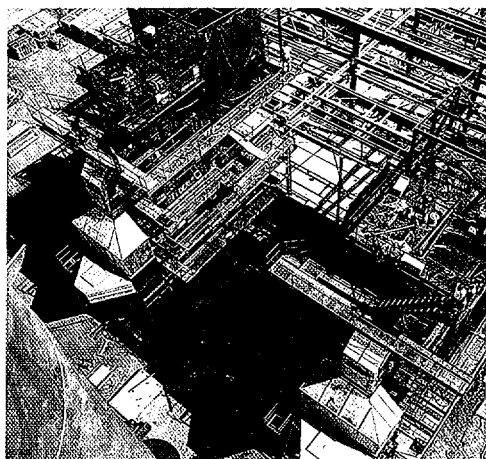
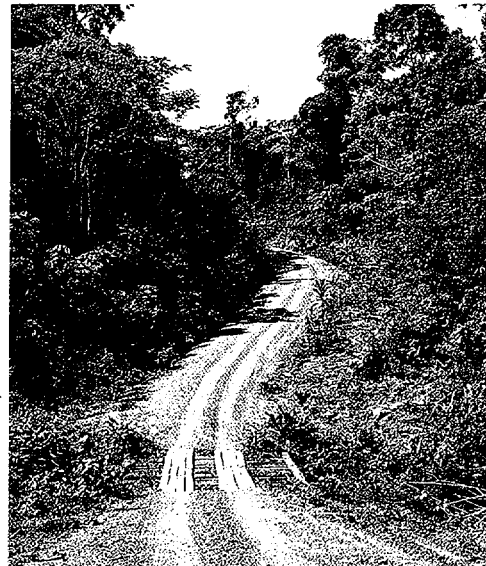
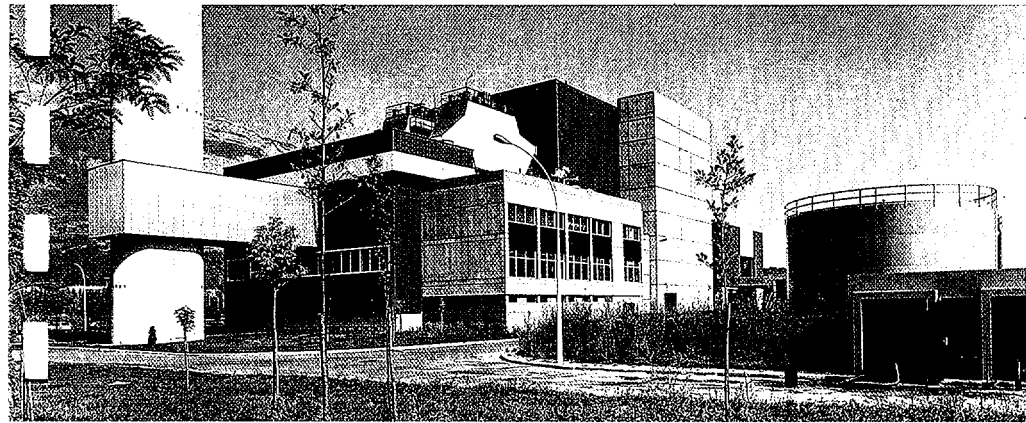
- les équipements hydrauliques,
- les installations industrielles,
- les équipements dépolluants,
- les projets touristiques et hôteliers,
- les équipements sanitaires, etc...

Selon la dimension du projet, son caractère sectoriel ou régional, le département met en place des procédures d'études spécifiques susceptibles d'être regroupées en trois grandes catégories.

Le développement d'une région

Le département effectue toute étude visant à mettre en évidence les potentialités d'une région à partir de différents scénarios de développement. Chaque scénario s'a

on multidimensionnel



Alain Denis

... que sur des hypothèses de travail concernant :
... les différents projets moteurs, les grands
facteurs de développement, les différents
systèmes d'infrastructures, l'aménagement
des zones urbaines, les estimations des be-
soins en équipements, les financements,
etc...

Ces informations sont "modélisées" et
ces modèles optimisés afin de permettre
le meilleur choix possible en fonction des
critères retenus et des financements dispo-
nibles.

Le développement d'une branche industrielle

Dans le cadre de la planification gé-

... rale d'un pays, il est indispensable de définir
les branches d'activité dont le développe-
ment est prioritaire.

Cette démarche requiert la mise en
évidence de certains éléments spécifiques :
les grandes catégories de projets à mettre
en œuvre, le développement géographique
de la branche et sa planification, les projets
à développer, etc... ; elle demande à la fois
rigueur dans l'approche économique et
précision dans la définition des projets in-
dustriels et agricoles : des qualités familières
au groupe INTER G.

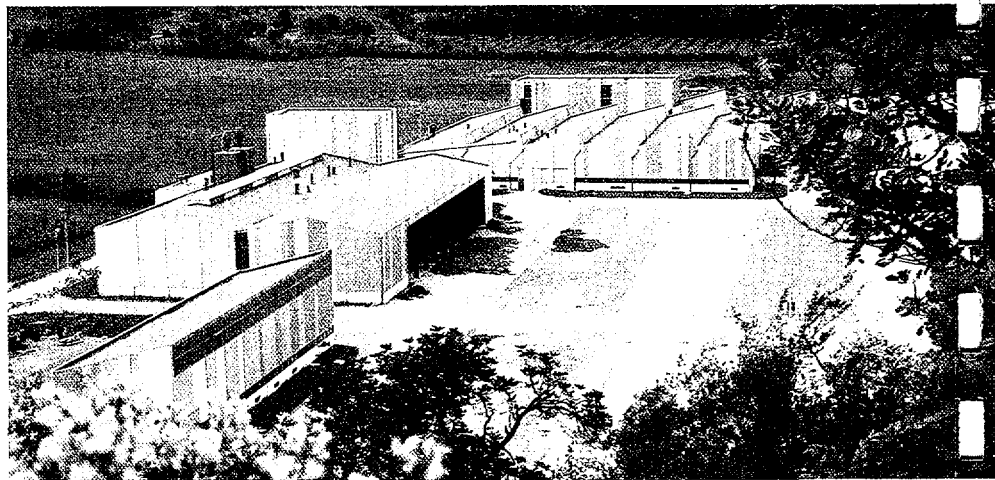
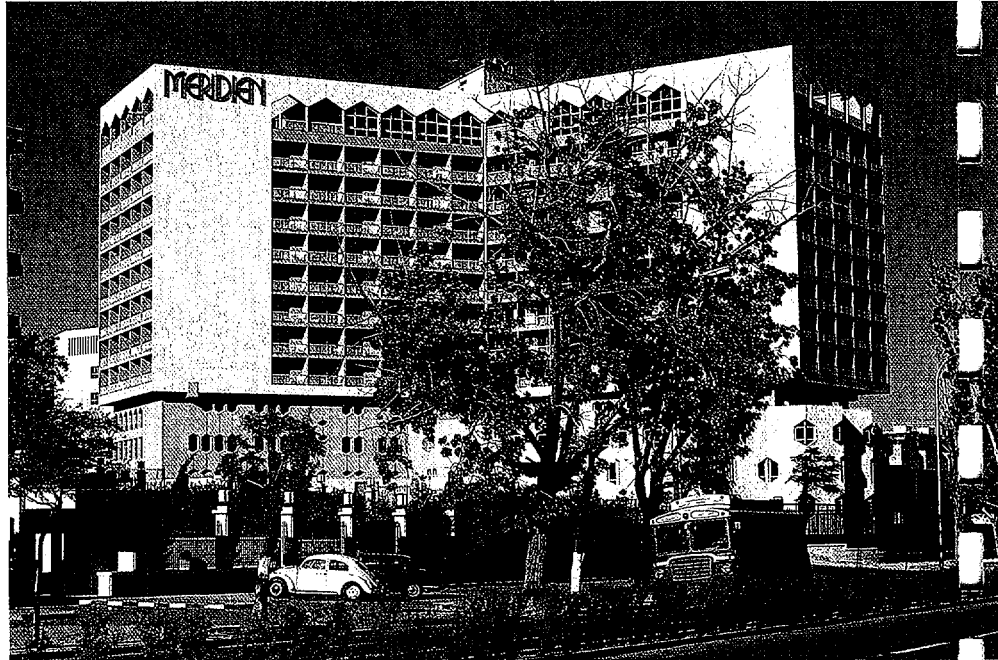
La définition d'un projet ponctuel

La définition et la rentabilité d'un projet,

c'est-à-dire sa "factibilité" comporte de façon
classique : l'étude du marché ou des besoins,
le dimensionnement optimum du projet,
sa localisation, le calcul de sa rentabilité
économique, son analyse financière, la mise
en place d'un système de tarification (s'il
s'agit d'un établissement public).

Mais l'étude de chaque type de projet
s'appuie sur des techniques propres, parfois
originales, mises au point dans le départe-
ment au cours d'une longue pratique et en-
richie par la maîtrise et par l'acquis techno-
logique de l'ensemble du groupe INTER G.

Le réalisme, facteur de



Un projet peut être séduisant, mais il est inutile s'il n'est pas finançable.

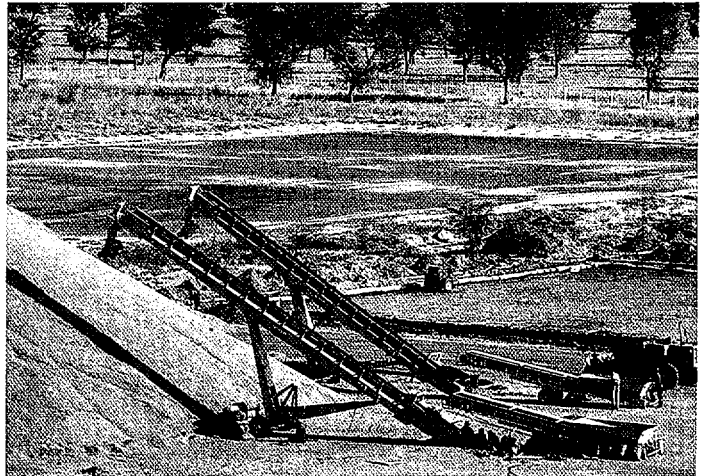
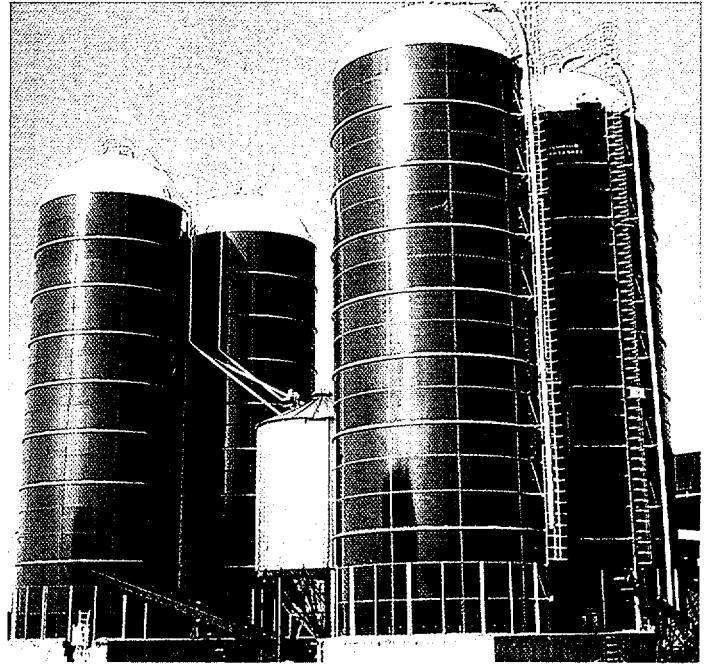
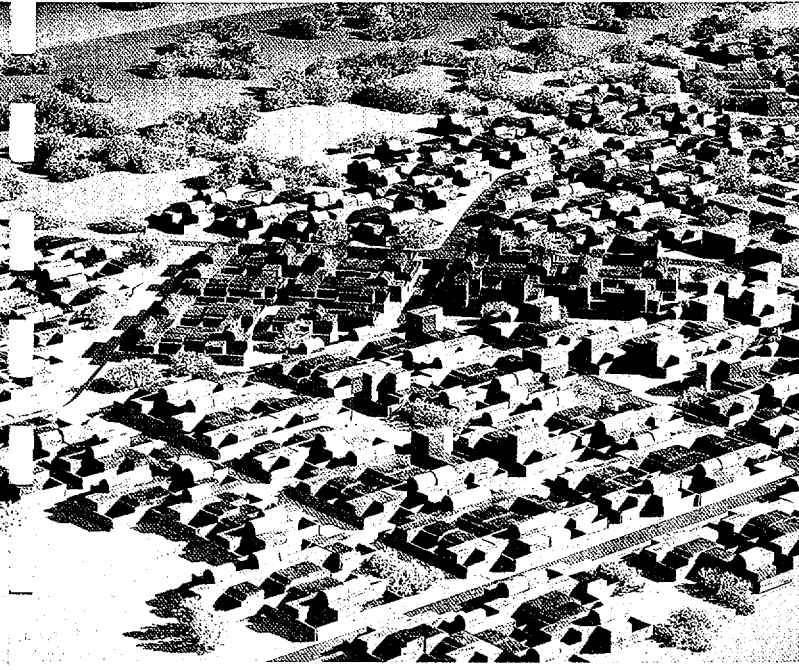
Un projet peut être bien conçu, mais il reste fragile tant que toutes les conditions permettant son bon fonctionnement au plan de l'exploitation, de la maintenance ou de la formation professionnelle ne sont pas réunies.

De la conception à la réalisation, le département ECONOMIE-AMÉNAGEMENT d'INTER G privilégie toujours le

réalisme en intégrant toutes les contraintes comme autant de données de base.

Dans chaque cas, il identifie et analyse les sources possibles de financement, qu'il s'agisse de la mise en place du capital, de financements internationaux, de crédits à l'exportation, de crédits à court ou moyen terme ou de toute autre solution. Il peut assurer lui-même le montage du crédit ou assurer la coordination entre les différents bailleurs de fonds (organismes internationaux tels que B.I.R.D., F.E.D., F.A.C.,

réussite



Pictor International

(A.D., K.F.A.E.D., etc). L'indépendance financière d'INTER G et sa compétence, fondée sur la puissante synergie des départements spécialisés du groupe, constituent les importants facteurs de crédibilité auprès de ses différents partenaires.

Cette volonté de réalisme se traduit dans les chiffres puisque la grande majorité des projets étudiés par INTER G sont effectivement réalisés, même si en cours d'étude des modifications plus ou moins importantes sont apportées à l'idée initiale.

Dans le même esprit, INTER G a été amené à étendre ses prestations au-delà de l'étude pour se projeter dans la réalité de l'avenir : le projet est réalisable, le projet est rentable, mais comment va-t-il vivre concrètement ?

A ce stade, INTER G intervient, à la carte, en fonction des besoins. Il peut assurer la planification d'ensembles complexes, la formation professionnelle des hommes, l'assistance à l'exploitation et à la maintenance des installations, l'assistance à la

commercialisation des produits, la mise en place de systèmes de compensation, et toute autre tâche nécessaire au bon fonctionnement du projet conçu et réalisé par le groupe.

L'étendue et la qualité de ses services témoignent de la profonde implication d'INTER G dans chacun de ses projets.

La synergie des compo



Les hommes qui interviennent au sein du département ECONOMIE-AMÉNAGEMENT sont des spécialistes venant de tous les horizons technologiques. Ils sont ingénieurs dans différentes disciplines, économistes, financiers, sociologues, urbanistes ou chercheurs. Ils collaborent au sein de chaque projet dans un vaste échange pluridisciplinaire. Le département fait appel, dans certains cas, à des experts de renom maîtrisant parfaitement des domaines extrêmement spécialisés.

Mais ces hommes ne sont pas prisonniers de leurs dossiers. Ils se déplacent sans cesse pour prendre la mesure des problèmes de terrain qui échappent toujours aux approches purement théoriques.

Dans leur réflexion, ils s'appuient sur des outils mathématiques et informatique très élaborés qui dégagent leur esprit de calculs subalternes et leur permettent de consacrer toute leur intelligence à l'analyse et à la créativité.

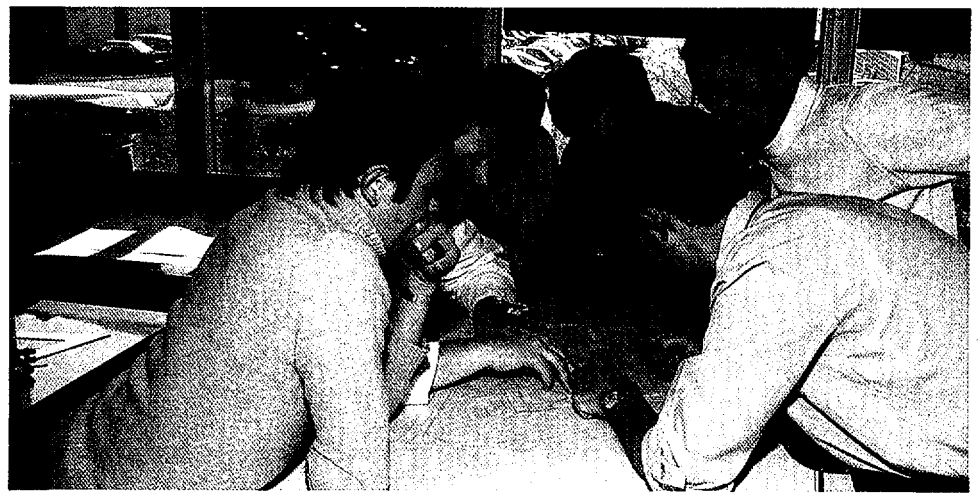
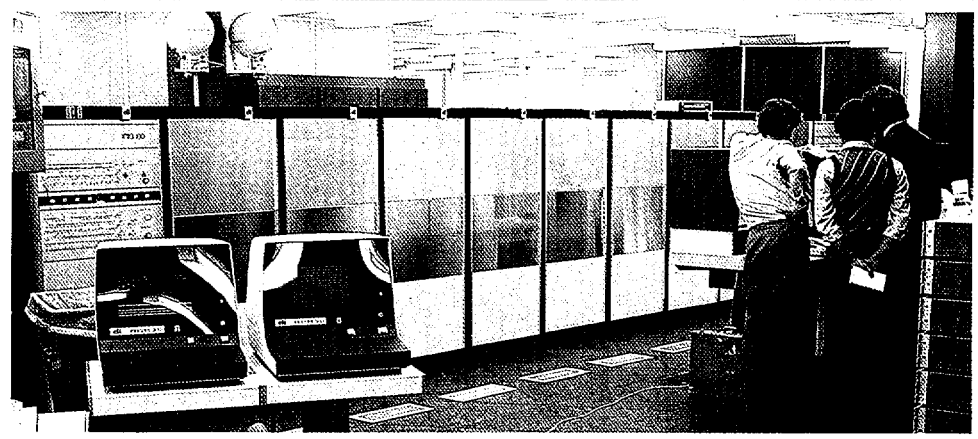
tences



Ces outils intègrent un grand nombre de paramètres de base liés à un marché, à une région, à une activité particulière. En relation avec les grands organismes internationaux, tous les éléments d'un problème peuvent être mémorisés en terme d'évolution de coût de matière première, d'inflation, de taux de change, de statistiques douanières, de valeur ajoutée nationale, etc...

Pour des projets répétitifs (dimensionnement d'une infrastructure portuaire, définition d'une unité industrielle,...), le département dispose de modèles standards permettant d'apporter, dans les meilleurs délais et au meilleur coût, des éléments de décision clairs et précis. Pour des projets plus particuliers (programme d'électrification rurale, modèle de développement régional, etc...) certains modèles originaux très sophistiqués mis au point dans le département constituent un apport fondamental.

Pour INTER G, cette synergie des compétences entre des hommes d'horizons différents et la maîtrise d'outils puissants, ont des atouts décisifs pour l'avenir.



Préparer le futur

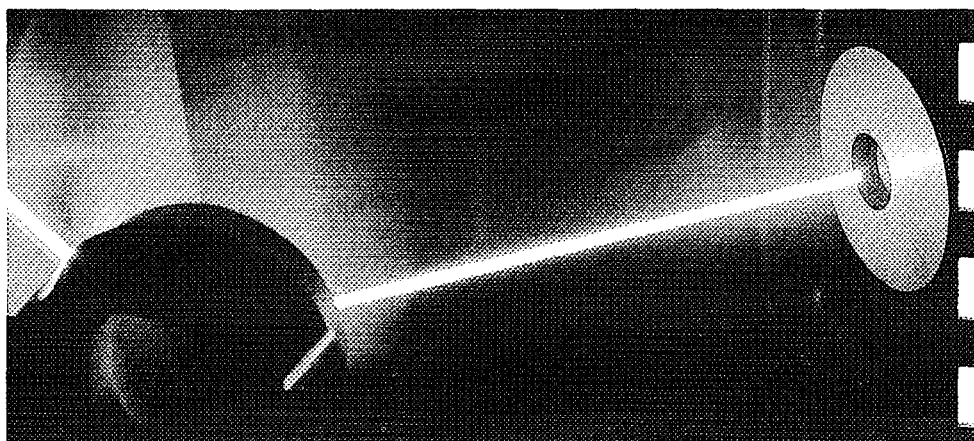
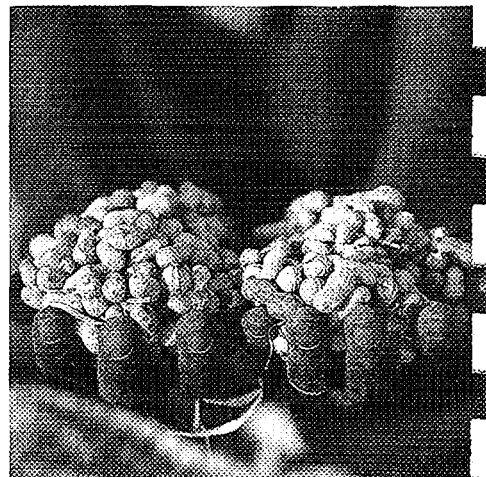
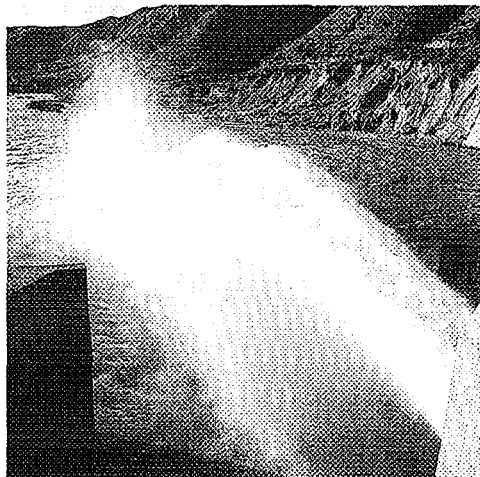


Image Bank

Le monde s'accélère, la compétition grandit, les données de base nécessaires à toute décision deviennent de plus en plus nombreuses, leur interaction de plus en plus complexe.

L'implantation d'une usine implique, à terme, des conséquences macro-économiques. Inversement, le développement d'une région présente des prolongements micro-économiques.

Plus que jamais, le décideur doit être efficacement éclairé.

Fournir cette information indispensable, est l'une des principales vocations d'INTER G. Son département ECONOMIE-AMÉNAGEMENT intègre tous les facteurs caractéristiques d'un projet. Leurs variations contrôlées permettent de réaliser pratiquement toutes les configurations possibles et de déduire les conséquences techniques,

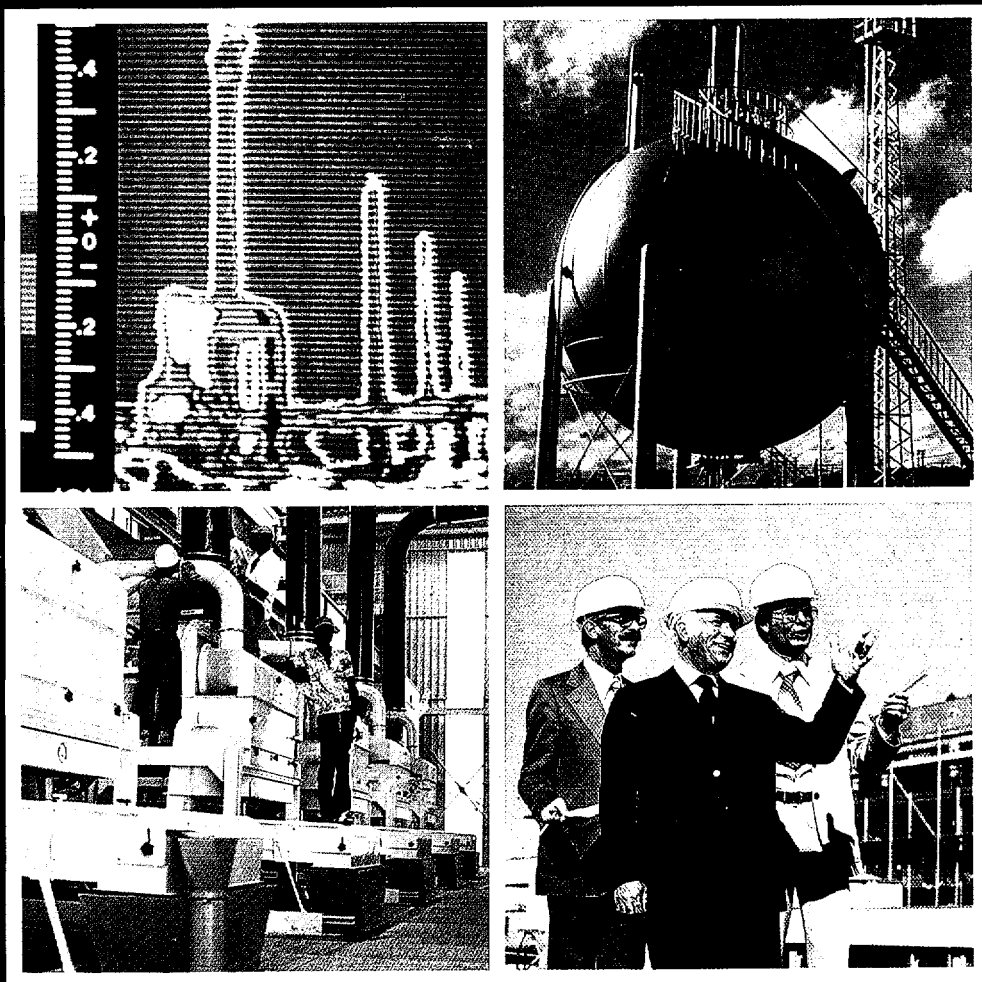
économiques ou financières de chacune d'elles.

L'apport du département ne se limite d'ailleurs pas à la définition de projets trac tionnels. De plus en plus, grâce à l'impec tance des données internationales accumulées, il devient possible d'explorer de nouveaux domaines et de permettre à l'investisseur de précéder l'événement.

Dans tous les cas, le Maître d'Ouvrage dispose, avec INTER G, d'un partenaire efficace lui offrant :

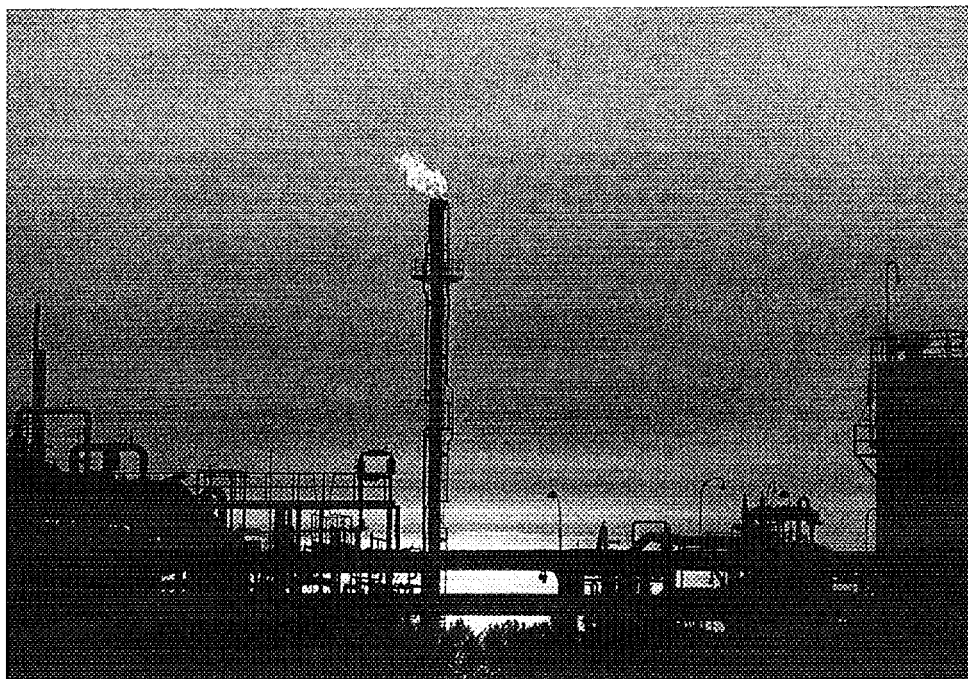
- un interlocuteur unique et compétent,
- la potentialité d'un groupe indépendant et objectif,
- des unités spécialisées autonomes et complémentaires disponibles en permanence.
- une équipe d'hommes motivés et responsables connaissant les réalités du terrain,
- une prise en charge totale du projet dans toutes ses implications.

“Industrie” Ouvrir les frontières



 **INTERG**

L'ingénierie du dialogue



Elf Aquitaine Gobalder

Dans un contexte concurrentiel particulièrement actif, INTER G groupe international d'ingénierie, ne cesse, depuis plus de trente ans, d'affirmer ses spécificités : indépendance financière, goût du concret, sens du dialogue.

Le groupe se développe depuis son origine par autofinancement ; il dispose ainsi d'une totale autonomie d'action et de décision, garante de l'objectivité de ses conseils et de ses choix.

INTER G s'attache à établir avec l'ensemble de sa clientèle des rapports privilégiés fondés sur la permanence des échanges au plus haut niveau, sur la multiplicité de ses services, sur la disponibilité de ses hommes : il est le promoteur d'une véritable "ingénierie du dialogue". INTER G réunit au sein d'une structure souple et efficace, des hommes d'idées, également rompus aux contraintes du terrain. Ils savent, à ce titre, préconiser des solutions concrètes alliant le réalisme et l'imagination.

L'activité d'INTER G se déploie dans la plupart des pays du monde, dans les secteurs d'activité les plus variés et s'intéresse à tous les types de projets, du plus simple au plus complexe, même s'il s'agit d'une réali-

sation inhabituelle requérant une forte capacité de créativité.

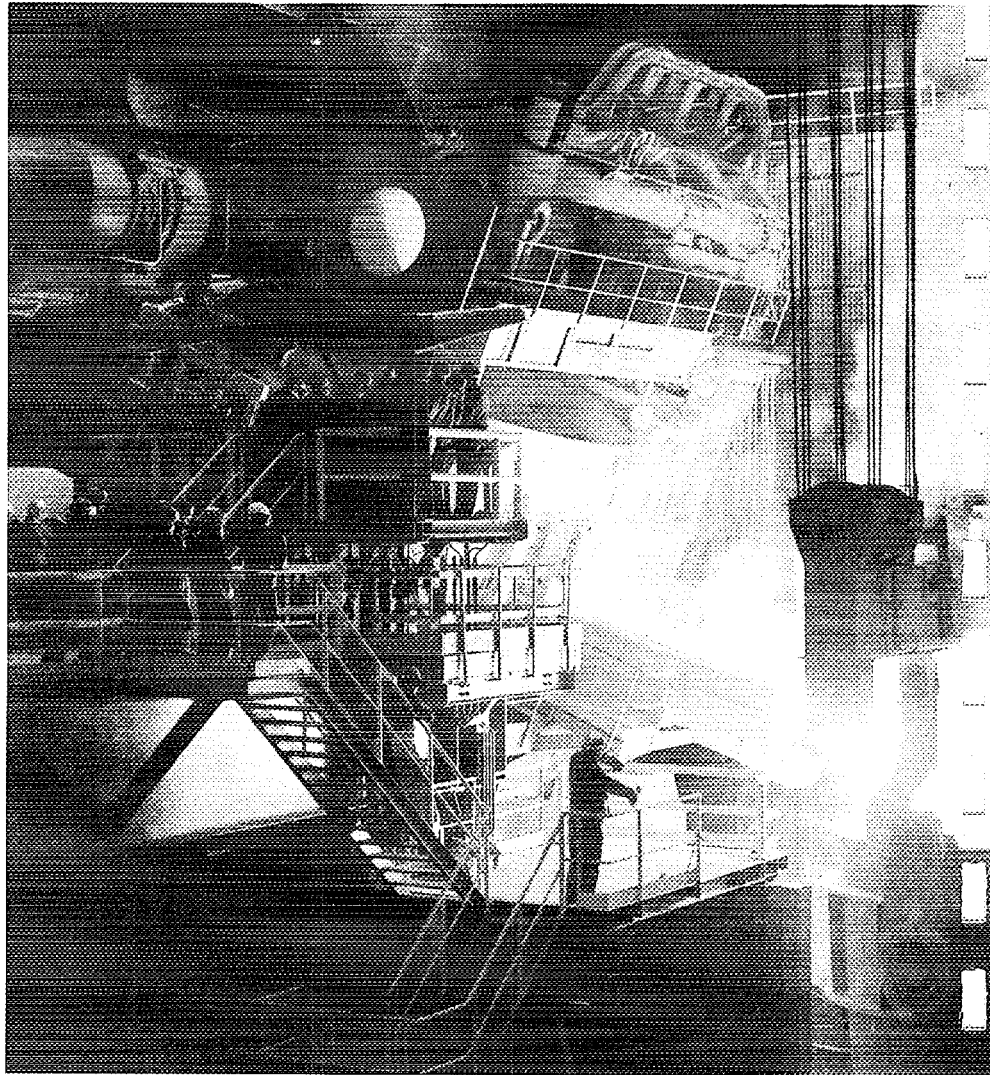
Le groupe INTER G est structuré en départements qui sont des unités d'ingénierie spécialisées agissant de façon autonome et complémentaire.

Le département INDUSTRIE est né du regroupement, opéré il y a quelques années, de plusieurs activités d'INTER G. La nécessité de répondre à des demandes de plus en plus fréquentes issues de secteurs très spécialisés avait en effet bien mis en lumière l'intérêt d'une unité technologique polyvalente.

La "mise en commun des compétences" assure ainsi une plus grande souplesse d'intervention et une diversification réelle et efficace.

Aujourd'hui, le département INDUSTRIE est implanté dans de très nombreux secteurs. Mais sa présence est particulièrement active dans les domaines où, soit pour des raisons historiques, soit par volonté stratégique, son savoir-faire et son avance technologique constituent des atouts majeurs : industries lourdes, mécanique et unités de production industrielle, utilités et manutention, pétrochimie, agro-alimentaire.

Les industries lourdes



L'intervention d'INTERG dans la construction de l'usine de Noyelles-Godault pour PENARROYA, dans la réalisation de l'usine de Denain pour USINOR ainsi que son importante participation au programme d'UGINE ACIERS à Fos-sur-Mer au début des années 70 a contribué au développement de l'activité "industries lourdes" du groupe.

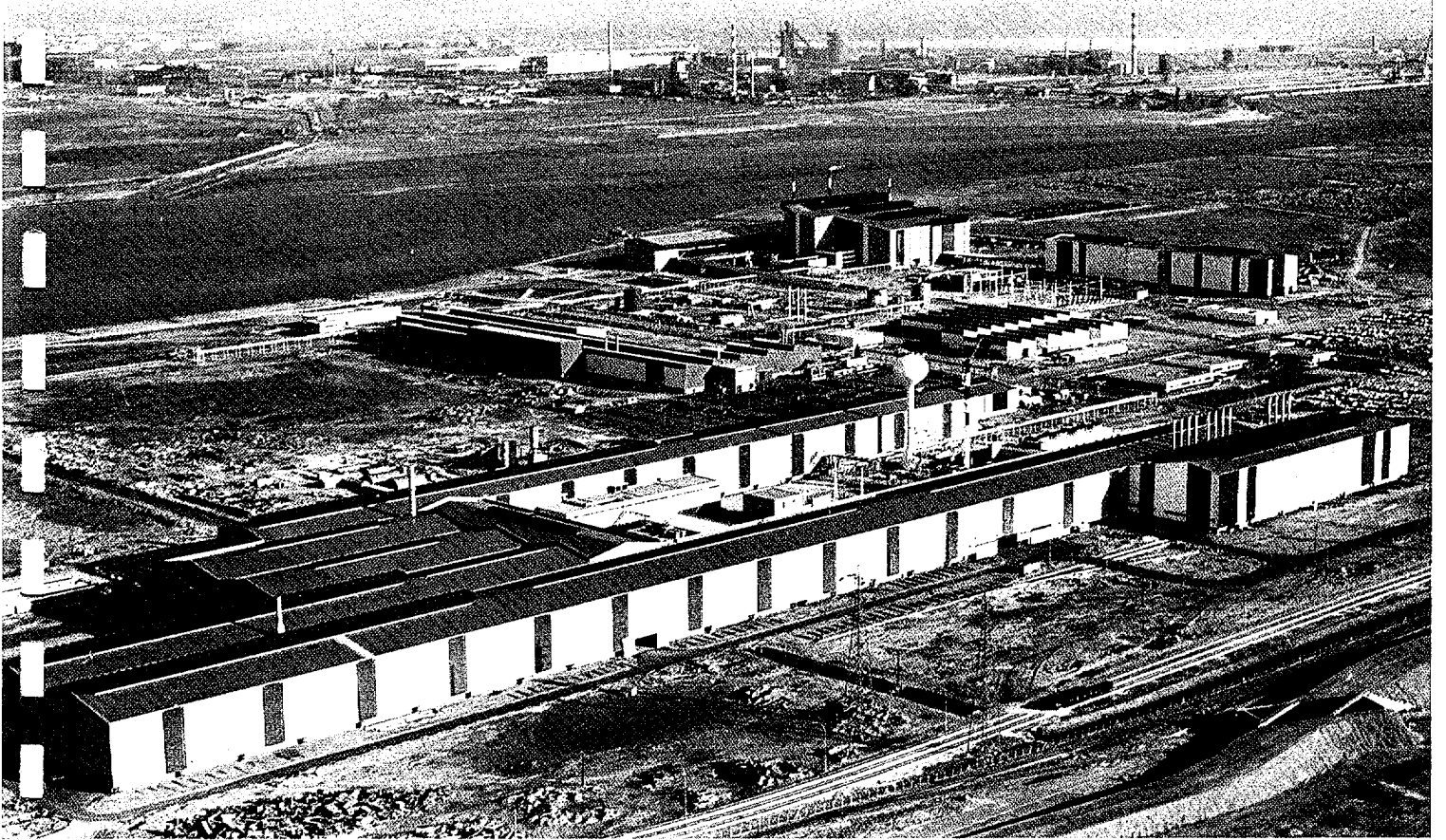
L'expérience acquise lors de la réalisation de ces grands projets permet à INTERG d'intervenir dans les secteurs sidérurgiques, métallurgiques, manutention lourde et activités complémentaires.

INTERG établit toutes les études de

base et de détail nécessaires à la construction de l'installation dont il a la charge et en assure la maîtrise d'œuvre.

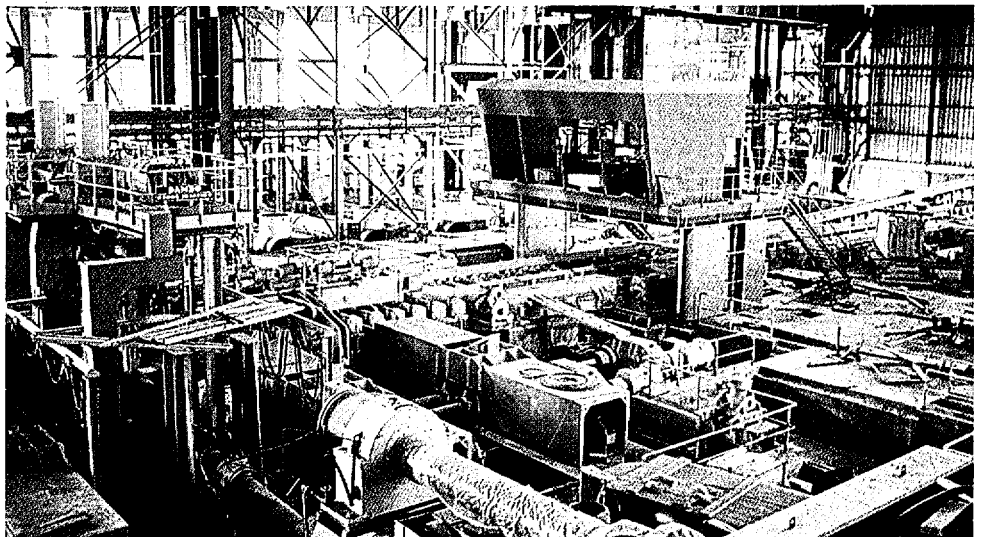
Dans le domaine nucléaire, INTERG a participé à de nombreuses réalisations intéressantes l'extraction du minerai.

Dans le cadre de toutes ces opérations, INTERG assure l'ingénierie complète c'est-à-dire, les études techniques du projet et le transport, le montage et la mise en route, ce qui implique quelquefois, compte tenu de la taille des équipements, des moyens d'intervention exceptionnels. INTERG assure également la coordination générale des différents corps de métier

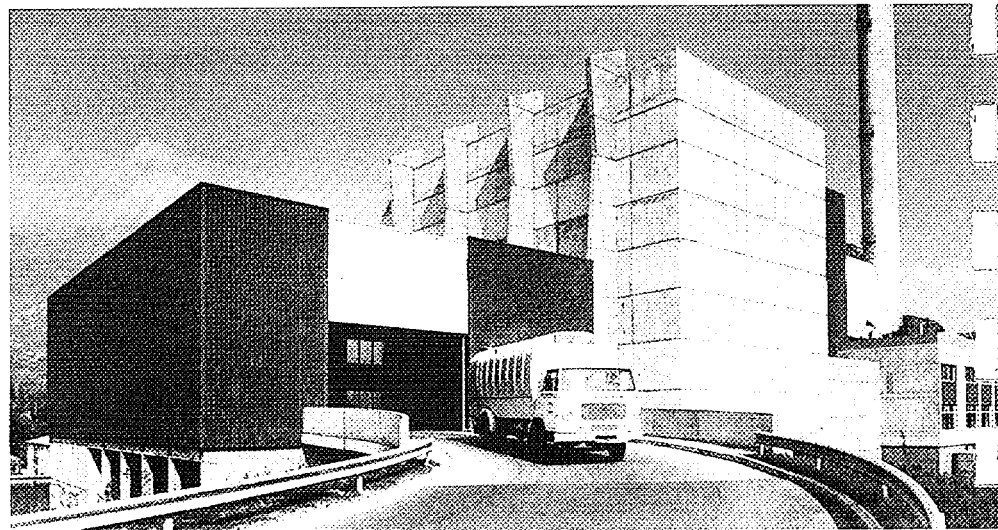
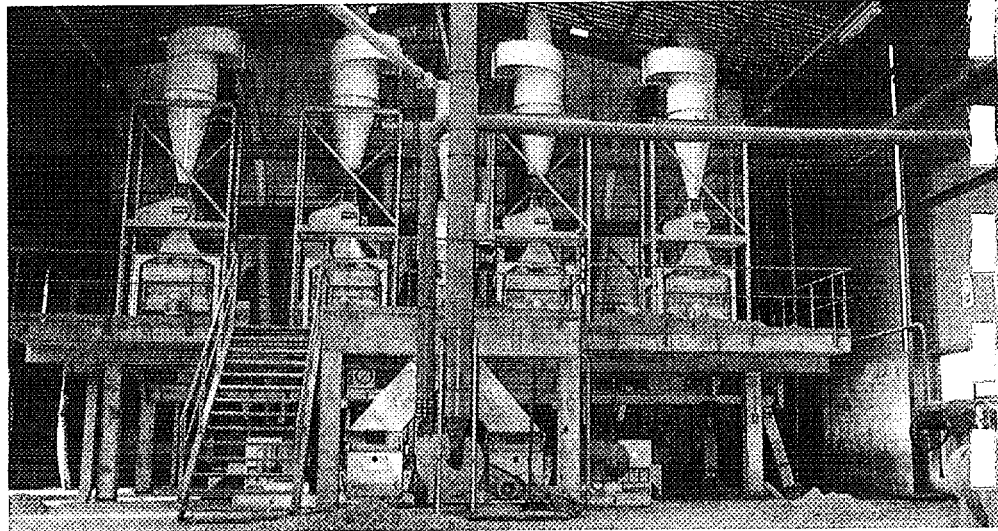


— in de garantir la bonne exécution des travaux dans le strict respect des délais et du budget.

— Par sa parfaite maîtrise des contraintes techniques, financières, administratives et humaines INTERG apporte les garanties indispensables à la pleine réussite des réalisations qui lui sont confiées.



La mécanique et les unités



La "mécanique", machines outils et moyens de production a constitué l'activité initiale du département INDUSTRIE. La qualité du savoir-faire mis en œuvre par INTERG dans ce domaine a naturellement conduit le groupe à élargir son champ d'intervention jusqu'à la création d'ateliers et d'unités de production industrielles.

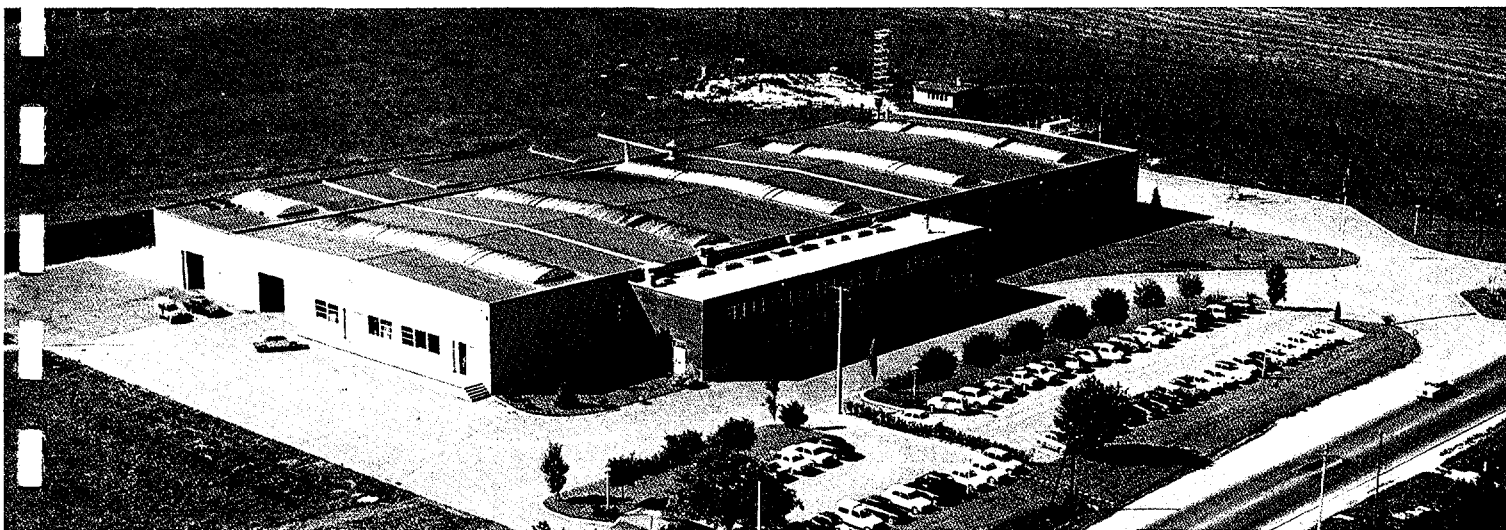
Aujourd'hui, le département offre un véritable service complet – de la conception de l'unité jusqu'au "produit en main" – dans des secteurs très variés : machine-outil bien sûr, mais aussi automobile, aéronautique, industrie mécanique, industrie du liège et du bois, verrerie, menuiserie métallique, conditionnement de tous produits.

Ces prestations couvrent la conception de l'unité, des outillages nécessaires, la mise en œuvre du procédé, les essais et la mise en route, l'assistance à l'exploitation, la formation du personnel...

Pour répondre aux questions essentielles que pose le développement industriel, INTERG s'est intéressé aux techniques les plus récentes, comme la robotique pour faire face aux besoins actuels de ce marché auprès de sociétés souhaitant consolider leur compétitivité.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de production, INTERG a développé parallèlement la synergie entre la productivité

Unités de production industrielle



et les autres activités de l'entreprise.

La restructuration d'unités

INTER G déploie également une activité importante dans le secteur de la restructuration d'usines existantes. Le groupe est ainsi amené à repenser l'organisation des unités de production dans le cadre d'une fabrication et d'une gestion optimisées. Il intervient soit globalement à l'échelle de l'unité elle-même, soit à des niveaux plus ponctuels : ateliers, stockage, magasinage, services généraux, bureaux d'études, services des méthodes et comptabilité industrielle, etc.

Les machines spéciales

Sa parfaite connaissance des machines outils a permis à INTER G d'intégrer les acquis de la robotique et de mettre au point des machines spéciales permettant l'usinage de matériel sophistiqué et requérant une très grande précision, en particulier dans le domaine de l'aéronautique.

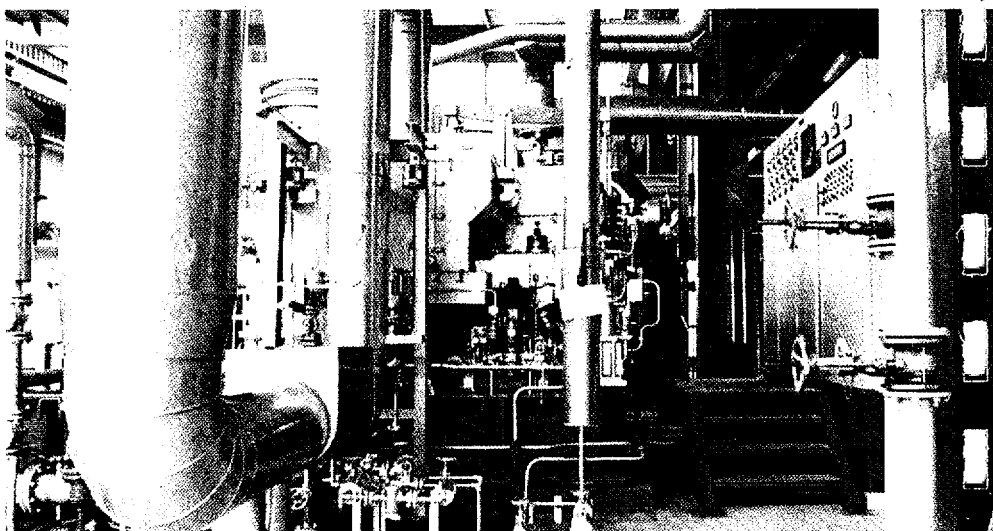
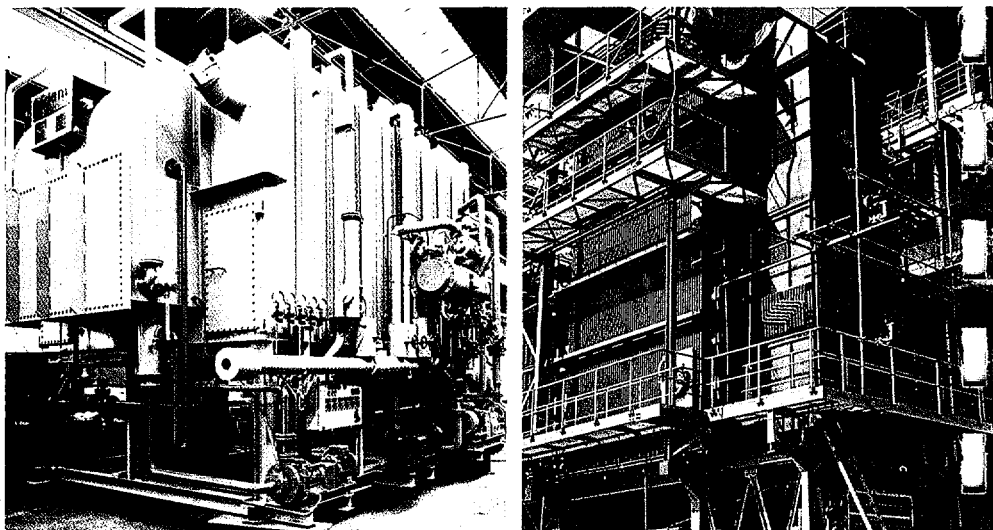
La formation du personnel et l'assistance à l'exploitation

INTER G peut encore prolonger son

action... A partir de l'organigramme communiqué par son client, et de la définition du profil des postes, INTER G se charge de la formation du personnel d'encadrement.

Le groupe assure également une assistance à l'exploitation pendant toute la durée de mise en production de l'installation. De la conception jusqu'à la formation du personnel, à chaque étape, INTER G met tout en œuvre pour assurer le fonctionnement de l'unité dans les meilleures conditions d'efficacité et de rentabilité.

Les utilités et les manuels



Les liaisons interfaces et les utilités

Aussi bien en sidérurgie qu'en pétrochimie, INTER G possède une grande expérience dans le domaine des liaisons entre les limites de batteries des différentes unités de production ou de montage. Ces liaisons concernent essentiellement la production et la distribution des utilités (vapeur, eau surchauffée, oxygène, air comprimé, eaux industrielles et sanitaires, protection incendie, ventilation, climatisation).

Dans certains complexes, INTER G a été conduit à étudier la production et la distribution de réseaux autonomes d'énergie

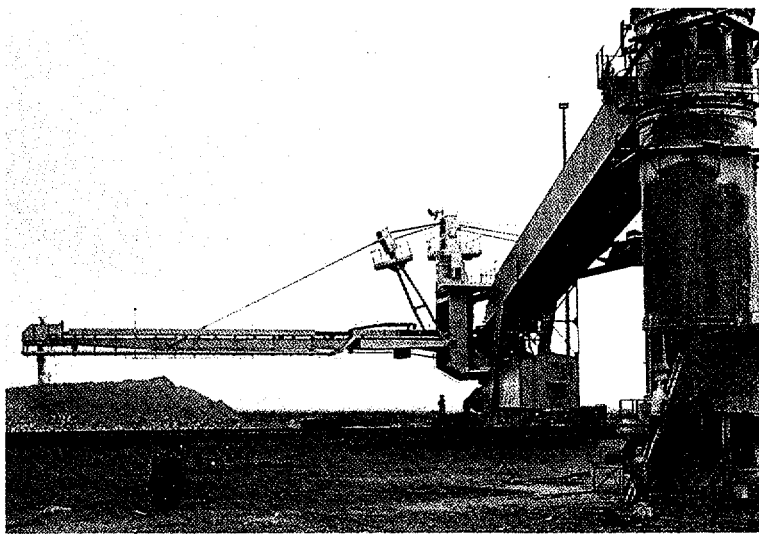
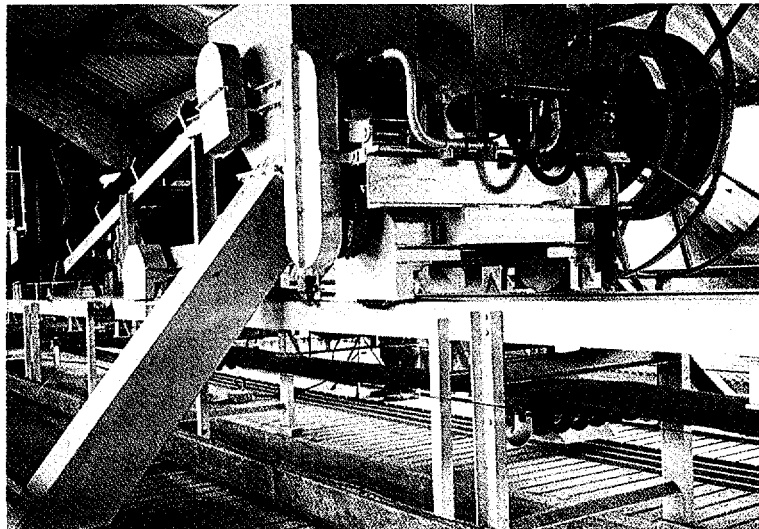
électrique.

Les activités d'INTER G en ce domaine incluent très souvent les traitements de eaux (dessalement, chloration, déminéralisation) et les effluents de toutes natures.

La définition des besoins énergétiques et les conditions internes et externes de fonctionnement et d'exploitation font également partie des prestations d'INTER G. Cette procédure permet d'optimiser les solutions et le choix des équipements.

Pour mener à bien ces tâches, INTER G fait appel à la C.A.O. (Conception Assistée par Ordinateur) et aux nombreuses possibilités offertes par l'informatique.

entions



Les manutentions et stockages

L'expérience et la notoriété acquises placent INTER G au premier rang des sociétés mondiales. Le savoir-faire du groupe est particulièrement apprécié dans la manutention des engrais, secteur dans lequel il s'est imposé par l'originalité de ses techniques, caractérisées notamment par une automatisation élevée (*) tant en ce qui concerne les stockages que le conditionnement et les modes d'expédition.

INTER G s'est attaché à trouver des solutions aux problèmes des nuisances particulièrement aigus dans ce domaine.

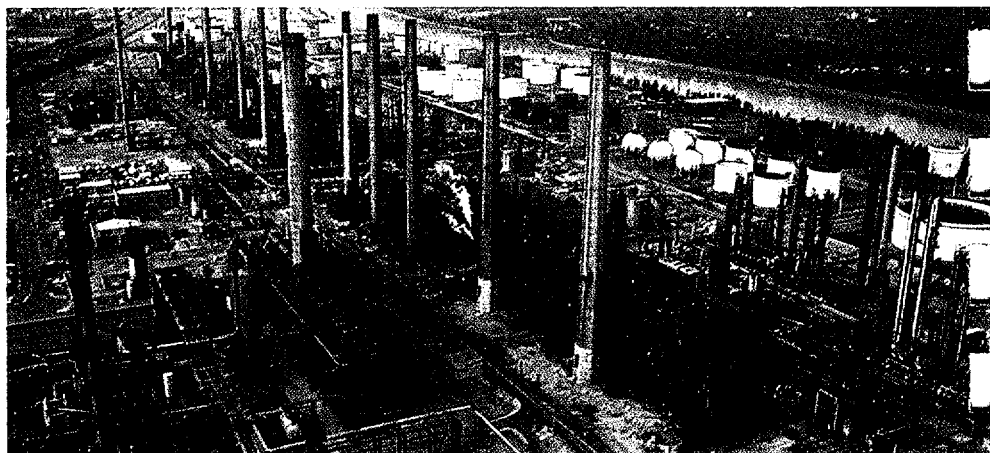
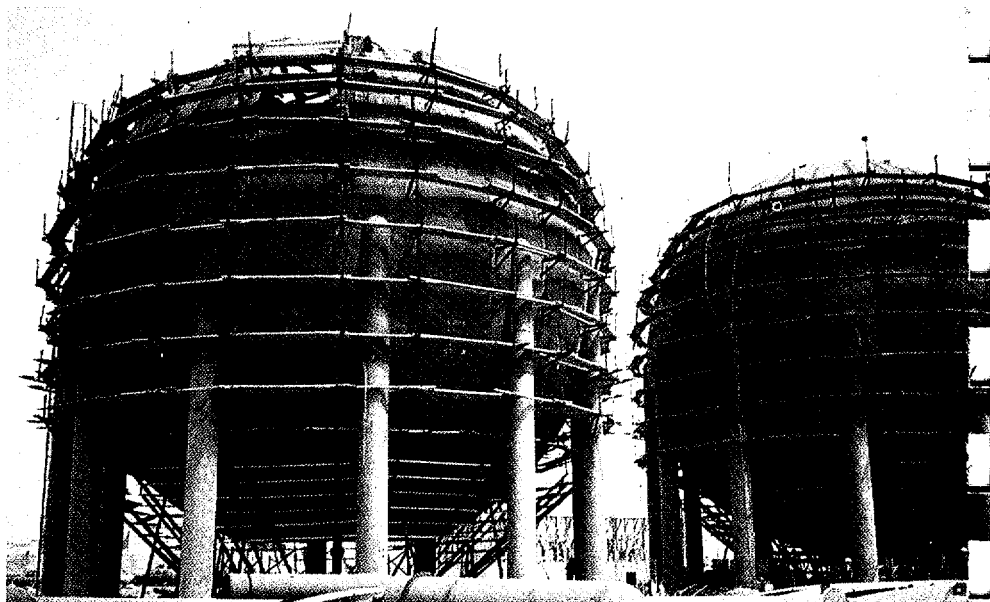
Son activité englobe également d'autres produits (matière d'origine minérale, coke de pétrole, soufre, sel, etc.).

Son expérience et sa connaissance des différents produits lui permet de traiter chacun d'entre-eux de la manière la mieux adaptée.

Dans le cadre d'importants complexes pétro-chimiques dans les pays de l'Est, en Afrique et au Moyen-Orient, INTER G s'est associé avec les plus grands groupes internationaux européens et américains.

(*) Des éléments de ces automatismes font l'objet de brevets.

La pétrochimie



La pétrochimie est un secteur vaste et complexe dans lequel on ne peut s'implanter efficacement qu'au travers de choix stratégiques précis. Pour sa part, INTERG ne s'est intéressé jusqu'à présent qu'aux unités moyennes, non conventionnelles et non répétitives, en particulier les unités nécessitant une mise au point de process.

Ainsi, dans ce domaine, l'activité d'INTERG se déploie suivant quelques grands axes bien définis.

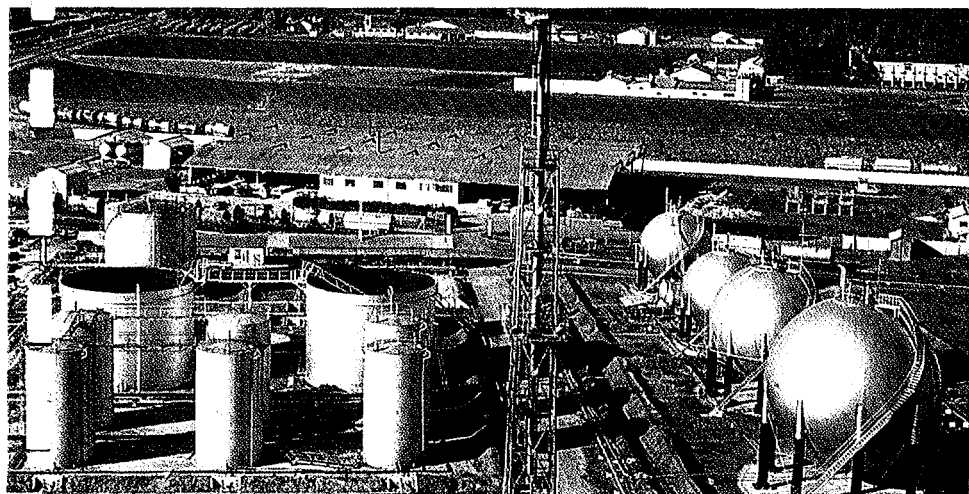
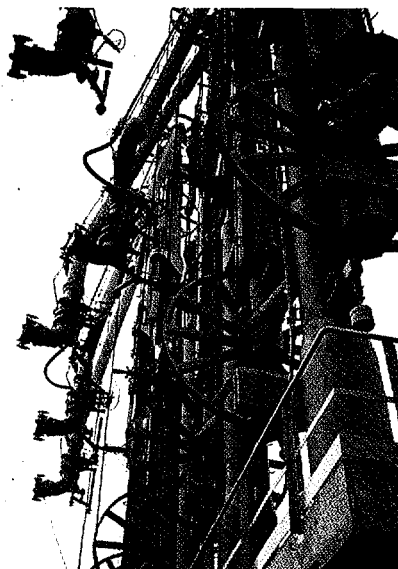
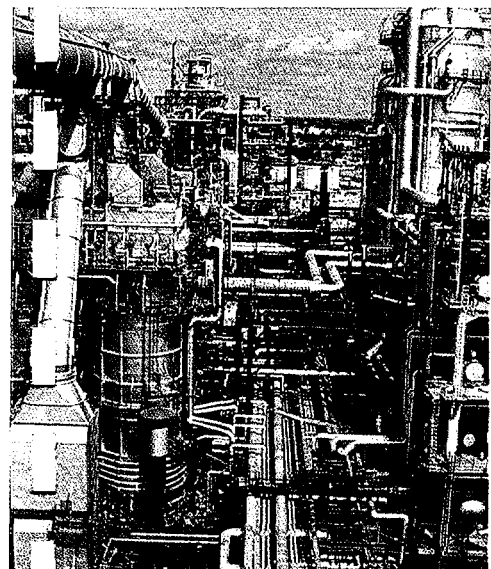
Des champs d'activités sélectionnés

A partir de renseignements fournis par la société cliente, INTERG bâtit des

modèles mathématiques. Simulation et optimisation permettront d'obtenir des résultats fiables qui seront, par la suite, extrapolés à une plus grande échelle (scale up).

INTERG intervient au niveau de la transformation des produits (polymère, gaz, pétrole, ammoniac) qui représentent pour l'avenir un marché de moindre risque.

Dans les domaines des off-sites, INTERG est également organisé pour traiter les problèmes de stockage de brut, de produits raffinés et de gaz liquéfiés avec toutes les liaisons correspondantes. En aval de ces installations, INTERG réalise les terminaux portuaires pour le déchargement du brut à grands débits et avitaille-



Elf Aquitaine photos Gobalder

ent des tankers et super tankers en tout produit.

Dans ces domaines, le groupe apporte une prestation complète allant des études aux opérations en main.

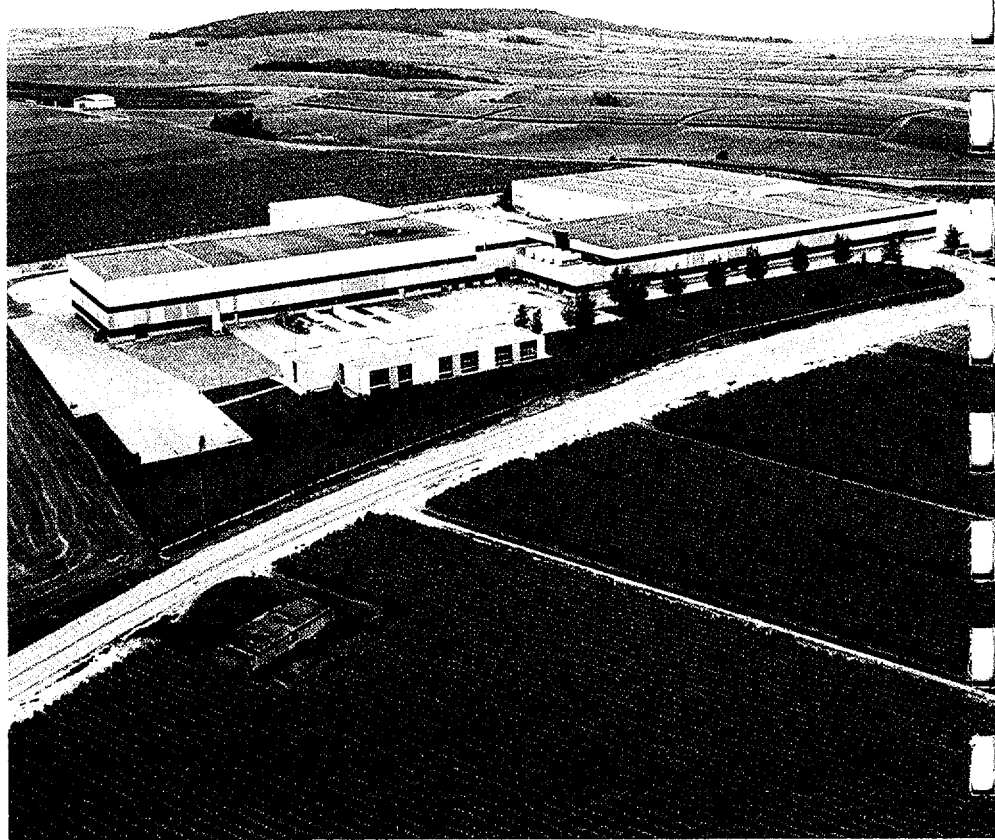
Les liaisons interfaces et les utilités dans les raffineries requièrent un haut niveau de compétence technique et une grande rigueur, compte tenu des risques particuliers liés à la nature même des produits concernés. C'est pourquoi, INTERG s'attache à réaliser, à tous les niveaux l'intégration la plus parfaite de ses propres équipes à celles de la raffinerie.

Les équipes d'INTERG sont d'ailleurs constituées autour d'un noyau d'ingé-

nieurs pétroliers spécialisés possédant la parfaite connaissance des normes françaises et internationales et apportant toutes les garanties d'expérience et de savoir-faire.

Dans le contexte pétrolier actuel, toute prévision revêt un caractère aléatoire, mais la sagesse économique a conduit INTERG à diversifier largement ses activités et à renforcer sa présence dans le domaine de la transformation des produits qui constitue un des secteurs porteurs de cette industrie.

Le secteur agro-alimentaire



Le problème de l'implantation d'une industrie agro-alimentaire dans un pays donné peut se poser de différentes façons et mettre ainsi en jeu des procédures diverses.

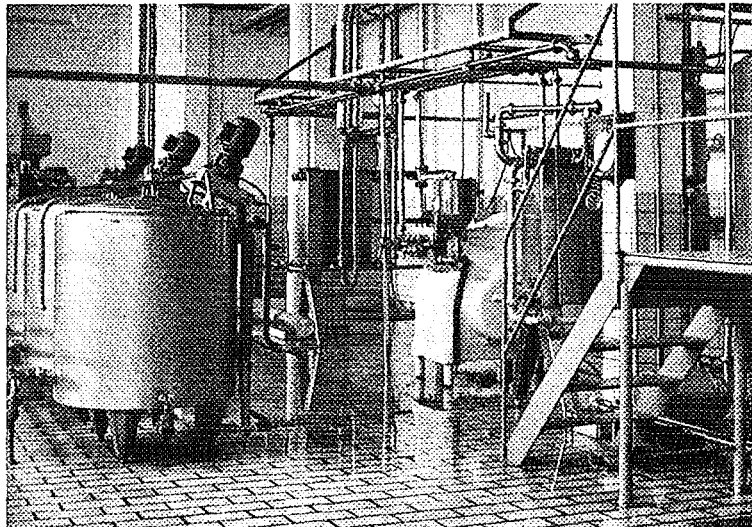
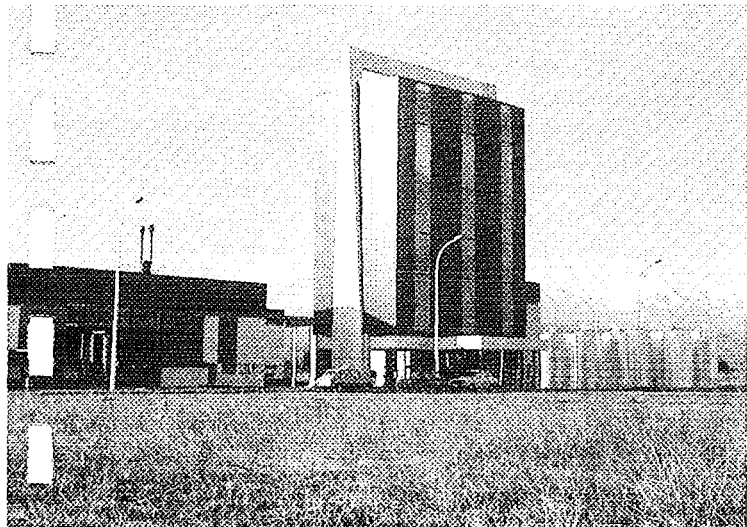
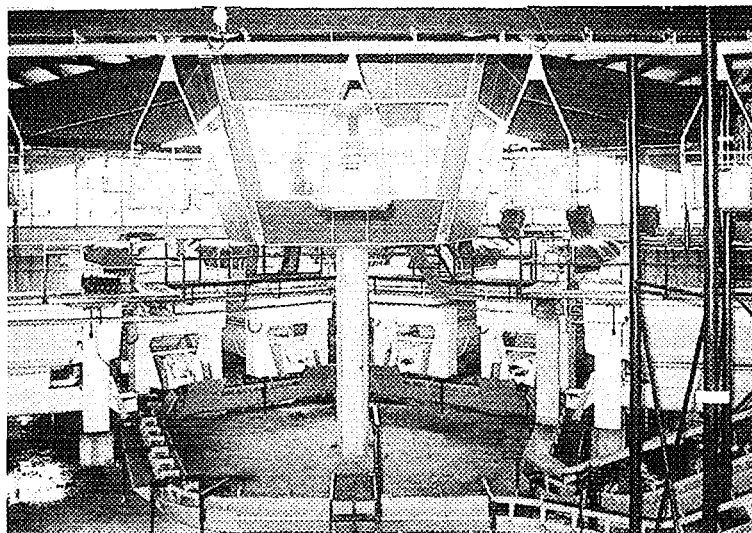
Lorsqu'il existe déjà une production agricole, il convient d'étudier sous quelle forme cette production peut être exploitée industriellement de la façon la plus rentable (transformation, conservation, surgélation, lyophilisation...). En l'absence de production existante, des études économiques permettent de définir à la fois le type de culture à développer et le type d'industries qui doivent lui être associées. Celles-ci prennent en compte les buts recherchés : consommation locale ou exportation (ou les deux à la fois).

Quel que soit le cas envisagé, INTERG apporte à cet important secteur son potentiel technique et humain et une vision qui englobe au-delà des aspects strictement productifs, les besoins réels.

Une expérience multi-produits

INTERG a approfondi son expérience de la plupart des produits agro-alimentaires : industrie des corps gras, secteur laitier (lait de consommation, beurre, fromage), conserverie de fruits et légumes, déshydratation de légumes, surgélation, industrie de la viande (abattoirs, charcuterie, salaisons, etc...).

aire



... Dans certains domaines, INTER G possède ses propres procédés et un très haut niveau de compétence (boissons alcoolisées et non alcoolisées, jus de fruits, concentrés) et le groupe peut également étudier et mettre au point des procédés originaux, fermentation en continu du levain pour les vins de Champagne par exemple.

... La forte implication d'INTER G dans les diverses industries alimentaires lui a permis de résoudre efficacement des problèmes spécifiques particulièrement complexes. En particulier ceux liés à l'hygiène et à la main d'œuvre. Sur ce dernier point, INTER G développe son action selon deux axes : automatisation et formation du personnel local.

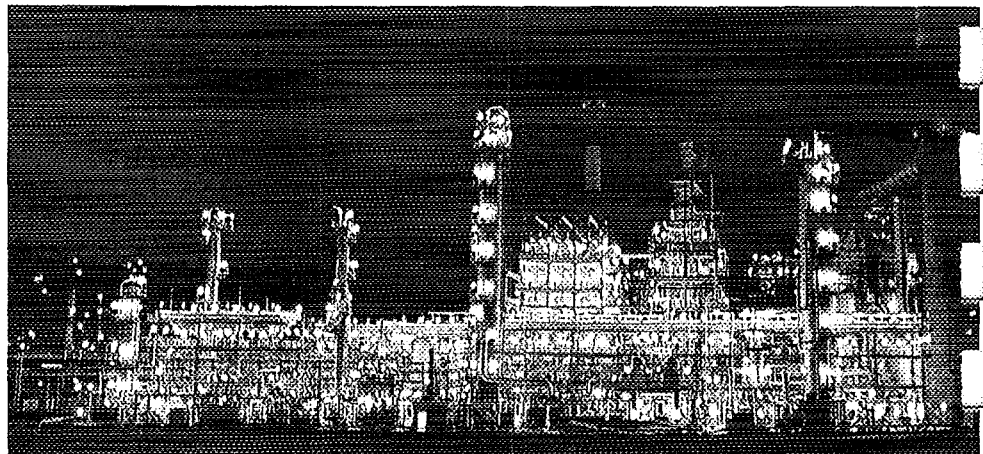
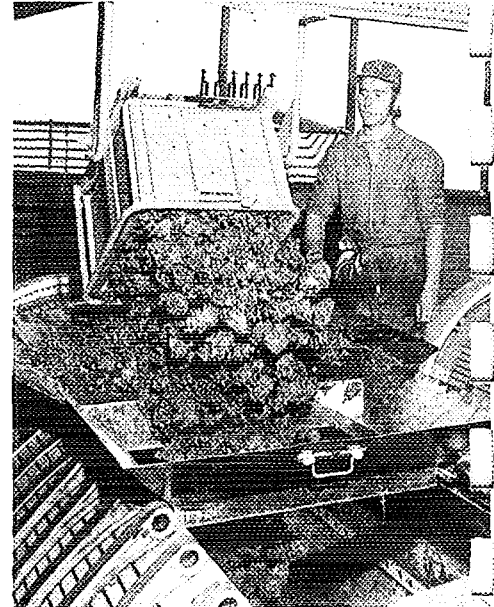
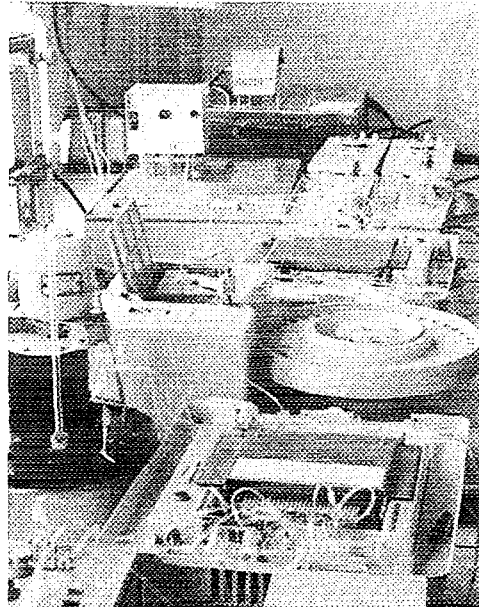
Vers une synergie agriculture - industrie

INTER G dispose, dans le monde entier, de très nombreuses références et développe actuellement une collaboration particulièrement active en Afrique, Amérique Latine, Moyen-Orient.

Pour tenir compte des réalités présentes des marchés, INTER G s'attache à intégrer des partenaires locaux pour la création de complexes associant l'agriculture et l'industrie de transformation. Dans ces véritables "chaînes agro-alimentaires" sont réunis par exemple : l'élevage des animaux, la

salle de traite, la laiterie, l'abattoir, le traitement des peaux, la fabrication des vêtements et le traitement des déchets... Une parfaite illustration d'une intégration verticale réussie.

L'imagination partagée



Elf Aquitaine Global

La crise industrielle est une réalité mais elle ne peut être acceptée comme une fatalité. L'environnement économique nous lance aujourd'hui un défi : défi à l'innovation, défi à l'imagination, défi à l'intelligence. INTERG a voulu se donner les moyens de le relever.

A travers ses équipes, INTERG s'est bâti un "esprit" qui lui est propre, alliant le réalisme et le dynamisme, la disponibilité et la flexibilité.

A travers ses techniques, INTERG s'est forgé un savoir-faire continuellement actualisé pour répondre aux demandes qui lui sont faites et mettre en œuvre les solutions les mieux adaptées.

A travers sa recherche, INTERG se dote de puissants atouts pour l'avenir. L'important effort que le groupe consacre actuellement pour le recrutement d'hommes et pour son équipement informatique en constitue la meilleure preuve.

Enfin, à travers les rapports entretenus avec les différentes sociétés, opérant dans le même secteur d'activité, INTERG souhaite promouvoir une forme de collaboration plus efficace fondée sur la coopération des compétences et l'imagination partagée.



INTERG is a registered trademark of INTERG, Inc. All rights reserved. © 1999 INTERG, Inc. All rights reserved. INTERG, Inc. is a registered trademark of INTERG, Inc. All rights reserved.